



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114688856>

14

INNATE - DRAFT

CA121
-633500

RAPPORT FINAL

AUTEUR: René Baudry

TITRE: Les Acadiens d'aujourd'hui

V. T

CA121

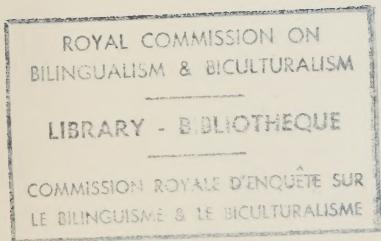
-63 B500

Table des matières

LES ACADIENS D'AUJOURD'HUI

INTRODUCTION

CHAPITRE I	- L'origine des Acadiens
CHAPITRE II	- Le retour de l'Acadie (1760-1764)
CHAPITRE III	- La vie nationale
CHAPITRE IV	- Bilinguisme
CHAPITRE V	- La vie économique
CHAPITRE VI	- La vie sociale
CHAPITRE VII	- La vie religieuse
CHAPITRE VIII	Rapport de recherche préparé pour la
CHAPITRE IX	Commission royale d'enquête sur le
CHAPITRE X	bilinguisme et le biculturalisme
CHAPITRE XI	- Bibliographie
CHAPITRE XII	- Annexes d'information
CHAPITRE XIII	- Documentations et recommandations



René Baudry

Juin 1966

Table des matières

INTRODUCTION

CHAPITRE I	- Qui sont les Acadiens? Des origines à la Déportation.
CHAPITRE II	- Le retour de l'exil (1760-1864)
CHAPITRE III	- La vie nationale
CHAPITRE IV	- Démographie
CHAPITRE V	- La vie économique
CHAPITRE VI	- La vie sociale
CHAPITRE VII	- La vie religieuse
CHAPITRE VIII	- La vie politique
CHAPITRE IX	- La vie culturelle
CHAPITRE X	- Langue et assimilation
CHAPITRE XI	- L'éducation
CHAPITRE XII	- Les moyens d'information
CHAPITRE XIII	- Conclusions et recommandations

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Le problème des relations ethniques au Canada présente des facettes différentes suivant les régions. Il ne se pose assurément pas de même façon dans Québec et Ontario, ni dans les Maritimes et les Prairies. Le fond du problème demeure approximativement le même, mais il existe, entre les provinces, des variables historiques et sociales qui en changent considérablement les données et appellent des solutions appropriées. D'où la nécessité d'études régionales.

Dans les provinces atlantiques, la présence des Acadiens pose un cas très particulier. Non seulement ils forment proportionnellement la plus forte minorité française hors du Québec, mais ils constituent un peuple distinct. Originaire d'une région différente de la France, ils ont évolué séparément, comme un vase clos, et connu un destin particulier. Leur langue elle-même et leur mentalité sont différentes. Sympathisant généralement avec leurs cousins du Québec, ils éprouvent cependant à leur égard une certaine méfiance et ne partagent pas toutes leurs idées.

Leurs relations avec l'élément anglais datent de très loin (350 ans depuis la "visite" d'Argall, en 1613) et n'ont jamais été interrompues. Beaucoup d'échanges sont survenus entre eux : des Ecossais, établis à Port Royal; se sont acadianisés; beaucoup d'Acadiens, même avant 1755, avaient appris l'anglais et commerçaient avec Boston.

Le Nouveau-Brunswick est actuellement, après Montréal, la province la plus bilingue du Canada, en ce sens qu'on n'y trouve pas seulement des anglophones et des francophones vivant côte à côte, mais la plus forte proportion de personnes parlant les deux langues : 18.98 % contre 17.85 % dans Québec (à l'exception de Montréal, 36.81 %) et 7.90 % seulement en Ontario.

Une autre différence entre les Maritimes et Québec, c'est que les Acadiens, victimes d'un traitement beaucoup plus cruel, à la conquête, conservent moins de rancoeur et récriminent beaucoup moins que les Québécois. Le tragique arrière-plan historique et la cordialité apparente des relations interraciales forment contraste, et créent un climat psychologique très spécial. Parce qu'on n'y entend pas de bombes ni de discours incendiaires, on a l'impression qu'il n'y existe aucun problème ... ou qu'on n'ose pas y toucher.

Mais, sous cette apparence tranquille persiste un grave malaise. Il existe entre les deux groupes ethniques une rupture d'équilibre qui menace constamment l'harmonie de leurs rapports. Il s'agit de beaucoup plus qu'une opposition

de langues et de cultures. C'est tout un complexe éducationnel, social, économique et politique qui écrase littéralement l'un de ces groupes, au point qu'il n'y trouve pas les conditions nécessaires à son développement, et se voit menacé dans son existence même.

Relégués souvent dans des régions excentriques, séparés du reste de la population par une triple barrière (ethnique, religieuse et linguistique), longtemps tenus à l'écart des postes de commande et soumis à un système d'éducation mal fait pour eux, un bon nombre d'Acadiens, de gré ou de force, se sont repliés sur eux-mêmes et se sont laissés devancer par le progrès. Pour beaucoup d'entre eux aujourd'hui (v.g. dans les comtés de Kent et de Gloucester), le problème essentiel est d'échapper aux griffes de la misère et de l'ignorance.

La situation présente sans doute un aspect linguistique et culturel, mais - ici comme dans Québec - elle est beaucoup plus complexe. Pour bien la comprendre et en déceler les causes, il faut d'abord en étudier les antécédents historiques. Seule l'histoire peut expliquer des faits et des tendances qui, autrement, paraîtraient incompréhensibles. Sans elle, on s'expose à porter des jugements superficiels, injustes et faux.

Pour apprécier aussi l'ampleur du problème et déterminer l'importance relative de chaque élément, il faut l'envisager dans son ensemble et sous ses différents angles : géographique, économique, social, politique, etc. Tous ces aspects sont corrélatifs et interdépendants. La pauvreté économique s'explique en partie par le manque d'éducation; les carences éducatives dépendent de causes sociales et politiques, etc. Il faut donc une étude globale de toute la question acadienne.

Une telle étude relève de plusieurs disciplines et, si on désire la pousser à fond, elle exigera le concours d'une équipe complète de sociologues, économistes, psychologues, etc., et nécessitera des enquêtes minutieuses dans les diverses régions.

Plusieurs professeurs, ainsi que des organismes gouvernementaux et universitaires, ont déjà entrepris des enquêtes sur plusieurs aspects et secteurs particuliers de la vie acadienne. Il reviendrait à la jeune Université de Moncton de centraliser les résultats de ces travaux et de coordonner un programme de recherches.

Nous ne présentons ici qu'une vue d'ensemble, un essai de synthèse reflétant exactement, croyons-nous, la situation actuelle, en pleine évolution. Nous

avons essayé de dresser ce tableau dans une perspective historique, en nous aidant des travaux publiés en ces dernières années par plusieurs économistes et sociologues, et en utilisant les résultats de diverses commissions récentes et des enquêtes en cours (Stirling County Study, APEC, ARDA). Nous avons aussi interrogé un bon nombre de personnes et procédé à quelques enquêtes locales.

Nous désirons remercier les personnes qui ont collaboré à cette étude, notamment Mme Maud Hody, qui a rédigé la majeure partie des chapitres sur la démographie et la vie économique, le R.P. Anselme Chiasson, o.f.m.cap., qui a préparé les chapitres sur la vie nationale, religieuse et culturelle, et Mme Pierre Azard, qui nous a aidé dans la préparation du chapitre sur l'éducation. Le R.P. Médard Daigle, c.s.c., a compilé les statistiques des anciens élèves de l'université Saint-Joseph, et le personnel du poste CBAF, de Moncton, nous a fourni les renseignements sur l'organisation de la radiodiffusion et télévision aux provinces Maritimes. Nos remerciements vont aussi à plusieurs professeurs de l'Université de Moncton, MM. Alexandre Boudreau, Jean Cadieux et Eugène Richard, à MM. Yves Roberge et Ronald Le Blanc, bibliothécaire et archiviste à la même Université, ainsi qu'à Messieurs les abbés François Bourgeois, Raymond Boudreau et Emery Doucet, et à Messieurs Eric Cormier, Ulysse Gaudet et William Webster, qui nous ont fourni des renseignements et des suggestions très utiles.

R. B.

CHAPITRE I

Qui sont les Acadiens?
Des origines à la Déportation.

Chapitre I. Qui sont les Acadiens ?

Des origines à la Déportation

1. Origine du nom et limites. -- 2. Les fondateurs: De Monts, Rasilly, O'Aul,ay. -- 3. Période d'expansion après le traité d'Utrecht. -- 4. Vie des Acadiens. -- 5. Prise de Port-Royal et traité d'Utrecht; le serment d'allégeance. -- 6. Les Acadiens entre les belligérants. -- 7. La Déportation et ses phases. -- 8. Jugement.

1. Origine du nom et limites du territoire.

Le mot Acadie, dérivé d'Arcadie, remonte à Verrazano. Lui-même rapporte dans sa Relation (1524) qu'il nomma un point de la côte américaine "Archadia", per la belleza de li arbore" (pour la beauté de ses arbres)⁽¹⁾. Le mot se retrouve ensuite sur les cartes de Gastaldi (1548), de Zaltieri (1566) et de plusieurs autres, dans la Cosmographie de Thevet, dans la commission de Pierre du Gua et dans les premières œuvres de Champlain.

Ce nom désignait d'abord un endroit précis; probablement, d'après Ganong, la péninsule d'Acconiac, en Virginie, près de l'embouchure de la Chesapeake. Puis les cartographes et les marins l'étendirent à toute la côte atlantique, du Kenebec au Cap-Breton. Les limites exactes du territoire acadien n'ont jamais été bien déterminées. Les commissions anglo-françaises nommées pour fixer les frontières ne réussirent jamais à s'entendre. En fait cependant, sauf quelques établissements temporaires à Pentagouet, les Français occupèrent peu la région au sud de la rivière Saint-Jean. Entre cette rivière et le Kenebec s'étendait le domaine des Abénaquis, leurs alliés.

La situation de ce pays, formant un triangle avancé entre la Nouvelle-France et les colonies anglaises, explique son histoire tourmentée. Placée, avec Terre-Neuve, sa voisine, à la pointe extrême du continent nord-américain, elle fournissait une escale commode aux navires de toutes nations venant en Amérique. Ses pêcheries et ses pelleteries excitèrent les convoitises des Portugais, des Anglais et des Français. Du jour où elle fut colonisée par ces derniers, la proximité des colonies anglaises du sud l'exposait aux attaques, et elle devint une sorte d'enjeu ou de champ de bataille entre les deux nations.

2. Les fondateurs: De Monts, Rasilly, D'Aulnay ...

Après une vaine tentative des Portugais au Cap-Breton, en 1520, les premiers établissements en Acadie furent créés par le huguenot Pierre du Gua, sieur de Mons, à l'Île Sainte-Croix en 1604, et à Port-Royal en 1605. Mais en 1607, après la révocation de son privilège de commerce, Champlain, jugeant les côtes acadiennes difficiles à surveiller et trop exposées aux attaques, conseilla à De Mons de s'établir plutôt au Saint-Laurent. Mais le roi d'Angleterre avait concédé le même territoire à ses sujets et corsaire virginien, Argall, vint en 1613 ravager Port-Royal et la nouvelle colonie de Saint-Sauveur. Ce premier contact présageait mal des relations anglo-françaises en Acadie.

Le jeune Biencourt, fils de Poutrincourt, ne quitta cependant pas le pays et continua d'y habiter jusqu'à sa mort avec quelques compagnons, dont les deux La Tour. En 1621, le roi d'Angleterre, Jacques I^{er}, concéda de nouveau cette région à William Alexander, qui y envoya une colonie vers 1628, pendant que les Kirke s'emparaient de Québec. Les Ecossais s'entendirent assez bien, au moins avec Claude La Tour, le père, puisqu'on les voit maintenir des forts voisins à Port-Royal. Mais la France gardait des prétentions sur le territoire. Richelieu l'avait concédé à la Compagnie des Cent-Associés, organisée en 1627, et en obtint la rétrocession formelle par le traité de Saint-Germain-en-Laye.

Peu après la signature du traité, un des membres influents de la Compagnie, le commandeur Isaac de Rasilly, organisa une puissante expédition et vint reprendre possession du pays. Il établit sa capitale à La Hève, directement sur l'Atlantique. Il y amena un premier contingent de 300 colons et engagés, suivi de plusieurs autres, recrutés surtout en Touraine. Quelques-unes des plus anciennes familles acadiennes remontent à ce groupe.

Après la mort du commandeur, survenue presque en même temps que celle de Champlain à Québec, en 1635, son frère Claude de Launay-Rasilly, et son ancien lieutenant, Charles d'Aulnay, continuèrent l'entreprise, par leurs seuls moyens, avec beaucoup de difficultés. La Compagnie de Nouvelle-France avait aussi fondé un poste à Miscou et accordé des concessions à Jean Tuffet au Cap-Breton, à Nicolas Denys sur les côtes du Golfe, à Charles de La Tour au Cap Sable et à la rivière de Saint-Jean. Ces concessionnaires s'occupèrent surtout de traite, mais on sait qu'ils amenèrent aussi quelques colons. Une malheureuse rivalité entre d'Aulnay et La Tour dégénéra en petite guerre civile, à laquelle prirent part des marchands de Boston.

A la mort d'Aulnay (1650) la colonie acadienne transportée de nouveau à Port-Royal, comptait au plus 400 âmes, y compris les soldats et les engagés. Une ère de confusion suivit, marquée surtout par les contestations entre les héritiers et créanciers d'Aulnay, Le Borgne et La Tour. Une attaque anglo-hollandaise, conduite par Sedgewick, vint y mettre fin en 1654. Pour une seconde fois, l'Acadie passa alors sous l'occupation anglaise et y demeura 16 ans. Occupation assez bénigne d'ailleurs, maintenue seulement par quelques officiers et quelques marchands. Les colons acadiens, semble-t-il, vécurent en concorde avec leurs occupants, puisque plusieurs de deux-ci, un Caissy, un Granger et deux frères Melanson épousèrent des Acadiennes et se fixèrent définitivement à Port-Royal. Leurs descendants, totalement francisés, partagèrent ensuite les heures et malheurs du peuple acadien, et le premier archevêque de Moncton, Mgr Arthur Melanson, descendait de l'un d'eux.

3. Période d'expansion après le traité de Bréda.

Le traité de Bréda (1667) rendit encore une fois l'Acadie à la France. Le nouveau gouverneur, Grandfontaine, s'établit à Pentagouet avec une garnison et quelques nouveaux colons. L'un de ses premiers soins fut d'ordonner un recensement. Le cens nominal de 1671 constitue l'un des plus précieux documents de l'histoire acadienne. Il fournit la liste d'une cinquantaine de noms, répartis entre 67 familles, qui forment la souche principale du peuple acadien. Quelques soldats, engagés et matelots viendront par la suite s'ajouter à ce groupe primitif, mais les deux tiers de ces familles survivent encore aujourd'hui et forment 60 % du peuple acadien. ⁽³⁾

La population commençait déjà à se sentir à l'étroit dans la vallée de Port-Royal; quelques chefs de familles et de jeunes ménages songèrent à essaimer. Jacob Bourgeois, avec plusieurs des siens, allèrent s'établir à Beaubassin, en 1672, et La Vallière y obtint, peu après, une seigneurie et y amena des familles canadiennes de Trois-Rivières. Pierre Melanson allait s'installer aux Mines en 1680, bientôt suivi de plusieurs autres, qui fondèrent la village de Grand-Pré.

Vers la même époque, le ministre Colbert et l'intendant Talon songèrent à développer vraiment l'Acadie. Talon voulait la relier à Québec par une route

terre, et concéda plusieurs seigneuries aux frères Damours, sur la rivière Saint-Jean. Son successeur, Jacques de Meulles, vint y passer un hiver (1685-86) et soumit des projets enthousiastes à la Cour. Mais les changements de politique et les querelles intérieures empêchèrent ces plans de se réaliser. Les ministres suivants ne s'occupèrent jamais sérieusement de cette région, et ne firent qu'y maintenir un gouverneur, mal payé et soumis à celui de Québec, avec une petite garnison de 30 hommes. Un navire y apportait chaque année des ravitaillements et y amenait quelques officiers et soldats. L'Acadie cependant continuait à se développer lentement par elle-même. De nouveaux villages, Piziquid et Cobéquid (1686) s'établirent autour du Bassin des Mines, et la colonie de Beaubassin poussait des antennes vers Chipoudy (1698).

4. Vie des Acadiens.

Cette population s'accroissait à un rythme rapide. Après être demeurée très faible (moins de 400 âmes) pendant une vingtaine d'années, après la mort de D'Aulnay et sous l'occupation anglaise, elle s'éleva ensuite à 885 âmes en 1686 et 1068 en 1693; à 1508 en 1707 et 2295 en 1714. Ces habitants, issus d'un petit nombre de pionniers, étaient presque tous parents entre eux, dans chaque village et d'un village à l'autre. Cette descendance formait une espèce de tribu patriarcale, à la mode biblique, dont l'entr'aide était la première loi.

Essentiellement laboureurs, les Acadiens préféraient les terres d'alluvions fertiles, dans les vallées ou en bordure de la mer; ils endiguèrent ces "marais" par d'ingénieux ouvrages, les levées et les aboiteaux, capables de résister aux puissantes marées de la Baie de Fundy. Ils y récoltaient du blé en abondance, mais préféraient bâtir leurs maisons sur les terres hautes, moins exposées à l'humidité, et y plantaient aussi leurs potagers et arbres fruitiers. "Il y a des endroits aussi bien plantés de pommiers qu'en Normandie" écrivait Diéreville.

Les recensements nous montrent qu'ils élevaient de nombreux troupeaux. Ils avaient eu, comme premiers bestiaux, des vaches et boeufs sauvages tirés de l'Île de Sable, ce qui explique leur mauvaise qualité. Mais les brebis, les

porcs et les volailles importés de France y prospéraient. Ils avaient en abondance du blé et autres céréales, de la viande, des laitages et des œufs plus qu'ils n'en pouvaient consommer, et ils en exportèrent souvent à Boston et Louisbourg. A cela s'ajoutait le gibier à poil et à plumes, les poissons des rivières et de la mer, les crustacés, le sucre d'érable et la bière d'épinette, pour former un menu abondant et varié.

Habitués dès longtemps à se suffire, ils avaient développé les métiers domestiques. Les hommes savaient travailler de la hache, et construisaient eux-mêmes leurs maisons et leurs bâtiments de bois rond. Ils savaient aussi bâtir des moulins, pour scier le bois ou moudre le blé, et fabriquaient eux-mêmes leurs meubles rudimentaires (lits, bancs, coffres, etc.), leurs instruments aratoires (charrues, jougs, etc.) et des instruments plus compliqués, comme les rouets et les appareils à broyer le lin. Les femmes savaient carder et filer la laine, tisser le lin et le chanvre, fabriquer des mocassins. Sans presque jamais posséder d'argent, les familles jouissaient abondamment du nécessaire. Ce qui leur manquait le plus, c'était le fer, les outils et articles manufacturés, les épices, étoffes fines, chapeaux, vin et articles de toilette, qu'ils devaient importer de France ou de Boston.

Les nombreuses perturbations et les changements d'allégeance qu'ils avaient subis n'avaient guère favorisé le développement de l'instruction livresque. Peu d'entre eux savaient lire et écrire. On le reconnaît au très petit nombre d'entre eux qui savaient signer. Mais La Hève, Port-Royal et les Mines posséderent des écoles pendant quelque temps, et les plus fortunés, comme Nicolas Denys, envoyèrent leurs filles chez les Ursulines de Québec. L'administration française, souvent absente et toujours lointaine, ne les inquiéta jamais beaucoup. Ils apprirent à se gouverner eux-mêmes, par leurs assemblées de paroisses, et soumettaient la plupart de leurs différends aux missionnaires. Ils développèrent ainsi un vif sentiment d'indépendance, et les gouverneurs français les accusèrent souvent de vivre "en républicains" ou "demi-républicains".⁽⁴⁾

5. Prise de Port-Royal et traité d'Utrecht; le serment d'allégeance.

Si la France négligeait l'Acadie, les marchands du Massachusetts ne la perdaient pas de vue. Par leur situation géographique, ces deux colonies se prolongeaient l'une l'autre et entraient forcément en contact. Les Acadiens, manquant d'objets manufacturés, s'approvisionnaient à Boston et les navires bostonais envahissaient les côtes acadiennes, pour la pêche et le commerce. Des marchands anglais, comme John Nelson, possédaient des magasins à Port-Royal. Seule une politique ferme et un énergique soutien eussent permis à l'Acadie de se maintenir et de se développer.

Les escarmouches des sauvages alliés et les rivalités entre pêcheurs entretenaient en permanence une espèce de conflit larvé, et chaque guerre européenne déclenchaît dans les colonies des attaques réciproques. Les gouverneurs de Québec et de Port Royal organisèrent plusieurs raids dévastateurs et des expéditions maritimes réussies contre Pemquid et la Nouvelle-Angleterre. Mais l'équilibre des forces favorisait fortement les colonies anglaises. Phipps, en 1690, occupe temporairement et ravage Port-Royal. Church l'assiège de nouveau en 1704 et ravage Beaubassin. March, en 1707, dirige deux tentatives infructueuses contre Port-Royal. Finalement Nicholson organise une expédition de 3500 hommes contre la petite ville. Subercase, n'ayant à ses ordres que 156 soldats et une centaine de miliciens, doit capituler, le 13 octobre 1710. Toute l'Acadie compte alors environ 2300 habitants.

Par le traité d'Utrecht (1713), la France cédait à l'Angleterre ses deux avant-postes en Amérique, Terre-Neuve et l'Acadie. Elle ne conservait que l'Île du Cap-Breton, pour assurer ses communications avec le Canada, et des droits de pêche sur la côte ouest de Terre-Neuve (French Shore). Les habitants pouvaient demeurer, en prêtant un serment d'allégeance, et obtenaient la liberté religieuse. Ils avaient un délai d'un an pour s'en aller, s'ils le désiraient. La reine Anne leur accorda ensuite un nouveau délai de deux ans pour vendre leurs propriétés.

Alors commença une ère de tiraillements et d'atermoîtements qui allait durer 40 ans. La France, pour protéger l'entrée du Saint-Laurent, avait décidé de fortifier le Cap-Breton. Les officiers français invitèrent les Acadiens à s'établir à l'île Royale, mais ceux-ci hésitaient à quitter leurs prairies

fertiles pour les hautes terres caillouteuses du Cap-Breton. Ils demandaient aussi des embarcations pour s'en aller. D'autre part, les gouverneurs anglais, désireux de garder une population industrielle dont ils avaient besoin pour alimenter la garnison, mirent des obstacles à leur départ. Quelques-uns seulement se résignèrent ou réussirent à partir pour l'île Royale, ou, après 1720, pour l'Île Saint-Jean; la grande majorité demeure. Les délais expirés, ils refusèrent obstinément de prêter un serment d'allégeance absolue, contraire à leur foi, et qui les eût obligés à prendre les armes contre les Français ou les Indiens. Finalement, ils obtinrent de Philippe, d'Armstrong et de Wroth de ne prêter qu'un serment de fidélité, qui leur permettait de demeurer neutres en cas de guerre.

6. Les Acadiens entre les belligérants.

Cette situation équivoque se prolongea sans trop de heurts jusqu'en 1744. A ce moment, la guerre de Succession d'Autriche mettait encore une fois aux prises la France et l'Angleterre. Louisbourg, construit à coups de millions, était devenu un centre de pêche et de commerce important. Il protégeait l'accès du Canada, mais menaçait en même temps les colonies américaines. Celles-ci considéraient Louisbourg comme "une épée à leur flanc" et désiraient vivement s'en débarrasser. Les Français de leur côté songeaient toujours à reprendre l'Acadie. La guerre fournit à chaque parti l'occasion de tenter la réalisation de ses desseins.

Cette guerre mit les Acadiens dans une situation tragique. Deux expéditions françaises, dirigées par Duvivier et Marin, vinrent attaquer Port-Royal en 1744 et 1745, et les commandants pressèrent vivement les habitants de se rebeller. Mais les Acadiens demeurèrent neutres et le gouverneur anglais, Mascarene, reconnut leur fidélité. De leur côté, les colonies américaines organisèrent un armement considérable contre Louisbourg qui, mal défendu et mal commandé, capitula rapidement.

La France, désagréablement surprise, arma une nouvelle flotte pour reprendre la forteresse, et Ramezay dirigea une nouvelle expédition de Canadiens et de sauvages, chargée de prendre Port-Royal. Les Acadiens furent encore requis de fournir des vivres et des renseignements aux deux côtés et d'aider à la fois les assiégeants et les assiégés. Quelques-uns prirent ouvertement parti pour les

Français, mais la grande majorité demeura neutre. Quand Ramesay apprit l'échec de la flotte du marquis d'Anville, il se retira à Beaubassin pour y passer l'hiver. Une colonne anglaise de 600 hommes, commandée par Noble, vint s'installer aux Mines, avec l'intention d'attaquer Ramesay au printemps suivant. En février, pendant une forte tempête de neige, les Canadiens vinrent surprendre de nuit la troupe de Noble, et tuèrent 130 hommes.

Le traité d'Aix-la-Chapelle (1748) rendit Louisbourg à la France et nomma une commission pour régler les frontières. Mais tous sentaient bien que cette paix n'était qu'une trêve. Les Anglais s'étaient rendu compte du danger de laisser la Nouvelle-Ecosse sans défense suffisante et sans colons sûrs. Ils entreprirent alors sérieusement de la fortifier et de la coloniser. Cornwallis, en 1749, amena un premier contingent de 2756 personnes et fonda Halifax, qui devint la capitale de la province.

Les incidents de la dernière guerre avaient aussi détérioré la position des Acadiens. L'ensemble était demeuré neutre, mais ils gardaient évidemment des sympathies pour les Français, et quelques-uns avaient même favorisé les incursions récentes. Dans l'éventualité d'une nouvelle guerre, il apparaissait clairement que leur présence créerait un danger pour la sécurité du pays. Cornwallis adopta à leur égard une politique rigoureuse. Il exigea d'eux un serment sans condition ou les somma de s'enrôler en renonçant à toutes leurs propriétés. En établissant des colons anglais parmi eux, il espérait parvenir à les angliciser et protestantiser. Leur situation devenait intenable.

L'abbé Leloutre, missionnaire des Micmacs, vit le danger d'apostasie qui menaçait les Indiens aussi bien que les Acadiens, et entreprit alors contre les Anglais une espèce de guerre sainte. De concert avec les gouverneurs de Québec et de Louisbourg, il stimula les Micmacs et encouragea les Acadiens à passer en territoire français. La commission des limites se réunit en 1750, mais, dès les premières rencontres, il parut évident que les délégués ne pourraient pas s'entendre. Suivant l'opinion française, l'ancienne Acadie, cédée par le traité d'Utrecht, ne comprenait que la péninsule de Nouvelle-Ecosse. Mais les commissaires anglais réclamaient jusqu'au Saint-Laurent.

L'arrivée des colons anglais s'accéléra au cours des années suivantes. Halifax compta bientôt 4000 habitants et 300 d'entre eux s'installèrent aux

Mines. Les Acadiens commencèrent alors à émigrer massivement vers l'Île Saint-Jean et vers l'Isthme de Chignecton. Le gouverneur de Québec envoya un officier, La Corne, avec une petite troupe afin de protéger leurs mouvements. Cornwallis, de son côté, chargea le colonel Lawrence de prendre position à Beaubassin, pour surveiller la région. Mais les Indiens incendièrent le village et Lawrence dut retourner bredouille à Halifax. Il revint l'année suivante établir un fort au centre de l'isthme. Les Français, par contre, décidèrent l'érection du fort Beauséjour, et les deux garnisons se regardaient avec défi, de chaque côté de la petite rivière Missiguash.

L'abbé Leloutre avait obtenu des crédits de la Cour pour endiguer les marais de Chignectou. Plusieurs milliers d'Acadiens arrivaient de Nouvelle-Ecosse et une partie d'entre eux s'installa autour de Beauséjour. Les commandants français exigèrent d'eux un serment de fidélité au roi de France et les embrigadèrent dans des compagnies de milice. Plusieurs incidents se produisirent. Un autre conflit était engagé sur l'Ohio. La tension montait: l'Angleterre envoya une flotte, commandée par Boscawen, et les colonies anglaises expédièrent des troupes pour attaquer Beauséjour. Après une molle défense, le commandant Verger rendit le fort encore inachevé.

7. La Déportation et ses phases.

Plusieurs fois déjà, l'idée d'expulser les Acadiens avait été proposée, soit par les gouverneurs précédents, soit par Shirley et les autorités du Massachusetts, soit par Lawrence lui-même. Les raisons invoquées étaient toujours à peu près les mêmes : le refus des Acadiens de prêter un serment d'allégeance absolue; leur occupation des meilleures terres, ce qui empêchait l'installation de colons anglais; leurs sympathies françaises et leurs relations avec Louisbourg et Québec.

Les plans d'expulsion et même les projets d'émigration spontanée des Acadiens, avaient toujours été repoussés pour des motifs d'opportunité, parce qu'on avait besoin d'eux ou parce qu'on craignait que leur départ ne renforçât les colonies françaises.

En 1755, l'imminence d'une nouvelle guerre et les incidents récents, comme l'affaire des Mines, l'incendie de Beaubassin, l'assassinat de Howe, etc.,

redonnaient de l'actualité à cette idée. D'autant plus que la crainte des Indiens, l'influence des missionnaires et des officiers français sur eux, et leur alliance avec les Acadiens, portaient à exagérer le danger. Lawrence consulta son Conseil et l'Amiral Boscawen et, sans attendre l'avis de Londres, décida de profiter de la présence des troupes et de la flotte pour déporter tous les Acadiens dans les colonies anglaises. Cette opération, en fait, se répartit en trois phases.

L'expulsion de 1755. -- Au mois d'août 1755, Lawrence envoya des émissaires dans les principaux centres, avec ordre de convoquer les chefs de famille acadiens dans les églises ou les forts, sous divers prétextes. Quand ils furent rassemblés, on les déclara prisonniers. Au cours des mois suivants, on les embarqua par groupes, avec leurs familles, sur des transports. Presque partout, l'embarquement s'opéra dans la hâte et la confusion, et beaucoup de familles furent séparées. Les colonies anglaises accueillirent fort mal ces indésirables. La Virginie refusa de recevoir son contingent et l'expédia en Angleterre. La Caroline du Sud renvoya le sien aux états voisins. Pendant plusieurs années, le sort de ces malheureux, au milieu d'une population étrangère et hostile, ne fut qu'une déchirante aventure. De septembre à décembre 1755, on estime qu'entre 6000 et 7000 Acadiens furent ainsi déportés.

Seconde expulsion: en 1759. -- Beaucoup d'Acadiens de la Nouvelle-Ecosse s'étaient réfugiés à l'Île Saint-Jean depuis 1749. Lors des événements de 1755, les habitants de Cobequid et des fugitifs de la région de Beauséjour étaient aussi passés dans l'Île. La population devait atteindre près de 5000 âmes, réparties en 5 paroisses. Après la prise de Louisbourg (1758) Amherst envoya Lord Rollo évacuer toute cette population. Neuf vieux navires vinrent les recueillir, dont deux au moins sombrèrent avec leurs 700 passagers. Entre 3000 et 4000 de ces habitants abordèrent dans les ports de France au cours de l'hiver suivant.

Les razzias de 1756 à 1762. -- Malgré les précautions prises, lors de l'expulsion de 1755, plusieurs milliers d'Acadiens avaient échappé: ceux de Cobequid, du Cap Sable, de la rivière Saint-Jean, et une bonne partie de la population éparpillée sur les rivières Tintamare, Chipoudy, Petitcodiac et Memramcook, aux environs de Beauséjour. Quelques-uns avaient réoccupé leurs

maisons, croyant le danger passé; d'autres vivaient isolés dans les bois avec les Indiens ou dans des campements improvisés.

Lawrence envoya plusieurs partis militaires pour tenter de rafler ces fugitifs. Prebble enlève 72 prisonniers au Cap de Sable en 1756. Mankton, en 1759, capture 30 familles à la rivière Saint-Jean et brûle tout ce qu'il rencontre. A l'automne de la même année, Hazen brûle le village Sainte-Anne, massacre des femmes et des enfants et ramène dix prisonniers. Les expéditions de Frye, Willard et Scott, vers les villages de l'isthme, ne ramenèrent que des femmes et des enfants. Mais le capitaine Danks eut plus de succès. Il réussit à prendre des prisonniers et rapporta des scalps. Un groupement considérable avait été établi par Boishébert à Miramichi. Au cours de l'hiver de 1756-57, la famine y fit périr plus de 300 personnes, réduites à manger des charognes et le cuir de leurs mocassins. A l'automne de 1759, plusieurs centaines de survivants, à bout de ressources, vinrent faire leur soumission au fort Cumberland.

Deux cents Acadiens revinrent aussi de Québec, après la prise de cette ville, descendirent la rivière Saint-Jean et se présentèrent au Fort Frederick, où ils furent retenus captifs, puis transférés à Halifax. De temps en temps, Lawrence, profitant des navires disponibles, envoyait des groupes de ces prisonniers en Angleterre.

Quand il mourut, le 18 octobre 1760, il ne restait plus en Acadie, sur une population d'environ 15.000 âmes, qu'un millier de prisonniers à Halifax ou dans les forts, et 1500 rescapés, cachés dans les bois et sur les côtes du Golfe. Un bon millier avait pu se réfugier dans Québec; entre 6000 et 7000 avaient été épargnés dans les colonies américaines et 3000 transportés en France. Plus de 1500 étaient morts noyés en mer ou victimes de la famine et des épidémies. En reconnaissance, de ces hauts-faits, le Conseil de Halifax vota 2000 livres pour ériger à Lawrence un buste de marbre blanc.

8. - Jugement.

Cette question de l'expulsion des Acadiens n'a habituellement pas été étudiée de façon réellement scientifique, avec un dépouillement complet des sources anglaises, américaines et françaises, et dans la stricte objectivité nécessaire. Si l'on met de côté toutes les histoires superficielles ou romançées et les vulgarisations de seconde main, on s'aperçoit vite que les historiens

les mieux renseignés (Parkman, Casgrain, Richard, Lauvrière) ont écrit des plaidoyers partiaux et passionnés; c'est de la polémique autant que de l'histoire. Haliburton, Murdoch et Doughty se sont montrés sympathiques aux Acadiens, mais n'ont pas traité le problème en profondeur. De même, Monsieur Guy Frégault n'a fait que l'effleurer de façon superficielle et tronquée, dans un chapitre de sa Guerre de la Conquête. Le seul historien qui ait abordé l'histoire d'Acadie avec une méthode réellement exhaustive et un esprit serein, détaché de tout parti pris, est W.B. Brebner, dans son New England's Outpost, Acadia... (5).

Si un historien, anglais ou français, ou un groupe de chercheurs des deux langues, pouvait étudier et vulgariser une histoire de la Dispersion, en tenant compte non pas seulement des deux antagonismes, français et anglais, mais aussi des Acadiens eux-mêmes, avec les recherches et l'impartialité nécessaire pour faire autorité, ce serait apporter une contribution essentielle pour résoudre une vieille querelle qui empoisonne encore les relations ethniques aux Provinces Maritimes et attend toujours sa franche et complète explication. Sans prétendre apporter un jugement définitif sur cette question, nous pouvons tout de même, ne serait-ce que pour tenter de clarifier la situation, poser quelques jalons et tâcher de dégager quelques-unes des causes de cet événement.

A l'origine, on trouve une querelle de frontières. Le territoire, mal défini, est réélamé à la fois par la France et l'Angleterre. C'est la raison des attaques d'Argall, de Sedgewich, de Phipps, de Nicholson contre Port-Royal, et des attaques françaises contre Pentagouet.

La cause plus directe de longues difficultés, ce fut la situation équivoque créée par le traité d'Utrecht (1713). Le gouvernement était anglais, mais la population française. Les Acadiens refusaient le serment d'allégeance absolue qui les eût obligés à prendre les armes contre les Français et les Indiens, et tenaient à rester neutres. Cette solution, praticable en temps de paix, fut assez bien observée pendant plus de trente ans. Mais il était excessivement difficile de l'observer en temps d'hostilités; on l'avait bien vu lors de la guerre de Succession d'Autriche. La France et l'Angleterre vivaient depuis des siècles en état de guerre chronique. Aux oppositions de race et de religion, déjà très vives dans les métropoles, s'ajoutaient en Amérique les conflits d'intérêts concernant la traite des pelleteries et les pêcheries. L'Acadie, poste

avancé du Canada, fut toujours la première attaquée et sa population, après 1713, fut constamment sollicitée des deux côtés. Elle subit en somme, une destinée semblable à celle qu'éprouvèrent plus tard en Europe l'Alsace-Lorraine et la Pologne.

Mais les causes immédiates et déterminantes de l'expulsion des Acadiens, il faut les chercher dans un ensemble de circonstances particulières: caractère brutal de Lawrence; provocation des officiers français, par les expéditions contre Port-Royal et l'attaque des Mines; attitude discutable de quelques missionnaires, comme l'abbé Leloutre; psychose de guerre engendrée chez le Conseil de Halifax par la crainte des Indiens. Dans ce complexe de circonstances, on peut comprendre que l'événement ait pu se produire et, jusqu'à un certain point, l'expliquer. Mais ni les raisons politiques ni les motifs militaires ne permettent de le justifier adéquatement. Un écrivain anglais qui allait s'illustrer plus tard comme homme d'Etat, Edmund Burke, formulait, à peine deux ans après l'expulsion, le jugement très nuancé que voici:

"Il y avoit dans le pays au commencement de cette guerre un grand nombre de François que l'on traitoit comme un peuple neutre, au lieu qu'ils eussent dû être sujets du Roi d'Angleterre. Ils ne l'étoient cependant point, et à dire vrei, nous nous mettions très peu en peine de les protéger. On les accusa de favoriser les courses des Indiens, et même de leur fournir des armes et des munitions. Si nous eussions bâti un fort dans leur pays, et que nous y eussions mis une petite garnison à leurs dépens, si nous leur eussions donné des magistrats, et que nous leur eussions fait connoître l'utilité et l'excellence de nos lois, de même que notre puissance, nous eussions sauvé la vie à quantité de gens, et nous n'aurions pas été dans la nécessité, si tant est que c'en fut une, de prendre des mesures qui, bien que conformes à la politique, sont telles qu'un coeur humain et généreux ne les adopte jamais qu'à regret⁽⁶⁾".

Il est significatif aussi que Wolfe, Amherst et Murray, sans contrecarrer ouvertement le gouvernement de Halifax, exprimèrent plusieurs fois leur désaccord sur les mesures prises par lui, et que les autorités anglaises, au moins ante factum, n'approvèrent pas la Déportation. Cet acte de barbarie inutile demeure la responsabilité propre de Shirley, de Boscawen, et surtout de Lawrence et de ses conseillers.

C'est un événement aussi regrettable que l'expulsion des Loyalistes des Etats-Unis et que les persécutions politiques et religieuses qui forcèrent les

Ecossais et les Irlandais à émigrer de Grande-Bretagne. Curieux sort des provinces atlantiques, destinées à devenir le refuge de tous ces affamés, de ces persécutés et de ces "mal fichus"! Au lieu de s'entendre comme chiens et chats, ils devraient bien plutôt sympathiser entre eux et s'entendre pour améliorer leur sort commun!

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Notes

- 1 - "Relation" de Verrazano, publiée par Ch.-A. Julien dans Les Français en Amérique, Paris 1946, p. 61.
- 2 - "Indian Place-Nomenclature..." (5e article) dans MSRC, 1915, section 2, p.439-448, et "Crucial Maps" (3e article) ibid., 1931, section 2, p.180-181.
- 3 - Ces estimations du Fr. Antoine Bernard, c.s.v., (L'Acadie vivante, p.171-174) et de Mlle G.Massignon (Les parlers français d'Acadie, vol.1, p.31 et seq.) sont très approximatives, pour deux raisons : on connaît encore très mal l'origine précise des anciennes familles acadiennes et le seul recensement disponible des familles actuelles est une liste très incomplète établie en 1938.
- 4 - On trouve de nombreuses descriptions de la vie et des moeurs acadiennes dans la correspondance des gouverneurs (Archives des Colonies ¹¹⁰, passim), dans le Voyage de Duéreville et dans le "Journal" de Franquet, publié dans RAPQ 1923-4, p.134. Voir aussi Lauvrière, La Tragédie ..., 1ère partie, ch. VI, "Le peuple acadien".
- 5.- Miss N. Griffiths a présenté une thèse de M.A. "The Acadian Deportation. A study in Historiography and Nationalism." U.N.B., 1957, VII-157-58 p., et prépare une thèse de doctorat sur le même sujet.
- 6 - [Edmund Burke] An account of the European Settlements in America ..., 1ère édition, Londres 1757. Traduction française: Histoire des Colonies européennes dans l'Amérique ..., Paris, 1767, vol.1, p.319.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

BERNARD (Antoine), C.S.V.

- Le drame acadien, depuis 1604, Montréal, Clercs de Saint-Viateur, 1936, 459 p.

BREBNER (John Bartlett),

- New England's Outpost, Acadia before the conquest of Canada. New York, Columbia University Press, 1927, 291 p. Excellente bibliographie p.276-282.

CASGRAIN (Ab.H.-Raymond)

- Un pèlerinage au pays d'Evangéline, 2e éd., Québec, L.-J. Demers, 1888. 544 p.

DOUGHTY (Arthur G.),

- The Acadian Exiles, Toronto, Brook & Co. 1920, 175 p.

HALIBURTON (Th.Chandler).

- An Historial and Statistical Account of Nova Scotia. Halifax 1829, 2 vol.

LAUVRIERE (Emile).

- La Tragédie d'un peuple, 2e édition. Paris, Henry Coulet, 1924, 2 vol.

MURDOCH (Deamish).

- A History of Nova Scotia, Halifax, James Barnes, 1867, 3 vol.

PARKMAN (Francis),

- Montcalm and Wolfe, Boston, Little, Brown and C°, 1894. vol.I, ch.VIII: "The Removal of the Acadians".

RAMEAU de SAINT-PERE (E.),

- La France aux Colonies, Paris, A.Joubey, 1859.

- Une colonie féodale en Amérique, Paris et Montréal, 1889, 2 vol.

RICHARD (Edouard).

- Acadia - Missing Links of a lost chapter in American History. New York 1895, 2 vol.

- Acadie - reconstitution d'un chapitre perdu de l'histoire d'Amérique. (Ed. d'après le ms original, avec introduction, notes et appendices par Henri d'Arles). Québec et Boston, 1916-1921, 3 vol.

RUMILLY (Robert).

- Histoire des Acadiens, 2e éd., Montréal, Fides, 1956, 1038 p.

CHAPITRE II

De retour de l'exil (1760-1864)

CHAPITRE 2. -- LE RETOUR DE L'EXIL (1760-1864)

"Ce qu'il y a de plus étonnant chez les Acadiens, c'est qu'ils existent encore."

Pascal Poirier

1. Les héritiers de Lawrence; années indécises. -- 2. Sur les chemins du retour. -- 3. Premiers missionnaires; premières concessions de terres. -- 4. La guerre de l'indépendance américaine; arrivée des Loyalistes. -- 5. Erection du Nouveau-Brunswick en province; premières élections. -- 6. Les Loyalistes et les Acadiens de la rivière Saint-Jean. -- 7. Premières paroisses; immigration de Miquelon; renfort de prêtres français. -- 8. Mgr Denaut et Mgr Plessis. -- 9. Chicane au sujet des terres. -- 10. Vie des Acadiens pendant cette période. -- 11. Accroissement de population; essaimage de paroisses; création d'évêchés. -- 12. L'instruction. -- 13. Les Acadiens sortent de l'ombre: premiers députés; division du Madawaska; "Evangéline" de Longfellow. -- 14. Lenteur des progrès.

1. Les héritiers de Lawrence; années indécises.

Lawrence s'était vanté, dans une lettre aux Lords du Commerce, le 18 octobre 1755, qu'à la fin du mois suivant il ne resterait aucun Français en Nouvelle-Ecosse. Mais quand il mourut, exactement cinq plus tard, 2,000 à 2,500 Acadiens demeuraient encore dans la péninsule et sur les rives du golfe.

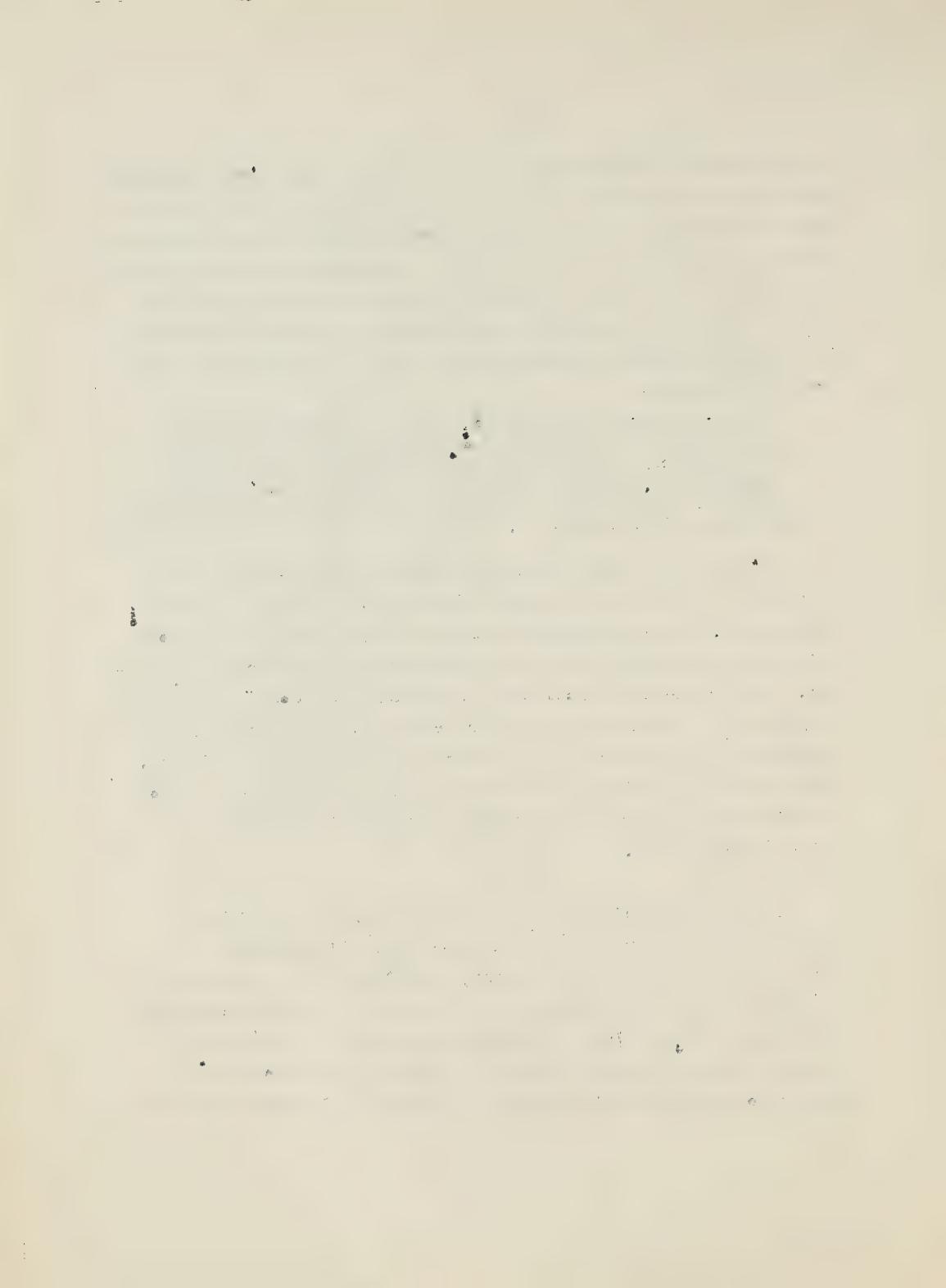
Le juge Belcher qui lui succéda comme administrateur poursuivit la même politique. Quelques incursions des Acadiens réfugiés à la Baie-des-Chaleurs et leurs relations avec les Micmacs lui inspiraient une terreur maladive, que vint encore accroître l'attaque du chevalier de Ternay contre Terre-Neuve. Amherst n'éprouvait pas les mêmes craintes et conseillait plutôt d'établir les Acadiens dans le Haut-Canada. (1) Cependant, le Conseil partageait entièrement la phobie de Belcher, et décida l'expulsion des 700 ou 800 prisonniers de Halifax. Cinq navires partirent donc pour Boston, au cours du mois d'août 1762. Cependant, le

gouvernement du Massachusetts, non consulté et déjà fort embarrassé des milliers de Neutres qu'il avait sur les bras, refusa d'en redevoir davantage. Les prisonniers durent demeurer trois semaines à bord des navires, et l'armateur dut finalement ramener sa cargaison humaine à Halifax; d'où profit double pour lui. Ce fut le dernier acte de la Dispersion; un acte raté qui coûta inutilement à la Nouvelle-Écosse une somme de £ 3,000, et fut blâmé par les Lords du Commerce.

"It was neither necessary nor politic to remove them, as they might, by a proper disposition, promote the interest of the colony, and be made useful members to the society, agreeable to what appears to be the sentiment of General Amherst." (Nova Scotia Archives, Minutes of the Proceedings of the Lords of Trade, p. 337)(2)

Le traité de Paris cependant ne définit pas le sort des Acadiens. Le nouveau gouverneur Wilmot et son Conseil croyaient toujours qu'ils ne formeraient jamais de loyaux sujets, et proposaient de les expédier aux nouvelles colonies anglaises des Antilles. Les Acadiens, de leur côté, se considérant comme prisonniers de guerre et, répondant aux avances officieuses de Choisel, présentèrent un peu partout des pétitions pour retourner en France. Les autorités rejetèrent ces pétitions avec indignation. Wilmot fit même emprisonner les promoteurs de telles "insolences"; ce qui ne réglait rien.

Le Secrétaire d'Etat et les Lords du Commerce étudièrent sérieusement la situation et, partagés entre l'entêtement de Wilmot et la modération de Amherst, adoptèrent une attitude qui se voulait à la fois conciliante et prudente. Ils écrivirent au gouverneur (15 mai 1765) de "ne pas encourager le retour des Acadiens; mais, s'il en revenait, il pourrait leur donner de petits lots, pourvu qu'ils prêtent serment, et à condition de les



disperser par petits groupes." La même mesure devait s'appliquer à ceux qui demeuraient encore en Nouvelle-Écosse, en ayant soin de les établir à l'intérieur, loin des côtes, pour éviter toutes relations avec Miquelon. Cette décision, approuvée par le roi, fut communiquée à Wilmot, en lui demandant de préparer un projet en conséquence. Un comité proposa donc un plan d'établissement de 165 familles (990 personnes) que l'on proposait de répartir en petits groupes d'une dizaine de familles dans 14 townships. (3)

Cette libéralité n'enthousiasma nullement ces ingrats d'Acadiens! Il faut avouer que les mesures offertes, présentées par des gens dont les sentiments antipathiques étaient connus, n'offraient pas une grande force de persuasion. Ces prisonniers, échappés déjà à deux dispersions, pourchassés dans les bois, ballotés de Halifax à Boston, aller et retour, avaient leurs petites opinions sur les douceurs du nouveau régime. Wilmot d'ailleurs formulait une nouvelle objection et demandait à Londres comment des colons français et catholiques pourraient posséder des terres, puisqu'une loi anglaise interdisait tout droit de propriété aux "papistes". D'autre part, les conditions auxquelles on voulait les soumettre présentaient un caractère nettement odieux. A ces pêcheurs-paysans, on offrait de petites terres incultes, loin du rivage de la mer, donc loin de leur gagne-pain. A ces familles, toutes unies par des liens de parenté, rapprochées encore par la misère, on imposait le dépècement par petits groupes, au milieu d'une population étrangère et hostile.

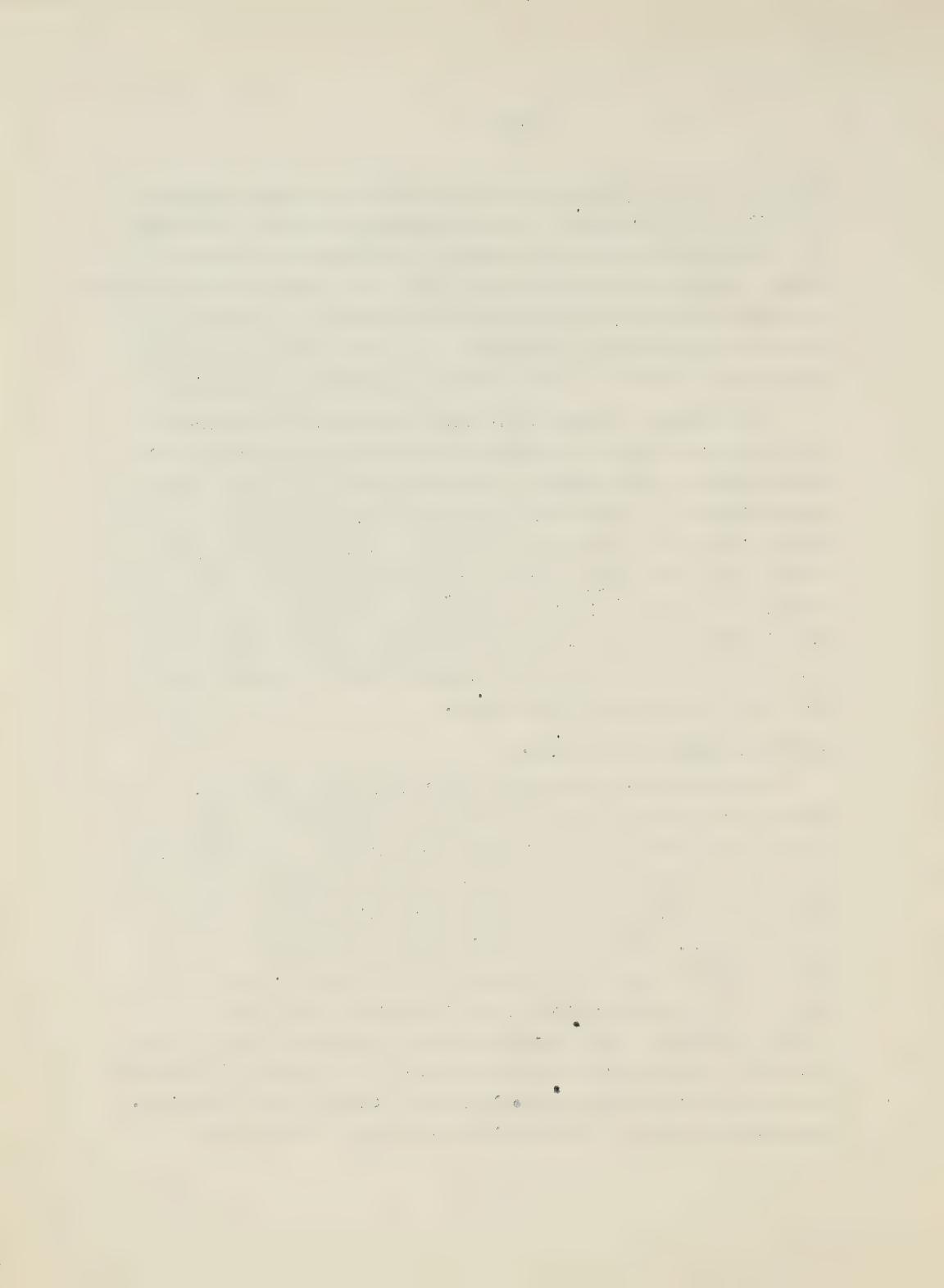
Aussi, une bonne partie d'entre eux, les plus énergiques et les plus entreprenants, refusèrent-ils de prêter le serment, et déclarèrent leur intention de s'en aller. Le gouvernement de Londres ordonna de les laisser partir. 150 venaient de traverser subrepticement à Miquelon. 600 autres armèrent des navires et se

rendirent à Saint-Domingue, avec l'intention de passer ensuite en France ou en Louisiane. Un recensement de Wilmot, le 22 mars 1764, mentionnait encore 405 familles (1,767 âmes) en Nouvelle-Écosse. Deux ans plus tard, le 24 août 1766, Morris n'estimait plus le nombre des Français neutres qu'à 500 errants. (4) Même si ce chiffre est inférieur à la réalité, il paraît certain que l'année 1765 marqua le niveau le plus bas de la population acadienne.

Il en demeura cependant plusieurs centaines qui trouvaient du travail aux alentours de Halifax, à Baie-Ste-Marguerite et à Chezzetcook; un petit groupe persistait près de l'ancien Piziguid, devenu Windsor, et les colons anglais du comté de Kings, qui avaient besoin d'eux pour entretenir les digues, présentèrent une pétition en 1765 pour qu'on leur permit de rester (5) Holland signalait une trentaine de familles à l'Île Saint-Jean, en 1764; il en restait aussi à Ecoupag, sur la rivière Saint-Jean, aux Iles-Madeleine et un peu partout le long du golfe, jusqu'au nord de la Baie-des-Chaleurs, à Carleton et Bonaventure.

2. Sur les chemins du retour.

Un contre-courant commençait déjà aussi à se dessiner. Beaucoup d'expatriés, dans les colonies américaines et même en France, s'acclimataient mal à leur terre d'exil; ils regrettaiient leur pays et, maintenant que la guerre était terminée, souhaitaient ardemment y revenir, avec le vague espoir d'y retrouver leurs parents perdus. Dès 1763, les frères Robin, Huguenots des îles Jersey, avaient soumis des propositions aux gouvernements de Londres et de Nouvelle-Écosse pour obtenir une concession à la rivière Miramichi. Leurs avances furent repoussées mais ils n'en établirent pas moins des postes de pêche et de commerce à Paspébiac et au Cap-Breton, où ils employèrent des cadiens comme pêcheurs. Les années suivantes, ils ramenèrent de France des familles



entières. Des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, qui ne pouvaient nourrir leur population, beaucoup d'Acadiens revinrent aussi en Nouvelle-Ecosse, tel Joseph Goguen qui s'établit à Cocagne vers 1767. D'autres Acadiens, réfugiés en France, par exemple à Cherbourg, firent des instances pour passer à Miquelon, avec l'intention de revenir ensuite en Acadie. (6) Il en revint aussi de la baie des Chaleurs, des îles du Golfe et de Kamouraska.

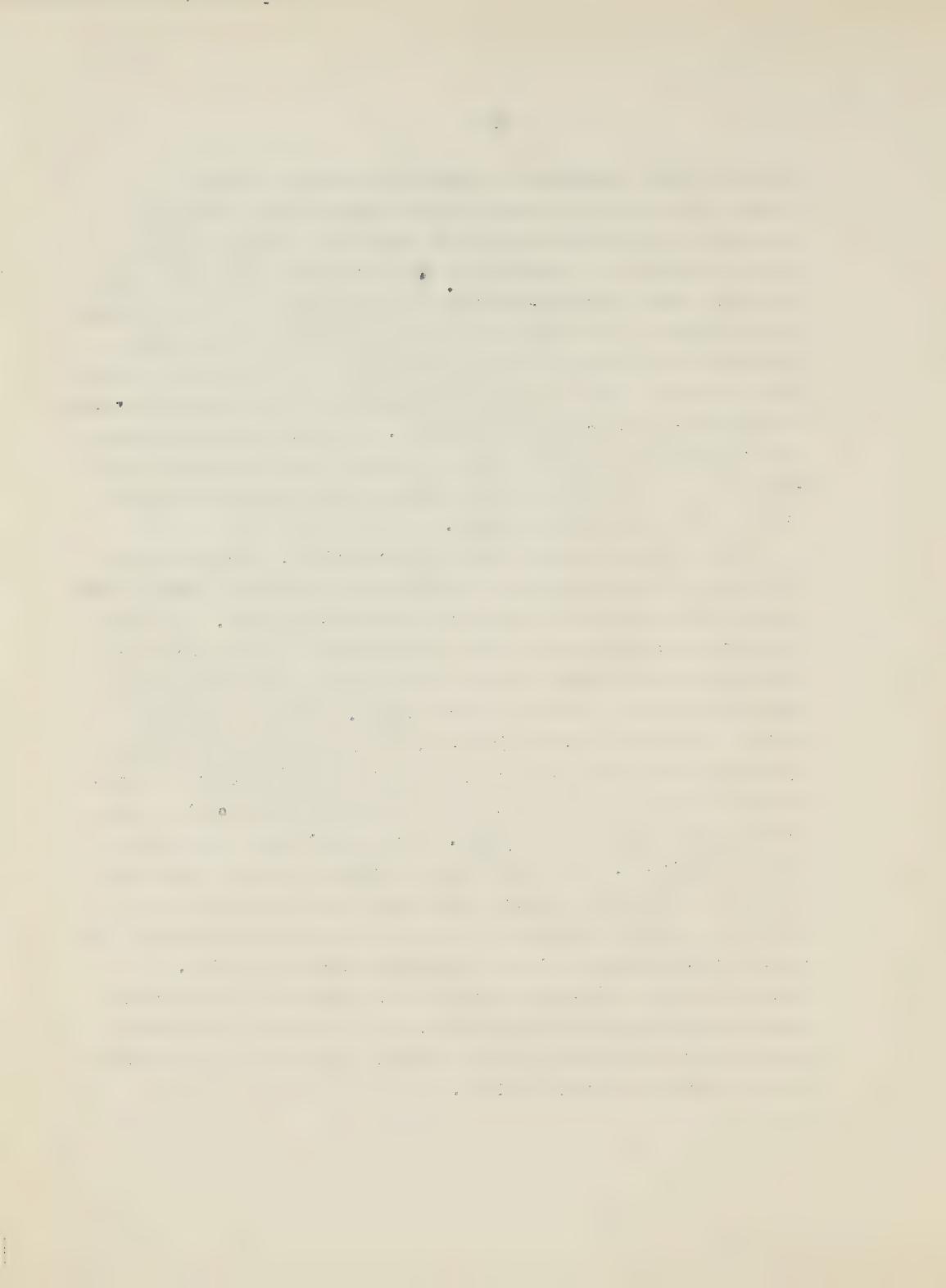
Mais le principal contingent vint des colonies américaines. Plusieurs groupes d'exilés, dans les colonies du sud, avaient déjà essayé de revenir en Acadie, mais les gouverneurs de New York et du Massachusetts les avaient arrêtés. De temps en temps, quelques audacieux réussissaient à tromper la surveillance, et parvenaient en Nouvelle-Ecosse. Le juge Fraser raconte dans ses souvenirs qu'il a connu un Michel Bourque, déporté de Beauséjour en Caroline, qui réussit avec 18 autres jeunes gens à parcourir, à pied, le chemin de la Caroline à la baie de Fundy, avec l'aide seulement d'un canot d'écorce pour passer les rivières. Deux frères, Michel et Pierre Basque, partis du même endroit remontèrent, par l'intérieur des terres, avec 17 compagnons, jusqu'au Saint-Laurent et de là à Miramichi. L'abbé Casgrain (*Pèlerinage* p. 499-503) raconte l'aventure semblable d'un Joseph Bastarache, d'après le récit de son petit-fils établi à Bouctouche.

Le 1er mai 1765, Murray lança une proclamation offrant des terres aux immigrants éventuels qui désireraient s'installer au Canada. Les proscrits du Massachusetts, par l'entremise du gouverneur, envoyèrent deux délégués solliciter pour les Acadiens le même traitement que pour les étrangers. Sur la réponse affirmative de Murray, plusieurs groupes s'organisèrent pour le voyage. Les plus fortunés gagnèrent Québec en goëlette. D'autres revinrent à pied par le lac Champlain. A l'automne de 1765, Etienne Landry et 700 autres exilés du Maryland et de Pennsylvanie demandèrent à revenir en Nouvelle-Ecole ou à la Baie-des-

Chaleurs, mais essuyèrent un refus du Secrétaire d'Etat.

D'après une tradition recueillie par Rameau de Saint-Père (8), un groupe de 146 à 150 familles se réunirent, l'année suivante, autour de Boston et se mirent en route, à petites journées, vers le nord. Après quatre mois d'une pénible odyssée, avec les femmes et les enfants, ces pèlerins de misère parvinrent à la rivière Saint-Jean, où quelques familles s'arrêtèrent. Le gros de l'expédition continua vers l'isthme de Chignectou et se fixa aux alentours de Memramcook, Peticodiac et Gédaïque. Quelques uns continuèrent vers les Mines et Annapolis mais, trouvant leurs anciennes terres occupées, ils errèrent quelque temps aux environs, puis se dirigèrent vers la Baie Sainte-Marie.

Ces revenants furent plutôt mal accueillis. Comme français, ils étaient à peine tolérés et froidement détestés. Comme catholiques, ils demeuraient soumis aux lois anti-papistes. La clique de l'ancien Conseil gardait tous ses préjugés, et les colons anglais voyaient d'un œil inquiet ces anciens propriétaires rôder, comme des remords, autour de leurs champs. Traités comme des parias, ils durent gagner péniblement leur existence, en vivant de chasse et de pêche, en coupant du bois dans les forêts, en travaillant comme manœuvres sur leurs anciennes fermes ou à la construction des quais et des routes. Puis, peu à peu, les circonstances changèrent. Les directives de Londres devinrent plus conciliantes; en Nouvelle-Ecosse, des hommes nouveaux prirent le pouvoir. À Wilmot, décédé le 23 mai 1766, succéda W. Campbell, qui laissa l'administration à son lieutenant Michael Franklin. Celui-ci comprit mieux les Acadiens, les exempta de la milice et les protégea en plusieurs occasions. (9) Les colons, eux-mêmes, finirent par reconnaître que ces pauvres gens demeuraient inoffensifs et pouvaient devenir utiles.



3. Premiers missionnaires; premières concessions de terre.

L'une des premières manifestations de cette attitude plus libérale fut l'obtention d'un missionnaire français. Jusque là, les Acadiens, vivant en petits groupes épars et sporadiques le long du littoral, du Cap Sable à la Baie-des-Chaleurs, n'avaient aucun lien entre eux, ni aucun secours religieux. L'abbé Maillard, dernier prêtre français en Acadie, mort à Halifax en 1767, n'avait pas été remplacé. Sur les réclamations des Indiens, le gouverneur Campbell, après plusieurs demandes inutiles, finit par obtenir de Québec, en 1768, l'envoi d'un missionnaire catholique, l'abbé Bailly. Recommandé par Carleton, celui-ci desservit pendant quatre ans les Indiens, du Cap Sable au Cap-Breton et de la rivière Saint-Jean à Restigouche, et s'occupa aussi des Acadiens. Mais, bien que protégé par le gouverneur, son ministère fut entravé et critiqué par quelques fanatiques de Halifax et de Boston, qui réclamaient l'application des lois anti-catholiques. Il dut se cacher dans les bois, à 6 milles de la ville pour célébrer la messe et, dégoûté, revint à Québec en 1777. (10)

L'abbé Bourg, envoyé à sa place, l'année suivante, était un jeune Acadien, né aux Mines en 1744, déporté aux colonies anglaises avec ses parents, à l'âge de 11 ans, puis en Angleterre. Rentré en France après le traité de paix, il avait étudié à Saint-Servan et reçu l'ordination à Québec. Afin d'éviter les tracasseries, il s'établit non pas en Nouvelle-Ecosse, mais dans les limites du Canada d'alors, à Tracadie (Carleton) en Gaspésie, d'où il desservit pendant 22 ans (1773-1795) toute la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick. Dans les pages de son registre paroissial, conservé à Carleton, on peut suivre l'itinéraire de ses courses auprès des Indiens d'Ecoupage et de Shubenacadie, auprès des familles acadiennes isolées qui commençaient à se former, à la rivière Saint-Jean, à Pobomcoup, Memramcook, Caraquet et Miramichi.

En 1774, il reçut l'assistance d'un missionnaire français, âgé, originaire de Tours, l'abbé Thomas-François Leroux qui, avant d'aller se fixer à Memramcook, desservit pendant plusieurs années (1774-1782) les Acadiens des Iles-de-la Madeleine, de l'Île Saint-Jean et du Cap-Breton.

C'est seulement vers cette époque (1771-1772) que les Acadiens qui avaient vécu plus ou moins en nomades, reçurent leurs premières concessions de terres. Il ne paraît pas que le projet de 1764, d'acres aux chefs de famille et 10 acres par enfant, ait jamais été appliqué, car Wilmot y était résolument opposé. En février 1768, le lieutenant-gouverneur Franklin proposa d'accorder 80 acres aux chef de famille qui prêteraient le serment d'allégeance, et 40 acres par enfant. Il précisait bien qu'il s'agissait de terres incultes "wild wood lands". (11) Le Secrétaire d'Etat confirma cette autorisation peu après. Mais il fallut encore trois ans avant qu'on leur accordât des titres de propriété.

Pendant que les entrepreneurs en colonisation, les officiers militaires et les fonctionnaires civils obtenaient d'immenses étendues de terre, les Acadiens, soit par ignorance, soit à cause des obstacles et des rebuffades, ne sollicitèrent et ne reçurent que des miettes. En divers endroits, au Cap-Breton, à la rivière Saint-Jean, à la Baie-des-Chaleurs, ils demandèrent des terres mais on les refusa ou bien ils n'obtinrent que des promesses. Plusieurs s'établirent le long des côtes, sans titres réguliers aux terres qu'ils cultivaient. Parfois, des propriétaires voyaient leurs travaux sans protester, afin de pouvoir réclamer plus tard ces propriétés améliorées. D'autres, par crainte de nouvelles expulsions, préféraient travailler comme tenanciers, pour des seigneurs, plutôt que d'acquérir eux-mêmes des terres. Cet état précaire n'encourageait pas le progrès et ne pouvait engendrer que la pauvreté.

Les premières concessions de terre eurent lieu à Clare, N.-E., en 1771, en faveur de quatre familles. L'année suivante, cinq autres familles obtenaient des titres, au même endroit et à Cocagne. La plus importante distribution, comprenant 44 personnes, prit encore place à Clare en 1775. (12) Après quoi, il faudra attendre la fin de la guerre américaine, en 1784, avant de voir d'autres attributions aux Acadiens. Soit en tout, 60 lots accordés pendant une période de 20 ans (1763-1784): c'est-à-dire à peine quelques poussières, comparées aux énormes domaines accordés aux officiers militaires et aux fonctionnaires civils pendant l'ère de spéculation. Parr reconnaissait en 1784 que "ces concessions monstrueuses faites dans le passé ont été le plus grand fléau dont la province ait pâti".

4. La guerre de l'Indépendance américaine; arrivée des Loyalistes.

En cette même année 1775 eut lieu la déclaration d'indépendance et le début de la guerre américaine. La situation de la Nouvelle-Écosse n'était pas brillante. La plupart des établissements dataient d'une époque récente; la province était mal protégée et un bon nombre des colons, venus de Nouvelle-Angleterre, sympathisaient ouvertement avec les insurgés. Deux membres de l'Assemblée s'envièrent à Machias, Maine, qui devint un centre de rébellion. De là un parti rebelle vint incendier le fort Frederick à l'embouchure de la rivière Saint-Jean, et s'empara d'un navire de provisions destiné à Boston. Un autre alla attaquer Annapolis.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse ordonna la levée de miliciens. Mais les colons de l'isthme de Chignectou refusèrent de se soumettre et l'un deux, le colonel Eddy, réfugié à Machias, organisa une expédition d'environ 200 hommes pour s'emparer du fort Cumberland. Il échoua dans son attaque, et l'arrivée de renforts anglais le força à la retraite. Pendant ce temps, les corsaires américains ravageaient les côtes de Nouvelle-Écosse et

du golfe Saint-Laurent. Les Américains essayèrent de gagner les Indiens et les Acadiens à leur cause. L'amiral d'Estaing adressa de Boston une "déclaration" à tous les français d'Amérique du Nord, les invitant à se liguer contre l'Angleterre. Washington écrivit aux Indiens et un habile agent, John Allen, réussit, par présents et persuasion, à convaincre les Malécites de la rivière Saint-Jean d'aller traiter à Penobscot et de prendre parti pour les insurgés.

Devant cette situation inquiétante, le nouveau gouverneur Arbuthnot écrivit à Carleton pour obtenir l'assistance de l'abbé Bourg, qui possédait une grande influence sur les Indiens. Celui-ci se rendit à la rivière Saint-Jean et prit part à une assemblée générale, tenue à Fort Howe. Il y recommanda fortement la fidélité au gouvernement britannique et, au témoignage des officiers anglais, son intervention et le séjour qu'il fit ensuite auprès des Indiens contribuèrent beaucoup à les rallier à la cause anglaise, et à maintenir la paix dans cette région frontière.

La majorité des Acadiens, sauf quelques-uns qui se laissèrent momentanément entraîner par les insurgés de Cumberland, demeurèrent loyaux et beaucoup rendirent des services appréciables. Quelques-uns servirent de pilotes; d'autres, comme les frères Mercure, remplirent la fonction de courriers des gouverneurs entre Halifax et Québec. Sur 400 miliciens enrôlés, 100 étaient Acadiens. Ils eurent aussi à souffrir des Américains. Les établissements de pêche de Canso et des îles furent ravagés; ils perdirent des embarcations, prises par des corsaires, et la plupart des familles établies aux îles Madame durent se réfugier temporairement à Halifax et Chessecocook. (14)

Dès la déclaration d'indépendance (1775), quelques centaines d'Américains loyaux avaient cherché refuge en Nouvelle-Ecosse. De nouveaux groupes arrivèrent au cours des années

suivantes et vers la fin de la guerre en 1783, ce mouvement prit les proportions d'un exode massif. Cette immigration considérable allait donner un essor vigoureux au peuplement et marquer une étape décisive dans l'histoire des Maritimes. Vers cette époque, la population des "anciens habitants" ne comptait encore, d'après un état de Morse, qu'environ 14,000 âmes. (15) Deux, 35 ans après la fondation d'Halifax, et malgré des campagnes intensives de recrutement, la population atteignait à peine le chiffre de la population acadienne d'avant la dispersion, 29 ans plus tôt. Résultat médiocre. En cette même année, d'après les chiffres des missionnaires (16) et d'autres sources, il y avait déjà un minimum de 600 familles acadiennes soit 3,000 âmes ainsi réparties:

Memramcook et missions	160	familles
Baie Sainte-Marie	150	"
Cap-Breton	140	"
Ile Saint-Jean	50	"
Rivière Saint-Jean	75	"
Côtes du Golfe	50	"
	625	familles

Mais la brusque affluence des Loyalistes et des soldats licenciés allait, en quelques années, tripler la population anglaise. On estime qu'il en vint 28,000 en Nouvelle-Ecosse, 15,000 au Nouveau-Brunswick, 3,000 au Cap-Breton et 605 à l'Ile-du-Prince-Édouard. Cette brusque immigration allait créer d'épineux problèmes aux administrateurs et provoquer de graves répercussions.

5. Erection du Nouveau-Brunswick en province; premières élections.

L'une des premières conséquences de cette immigration fut la division de la Nouvelle-Ecosse. Le premier contingent arrivé à la rivière Saint-Jean, à l'automne de 1783, eut beaucoup souffrir. Le retard dans la distribution des terres, la pénurie des logements et des vivres, pendant l'hiver suivant, causèrent de vifs

mécontentements. Le gouvernement de Londres crut y remédier en érigeant le Nouveau-Brunswick en province séparée, en juillet 1784.

Le premier gouverneur, Thomas Carleton, s'occupa immédiatement avec son Conseil d'organiser le gouvernement de la nouvelle province et de faire élire une assemblée législative. La province fut divisée en 8 comtés, situés surtout dans la partie sud, la plus peuplée. Les premières élections de 1785 furent très contestées. Une forte opposition se dessina dans le comté de Saint-Jean contre le parti du gouverneur, et des conseillers durent employer des moyens illégaux pour conserver la majorité à l'Assemblée. (17)

Dans le comté de Westmorland, le shériff annula le vote des Acadiens, sous le prétexte qu'ils n'avaient pas prêté le serment d'allégeance. Une loi de Nouvelle-Ecosse (1783) accordait en effet le droit de vote aux catholiques, à condition qu'ils aient juré fidélité au roi de Grande-Bretagne. Si plusieurs Acadiens n'avaient sans doute pas prêté ce serment, il est probable qu'un bon nombre avaient dû le prêter, car on l'avait exigé lors de la guerre d'Indépendance. Les habitants de Cocagne qui avaient obtenu des terres en 1772, avaient sûrement dû le souscrire, car c'était une condition essentielle à l'obtention des terres. D'autre part, la proclamation de Carleton, annonçant l'élection, avait accordé la franchise électorale à tous les citoyens adultes, résidant dans la province depuis trois mois. Le shériff de Westmorland avait-il obéi à des motifs électoraux, comme celui de Saint-Jean, ou au fanatisme?

Quelles qu'aient été les raisons de son attitude, cette discrimination en dit long sur l'état d'esprit qui régnait alors. W.S. MacNutt va jusqu'à dire: "Strong doubts were expressed as to whether or not they were His Majesty's subjects". (18)

Depuis 20 ans déjà, le gouvernement britannique avait décidé que les Acadiens étaient sujets du Roi et dicté des mesures en conséquence. Mais il suffisait d'un obscur policier de comté, importé lui-même de fraîche date, pour refuser aux descendants des vieux habitants du pays un droit élémentaire accordé à tous les nouveaux venus, arrivés depuis seulement trois mois. Il semble cependant que les officiers des autres comtés furent plus ouverts et moins partisans et que les Acadiens purent voter. En tout cas, on voit, quelques années plus tard, Edward Winslow solliciter le concours d'Otho Robichaud, de Neguac, pour faire élire dans Northumberland un de ses amis. (Lettre sans date, RAC 1905, vol. 2, 3^e partie, p. 266).

6. Les Loyalistes et les Acadiens de la rivière Saint-Jean.

L'invasion des Loyalistes eut pour effet de submerger totalement les petits flots français en voie de formation à Miramichi et Nepisiguit, à l'Île St-Jean et au Cap-Breton. Douze familles de Chezzetock durent émigrer à Tor Bay. (19) A la rivière Saint-Jean, l'arrivée de plusieurs milliers d'immigrants de Nouvelle-Angleterre refoula, comme un raz-de-marée, les établissements acadiens de la région de Sainte-Anne (Fredericton). L'histoire de ce groupe mérite qu'on s'y arrête un peu, car elle est typique.

Quelques-uns de ces habitants avaient échappé aux razzias de Moncton (1758) et de Hazen (1759), d'autres enfin faisaient partie de la caravane revenue du Massachusetts en 1766. Ils formaient quatre petits groupes: l'un sur le Kennebecasis et les trois autres, Sainte-Anne, Ecouag et le Village-des-Cyr, en amont du site actuel de Fredericton. Une enquête ordonnée par Studholm en 1783, mentionnait 61 familles, comprenant 357 âmes, dans le haut Saint-Jean. Si l'on y ajoute une dizaine d'autres familles, dont on saurait l'existence sur le cours inférieur de la même rivière, cela donne une population de plus de 400 âmes. (20)

La majorité n'avait pas de titres légaux de propriété, mais plus de la moitié résidait là depuis 15 ans; quelques-uns même depuis 20 et 25 ans. Certains d'entre eux avaient déjà dû émigrer du bas de la rivière, pour faire place aux soldats licenciés et aux premiers colons anglais.

L'arrivée massive de Loyalistes et les nouvelles concessions de terre troublerent évidemment la tranquilité de ces Acadiens. Quelques historiens, l'abbé Casgrain entre autres, ont affirmé que le gouvernement avait délaissé systématiquement les anciens habitants pour faire place aux nouveaux-venus. La vérité ne paraît pas si simple. Il semble incontestable qu'un petit nombre de Loyalistes commirent des abus, aussi bien à l'égard des Acadiens que des Indiens et des autres colons anglais déjà établis. Mais il paraît exagéré de parler d'une éviction générale et systématique. Le premier gouverneur du Nouveau-Brunswick, Thomas Carleton, était un esprit juste et s'appliqua à protéger les droits des occupants.

Dans une étude spéciale consacrée à cette question, (21) le Rév. W.O. Raymond cite plusieurs cas où des Acadiens reçurent des indemnités pour l'abandon de leurs propriétés. Mais il reste certain que la plupart ne reçurent rien. S'ils ne céderent pas à la force brutale, ils obéirent à la contrainte morale et, plutôt que de vivre au milieu d'une population hostile, de race, de langue et de religion différentes, ils préférèrent abandonner leurs champs, et s'en aller une fois de plus. Ils commençaient à en avoir l'habitude! Le plus grand nombre d'entre eux alla s'établir plus haut sur la rivière Saint-Jean, au-delà des Sauts, dans une région d'allégeance indécise. Des familles du Canada, alliées ou amies vinrent se joindre à eux. Elles reçurent leurs premières concessions de terres en 1790, (22) et fondèrent ainsi une nouvelle zone de colonisation, moitié acadienne et moitié canadienne, d'esprit indépendant que l'on a pris l'habitude

d'appeler la "République" du Madawaska. D'autres allèrent rejoindre leurs compatriotes à Memramcook et sur les côtes du Golfe; il en resta aussi un petit nombre, au French Village, sur la Kennebecasis et à Kingsclear, sur la Saint-Jean. Ces derniers sont tous aujourd'hui complètement anglicisés.

7. Premières paroisses; immigration de Miquelon; renfort de prêtres français.

Vers la même époque, quelques centre acadiens recevaient leurs premiers curés résidents. Jusque là, seul le village de Carleton, au nord de la Baie-des-Chalours, possédait un missionnaire pendant une partie de l'année. En 1782, l'abbé Le Roux, devenu âgé, s'établit à Memramcook. Il y fit bâtir une église et desservit les villages environnants. Deux ans plus tard, 34 familles résidant à Caraquet recevaient une concession régulière, comprenant 14,150 acres de terre. (23) Cette agglomération fut immédiatement érigée en paroisse et obtint, comme pasteur, un jeune prêtre de Québec, l'abbé Antoine Gircaud, qui desservit toute la côte, de Nopisiguit (Bathurst) à la rivière Miramichi. Les catholiques écossais de Miramichi recevaient occasionnellement les visites de l'abbé James MacDonald, missionnaire à l'Île Saint-Jean (1772-1785). Un missionnaire irlandais, l'abbé William Phelan, établit sa résidence à Arichat en 1786 et s'occupa des 200 familles catholiques du Cap-Breton, dont les deux tiers étaient acadiennes. (24) Après Carleton (1772), ces trois paroisses de Memramcook (1782), Caraquet (1784) et Arichat (1786) formèrent les premiers pivots d'une organisation religieuse stable. Un missionnaire irlandais, l'abbé Jones, de l'ordre des Capucins, arrivé à Halifax en 1786, s'occupa des catholiques de Nouvelle-Écosse.

La population catholique formée d'Acadiens, d'Écossais,

d'Irlandais et d'Indiens commençait à s'accroître et manquait de prêtres. Mais, au cours des années suivantes, une amélioration décisive se produisit. Plusieurs missionnaires de langue anglaise arrivèrent, parmi lesquels l'abbé Angus MacEachern, admirable prêtre écossais, qui allait desservir pendant 45 ans (1790-1835) aussi bien les Acadiens que les anglophones, et devenir le premier évêque des Maritimes. Vers la même époque, la révolution française amena incidemment quelques heureuses répercussions. Un bon nombre d'ecclésiastiques, réfugiés de France en Angleterre obtinrent l'autorisation de passer au Canada. Douze d'entre eux, vinrent dans les missions du Golfe, et leur arrivée donna un vif essor à la jeune église acadienne. Parmi eux, l'abbé Dosjardins s'installa à Nepisiguit, l'abbé Castanet à Miramichi, l'abbé Sigogne s'en alla à la Baie Sainte-Marie et les abbés Calonne et Pichart desservirent l'Île Saint-Jean.

Une autre répercussion assez inattendue de la Révolution fut d'amener aux îles du Golfe un renfort de population. Les possessions françaises de Saint-Pierre-et-Miquelon comprenaient une forte proportion d'Acadiens. Comme l'esprit révolutionnaire commençait à souffler sur cette colonie, les Acadiens, très attachés au Roi et à leur religion, craignirent des persécutions. Quand la proclamation du 22 septembre 1792 exigea le serment à la constitution civile du clergé, ils décidèrent de s'expatrier. Un premier groupe de 250 personnes, sous la conduite de leur curé, l'abbé Jean Allain, s'embarqua de nuit dans des chaloupes et se dirigea vers les îles-de-la-Madeleine, encore peu peuplées, et s'établirent au Havre-Aubert. Le printemps suivant, la majorité des autres s'esquivèrent de la même façon, accompagnés de l'abbé Lejamtel; 115 d'entre eux abordèrent à Arichat; une quinzaine d'autres allèrent s'établir à Menadou, non loin de l'ancien Louisbourg.

8. Deux visites épiscopales: Mgr Denaut et Mgr Plessis.

La chrétienté des Maritimes commençait donc à prendre une certaine importance et cet accroissement posait plusieurs problèmes. L'évêque de Québec, Mgr Denaut se résolut à visiter cette lointaine partie de son diocèse, pour se rendre compte par lui-même des besoins et décider sur place des mesures nécessaires. Le journal de son voyage (25) nous fournit une vue d'ensemble très précise sur la situation en 1803. Le voyage, projeté d'abord pour 1802 ne put avoir lieu cette année-là parce qu'aucune goëlette des Maritimes ne parut à Québec. L'évêque réalisa son projet l'année suivante, en se rendant à Boston par la rivière Richelieu et le lac Champlain. Il visita systématiquement tous les postes, en commençant par la baie Sainte-Marie où l'abbé Sigogne desservait une paroisse et trois missions. À Halifax, Mgr Denaut se trouva en même temps que l'évêque anglican, le Rev. Charles Inglis. Le gouverneur et l'amiral, à qui Sir Robert Shore Milnes l'avait recommandé, le reçurent avec beaucoup d'empressement et de déférence, ce qui montre bien que, depuis la guerre américaine, les dispositions officielles avaient changé. L'abbé E. Burke desservait les catholiques irlandais de la ville ainsi que les Acadiens des alentours et de Chezzetock. Puis Mgr Denaut loua une goëlette pour visiter Arichat et le Cap-Breton, l'Île Saint-Jean et les Iles-de-la-Madeleine. Il parcourut ensuite les missions du Nouveau-Brunswick, de Miramichi à Memramcook et rentra à Québec par le Madawaska, après six mois d'absence. Ce voyage contribua beaucoup à préciser l'organisation religieuse et à encourager les Acadiens.

Il y avait alors aux Maritimes environ 15,000 catholiques dont 1,000 Indiens, 5 à 6,000 Ecossais et Irlandais et 7 à 8,000 Acadiens. Le personnel ecclésiastique comprenait 15 prêtres, dont 6 Ecossais ou Irlandais et 9 de langue française, desservant 10 paroisses avec églises et curés résidents, et une

quinzaine de missions avec chapelles. Trois vicaires généraux représentaient l'évêque; M. Burke à Halifax, M. de Calonne puis M. MacEachern à l'Île Saint-Jean, et habituellement un autre pour la Baie-des-Chaleurs et les missions du Nouveau-Brunswick.

Huit ans plus tard, un autre évêque de Québec, Mgr Plessis, entreprit, en sens inverse, une visite encore plus attentive des Provinces Maritimes, répartie en trois étapes: 1811, 1812 et 1815. La première année, il parcourut les côtes du Golfe, de Percé à Caraquet, et les îles-de-la-Madeleine; l'année suivante, il visita les postes acadiens et écossais de Tracadie (N.-B.) à Pictou (N.-E.), ainsi que Memramcook, l'Île Saint-Jean et une partie du Cap-Breton. La guerre anglo-américaine de 1812 le força d'interrompre son voyage et il rentra à Québec par le Madawaska. Il reprit sa tournée en 1815 et termina la visite du Cap-Breton et de la Nouvelle-Ecosse, jusqu'à la baie Sainte-Marie, et revint à Québec par Boston et New-York. Cette minutieuse enquête permit de mettre au point et de régulariser l'organisation des paroisses et missions. Mais son intérêt principal pour nous réside dans le journal détaillé que l'évêque en a laissé. Il y décrit chaque agglomération, l'origine des habitants; leurs occupations, leurs moeurs, costumes et langage, et porte souvent des appréciations sévères, dénuées d'aucune complaisance. Ce témoignage objectif et réaliste nous permet de voir l'évolution déjà accomplie par les Acadiens dans les 50 ans écoulés depuis leur retour et leurs difficultés.

L'évêque note l'accroissement rapide de la population; il ne fournit pas de statistiques complètes, mais, d'après les chiffres qu'il indique, E. Kameau a calculé que les centres acadiens avaient dû augmenter d'environ 30% depuis 9 ans, et devaient compter alors plus de 11,000 âmes. (27) De nouvelles colonies se formaient à Shippagan et Petit-Rocher, et l'on comptait déjà une vingtaine de villages entre Miramichi et la

Haie Verte. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick faisait ouvrir des routes auxquelles les habitants contribuaient chaque année par six jours de corvée.

9. Chicane au sujet des terres.

Mais un grave problème, signalé par les deux évêques, entraînait le progrès du peuplement, et continua d'empoisonner l'existence des Acadiens jusqu'à la Confédération. Nous avons déjà signalé les nombreux obstacles qui accompagnèrent les premières concessions de terres. Un petit nombre de privilégiés, dans les endroits où il y avait quelques chefs de file instruits et éclairés (comme Anselme Doucet à la Baie Sainte-Marie, Joseph Goguen à Cocagne, Alcxis Landry à Caraquet, et les Mercure au Madawaska) réussirent à obtenir des titres de propriété en bonne forme, et ne furent pas inquiétés. Mais, en plusieurs régions, soit par ignorance ou par négligence, soit par méfiance ou par lassitude, beaucoup négligèrent de faire ou de renouveler les démarches nécessaires, et s'installèrent tout bonnement, en "squatters", sur des terres vacantes qu'ils croyaient libres; jusqu'au jour où des favoris du gouvernement, ou des spéculateurs professionnels acquièrent la propriété légale de ces terres et vinrent les expulser. Ailleurs, par l'incurie ou la mauvaise volonté des pouvoirs publics, ou de quelques sous-fonctionnaires, les colons ne purent, malgré des sollicitations répétées, obtenir des titres valables, et ne reçurent que des promesses orales, des permis provisoires ou des certificats d'occupation. Un certain nombre tenanciers de grands propriétaires, en payant des redévances annuelles; il ne purent, malgré des promesses et parfois des contrats écrits, obtenir la possession du sol et durent abandonner le fruit de leur travail. Cette épincuse question des terres engendra quantité de contestations, et créa un

climat d'insécurité qui domina toute cette période. Toute la sombre histoire des entraves apportées au peuplement par la spéculation mériterait une étude approfondie. En voici seulement quelques épisodes.

Aux Iles-de-la-Madelaine, les premiers Acadiens s'établirent vers 1761. Ils y prirent des terres et travaillaient pour Richard Gridley, à la chasse aux loups marins. D'autres vinrent par la suite, et un contingent de 250 vint s'y établir de Miquelon en 1792. En 1798, le vice-amiral Isac Coffin obtint du Colonial Office la concession des Iles en seigneurie. La population des Iles comptait alors environ 500 âmes, dont la moitié vivait là depuis 15 ou 20 ans. Coffin lança aussitôt une proclamation, sommant les habitants de payer chacun une redevance de 2 quintaux de morue ou d'évacuer les terres. Ceux-ci se considrant comme légitimes propriétaires refusèrent. Coffin porta plainte auprès du gouverneur Craig qui proposa d'emprisonner tous les habitants mâles. Il s'ensuivit une longue série de procès, devant diverses juridictions. Des accusés, afin d'éviter des condamnations par défaut, durent aller plaider à Québec. Certains d'entre eux finirent par accepter des contrats de location à rente. Il y eut des expropriations, et ceux qui ne pouvaient payer leurs redevances, deux ans de suite, perdaient leurs terres, avec toutes leurs améliorations. Coffin mourut en 1832, mais ses descendants héritèrent de ses droits et de sa rapacité. Devant ces tracasseries, 200 à 250 familles quittèrent les Iles pour aller s'établir sur la Côte Nord du Golfe et à la Baie Saint-Georges (Terre-Neuve). Cette question, après de multiples enquêtes, ne fut réglée qu'en 1895. Il a fallu un siècle de chicanes, procès, pétitions et réclamations, et cinq générations avant que les Madelinots puissent racheter leurs droits aux héritiers de Coffin. (28)

À l'Ile-du-Prince-Édouard, l'arpenteur Samuel Rolland, en 1764, divisa l'Ile Saint-Jean et 67 lots de 20,000 acres.

Ces lots furent tirés au sort et attribués à 67 propriétaires, à Londres, en mai 1767. Un recensement, pris l'année suivante, signalait la présence de 203 Acadiens et de 11 colons anglais. La plupart des propriétaires ne s'occupèrent pas de colonisation mais se contentèrent de spéculer et revendirent leurs lots. Le traitement que les propriétaires successifs accordèrent aux colons varia beaucoup. Quelques-uns exigeaient une redevance d'un shilling par arpent, d'autres deux shillings, d'autres davantage. Une dizaine de familles acadiennes, attirées en 1768 à Baie-Fortune, sur la côte est de l'île, par des promesses, ne purent obtenir ni titre de propriété, ni baux à longs termes; elles émigrèrent en 1787 à Chéticamp, au Cap-Breton. En 1798, une vingtaine de familles françaises vivaient encore là. Le propriétaire, Townsend, réussit à les évincer pour installer à leur place des colons protestants. Quelques-unes émigrèrent encore au Cap-Breton, et quatorze allèrent s'établir un peu plus au nord, à la Baie Rolle, où ils achetèrent de nouvelles terres. Mais le personnage le plus tristement célèbre pour ses tracasseries fut le lieutenant-colonel Compton, propriétaire du lot 17 à Malpèque. Au recensement de 1798, 27 familles habitaient ce lot. Le seigneur, d'abord sympathique, et pour mettre son domaine en valeur, en attira d'autres en leur promettant un terrain pour leur église... etc. Par la suite, comme il refusait d'accorder aucun titre de propriété, ses locataires acadiens, fatigués de payer des redevances ruineuses, commencèrent à émigrer graduellement. C'est ainsi que, de 1791 à 1817, les colons de Malpèque allèrent fonder les paroisses de Tignish, Cascapedia, Egmont-Baie et Mont-Carmel. A la fin, craignant que tous s'en aillent, le seigneur consentit à vendre une partie de terre, qui est devenue la paroisse de Miscouche. D'autres difficultés se produisirent encore à Rustico et à Tignish. Plusieurs Acadiens furent condamnés à la prison et 36 familles de Rustico, vers 1822 et 1823, s'en allèrent à Chéticamp, Grand-Étang et Brus-d'Or. Les mêmes

tracasseries affectèrent les colons écossais, dont un bon nombre émigrèrent aussi vers l'Île du Cap-Breton. Ce problème ne fut réglé qu'en 1875, après l'entrée de l'Île-du-Prince-Édouard dans la Confédération, alors que le gouvernement canadien prêta £ 860,000 pour le rachat des terres. (29)

A Menoudy et Memramcook, Joseph Frederick Desbarres, officier et cartographe, gouverneur du Cap-Breton et fondateur de Sydney, puis gouverneur de l'Île Saint-Jean, avait obtenu, à diverses reprises, quatre ou cinq larges concessions sur les baies et rivières au sommet de la baie du Fundy. Le plus ancien de ces domaines, celui de Menoudy, concédé en 1768, comprenait 7,000 acres de terre haute et 3,000 acres de marais. Desbarres y établit 18 familles, à perpétuité, à charge de lui payer comme redevance un tiers de leurs grains et la moitié de l'accroissement de leurs bestiaux. Cet accord dura de nombreuses années, pendant lesquelles les fermiers construisirent des digues, drainèrent les marais et défrichèrent un peu de terre haute. Les redevances en nature furent ensuite remplacées par une somme globale de £ 100 annuellement. Un spéculateur, Amos Seaman, ayant acquis les droits de Desbarres, prétendit ensuite imposer des redevances à sa volonté et refusa systématiquement de vendre. Si les malheureux fermiers ne pouvaient payer, il saisissait leurs animaux. La plupart, se voyant ainsi voués à travailler perpétuellement comme des esclaves, durent se résigner à quitter leurs maisons, leurs bâtiments, et les terres qu'ils cultivaient depuis deux générations. Ils allèrent recommencer d'autres établissements et défricher de nouvelles terres à Scoudouc, Cap Pelé et Memramcook, entre 1803 et 1826. Desbarres avait aussi acheté les droits sur une large concession, entre les rivières Peticodiac et Memramcook, accordée avant 1784 par le gouvernement de Nouvelle-Écosse. Après sa mort (1824), un héritier,



Auguste Wallet DesBarres s'avisa de réclamer ces terres. Il y eut des poursuites judiciaires contre une cinquantaine de fermiers, des décisions contradictoires et des emprisonnements. Après de nombreuses démarches à Fredericton et Halifax, une cause-type plaidée à Dorchester, N.-B., en 1814, accorda aux Acadiens la pleine jouissance de leurs terres cultivées, mais ils durent racheter les terres boisées, ce qu'ils firent presque tous, au cours des années suivantes. (30)

Il se produisit des difficultés semblables en plusieurs autres lieux: à Shédiac, entre les premiers colons et Hanington; à la Baie-des-Chaleurs, avec les héritiers de Samuel Holland... etc. Ces interminables tracasseries maintinrent les Acadiens dans un perpétuel état d'insécurité et de misère et paralysèrent leur progrès en décourageant toute initiative et toute ambition.

10. Vie des Acadiens pendant cette période.

Pendant plus d'un siècle, depuis le retour de l'exil jusqu'à la Confédération, quatre ou cinq générations menèrent une existence obscure, chétive et difficile. Au début, la majorité d'entre eux fut condamnée à une vie nomade, à la manière des Indiens, vivant de pêche en été et de chasse en hiver. Pour beaucoup, la pêche demeura longtemps l'activité principale: on pêchait la morue en Gaspésie et au Cap-Breton, les huîtres et le homard à Caraquet, on chassait le loup-marin aux Iles-de-la-Madeleine. Chaque famille possérait habituellement deux habitations: une rudimentaire cabane de pêche pour l'été, le long de la côte, et une maison d'hiver plus confortable, près de la forêt. Les marchands achetaient leur poisson à vil prix et le payaient en marchandises, parfois inutiles et toujours chères. D'après Mgr Flessis, quelques-uns ne pouvaient arriver, d'une année à l'autre, à payer leurs dettes et devaient s'engager comme matelots au long cours pour les bœufs, sans salaire,

afin de s'acquitter.

Pou à peu l'agriculture se développa et les contres les plus prospères furent ceux qui se consacraient exclusivement à l'agriculture, comme Memramcook, ou ceux qui unissaient l'agriculture à la pêche, comme Bouctouche et les alentours. Presque partout les terres étaient pauvres et les méthodes routinières. Les fertiles vallées de Fort-Loyal, des Mines, de Beaubassin et de la rivière Saint-Jean avaient été accaparées par les nouveaux colons, et les côtes où les Acadiens furent tolérés n'étaient presque partout que des terres maigres ou caillouteuses, exigeant beaucoup de travail et produisant peu. Après 1812, dans la région de Miramichi, la coupe du bois fournit un appoint. Des charpentiers construisaient des barques de pêche et même des goëlettes à Arichat. Plusieurs Acadiens, de Gaspésie, du Cap-Breton et de la Baie Sainte-Marie, devinrent capitaines de petits navires de pêche ou de cabotage. Quelques-uns, comme Otho Robichaud à Neguac, dirigeaient de petits commerces ou des moulins à soie. Mais ils formaient de rares exceptions.

Ils vivaient généralement groupés entre eux, en bon accord avec leurs voisins d'autres nationalités, mais ne se mêlant pas à eux. A l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, Mgr Blessis remarque en 1817, l'absence de mariages, même entre Acadiens et Ecossais catholiques. Beaucoup de voyageurs ont aussi noté que ces pauvres gens accueillaient les étrangers avec bienveillance et générosité, mais demuraient méfiant: souvenir des mauvais traitements subis de pères en fils, depuis 1755.

Pendant longtemps les Acadiens, comme tous les catholiques, ne jouiront pas du droit de vote. Ce droit, admis en Nouvelle-Ecosse en 1783, ne leur fut accordé au Nouveau-Brunswick qu'en 1810. De plus, tous les députés et fonctionnaires, jusqu'aux simples juges de paix, devaient prêter le serment du "Test".

Comme ce serment comprenait deux clauses inadmissibles aux catholiques, sur le pape et l'Eucharisticie, ils se trouvaient ainsi exclus de tout emploi public. Au Madawaska par exemple, quand il fut question de nommer les premiers magistrats, le gouverneur recommandait Pierre Duperré et Louis Mercure, mais ils ne purent accepter de prêter le serment, et l'on nomma à leur place Thomas Costin, un Ecossais protestant. Dans la province de Québec, ce serment fut aboli dès 1774, par l'Acte de Québec. Mais aux provinces maritimes, il demeura encore en vigueur pendant plus de 50 ans, et ne disparut des législations provinciales que vers 1827-29. Le débat qui se produisit à ce sujet à la législature de Halifax fut mémorable. Un groupe de catholiques irlandais avait présenté une pétition à la Chambre pour supprimer du serment les clauses contraires à leur foi. Cette pétition fut appuyée par deux députés protestants influents, R. John Uniacke, député du Cap Breton, et Thomas Chandler Haliburton, alors député d'Annapolis. Haliburton prononça en cette occasion un magistral discours, tant par l'élévation des idées que par la force persuasive. L'historien B. Murdoch, qui était présent, déclare: "C'est le plus beau morceau d'éloquence que nous ayons eu la bonne fortune d'entendre." Ce texte est l'un des plus beaux témoignages d'estime et de compréhension rendus par un anglo-protestant aux Acadiens et aux catholiques. Il exerça une profonde influence, et mériterait encore aujourd'hui d'être reproduit, étudié et commenté dans toutes les écoles anglaises et françaises du Canada. Ce serait l'une des premières pièces à placer dans une Anthologie de la bonne entente. Une adresse au roi, demandant la suppression des lois anti-catholiques, fut votée sans une seule voix dissidente, et ces lois furent effectivement abrogées en Nouvelle-Ecosse en 1827. L'Île-du-Prince-Édouard adopta une mesure semblable, en même temps que l'Angleterre, en 1829, et le Nouveau-Brunswick suivit, en 1830.

Mais tous ne partageaient pas l'intelligence et l'ouverture d'esprit d'un Haliburton, et l'on peut recueillir, sous la plume de plusieurs contemporains, James E. Alexander, Robert Cooney et d'autres, des appréciations moins favorables. Le bijou du genre est ce paragraphe du rev. Joshua Marsden:

"Many families of the old Acadian French reside on the banks of this river (Peticodiac); but so immersed in the superstition and priestcraft of popery, that they are almost inaccessible to the light of scriptural truth, and blind to the beauties of a more simple and less gorgeous manner of worshipping God in the spirit. I could not but observe the influence of superstition upon their social habits. They are indolent in the extreme, seldom cultivating more land than is sufficient to supply their present wants. Their habitations are despicable log huts, consisting of one large room, where they both sleep, cook, eat and perform their devotion. Their language is a dialect of the Canadian French, and their general manners, about the half-way house between the Indians and the white people. In them it was easy to observe the degrading slavery of the human mind, when bound in the chains of superstition." (31)

De tels jugemens nous étonnent, surtout venant de pasteurs comme Marsden et Cooney, dont on attendrait plus de compréhension et de charité évangélique; mais ils nous éclairent de deux façons. Sur les Acadiens eux-mêmes, ils renferment sûrement une part de vérité et nous révèlent crûment, voire de façon choquante, le misérable état où ils se trouvaient encore réduits, au moins en certaines régions; quant aux auteurs de ces jugemens, ils nous montrent le mur de préjugés raciaux et religieux, dont les gens d'une certaine classe entouraient leur confortable suffisance!

11. Accroissement de population; essaimage de paroisses; création d'évêchés.

La vie obscure des Acadiens et leur isolement n'empêchaient cependant pas leur accroissement numérique. Il est difficile de procéder à une étude rigoureuse du développement démographique avant la Confédération, parce qu'il n'y eut pas de recensements disponibles, quelques-uns seulement indiquent la répartition ethnique. On en est donc réduit à seulement quelques chiffres précis, pour diverses dates, et à des estimations pour le reste. Ces approximations, si elles ne peuvent prétendre à l'exactitude dans les détails, correspondent probablement à la situation d'ensemble.

Deux études de ce genre ont été esquissées jusqu'ici: l'une figure au début du recensement officiel de 1871 et contient de bons éléments mais aussi plusieurs graves erreurs. L'autre est due à Lamèche de Saint-Père, (32) qui a procédé à une analyse minutieuse du peuplement acadien. Voici, d'après ce dernier, le tableau de l'élément franco-acadien:

Années	Population	Taux d'accroissement annuel
1803	8,000 (estimation)	
1812	12,000 " "	3.5 à 3.8%
1840	32,000 " "	
1860	69,000 " "	3.4%
1870	87,740 (recensement)	2.7%
1880	108,605 " "	2.3%

De 1803 à 1840 le taux d'accroissement annuel s'établit entre 3.5 et 3.8%, et la population double en 20 ans. Mais à partir de 1850, l'émigration commence déjà à creuser des vides et le rythme d'expansion diminue, tout en demeurant élevé.

L'effet de cet accroissement fut d'abord l'essaimage du surplus de population autour des anciens centres de peuplement. Les vieilles paroisses de Memramcook, Caraquet, Arichat,

Saint-Basile et Baie Ste-Marie donnèrent naissance à de nouvelles colonies, presque toutes situées, d'abord en bordure de la mer ou sur le cours des rivières, puis progressivement vers l'intérieur des terres. Des tenanciers, fatigués de leur servage, vîtrèrent défricher des lots pour leur compte personnel et un courant d'émigration s'établit, de l'Île-du-Prince-Édouard vers le continent. Au Nouveau-Brunswick le peuplement s'accéléra dans le nord de la province et amena la création de quatre nouveaux comtés à forte proportion française: Kent et Gloucester en 1827, Restigouche en 1838, Victoria-Madawaska en 1850.

L'organisation ecclésiastique aussi dut s'adapter à cette poussée de croissance qui se manifestait. Du vieux diocèse de Québec, qui comprenait autrefois tout le territoire allant de Terre-Neuve à la Louisiane, des secteurs se détachèrent et acquirent graduellement leur autonomie. Le vicariat apostolique de Charlottetown, érigé en 1817, demeura suffrageant de Québec et inclut le Nouveau-Brunswick. Mais celui de Halifax, établi en 1821, releva directement de la Propagande.

D'autre part, une forte immigration britannique, commencée vers 1816 et encouragée par le gouvernement anglais et la législature du Nouveau-Brunswick, amena chaque année dans cette province plusieurs milliers d'immigrants, dont près des trois quarts venaient d'Irlande. D'après les chiffres disponibles, la population irlandaise catholique du N.-E., vers 1940, devait égaler à peu près la population acadienne, soit environ 15 à 16,000 âmes pour chaque groupe. Cette importante immigration de coreligionnaires anglophones allait provoquer pour les Acadiens plusieurs répercussions, dont la première fut l'érection d'un nouvel évêché.

Le Saint-Siège résolut en effet, en 1842, d'ériger le Nouveau-Brunswick en diocèse distinct, et laissa au clergé

de la province le soin de présenter un candidat au nouveau poste. Les prêtres se réunirent à Chatham, sous la présidence du grand vicaire J. Faquette. Tout le clergé de la région comprenait alors sept prêtres canadiens-français et six de langue anglaise, et le premier vote se partagea également entre l'abbé Ant. Gagnon et l'abbé Wm. Dollard. Le président, appelé à trancher la question, donna son vote en faveur de l'abbé Dollard, contre l'abbé Gagnon, son compatriote, son oncle et son bienfaiteur. Cette malheureuse générosité allait engendrer au Nouveau-Brunswick une longue dynastie d'évêques anglophones, dont plusieurs exercèrent une influence nettement défavorable aux Acadiens. Cette erreur aura une longue portée, et il faudra un long siècle de luttes ardues avant que ceux-ci puissent obtenir des évêques de leur langue. (33)

Après la création d'un nouveau siège à Arichat, en 1844, les Maritimes eurent donc quatre évêques de langue anglaise et pas un seul de langue française. Fait plus grave encore, la séparation d'avec Québec tarit le recrutement du clergé de langue française dans les nouveaux diocèses. L'évêque de Québec continua d'envoyer quelques prêtres au Nouveau-Brunswick, mais en nombre insuffisant pour les besoins, et ne put en envoyer en Nouvelle-Ecosse. Quelques évêques firent de réels efforts afin d'obtenir des prêtres français pour desservir les paroisses acadiennes; ainsi Mgr Walsh réussit, en 1855, à obtenir quatre prêtres de France. Mais dans les 10 années précédentes, c'est-à-dire depuis la mort de l'abbé Sigogne (1844) jusqu'en 1855, il n'y avait pas un seul prêtre de langue française dans le diocèse d'Halifax pour desservir 8 paroisses acadiennes, et le diocèse d'Arichat n'en comptait que 3 pour 9 paroisses. (34) Même situation au N.-B., où des centres aussi entièrement franco-phones que Bouctouche et Memramcook se virent imposer des

des servants de langue anglaise.

12. L'instruction.

Mais la plus grave conséquence de cet abandon relatif, et de l'isolement où vécurent les Acadiens, tant au point de vue religieux qu'au point de vue politique, ce fut le manque d'éducation. Dès la fondation de Halifax, le gouvernement de Nouvelle-Ecosse et l'église anglicane, aidés par les fonds publics, avaient organisé le King's College. Par contre il était formellement interdit aux catholiques de tenir des écoles. La loi scolaire de 1766 précisait :

"If any popish or person professing the popish religion, shall be so presumptuous as to set up any school within the province, and be detected therin, such offender shall for every such offense, suffer three months imprisonment, ...etc."

(35)

D'ailleurs, aussi longtemps que les Acadiens n'eurent pas acquis un peu de stabilité et de sécurité matérielle, il ne pouvait être question d'organiser des écoles régulières. Tout au plus les parents pouvaient-ils transmettre à leurs enfants le peu qu'ils savaient. Il paraît étonnant cependant de voir, sur un acte passé à la Baie Ste-Marie en 1799, que 14 chefs de familles sur 71, soit 20%, savaient signer. Ailleurs, à Neguac, Otho Robichaud enseigne à lire et écrire à ses enfants et à ceux du voisinage. Toutes ces personnes tenaient leur instruction des écoles établies au Fort-Royal, avant la Dispersion.

Mais, dans l'ensemble, l'instruction demeurait rare et fort rudimentaire, même chez l'élément anglais, pourtant mieux favorisé. Les écoles de grammaire, établies en Nouvelle-Ecosse en 1811, ne desservaient que les villes, et les habitants des

campagnes restaient dépourvus. Un député, W.H. Roach, demanda en 1829 à l'assemblée législative de Halifax de voter une somme annuelle de £ 5,000 pour l'entretien d'écoles dans la province; "il est vraiment déplorable, disait-il, de voir la génération présente s'élever dans l'ignorance."

Dès que les paroisses acadiennes commencèrent à s'organiser, la plupart des curés s'occupèrent activement d'établir des écoles. À la Baie Ste-Marie, l'abbé Sigogne accueillit des maîtres ambulants, stimula l'enseignement par les mères de famille à domicile, institua des classes du dimanche, à l'église, et tint lui-même une école dans son presbytère. Cette action continua produisit de bons résultats, puisque le premier surintendant d'éducation, Wm Dawson, visitant la région en 1851, trouva à Clare 17 écoles fréquentées par 422 élèves sur environ 600 enfants; tandis que la ville voisine, Digby, comptait seulement 985 élèves pour 1500 enfants d'âge scolaire: c'est-à-dire une fréquentation de 70% chez les Acadiens contre 65% chez leurs voisins. (36)

Dans la région de Tracadie, N.-E., l'abbé Manceau établit trois écoles, dès 1817, et les religieuses Trappistines enseignèrent aux fillettes, depuis la fondation de leur couvent (1826) jusqu'à sa fermeture. (37) L'abbé Huért Giroir, curé d'Arichat, y ouvrit un couvent pour les jeunes filles (1856) qu'il confia à la Congrégation Notre-Dame, et construisit une Académie pour les garçons (1861) où il appela les Frères de la Doctrine Chrétienne.

A Rustico, l'abbé Beaulieu construisit, en 1816, une école près de l'église, et gardait l'instituteur dans sa maison. En 1833, quand fut constitué le premier bureau d'instruction publique de l'Île, il décerna des brevets à 72 instituteurs, dont 6 Acadiens, soit 1 sur 12. Comme la population de langue française comptait alors environ 4,000 âmes sur 50,000, la proportion d'instituteurs se trouvait à peu près la même dans les deux groupes. En 1845, 7 instituteurs enseignaient dans les paroisses

Acadiennes. Les manuels en usage étaient tous français et tous les maîtres recevaient une subvention à 10 en 1847, puis à 55 aux maîtres anglais, en 1852, contre à 45 aux maîtres français. En somme, si la situation scolaire n'était pas très brillante dans l'ensemble de la province, les régions acadiennes pouvaient assez bien soutenir la comparaison avec les milieux de langue anglaise. (38)

Au Nouveau-Brunswick, les premiers pédagogues furent des maîtres ambulants, qui parcourraient les villages et recevaient leur pension dans les familles en échange de leurs leçons. On trouve aussi, vers 1790, de curieux contrats d'apprentissage, par lesquels des parents, ordinairement des veuves, confiaient leurs enfants à des familles ou à des artisans, à condition qu'on leur montre un métier et qu'on leur donne une certaine instruction. (39)

Un très intéressant projet fut formé en 1802. Les Pères de la Foi, nom que prirent les Jésuites après leur suppression, songeaient à se rétablir au Canada. L'un deux, le père Zocchi, vint à Québec et Mgr Denaut lui offrit de fonder une maison à Memramcook. Malheureusement les gouverneurs ne voyaient pas d'un bon œil le rétablissement de communautés religieuses, et ce projet, qui aurait pu hâter d'un demi-siècle la renaissance acadienne, n'eut pas de suite. (40) L'abbé A. Lagarde, curé à Madawaska, ouvrit la première école régulière, en 1817. De son Académie, très bien organisée semble-t-il, sortit un essaim de jeunes gens instruits, dont plusieurs allèrent compléter leurs études à Sainte-Anne-de-l'Échidière, et revinrent ouvrir, après 1825, d'autres écoles dans 5 ou 6 villages. Dans l'est de la province, l'instruction fut d'abord assurée par plusieurs édifices laïques: Otho Robichaud, puis son fils Louis, à Nogent; François Gionet à Caraquet; Auguste Léonard à Bouctouche. Cooney mentionne une école à l'Aldoïne et deux autres particulièrement bien tenues à Richibouctou et à la petite rivière de Bouctouche.

Nous savons qu'il en existait aussi à Grande-Anse, et Bathurst et que l'abbé Lafrance en fonda une autre à Tracadie, vers 1843. Vers la même époque, l'abbé Ant. Gagnon ouvrit à Grand'Diguc un collège avec deux professeurs, pour les enfants du village et de la région. Ce collège fonctionna deux ans, après quoi le curé voulut le transférer à Barachois et entreprit la construction d'un édifice à cette fin. Mais ses multiples entreprises l'empêchèrent de réaliser son dessin. La loi scolaire de 1847, qui instituait une Ecole Normale et accordait des subventions, encouragea la fondation de nouvelles écoles et presque chaque paroisse eut la sienne.

Il paraît évident que les Acadiens, prêtres et laïques, appréciaient l'instruction et que, s'ils souffraient d'une certaine infériorité en ce domaine, à cause de leur pauvreté, des suites de la Dispersion, et de leur manque d'influence politique, ils déployaient de louables efforts et leur situation s'améliorait rapidement. Il faut bien dire cependant que cette instruction n'était pas également répandue ni partout appréciée, et qu'elle demeurait très élémentaire. Il suffisait alors, pour être savant, de savoir lire, écrire, compter... et savoir un peu d'anglais. Seuls quelques privilégiés pouvaient aller poursuivre des études plus avancées dans la province de Québec: à Nicolet comme le jeune Sylvain Poirier, ou à Ste-Anne-de-la-Pocatière, comme les pupilles de l'abbé Lagarde et de l'abbé Lafrance. Quelques personnes instruites venues du dehors, missionnaires ou immigrés, apportaient de temps en temps un enrichissement, mais ces apports demeuraient fort peu nombreux.

13. Les Acadiens sortent de l'ombre: premiers députés; division du Madawaska; "Evangélinc" de Longfellow.

Malgré des obstacles, les Acadiens commencèrent bientôt à compter un peu dans la vie publique. En réalité, dès qu'ils eurent obtenu le droit de vote, les politiciens commencèrent à

rochercher leurs suffrages, et plusieurs de leurs élus de langue anglaise, à l'exemple de Haliburton et d'Uniacke, se firent leurs défenseurs auprès des gouvernements. Mais leur influence réellement commença quand quelques-uns d'entre eux osèrent timidement se porter comme candidats, et allèrent siéger au Chambre. Les premiers de ces audacieux furent, en Nouvelle-Écosse, Simon d'Entremont, descendant des anciens barons de Poboncoup, et Frédéric-A. Robichaud, l'un des élèves de l'abbé Sigogno, qui allèrent représenter à Halifax leurs concitoyens d'Argyle et de Clare, en 1836.

Le premier député de langue française au Nouveau-Brunswick, aurait été un M. Alexandre (ou Alexander), marchand de Jersey, établi dans la province, qui représenta le comté de Gloucester de 1842 à 1846. (41) Le premier député acadien fut un instituteur, Armand Landry, élu député de Westmorland en 1846 et qui représenta ce comté pendant 20 ans. Le comté de Victoria-Madawaska élut son premier député français en 1866, suivi par Vital Hébert et Léon Thériault, l'année suivante.

A l'Île-du-Prince-Édouard, un marchand acadien de Tignish, Stanislas Poirier (alias Perry), qui avait étudié quelques années au collège écossais de St. Andrew's, fut élu en 1854, et demeura 24 ans dans la politique active.

Mais, longtemps avant d'envoyer leur premiers représentants à la Chambre, les Acadiens avaient bien involontairement attiré l'attention sur eux, par leur implication dans la querelle des frontières entre le N.-B. et le Maine. Leur présence dans la haute-vallée de la rivière Saint-Jean avait même apporté un sérieux argument en faveur de la thèse canadienne. A l'origine de ce différent, on trouve encore une question de frontière mal définie. Le traité de Versailles (1783), qui mit fin à la guerre américaine, avait fixé de façon plutôt vague la démarcation entre les Etats-Unis et les provinces britanniques de l'est.

Carleton, en favorisant l'établissement des Acadiens dans la région indécise, songeait sans doute à former une zone de peuplement continu, vers le Canada, mais aussi à créer une situation de fait en occupant ces terres encore vacantes. Les premières discussions amèneront la fixation de la partie sud de la frontière à la rivière Sainte-Croix (1793). Mais la partie nord demeurait indéterminée et, à mesure que l'exploitation des forêts de pins avançait vers l'intérieur, le règlement de cette question s'imposait de façon plus urgente. Une solution d'arbitrage, présentée par le roi de Hollande en 1831, fut rejetée par les Etats-Unis, et les contestations reprisent de plus belle, animées par les intérêts des marchands de bois des deux pays, par le zèle intempestif d'un John Baker et par les réclamations passionnées du Maine. Les Américains envoyèrent des émissaires recenser la population du territoire convoité, chaque pays mobilisa ses milices, et l'on en vint à deux doigts de la guerre. Les deux gouvernements compriront qu'il fallait absolument régler cette question et la Grande-Bretagne envoya un commissaire, Lord Ashburton, rencontrer le représentant américain, Daniel Webster, pour discuter un traité. Les autorités anglaises désiraient à tout prix maintenir une voie de communication par terre, entre les provinces atlantiques et le Canada. Elles souhaitaient aussi conserver la population du haut Saint-Jean, qui s'était montrée fort loyale au cours des deux récentes guerres; mais cet objectif ne présentait qu'une importance secondaire. La population acadienne, dans son ensemble, souhaitait demeurer sous la juridiction du Nouveau-Brunswick, où vivaient la majeure partie de leurs parents et de leurs compatriotes. A la suite de négociations difficiles, les deux commissaires finirent par s'entendre sur un compromis, qui attribuait au N.-B. toute la vallée de la rivière Saint-Jean, jusqu'en amont de Grand-Sault, mais accordait au Maine la vallée de l'Aroostook et la rive gauche de la Saint-Jean, à partir de Grand-Sault. Du reste, au 1^{er} octobre de l'année de Madawaska

se trouva coupée en deux; les villages de la rive nord demeurèrent canadiens, mais ceux de la rive sud (Sainte-Luce, Van Buren, etc.) comprenant environ 2,000 âmes, devinrent américains. Par cette espèce de vivisection, les deux tronçons de ce petit peuple sont écartelés entre deux allégeances, et à cheval sur la frontière.

Quelques années plus tard, en 1847, un grand écrivain américain, H.W. Longfellow, allait révéler l'histoire des Acadiens, au delà des frontières, dans tous les pays anglophones et au-delà. Son poème, *Evangeline, A tale of Acadia*, raconte l'aventure typique d'un couple de fiancés de Grand'Pré, Gabriel et Evangéline, qui, séparés au moment de la Déportation, se cherchent pendant toute leur vie, de la Nouvelle-Angleterre à la Louisiane.

Evangéline ne retrouve Gabriel qu'à son lit de mort. Le contenu émotionnel de ce livre, qui ne fait que raconter une histoire symbolique, comme il s'en déroula des centaines au cours de l'Expulsion, crée un mouvement de curiosité et de sympathie à l'égard des Acadiens. Cette œuvre connut vite un large rayonnement aux Etats-Unis et en Angleterre; elle fut traduite en France et au Canada. Le personnage d'Evangéline est devenu un type littéraire, l'incarnation du peuple acadien. Il est assez curieux que ce soit un professeur de Cambridge qui ait réhabilité les victimes de Shirley, gouverneur de Boston, la ville voisine. Ainsi l'histoire parfois se rétracte elle-même. Longfellow cependant, en écrivant son poème, croyait le peuple acadien complètement anéanti. Mais l'archevêque de Halifax, Mgr Walsh, en 1855, pour marquer le centenaire de l'expulsion, dédiait aux Acadiens de son diocèse qu'il connaissait bien, une longue et très élégieuse lettre pastorale. Le peuple n'était donc pas tout à fait mort; il allait même bientôt commencer à revivre vigoureusement.

14. Conclusion: pourquoi les progrès furent si lents.

Si l'on veut résumer la vie des Acadiens pendant ce siècle

qui va de leur retour au pays de leurs ancêtres jusqu'à la veille de la Confédération, on peut dire simplement qu'ils ont vécu. Souvent exploités, presque toujours ignorés des pouvoirs publics, abandonnés à eux-mêmes, sans organisation ni moyens d'éducation, ils ont mené une existence obscure et pénible. Pendant cette période, leur nombre s'est accru, mais leurs progrès économiques, culturels et politiques ont été très lents. Un historien récent après avoir rapporté les progrès des immigrants irlandais pendant les années 1825-1840, écrit ceci:

"In contrast to their Irish co-religionists, the Acadian population, though growing rapidly in numbers, remained impulsive and unprogressive. It was customary to regard them as a good-natured, harmless community of people, permanently poor because of their improvidence, incapable of anything important because of their ignorance."

(42)

Cette infériorité relative résulte de causes évidentes, faciles à saisir. Pendant les dures années d'exil, et dans les années non moins pénibles qui suivirent leur retour, ils menèrent une existence de parias, parqués dans des prisons et des espaces réservés, ou vivant à moitié nomades, par les bois et les grèves. Doux ou trois générations naquirent pendant ces 50 ans, sans éducation, sans organisation sociale, en-dehors de toute vie normale. Les plus ingénieurs et les plus résistants purent se tirer d'affaire; mais beaucoup périront et la grande majorité éprouva réellement le fond de la détresse humaine. Toutes proportions gardées, leur condition d'alors peut se comparer à celle des esclaves de l'antiquité, ou à la situation actuelle des noirs aux Etats-Unis. Des conditions de vie semblables, prolongées pendant quelques générations, ont pour effet de dégrader l'espèce humaine, de détruire ses meilleures qualités et de provoquer une espèce de dégénérescence. Cette conséquence résulte de ce qu'on pourrait appeler la psychologie du malheur; elle peut encore s'observer sur le vif dans certains îlots arriérés des Maritimes... C'est à de tels résultats qu'on peut juger une politique!

Les Irlandais aussi étaient pauvres et défavorisés, mais à l'époque de leur grande immigration, de 1816 à 1847, l'attitude des gouvernements était devenue nettement plus libérale. Et surtout, ils profitèrent de deux avantages inestimables. Ils eurent d'abord des chefs de leur race. Un flot d'immigration continue leur amena des ecclésiastiques comme le P. Jones et l'abbé Burke, des laïques comme Wm. End et Th. Anglin. Très tôt ils posséderent donc des cadres politiques et religieux, animés d'un puissant esprit national, qui prirent à cœur d'améliorer leurs conditions de vie et travaillèrent sur un territoire relativement restreint: Halifax, Saint-Jean, Miramichi. Les Acadiens au contraire n'eurent à peu près pas de chefs instruits. Quelques-uns seulement possédaient une éducation élémentaire et, du dehors, à peine quelques immigrants vinrent renforcer leurs rangs. Quant aux missionnaires, pendant longtemps ils eurent un immense territoire à desservir, de la Baie-des-Chaleurs à la Baie Sainte-Marie et l'abbé Bailly notait déjà, en 1769, que l'éparpillement causait la faiblesse de ces missions. Jusqu'en 1867, il n'y eut, après l'abbé Bourg, que deux missionnaires d'origine acadienne, les Sylvain Poirier et F.-X. Babincau. Le plupart des autres, originaires de Québec, ne venaient dans les missions du Golfe que pour des stages de quelques années, et retournaient ensuite dans leur diocèse. Quelques-uns seulement, comme l'abbé Sigogne l'abbé Ant. Gagnon et l'abbé Lafrence, se fixèrent résolument dans le pays et y accomplirent des œuvres durables. Puis, au moment où la population croissait, le recrutement du clergé français diminua subitement, après la nomination de quatre évêques anglophones, si bien qu'environ la moitié des paroisses acadiennes ne purent obtenir de prêtres de leur langue, et que le clergé français se trouvait décapité.

Enfin, les Irlandais jouirent d'une meilleure éducation. Le flot des immigrants leur amena régulièrement des gens instruits qui pouvaient tenir le rôle d'instituteurs et, de plus, parlant la langue anglaise, ils profitaient des écoles publiques (Grammar Schools, etc.) établies dans les villes. Tandis que les Acadiens, isolés par une triple barrière, linguistique, religieuse et sociale, demeuraient réduits à leurs propres moyens et condamnés à l'ignorance. Malgré de louables efforts locaux, il est certain que l'éducation resta insuffisamment répandue chez eux, et de niveau très bas.

Pour juger équitablement de la situation des Acadiens à cette époque, il faut donc se rendre compte qu'ils étaient partis de très bas et de très loin, et reçurent relativement peu d'aide. Sans doute eurent-ils des missionnaires dévoués, et connurent-ils des amis sympathiques chez les Canadiens-français et chez plusieurs Ecossais et Irlandais. Il arriva même aux gouvernements de poser parfois quelques gestes généreux à leur égard. Mais il faut bien reconnaître qu'ils rencontrèrent dans les pouvoirs publics beaucoup plus souvent d'indifférence et d'hostilité que d'assistance, et l'aide obtenue de leurs compatriotes ou coreligionnaires demeura inférieure aux besoins, insuffisante en tout cas pour les sortir des ornières où ils demeuraient enlisés. C'est pourquoi un écrivain canadien, l'abbé H.-R. Casgrain a pu écrire cette dure phrase souvent citée, mais qui demeure profondément vraie:

"Le plus grand malheur des Acadiens n'a pas été leur dispersion, mais l'abandon presque complet dans lequel ils ont été laissés durant près d'un siècle. Durant toute cette douloureuse période, ils n'ont eu, on peut dire, aucun moyen d'instruction." (43)

Notes du chapitre 2

1. - APC, Rapport 1905, vol. 2, p. 325.
2. - Cité par l'abbé H.-R. Casgrain, Un pèlerinage au pays d'Evangéline, 2e éd. Québec 1888, p.301.
3. - APC, Nova Scotia Papers, B13, p.98-100 et Documents inédits du Canada français, vol. 2, p.87.
4. - APC, Rapport 1894, p.272 et 289.
5. - BM, Add. MSS. 19071 (Brown Papers) f.214.
6. - APC, Nova Scotia Papers, A80, p.139-140, et A81, p.94-101.
7. - BM, Add. MSS. 19071 (Brown Papers) f.257.
8. - Une colonie féodale, 2e éd. Paris et Montréal 1889, vol. 2, p.186.
9. - Casgrain, loc. cit. p.313-316.
10. - Id., ibid., p.328
11. - APC, Nova Scotia Papers, A8, p.125-132.
12. - Dagnaud, Les Acadiens du Sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse, Valence, 1905, p.27, 259-264.
13. - APC, Rapport 1894, p.454.
14. - Romieu, loc. cit., vol.2, p.390.
15. - APC, Rapport 1894, p.447.
16. - Casgrain, loc. cit., p.342.
17. - Hannay, History of New Brunswick, vol. 1, p.154-156.
18. - New Brunswick: A History, 1784-1867, Toronto 1965, p.62.
19. - Mgr Plessis, Journal de la mission de 1815.
20. - Albert, Histoire du Madawaska, Québec 1920, p.78-79, 307-310.
21. - "The First Governors of New Brunswick and the Acadians of the River Saint John", dans MSRC, 1914, 2e section, p. 415-452.
22. - Albert, loc. cit., p.96-104; MacNutt, loc. cit., p.79-82.

23.- W.F. Conong, History of Caraquet and Pokemouche, Saint-John, 1948, p.2-3 et 22.

24.- Rev. A.A. Johnston, A History of the Catholic Church in Eastern Nova Scotia, Antigonish 1960, p. 123.

25.- Publié dans le Bulletin des Recherches Historiques, vol.X (1904), p.257-268, 289-300.

26.- Le "Journal" des voyages de 1811-1812 a été publié par Mgr H. Hétu, dans Le Foyer canadien de mai-novembre 1865, p.73-280, et celui de 1815 en volume séparé: Journal des visites pastorales de 1815 et 1816 ... Québec 1903, 205-75 p.

27.- Rameau, loc. cit., vol.2, p.256-257.

28.- Voir: Paul Hubert, Les Iles-de-l'Isle-Madeleine et les Madelinots, Rimouski 1926, p.70-94.

29.- Voir: Henri Blanchard, Histoire des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard, passim; Histoire de Rustico, p.45.

30.- Voir: Ph.-F. Bourgeois, Vie de l'abbé F.-X. Lafrance, p.86-88; W.C. Milner, Records of Chignecto, p.81, et le rapport ms. du capit. John MacDonald à DesBarres, du 8 nov. 1795, dans les papiers DesBarres, aux APC, MG 23, Fl.

31.- Joshua Marsden, The Narrative of a Mission to Nova Scotia, New Brunswick ... London 1827, p.90.

32.- Loc. cit., p.280-81.

33.- P. Poirier, Le Fâtre Lefebvre et l'Acadie, p.93n. ; A. Bernard, La Survivance Acadienne, p.117-18.

34.- Rameau, loc. cit., p.270-71.

35.- Johnston, loc. cit., p.80.

36.- G. LeGresley, L'enseignement du français en Acadie, Paris 1925, p.99.

37.- Ibid., p.100,136.

38.- Ibid., p.121 et Blanchard, Histoire de Rustico, p.45-46.

39.- Minutes of the Sessions of the Justice of the Peace, Court House, Newcastle, N.B., July 19th 1790, Sept. 10th, 1792.

40.- Poirier, loc. cit., p. 94; Bourgeois, loc. cit., p.78.

41.- Bernard, La Renaissance acadienne, p. 68.

42.- W.S. MacHutt, loc. cit., p.280.

43.- Casgrain, loc. cit., p.23.

CHAPITRE III

La vie nationale

CHAPITRE III - LA VIE NATIONALE

<u>1. -- La Renaissance acadienne : les précurseurs; le poème "Evangeline"; etc.</u>	
<i>1.1</i> Les précurseurs;	p. 1
<i>1.2</i> Le poème <i>Evangeline</i>	2
<i>1.3</i> Rameau de Saint-Père;	3
<i>1.4</i> Le collège Saint-Joseph;	4
<i>1.5</i> Le Moniteur acadien;	5
<i>1.6</i> Les conventions nationales.	8
<u>2. -- Conscience nationale et mentalité acadienne.</u>	12
2.1 -- Peuple à part;	14
2.2 -- Peuple martyr;	17
2.3 -- Attachement aux valeurs traditionnelles langue, religion, histoire, coutumes;	19
2.4 -- Divergences locales, dissidences, évolution.	24
<u>3. -- Activités nationales.</u>	
3.1 -- La Société nationale acadienne;	27
3.2 -- Action en faveur de l'éducation;	32
3.3 -- L'action politique;	35
3.4 -- La participation des jeunes.	37

.....

III - La Renaissance acadienne

"Ce n'est pas une petite affaire que de ressusciter"
Paul Claudel, Paroles au Maréchal.

Après un long siècle de vie obscure, les Acadiens comptaient, vers 1860, environ 69,000 âmes. Leurs petits groupes, comme des flots perdus, s'ignoraient entre eux, et causaient si peu de bruit que plusieurs auteurs écrivant sur eux, Catherine Williams, Longfellow et Napoléon Bourassa, les croyaient anéantis, à jamais disparus de la face du globe. Mais des survivants du grand naufrage existaient encore; petitement, à demi-cachés, ils vivaient tout de même. Quelques esprits sympathiques, Haliburton en 1839 et Mgr Walsh en 1855, avaient signalé leur survie. Et, tout-à-coup, après ce long hiver de cent ans, il se produisit une chose merveilleuse, comme l'éclosion d'un printemps.

Cette période d'éveil était, à vrai dire, commencée depuis longtemps, dans l'ombre, et plusieurs précurseurs avaient agi comme ses artisans. L'action de l'abbé Sigogne, à la Baie Sainte-Marie, avait été féconde. Pendant que les premiers députés français faisaient de leur mieux dans les gouvernements, les missionnaires déployaient de vigoureux efforts pour organiser les paroisses et promouvoir l'éducation. Les instituteurs devenaient plus nombreux, des jeunes gens allaient étudier dans la province de Québec.

Nous avons déjà mentionné la parution, en 1847, du poème Evangéline, de Longfellow, mais il faut insister sur son influence. Cette œuvre remporta aussitôt un succès énorme. En dix ans, elle obtint neuf éditions anglaises, dont sept à Londres, et deux traductions françaises. En 1865, un jeune poète canadien, Pamphile Lemay, en donnait une traduction canadienne en vers. Toute une bibliothèque de gros volumes d'histoire n'aurait pas réussi à faire connaître les Acadiens comme ce simple conte poétique.

- Il les révéla au monde entier; mieux encore, il les révéla à eux-mêmes.

Robert Rumilly a fort bien exprimé le véritable engouement qui accueillit Evangéline en Acadie, lors de sa parution:

"Evangéline se lit, se dévore dans les paroisses, dans les familles. Les Acadiens les plus instruits, ceux qui savent le mieux l'anglais, traduisent ou expliquent le poème. Dans les écoles, les maîtres le commentent, les élèves l'apprennent par cœur. On pleure ou on rage à cette lecture. Des Acadiennes donnent le prénom d'Evangéline à leur fille... Evangéline crée ou réveille une mystique acadienne..."(1)

Cette héroïne, pour le peuple acadien, ne représente pas un personnage fictif, mais un être réel, un cas typique, comme il s'en est sûrement présenté des centaines d'autres, et de plus tragiques, au cours de la Dispersion. C'est pourquoi il s'est reconnu dans ce poème et le considère comme son épope nationale. Le Bassin des Mines est devenu le "pays d'Evangéline"; ses monuments se dressent à Grand-Pré et à Saint-Martinville (Louisiane). Un journal acadien s'intitulera "La Voix d'Evangéline" et un poète composera un hymne "Le retour d'Evangéline", qui servira de chant national, à côté de l'Ave Maria Stella.

(1) Rumilly, Robert; Histoire des Acadiens.

Un érudit français, M. Ernest Martin, professeur pendant plusieurs années à l'Université Dalhousie, puis à l'Université de Poitiers, a consacré à cette œuvre une savante étude intitulée: l'Evangéline de Longfellow et la suite merveilleuse d'un poème. D'après lui, la résurrection de l'Acadie serait résultée, comme une conséquence naturelle, du courant mystique provoqué par le poète américain. Cette simplification extrême paraît insoutenable, car les causes profondes de la renaissance acadienne existaient déjà et sont beaucoup plus nombreuses et variées. Mais il reste que la publication d'Evangéline a sûrement favorisé et peut-être hâté cette renaissance, en créant un climat favorable.

La visite de Rameau de Saint-Père, qui se rendit en 1860 dans tous les coins de l'Acadie, exerça aussi une salutaire influence. Ayant déjà écrit, en 1859, la France aux Colonies, où il parlait beaucoup des Acadiens, il fut reçu partout à bras ouverts et séjourna deux mois. Il analysa la situation et proposa des moyens d'amélioration: colonisation de l'intérieur, fondation d'une société nationale, publication de journaux, et surtout formation d'un clergé acadien. Il noua des relations avec la plupart des chefs acadiens, avec lesquels il correspondait régulièrement, et leur procura plusieurs fois des secours financiers, pour la colonisation et l'éducation. Il publierá un second ouvrage en 1877 Une colonie féodale en Amérique: l'Acadie, et reviendra au Canada en 1888. Il se montra toujours un grand ami des Acadiens, en ces années décisives, et son action mériterait d'être étudiée et mieux connue. Ses livres et ses visites accentuèrent le désir d'une vie nationale chez les Acadiens, et les projets proposés par lui se réaliseront peu à peu.

Puis le Collège Saint-Joseph fut fondé en 1864. Depuis longtemps les esprits clairvoyants avaient compris que seule l'éducation permettrait aux Acadiens de sortir de leur infériorité relative et de prendre leur place dans la vie publique. Les essais tentés précédemment avaient échoué. Mais l'abbé Lafrance, curé de Memramcook, était un homme convaincu et tenace, et il aimait profondément ses Acadiens. Il offrit à son évêque de céder sa cure et tout ce qu'il possédait, pour amener dans cette paroisse une communauté religieuse qui se chargerait d'y ouvrir une maison d'éducation. C'est ainsi qu'au printemps de 1864, répondant à l'invitation de Mgr Sweeney, le Père Camille Lefebvre, de la Congrégation de Sainte-Croix, arrivait à Memramcook. Et le 10 octobre suivant, le jour même où se tenait la Conférence de Québec, préparatoire à la Confédération canadienne, l'ancienne Académie de l'ab. Lafrance, fermée depuis deux ans, réouvrait ses portes, sous le nom de Collège Saint-Joseph.

Cet événement marque vraiment le début d'une ère nouvelle, pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick. Des neuf premiers élèves qui commençaient leurs éléments latins en 1866, 5 sont devenus prêtres, 1 devint avocat et sénateur, et les 3 autres furent respectivement: instituteur, médecin et marchand. (1) A partir de ce moment, chaque année vit une nouvelle promotion de jeunes gens instruits entrer dans la carrière. Parmi les premiers élèves du collège Saint-Joseph sortiront des hommes d'élite, des chefs particulièrement remarquables: Pascal Poirier, Placide Gaudet, le juge Pierre-A. Landry, le Père Philéas Bourgeois et d'autres.

(1) Bourgeois, Ph.-F., Vie de l'abbé Lafrance, p. 144

Ces hommes, avec l'abbé François-M. Richard, l'abbé Hubert Giroir et Valentin Landry, deviendront les représentants qualifiés et les coryphées du peuple acadien. Ils commencèrent immédiatement un travail qui provoqua comme une explosion de vie nationale.

Trois ans après l'ouverture du Collège Saint-Joseph, dans la petite ville voisine, à Shédiac, naissait le premier journal, Le Moniteur acadien, fondé par Israel-J. Landry. Shédiac, en ce temps-là, était un petit bourg de 200 âmes, mais dont l'avenir semblait prometteur, grâce à son port et au projet de construction d'une ligne de chemin de fer. C'est là qu'Israel Landry décida de s'installer. Il semblait vraiment téméraire de publier un journal pour une population pauvre, dont la majeure partie ne savait même pas lire. Mais les Acadiens n'étaient pas illettrés par choix, et ils accueillirent avec joie ce "papier" fait expressément pour eux.

M. Landry publia d'abord une lettre-circulaire, datée de Chatham, le 5 mars 1867, où il définissait les objectifs de son journal:

"Nous avons le plaisir de vous annoncer notre intention de commencer... la publication d'un journal français, sous le nom de Moniteur Acadien, comme organe des populations françaises des Provinces Maritimes, et dévoué à leurs intérêts généraux.

"Réunir cette grande et généreuse famille acadienne par un même lien, et l'engager à conserver sa religion, sa langue et ses coutumes, est le but que nous nous proposons en établissant un journal parmi eux, qui, non seulement sera leur organe propre, mais aussi un journal qui ne le cédera en rien aux papiers anglais... tant en littérature qu'en nouvelles diverses, et qui fera honneur à la nationalité française dans ces provinces..."

"Vous tous qui connaissez la nécessité de vous éveiller de votre léthargie... faites voir à l'univers que respirent encore les descendants de ces courageuses familles qui vinrent peupler la belle Acadie il y a plus de deux siècles... Vous tous qui désirez voir ressusciter votre généreuse nation, joignez-vous à nous..."

"Nous prouverons que le Français aime l'instruction et l'éducation aussi bien que nos compatriotes d'origine étrangère". (1)

Le premier numéro parut le 1er juillet 1867, sous la devise: "Notre religion, notre langue, nos coutumes". Ce journal répondait à un besoin réel, et reçut un accueil enthousiaste des familles acadiennes. Un contemporain, l'ab. Désiré F. Léger a raconté:

"Qu'on sût lire ou non dans la famille, le Moniteur Acadien y avait sa place de choix, sur la "corniche", à côté de la lampe à pétrole et la pipe de craie à grand-père. Quand venait à la maison un "liseux" du village, on lui demandait infailliblement de lire un passage du Moniteur. Tout ouvrage cessait pendant la lecture religieusement écoutée, du plus petit au plus grand... Le soir, le "train" terminé, le père prenait orgueil, surtout s'il y avait des visiteurs, à faire lire le Moniteur par un de la famille qui avait pu avoir quelques mois d'école, souvent dans un village éloigné; car les instituteurs étaient ni nombreux, ni beaucoup instruits. (2)

Enfin, les Acadiens possédaient un journal à eux, un organe pour les renseigner, un porte-voix pour exprimer leur point de vue et réclamer leurs droits; un journal aussi de qui ils recevaient une orientation et des directives. Bientôt des étudiants du collège Saint-Joseph commencèrent à écrire dans le Moniteur. On ne saurait trop souligner l'importance de ce premier journal. Dès sa fondation, il encouragea les Acadiens à se présenter comme députés et demanda au peuple de les appuyer. Quelques mois à peine après la fondation

(1) Le texte de ce prospectus a été reproduit dans le Moniteur illustré, 1 juillet 1892, p. 34-35.

(2) L'Evangéline, 5 février 1925.

du journal, avaient lieu les élections fédérales sur la question de la Confédération. Le fondateur du journal lui-même se présenta comme fédéraliste dans le comté de Westmorland et appuya la campagne d'Auguste Renaud dans Kent. Ce dernier fut élu, mais Israel Landry avait à faire face à un adversaire puissant, l'honorable Albert J. Smith, dans un comté à minorité française, et fut battu. Peu après, il quitta Shédiac pour Saint-Jean, N.-B., laissant le journal à son associé Norbert Landry.

Celui-ci maintint le Moniteur pendant quelques années, au milieu de nombreuses difficultés, puis le céda à son tour à M. Ferdinand Robidoux, qui en assura la rédaction pendant une vingtaine d'années.

Sous ces diverses directions, on peut dire que ce journal suivit rigoureusement la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Pendant près de vingt ans, jusqu'à la fondation du Courrier en 1885 et de l'Evangéline en 1887, le Moniteur fut l'organe attitré des Acadiens et soutint toutes leurs causes. Il encouragea la candidature des premiers députés, mena des campagnes en faveur de l'éducation, de l'agriculture et de la colonisation, et soutint de rudes polémiques. Il publiait aussi les premiers essais et les correspondances des premiers Acadiens qui osèrent écrire.

De cette façon, il exprimait et dirigeait en même temps l'âme nationale, l'aidant à se formuler et à réagir selon les événements.

D'un côté il stimulait l'inertie, poussait à l'audace, et prenait part à la vie politique. De l'autre, il protestait contre les persécutions et les dénis de justice, comme la fermeture du collège Saint-Louis et les lois scolaires iniques, et réclamait un clergé de langue française. Il servit ainsi de messager et d'agent de liaison entre les groupes dispersés, et avec le groupe québécois. Grâce à lui, une petite élite apprenait à s'affirmer, et les Acadiens cessaient d'être un peuple de brebis muettes.

Puis commença l'ère des grandes conventions nationales. Jusqu'en 1880, le réveil s'opérait ici ou là selon que des chefs ecclésiastiques ou laïques, s'en mêlaient. Mais leur action n'avait pas de portée générale. En cette année 1880, les Canadiens-français invitèrent les groupes français à célébrer le 24 juin à Québec par un grand congrès de la race française en Amérique. L'invitation aux Acadiens était chaude et fraternelle: "Vous viendrez, aussi, Acadiens courageux et fidèles, race indomptable que ni la guerre, ni la proscription n'ont pu courber, ni détruire..." Ce message fut communiqué aux Acadiens par l'entremise du Moniteur. Pour la première fois, ils étaient convoqués ensemble, depuis le jour où Lawrence au nom du roi d'Angleterre les avait rassemblés dans l'église de Grand-Pré, pour la suprême dispersion". Au delà de cent délégués répondirent.

Pour la première fois, des représentants de toute l'Acadie se trouvaient réunis; ils formaient l'élite acadienne et firent bonne figure au congrès. Ils accomplirent surtout du bon travail.

Réunis en session spéciale, ces délégués étudièrent leurs problèmes et les solutions à y apporter. Ils décidèrent d'organiser une grande convention acadienne à Memramcook l'année suivante. "Disjointe avant la réunion de Québec, l'Acadie en repartit unie, l'espoir dans l'âme et le cœur fortifié". (1)

A cette convention de 1881, il y eut plus de 5,000 participants dont 200 de l'Île-du-Prince-Edouard. Le fait dominant de la réunion fut le choix d'une fête nationale. D'aucuns voulaient adopter le même patron que les Canadiens français, Saint Jean-Baptiste; mais la majorité, consciente de former un peuple à part, choisit, comme patronne propre, l'Assomption. Dès ce premier congrès, on fonda aussi une société nationale, appelée la Société Nationale de l'Assomption.

La deuxième convention eut lieu en 1884 à Miscouche, sur l'Île-du-Prince-Edouard. De 4,000 à 5,000 personnes y assistaient. On adopta cette fois, un drapeau national, le tricolore français avec une étoile dorée dans le bleu près de la hampe, l'étoile mariale. On choisit également un hymne national: l'Ave Maris stella.

Suivit alors comme un éclatement de vie longtemps contenu. Le collège Saint-Louis a vu le jour. L'hebdomadaire Le Courrier des Provinces Maritimes est lancé à Bathurst en 1885, l'Evangéline à Digby en 1887. Le collège Sainte-Anne de la Pointe-de-l'Eglise se construit en 1890. Et c'est ici qu'eut lieu la troisième convention, en 1890.

(1) Conventions nationales des Acadiens, p. XXVIII.

Plus de 6,000 personnes y assistèrent. L'abbé François-Marcel Richard et l'abbé J.R. Doucet, curé de Poquemouche, s'étaient vu refuser la permission de s'y rendre par leur évêque, Mgr Rogers, qui déjà avait obligé le collège Saint-Louis à fermer ses portes en 1882. Une lettre de Mgr O'Brien, archevêque d'Halifax, qui insistait auprès des délégués sur l'importance pour les Acadiens d'apprendre l'anglais, faillit mettre le feu aux poudres. Mais on se contint en on ne dérogea pas au respect. On vota cependant des résolutions demandant plus de français dans les écoles acadiennes.

En 1893, Gilbert Buote et son fils François-Joseph fondent sur l'Île-du-Prince-Édouard un hebdomadaire acadien l'Impartial. Les Acadiens de Waltham, E.-U., fondent la Société Mutuelle de l'Assomption en 1902.

A la convention nationale de 1905, tenue à Caraquet, commence à poindre un problème crucial: les Acadiens, en majorité dans les diocèses de Saint-Jean et surtout de Chatham, veulent un des leurs comme évêque. Et sur ce point, va s'engager une lutte ardue. Les laïcs, surtout Pascal Poirier, prennent l'initiative. Les prêtres, plus exposés aux coups de crosses de leurs évêques irlandais (l'exemple de l'abbé F.-M. Richard le montre), doivent être prudents, mais encouragent les laïcs en sous-main. A la convention de Saint-Basile en 1908, on rédige une supplique au Saint-Siège signée par les notables acadiens, selon le voeu du congrès: "Qu'une prière très respectueuse soit adressée au Souverain Pontife, le priant humblement d'entendre la longue supplication filiale de ses enfants acadiens, tous catholiques, et de leur accorder

un évêque de leur nationalité avec siège à Moncton". Les catholiques de langue anglaise voient du fanatisme dans ces réclamations pourtant légitimes. Les évêques et les prêtres irlandais entreprennent une opposition sournoise à cette campagne. Ils écrivent au Délégué apostolique et à Rome, pour signifier leur opposition et traitent l'affaire de fanatisme, sorti de la tête de quelques Acadiens dangereux. Pascal Poirier est personnellement nommé; ils le font passer pour un anti-clérical. Mais, les Acadiens tiennent bon et multiplient démarche sur démarche. La bataille pour une paroisse française à Moncton atteint en même temps son point culminant. L'abbé Richard réussit à porter à Rome trois fois les requêtes des siens auprès du Saint-Père. Enfin, Rome éclairée nomma un évêque acadien à Saint-Jean le 10 décembre 1912. La convention nationale suivante à Tignish, I.P.E. en 1913, en fut une d'action de grâces.

Puis la Société Nationale de l'Assomption obtint, de la compagnie Dominion Atlantic Railway, un terrain à Grand-Pré pour y ériger une église-souvenir. Le huitième Congrès acadien qui eut lieu à la Pointe-de-l'Eglise en 1921 comporta un pèlerinage à Grand-Pré où Mgr Edouard LeBlanc, l'évêque acadien, bénit la pierre angulaire et célébra la première messe à Grand-Pré depuis 1755.

Les luttes pour obtenir un évêque acadien et une paroisse française à Moncton avaient galvanisé les énergies et fouetté le sentiment national. On ne négligeait pas pour autant la colonisation. A toutes les conventions, on revenait sur le sujet. L'abbé Richard s'en faisait le protagoniste. On s'occupait aussi d'éducation. Le collège de Bathurst avait

ouvert ses portes en 1899. La lutte était menée sur tous les fronts. Elle donnait aux chefs de file et aux journeaux des tâches à leur hauteur et les tenait en alerte. La masse du peuple acadien n'était pas aussi éveillée sans doute, mais elle ne pouvait manquer d'être touchée par ce bouillonnement nationaliste.

Désormais, les Acadiens, s'ils n'ont pas l'unité territoriale, sont unis moralement par leur société nationale, leurs conventions, leurs journaux. Tout ce qui touche une région acadienne, que ce soit le coin le plus reculé du Cap-Breton ou de l'Île-du-Prince-Edouard, intéresse tout le monde.

C'est donc une période de luttes et d'activités intenses qui s'étend de 1880 à la nomination de Mgr Edouard LeBlanc en 1912 et à l'obtention d'une paroisse française à Moncton en 1914. Avec la nomination d'un évêque acadien à Chatham en 1920, les chefs acadiens et la Société l'Assomption semblent se reposer sur leurs lauriers. Mais à cette époque l'Acadie a véritablement repris vie, et la conscience nationale s'affirme explicitement. Après un moment de répit, elle reprendra sa marche en avant et s'organisera mieux. Profitons de cette pause pour essayer d'analyser les principaux éléments du nationalisme acadien.

2. Conscience nationale et mentalité acadienne

Si l'on voulait exposer de façon approfondie comment s'est formée la mentalité du peuple acadien, on pourrait remonter à son histoire

ancienne et voir comment plusieurs traits de son caractère actuel (par exemple: l'esprit de famille et le goût d'indépendance) se sont manifestés dès avant la Dispersion.

Pour analyser de façon systématique les divers éléments qui composent la mentalité du peuple acadien à l'époque moderne, c'est-à-dire depuis le retour en 1764, et particulièrement depuis la Confédération, on pourrait employer diverses méthodes. On pourrait scruter les rares lettres et pétitions qu'ils ont adressées aux autorités anglaises de Halifax, débrouiller les discours de leurs premiers hommes politiques, ainsi que les correspondances et les articles de leurs premiers journaux, recueillir et confronter des nombreux témoignages et jugements portés sur eux par leurs contemporains. La méthode la plus sûre consisterait à mener une vaste enquête sur leur comportement pratique et leur façon d'agir.

Plusieurs enquêtes et études récentes peuvent aussi nous servir: la principale et la mieux conduite est celle qu'a menée M. Marc-Adélard Tremblay, à la Baie Sainte-Marie, en collaboration avec l'équipe du "Stirling County Study". (1) Une autre enquête du même genre, par M. Marcel Rioux, n'a été qu'esquissée. (2)

(1) Tremblay, Marc-Adélard; "Niveaux et dynamismes d'acculturation des Acadiens de Portsmouth". Dans Anthropologica, N.S., Vol.3, No 2, 1961, et en tirage-à-part.

— — — "Les Acadiens de la Baie Française". Dans la Revue d'Histoire de l'Amérique française, Vol. XV, No 4, mars 1962, p. 526-55.

— — — "L'état des recherches sur la culture acadienne". Dans Situation de la Recherche sur le Canada français. Québec, Presses de l'Univ. Laval, 1962, p. 145-70.

(2) RIOUX, Marcel: "Rapport préliminaire de l'étude sur la culture acadienne du Nouveau-Brunswick". Dans Annual Report of the National Museum of Canada 1955-56, p. 62-64.

On peut aussi mentionner la thèse de M. Camille-Antoine Richard sur les premières conventions nationales acadiennes. Ces diverses études se recoupent et se complètent.

Les caractères essentiels du peuple acadien peuvent se réduire à trois.

2.1 - Un peuple à part

C'est un sentiment universel chez les Acadiens, même chez ceux qui, comme à Soris sur l'Île-du-Prince-Édouard, se sont anglicisés; à plus forte raison chez les autres. Simplement poser la question à tout Acadien suffirait à provoquer au moins intérieurement la même réaction qu'exprimait une lettre aux lecteurs de l'*Evangéline* à ce sujet: "Anéantir complètement l'idéal de nation "à part"... tragédie... plus grande que la Dispersion... suicide peu ordinaire... unique même dans l'histoire des peuples". (1) Il ne faudrait pas croire comme semble l'insinuer Marcel Rioux que ce sentiment a été créé dans la population acadienne pour le besoin de la cause par son aile nationaliste. Certes, l'élite a misé sur ce sentiment dans sa campagne de réveil national. Mais, ce sentiment existe inné dans chaque poitrine acadienne. Ce sentiment est tout simplement basé sur la réalité historique. Si les Acadiens sont venus de France comme les Canadiens français, ils ont fondé une colonie à part, différente et la plupart du temps indépendante du Québec. Leur histoire par la suite a été différente encore de celle des Canadiens français et différente de celle des Anglais, sans

(1) *L'Evangéline*, 19 juillet 1965, Lettre d'un lecteur.

liens avec les premiers, si ce n'est par les missionnaires et l'évêque de Québec et sans liens trop amicaux avec les seconds. De là leur attitude à l'égard des uns et des autres.

Pour les Acadiens, le Québec était un pays différent, pas tout à fait étranger, mais autre que l'Acadie qui était leur pays. Il y a trente ans, pour les vieillards acadiens, le Québec c'était le Canada, différent de l'Acadie. On les entendait dire d'un Acadien qui s'en allait au Québec qu'il était parti pour le Canada. Les Canadiens-français étaient considérés, et le sont encore, comme un autre peuple, un peuple frère par ses origines, sa langue et sa foi si vous voulez, mais autre que le peuple acadien. Il pourra y avoir, il y a des amitiés individuelles entre Acadiens et Canadiens français, il y a des relations de groupes, d'associations. Il demeure toujours une différence. Il n'y a pas cette homogénéité qui permettrait par exemple de se dire carrément ses vérités, comme les Acadiens le font entre eux les Canadiens de même.

Le caractère n'est pas le même non plus. Les Canadiens français n'ont pas tellement souffert, n'ont pas été brimés. Les Acadiens ont bu l'humiliation jusqu'à la lie et en ont été marqués. Les Canadiens ont plus d'ancêtres d'origine normande, au caractère plus rond, plus rude. Les Acadiens viennent du sud de la Loire où l'on est plus sensible, plus délicat peut-être et sans doute plus susceptible. En général, l'Acadien évitera toute rudesse de langage, toute indélicatesse de manières et tout ce qui pourrait faire mal. S'il est personnellement victime d'indélicatesse, il souffrira en silence. Les Canadiens peuvent

s'engueuler, se marcher sur les pieds sans en souffrir, sans s'en apercevoir ou sans s'en souvenir. Une certaine suffisance arrogante de ces derniers, rencontrés dans les chantiers ou représentés par des commis-voyageurs a déplu aux Acadiens. Trop de Canadiens hâbleurs ont rendu les Acadiens méfiants. Ce sentiment existe encore quelque peu à l'état latent dans le peuple. Chez l'élite, il est plutôt celui d'un peuple qui se sent différent dans son histoire passé et ses problèmes actuels et qui n'aime pas se faire donner de haut des leçons par un frère plus fortuné.

Malgré cette différence et ces légers différents, les deux groupes français du Canada ont un même idéal: rester catholiques et épanouir leur culture française. L'élite des Canadiens français cultivés qui connaît l'histoire est extrêmement sympathique aux Acadiens et manifeste beaucoup de délicatesse à leur endroit. D'ailleurs, l'élite des deux groupes maintient des relations très fraternelles et très cordiales.

Les Canadiens-français ont déjà fait beaucoup pour aider les Acadiens. Après la Dispersion, leurs missionnaires furent longtemps les seuls prêtres français de l'Acadie. Les fondateurs du collège Saint-Joseph étaient des Canadiens. Le clergé canadien a travaillé pour obtenir des évêques acadiens à l'Acadie. Les collèges classiques de la province de Québec ont accordé et donnent encore chacun une bourse, pension et cours gratuits, à un élève acadien. Le Conseil de Vie Française d'Amérique a aidé puissamment à lancer la Société Nationale des Acadiens; il donne une aide financière chaque année à plusieurs œuvres acadiennes. Le Ministère des Affaires Culturelles du Québec a déjà fait beaucoup, lui aussi, pour

les Acadiens. Ceux-ci le savent et sont extrêmement reconnaissants. Les Canadiens français ont tout avantage à ce que les Acadiens demeurent un bastion vivant et fort de la culture française aux Maritimes. Par ailleurs, les Acadiens sont conscients de ne pouvoir y réussir sans le secours généreux du Québec. Dans un sens différent, et moindre pour Québec, les deux ont besoin l'un de l'autre. C'est pourquoi la collaboration se fait de plus en plus importante et les relations de plus en plus fréquentes et cordiales.

2.2. - Un peuple martyr.

Les Acadiens ont le sentiment très vif d'avoir souffert d'énormes injustices. La principale fut évidemment la Dispersion. Cet événement a interrompu brutalement le cours de leur histoire, arraché leurs ancêtres de leurs terres fertiles et les a jetés sur des rives étrangères, où ils endurèrent mille misères et où un grand nombre périrent. Ceux qui ont pu revenir ont dû s'imposer des fatigues et privations surhumaines: pendant des années, ils ont été contraints, afin de subsister, de mener une vie nomade, à la façon des Indiens, vivant de chasse et de pêche. Le souvenir de ces incidents douloureux, transmis par la tradition directe, jusqu'à vers 1900, a laissé dans l'âme acadienne une blessure profonde, comme une cicatrice mal fermée.

Depuis leur réimplantation, toute une série d'actes, dont ils ont été victimes, ont contribué à entretenir en eux un sentiment de frustration et d'injustices subies: exactions au sujet des terres, évictions successives, lois scolaires anti-confessionnelles, parfois des coups,

inégalités en éducation, en politique et dans le progrès économique. Tous ces abus, qu'à tort ou à raison ils attribuent à l'autocratie anglaise, ont fait des Acadiens un peuple d'écorchés vifs, toujours prêts à se plaindre et à réclamer.

L'épidémie de malheurs dont ils ont été les victimes, a fini par créer chez les Acadiens un complexe de persécution. On les a décrit comme des "martyrs professionnels"! L'impatience des gens en place, fatigués d'entendre ces plaintes, se comprend facilement. Mais il y a une situation encore plus insupportable: celle des malheureux qui doivent endurer ces mauvais traitements depuis plus de deux siècles.

L'état de servage et de misère dans lequel vécurent beaucoup d'Acadiens, après leur retour, a contribué à leur enlever toute ambition. Résignés à son sort avec une espèce de fatalité, la masse se contentait de vivoter péniblement au jour le jour, désespérant de jamais pouvoir s'élever au-dessus de sa misérable condition.

Pour le plus grand nombre, un grave résultat de ces injustices répétées fut de leur enlever confiance dans leurs concitoyens anglophones, et de leur inculquer un profond sentiment de méfiance, qui empoisonne encore aujourd'hui les rapports ethniques. L'état d'écrasement et d'infériorité, où ils végètent depuis près de deux siècles, leur a même enlevé la confiance en eux-mêmes, et a développé une espèce de timidité maladive. Au lieu de l'agressivité qu'ont développée les Canadiens français, les Acadiens sont demeurés craintifs et timorés. (1)

(1) LEBLANC, Emery, *Les Acadiens*, p. 122.

Quelques-uns seulement parmi eux, comme Valentin Landry, Pascal Poirier et Mgr Richard, ont osé résolument prendre le rôle de chefs et en assumer les risques. Ils n'ont d'ailleurs pas tardé à subir les inconvénients de leur audace.

Par contre, les coups qu'ils ont reçus leur ont enseigné la prudence et la patience. Leurs réclamations gardent habituellement le sens de la mesure et s'inspirent d'un solide réalisme. Malgré les dénis de justice les plus flagrants, ils ne se révoltent pas. Ils acceptent provisoirement les miettes qu'on veut bien leur accorder, mais continuent à réclamer leurs droits. Leurs amis du Québec les accusent parfois de servilisme, et prétendent que cette attitude penchée et exagérément soumise ne fait qu'encourager les abus et inviter les coups de pied au c...! Il est certain que les Acadiens, mieux organisés et plus conscients de leur force, auraient pu mieux user de leurs votes et exiger davantage du parti libéral qu'ils soutenaient. Ce n'est que tout récemment qu'ils ont pris, grâce à leurs associations, une attitude plus ferme, qui a réussi presque aussitôt à les faire respecter et à corriger des situations insupportables.

2.3 - Attachement aux valeurs traditionnelles.

L'élément le plus positif dans la mentalité acadienne, c'est la fidélité à eux-mêmes; un attachement instinctif et profond aux habitudes et aux valeurs qui caractérisaient le genre de vie de leurs ancêtres.

Tout d'abord, l'attachement au sol. Cet amour presque physique pour le territoire de l'ancienne Acadie pousse des racines très lointaines, puisque la plupart des familles y sont venues avant 1660, donc depuis trois bons siècles. Les premiers colons avaient choisi les plus beaux sites, autour du bassin de Port-Royal, dans la région des Mines et à Beaubassin. Et l'affection des habitants pour ces lieux était devenu d'autant plus forte qu'ils y avaient travaillé longuement pour l'édification des digues, protégeant les prés contre la mer, et que ces terres fertiles leur rapportaient des récoltes abondantes et leur permettaient d'y élever de nombreux troupeaux.

Après l'exil, ils n'hésitèrent pas à entreprendre de longs et périlleux voyages pour y revenir. Leurs anciennes terres étant occupées, ils choisirent encore avec un goût naturel très sûr, dans les régions inoccupées, les endroits privilégiés par la nature: la rivière Saint-Jean, les vallées Memramcook et Peticodiac, l'embouchure de la Miramichi et la Baie-des-Chaleurs, paysages de collines en bordure de la mer, qui font aujourd'hui rêver les touristes. Partout où ils se sont réinstallés, ils ont dû mener avec leurs familles une rude existence de fermiers, bûcherons et de pêcheurs, et ont appris à considérer la nature nourricière comme leur meilleure amie. Leurs maisons, leurs champs, leurs agrès de pêche font partie de leur vie et forment, avec la famille et la paroisse, le cadre où ils vivent depuis plusieurs générations. Ils émigrent moins que leurs voisins de langue anglaise; quand ils vont travailler en ville, très souvent ils continuent d'habiter la campagne et,

quand ils doivent aller chercher de l'emploi à l'étranger, ils ne le font qu'à la dernière extrémité, sous la pression du besoin, et reviennent périodiquement au pays.

L'esprit de famille accompagne presque partout la vie rurale, comme un corollaire; elle forme le cadre habituel de la vie quotidienne et la cellule de travail. Ce parallélisme s'est trouvé encore renforcé en Acadie, par suite des circonstances historiques. La plus grande partie du peuplement le plus ancien provient d'une cinquantaine de familles, dont on retrouve constamment les noms: les Babineau, Belliveau, Cormier, Landry, Leblanc, etc. Toutes ces familles se sont alliées très tôt entre elles, et l'on peut dire que tous les Acadiens sont parents entre eux, à quelque degré.

Un grand nombre de villages groupent les descendants d'une même famille, un peu comme des tribus patriarcales: Anse-aux-Cormier, Pointe-aux-Crocs, Village des Belliveau, etc. Ces relations étroites donnent au peuplement acadien une cohésion et une homogénéité encore supérieures à celles du Québec. Les malheurs communs et la nécessité de s'en-tr'aider ont encore renforcé cette caractéristique. C'est pourquoi on les a souvent comparés aux clans écossais. (1)

La conquête de la Nouvelle-Ecosse, en 1713, puis la cession définitive de tout le Canada, en 1763, ont amené la coexistence d'un groupe anglo-protestant à côté de l'ancienne population franco-catholique. Ce voisinage, qui avait duré sans trop de heurts, de 1713 à 1749, s'est transformé en conflit, par la politique anglicisante de Cornwallis et de ses successeurs. Aux efforts des administrateurs anglais pour les

(1) GRIFFITH, Naomi; The Acadian Deportation. A Study in Historiography. Nationalism. M.A. thesis in History, Univ. of New Brunswick, 1957, p.

angliciser et protestantiser, les Acadiens, avec ou sans les conseils de leurs missionnaires, ont opposé leur intention de demeurer fidèles à leur religion et à leur race. Le conflit, devenu aigu à cause des ambitions politiques et des intérêts matériels en cause, reçut une solution brutale, par l'Expulsion, en Acadie, et par la force des armes, dans Québec. Mais, après le succès provisoire et partiel de ces mesures, la vieille opposition se retrouve encore aujourd'hui, dans les mêmes territoires.

Les circonstances ont changé: les institutions démocratiques ont (paraît-il!) remplacé les monarchies et le Canada (paraît-il encore !) est devenu un pays libre ? Mais le vieux conflit dure toujours: une partie de la population veut encore conquérir l'autre, non pas d'amitié mais de vive force, non plus par les armes, mais par l'appareil des lois et des majorités.

L'ensemble du peuple acadien a jusqu'ici conservé une double fidélité, à sa langue et à sa foi, et il a soutenu de rudes combats pour les défendre. Il a subi des pertes en certaines régions, mais remporté des gains ailleurs. Sous l'influence combinée de l'école anglaise et du clergé anglophone, environ la moitié des habitants d'origine française de la Nouvelle-Ecosse et de l'Île du Prince-Edouard ont perdu leur langue, mais les défections religieuses sont beaucoup moins nombreuses. Au Nouveau-Brunswick, par contre, la langue se maintient assez bien; les Acadiens ont obtenu une hiérarchie de leur race et l'alliance entre la langue et la foi se perpétue.

On a souvent cherché à établir une association nécessaire entre ces deux éléments, langue et foi, en disant que "la langue est gardienne de la foi" et "qui perd sa langue court danger de perdre sa foi". En vérité, ces affirmations, dont on a voulu faire des axiomes absolus, n'ont qu'une valeur relative: c'est le milieu beaucoup plus que la langue, qui influence les croyances. Les Acadiens anglicisés mais vivant au milieu de catholiques irlandais conservent leur foi. Mais il reste vrai que dans une ambiance à majorité anglo-protestante, comme celle de la plupart des grandes villes aux Provinces Maritimes, le maintien de la langue forme une barrière à l'assimilation religieuse, et la perte de la langue est un premier pas vers l'apostasie. Les observations de M. Marc-A. Tremblay à la Baie Sainte-Marie tendent à confirmer cette hypothèse. (1)

On peut donc retenir que, chez les Acadiens, l'alliance langue-et-foi continue de former une attitude globale, très rarement disjointe. C'est une habitude de pensée et de vie traditionnelle, fortement enracinée dans l'opinion des gens, et l'élément religieux paraît encore plus spécifique aux Acadiens eux-mêmes que l'élément linguistique. On pardonne facilement à des personnes d'origine française de ne plus parler français, mais s'ils abandonnent leur religion, on les considère comme des transfuges et des traîtres. La nécessité fait excuser la perte de la langue, mais non celle de la foi.

(1) Niveaux et dynamismes d'acculturation..., p.46

Les Acadiens entretiennent aussi une certaine fierté de leurs origines, de leur histoire et de leur caractéristiques religieuses. Ils admettent volontiers la supériorité des anglo-saxons dans le domaine économique et dans l'éducation, comme une suite des avantages politiques dont ils jouissent depuis la Conquête. Mais ils gardent une profonde conviction de la valeur culturelle du français, et de la suprématie de leur religion. Ils reprochent à la France de les avoir abandonnés, mais continuent de la considérer comme une grande nation. Quant à la religion, l'émission des sectes protestantes et leurs contradictions doctrinales leur fournit des points de comparaison avantageux.

Cette attitude conservatrice, au point de vue religieux et linguistique, tournée surtout vers le passé, privée pendant longtemps de contacts avec des centres actifs de pensée religieuse et française, donnent à leur religion et à leur culture un aspect traditionaliste, sans motivation rationnelle profonde. C'est avant tout une adhésion sentimentale et d'habitude, mais en même temps très sincère, renforcée par les oppositions sociales.

2.4 - Divergences locales, dissidences et évolution.

Ces caractéristiques, telles que nous venons de les décrire, conviennent à l'Acadien-type des trois provinces, tel qu'il existait jusqu'à une époque récente, disons jusqu'à la dernière grande guerre. Mais il faut admettre que des divergences locales apparaissent dans le caractère et le comportement national, qu'il existe quelques dissidences, et qu'une profonde évolution commence à se manifester.

La population française habitant le nord du Nouveau-Brunswick, côtes de la Baie-des-Chaleurs et Madawaska, composée en partie de Canadiens français, ne réagit pas de la même façon sur les problèmes acadiens, et plusieurs refusent même de se dire Acadiens. Un réalisateur de Radio-Canada, précédant à une série de reportages sur "La présence française aux provinces maritimes", a remarqué une diminution de la conscience et du sentiment national, à mesure qu'on remonte vers le nord. (1)

D'autre part, un petit nombre d'individus d'origine française, totalement ou partiellement acculturés, travaillant pour des patrons ou des clients anglophones, et dont les intérêts s'identifient à ceux de l'élément anglais, ont pratiquement perdu tout sentiment d'appartenance au groupe acadien et témoignent même une hostilité ouverte à toutes les campagnes entreprises en faveur de l'enseignement et de la langue française.

Enfin, une évolution profonde commence à se dessiner. Le patriotisme romantique, associé à la touchante légende d'Evangéline, commence à céder la place à un sentiment plus profond, basé sur l'étude exacte de l'histoire, sur une meilleure connaissance de la langue et de la littérature françaises et sur l'observation du milieu. Au lieu de se complaire exagérément dans la contemplation du passé, et de vouloir conserver les coutumes et traditions anciennes, on se tourne davantage vers les réalités économiques et sociales du présent et l'on cherche à jeter les bases de l'avenir. C'est ainsi que plusieurs jeunes de

(1) Michel Gaudet, dans l'Evangéline, 1 octobre 1965.

talent se sont jetés résolument dans l'action politique.

Au point de vue religieux, un professeur d'économie politique s'étonnait qu'il n'y ait pas d'anticléricalisme chez les Acadiens. Eh bien! il n'aurait plus raison de s'étonner, car au dernier Ralliement de la Jeunesse acadienne, les délégués ont demandé de reléguer le drapeau marial, l'hymne de l'Ave Maris Stella et le patronage de Notre-Dame de l'Assomption au musée des objets folkloriques. Le leit-motiv de quelques-uns des animateurs de ce congrès, s'inspirant de la jeune gauche québécoise, se formulait à peu près ainsi: Hâtons-nous de nous débarrasser de l'influence du clergé, afin de pouvoir évoluer! Les déclarations de ce genre demeurent encore assez discrètes, mais elles témoignent d'une tendance.

3.- Les activités nationales

"L'instinct de la conservation fait l'homogénéité des peuples".

J.E. Roy, Voyage au pays de Tadoussac, p. 19

Une des caractéristiques du nationalisme des Acadiens, c'est son réalisme, son pragmatisme, nous pourrions dire: son empirisme. Ils ont bien eu des chefs éclairés, mais aucun théoricien ou penseur, comme le furent Bourassa, Lavergne ou Groulx au Québec. Mgr Richard, le juge Landry, le sénateur Poirier ont bien écrit des articles et prononcé des discours mais, pour opérer une synthèse de leurs idées, il faut scruter ces textes à la loupe et reconstruire patiemment un système d'ensemble. Leur nationalisme a été vécu, c'est pourquoi il est beaucoup plus facile de l'étudier dans ses manifestations que dans ses principes.

Leur action s'est en quelque sorte improvisée, en face de quelques situations concrètes et de quelques besoins vivement ressentis. Les Acadiens étaient pauvres, ignorants; leur vie matérielle se trouvait menacée d'étranglement dans les vieilles paroisses, et la vie du groupe menacée par l'émigration et le manque de paroisses et d'évêques de leur langue. En face de chaque problème, ils ont organisé, une réaction appropriée avec un savoir-faire et des succès inégaux.

Nous traiterons quelques-unes de ces initiatives économiques (concernant l'agriculture et la colonisation), religieuses ou éducationnelles dans les chapitres correspondant à ce genre d'activités. Mais nous voudrions retenir ici quatre catégories d'activités qui touchent plus directement à la vie nationale et ont donné naissance à des organismes particulièrement dynamiques.

3.1 - La Société nationale acadienne.

Le problème fondamental, pour les Acadiens, est de subsister et de survivre. Toutes les autres questions gravitent autour de celle-là, dérivent de l'instinct de conservation et en forment des aspects divers. Qu'il s'agisse de colonisation, d'agriculture, d'économie, de langue, d'enseignement ou de religion, ce sont autant d'aspects de la vie nationale qui sont en cause. Ce pourquoi, dès qu'ils prirent conscience d'eux-mêmes, à leur première Convention, ils songèrent, sur les conseils de R. Rameau, à créer un organisme chargé de veiller à ce soin primordial d'assurer la survie de la nation. Ce fut l'objectif capital de la première société nationale acadienne, fondée en 1881, sous le nom de

la Société de l'Assomption. Ce fut en quelque sorte le gouvernement de l'Acadie.

Cette société nationale, jusqu'à 1937, a assez bien rempli sa mission. Elle a organisé des congrès nationaux, et tenu le sentiment national en état d'alerte. Elle a organisé des campagnes pour la colonisation, pour l'obtention de manuels scolaires, et pour la nomination d'évêques acadiens. Elle a organisé de grandes manifestations, comme l'érection d'une église à Grand-Pré et les fêtes du bi-centenaire acadien de 1955. Elle a aussi pris de louables initiatives en plusieurs domaines, en lançant les cours d'été de Bathurst et de Memramcook, en organisant les premiers congrès d'éducation, en commanditant une Histoire d'Acadie, etc. etc....

La longue période 1937 à 1955 marqua une hiatus de 18 ans dans les activités de cette société. Au congrès de 1937, on avait fixé la prochaine réunion à la Pointe-de-l'Eglise, pour 1940. Le président, M. François J.G. Comeau, était de la Baie Sainte-Marie et les réunions devaient tout naturellement avoir lieu au collège Sainte-Anne. Mais les hautes autorités ecclésiastiques formulèrent des objections, et le président fut mal secondé. Le congrès fut ajourné, par suite de la guerre, puis survint la mort de M. Comeau, de sorte que la direction fut complètement désorganisée.

Il existait d'autre part, au sein même de la Société de l'Assomption, des causes de faiblesse. Son unique moyen d'action résidait dans les Conventions Nationales. Mais ce moyen manquait de souplesse, en ne

permettant pas une action continue: en effet, entre ces grandes réunions, il y avait de longues périodes d'inaction, et personne n'était habilité à prendre des mesures d'urgence. C'est pourquoi on avait déjà songé depuis longtemps à établir un secrétariat permanent, pour toutes les œuvres nationales. (1) On recula longtemps devant la difficulté de financer cette permanence. Mais, en 1945, la collaboration des évêques et diverses associations acadiennes permit un premier essai. Ce secrétariat rendit quelques services, mais le fonctionnement manquait d'objectif clair et précis, et le responsable ne comprit pas adéquatement son rôle. L'essai dût être abandonné au bout de quelques années, mais l'expérience permit de retirer quelques observations profitables.

Cependant, le deuxième centenaire de la Dispersion approchait et tous désiraient fortement commémorer cet événement. Ce fut l'occasion de ranimer la société nationale et de mettre sur pied une vaste organisation. On fit appel à un organisateur à plein temps, l'avocat Adélard Savoie et, grâce au fond public obtenu des gouvernements, ce service put organiser des manifestations d'une grande ampleur, qui se déroulèrent dans les trois provinces. Cette organisation n'alla pas sans grandes difficultés, mais fut cependant couronnée de succès. Elle put agir sans heurt avec l'élément anglais, et même obtenir une généreuse collaboration des pouvoirs publics, des gouvernements provinciaux et de quelques villes. Elle provoqua un grand nombre d'articles, généralement compréhensifs. En somme, les fêtes du Bi-centenaire acadien produisirent un double effet: elles affermirent la confiance des Acadiens en eux-mêmes et laissèrent une impression assez forte sur

(1) Voir un article non signé "Historique de la SNA (Société Nationale acadienne) dans l'Evangélina du 13 août 1965.

le grand public.

Cette préparation n'avait pu s'effectuer qu'avec un travail intense de l'organisation centrale, la coopération de toutes les associations acadiennes et la création de comités locaux. Elle permit de voir sur qui on pouvait compter, et elle permit de voir encore davantage l'évidente nécessité d'une organisation centrale permanente pour réaliser une action d'envergure. Il ne suffit pas de pouvoir maintenir un secrétariat, il faut encore une pensée directrice, des cadres solides et un plan d'action bien défini. En ce domaine, l'ancienne Société l'Assomption se cherchait elle-même. D'autres associations étaient nées, plus dynamiques, avec des objectifs bien précis: Caisses populaires, A.A.E., A.I.A., etc. Il y avait aussi confusion entre les deux sociétés l'Assomption, l'ancienne société nationale et la nouvelle société d'assurances mutuelles. On se rendait compte, en fait, que le problème et les objectifs de l'ancienne société nationale étaient flous, qu'elle manquait de dynamisme et qu'une réforme était nécessaire.

Le Comité de Vie française avait offert une somme assez importante pour aider à financer un secrétariat, mais on s'était aperçu, par l'expérience de 1945, qu'un secrétariat-fantôme n'amènerait qu'une dépense inutile et ne réglerait rien. Il fallait un effort de pensée et de réflexion pour redonner à la société nationale des assises nouvelles et une nouvelle charpente. On convoqua donc un nouveau congrès pour 1957, avec mission de refondre les structures de la société.

Ce congrès eut pour résultats de clarifier la situation et d'infuser

du sang neuf au vieil organisme. On laissa le nom de Société l'Assomption à Mutuelle d'Assurances et on désigna simplement la nouvelle société nationale refondue sous le nom de Société Nationale acadienne (SNA). Puis on décida, pour ne pas faire double emploi, de ne pas intervenir dans les domaines où il existait déjà des associations spécialisées, mais de résERVER à S.N.A. un rôle de coordination ou d'unification. La Société Nationale coifferait en quelque sorte toutes les associations acadiennes, en groupant leurs représentants, en essayant d'organiser une action commune et cohérente dans toutes les régions et tous les secteurs d'activité. On décida d'organiser une campagne annuelle pour recueillir des fonds et subvénir aux dépenses de fonctionnement.

Cette réforme clarifiait les positions, mais ne donnait pas encore un programme d'action bien défini à la S.N.A. On ressentait encore beaucoup d'indécision et de flottement; il fallait, après les changements survenus depuis la dernière guerre, un travail intense de pensée et de réflexion pour prendre le pouls de la nation, l'osculter et voir ses besoins actuels. Ce fut le travail du congrès de 1960. Le sujet des discussions porta précisément sur le fonctionnement de la société et une vigoureuse auto-critique s'y manifesta. Une commission d'enquête, sous la direction de N. Pichette fut nommée; de leur côté, les journaux et les associations présentèrent des suggestions. Le congrès de Caraquet, en 1965, étudia toutes ces propositions, et ce congrès a marqué le départ d'une orientation nouvelle. La structure et l'organisation interne de la société se sont précisées par la nomination de comités régionaux

et de commissions spécialisées. Les revendications et récriminations prennent beaucoup moins de place dans les délibérations, pour céder le pas au travail constructif, tourné vers le présent et l'avenir plutôt que vers le passé. Sans doute, tout n'est pas accompli, mais les Acadiens possèdent, dans cette société nationale, un puissant outil dont ils peuvent tirer d'excellents résultats, s'ils savent bien s'en servir.

3.2 - Action en faveur de l'éducation.

Les dirigeants acadiens ont compris depuis très longtemps que l'éducation est le problème capital et essentiel, la question prioritaire numéro un dans la survivance acadienne. De nombreuses écoles et institutions ont été établies par l'initiative de laïcs, de curés ou de communautés, et chaque Convention Nationale eut une commission d'éducation. Les deux Sociétés l'Assomption (la Nationale et la Mutuelle) s'en sont toujours préoccupées.

Ce fut précisément pour consacrer plus d'attention à l'étude de ce problème que la Convention Nationale de 1937 fonda une association spécialisée, l'Association acadienne d'Education, sur le modèle des associations semblables de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Le premier congrès d'éducation eut lieu à Bathurst en 1938, puis dans diverses autres villes, à des intervalles plus ou moins réguliers. Cette association posséda toujours un bureau très actif et quelques-un de ses présidents, entre autres Albany, Robichaud, lui ont apporté une contribution très efficace.

Cette association a joué un rôle déterminant pour la reconnaissance des Cours d'été et dans les campagnes pour l'amélioration de l'enseignement français. Elle a organisé des concours de langue, des concours oratoires annuels, des distributions de livres, des publications de matériel pédagogique, etc., etc.

Depuis 1950, une filiale de cette société existe en Nouvelle-Écosse, et groupe des professeurs et parents du sud-ouest de la province. Elle a créé la Fondation Sigogne pour accorder des bourses aux étudiants acadiens de la région.

Les instituteurs français de l'Île du Prince-Édouard tiennent très fidèlement, depuis une cinquantaine d'années, un congrès annuel. Depuis 1934, ils se sont groupés en une association provinciale, la Société Saint-Thomas d'Aquin, qui comptait en 1964 mille cent quatre-vingt-un membres réunis en trente succursales. Cette société organise des concours de français, distribue des prix, et recueille chaque année une somme d'environ \$10,000.00 qu'elle distribue en bourses d'études. Elle publie aussi un bulletin de liaison pour ses membres.

Au Cap-Breton, la Société Saint-Pierre, de fondation plus récente, groupe les Acadiens du diocèse d'Antigonish, en vue d'encourager l'enseignement du français et de meilleures conditions de la part du Ministère d'Education.

De type différent, l'Association des Instituteurs acadiens (A.I.A.), est avant tout une association professionnelle groupant les instituteurs de langue française du Nouveau-Brunswick. Son but est à la fois d'améliorer

les conditions de travail de sesmembres et la qualité de l'enseignement dans les milieux de langue française de la province. Elle débuta par la fondation de quelques cercles locaux, à Shippagan et Caraquet, en 1939; leur multiplication amena la formation de chapitres de comtés et la fédération de tous les cercles en 1946.

Représentée sur l'exécutif de la New-Brunswick Teachers Association (N.B.T.A.) et reconnue par elle depuis 1954, elle a été incorporée par une charte de la législature provinciale en 1958. La A.I.A. compte actuellement 1,780 membres, groupés en 38 cercles et 7 chapitres de comtés. Cet effectif représente 89% des instituteurs de langue française et environ 30% de tout le personnel enseignant du Nouveau-Brunswick (1965). Elle publie une revue mensuelle, Educateurs.

Cette organisation provinciale du personnel enseignant en deux associations de langue différente, est réunie à l'échelon supérieur dans une même association (N.B.T.A.) et comprenant dans son exécutif des représentants des deux groupes, constitue un compromis assez heureux. Il se présente parfois des conflits, comme sur le récent projet de lois scolaires, mais il est beaucoup plus facile de les résoudre par discussions entre collègues que par des affrontements publics. En fait, la direction de la N.B.T.A. s'est habituellement montrée très compréhensive et a souvent appuyé les réclamations du groupe français.

La Fédération provinciale des Foyers-Ecoles (Home and School) assez puissante au Nouveau-Brunswick, groupe les parents des écoliers; elle exerce une influence assez forte sur les Commissions scolaires et la conduite pratique des écoles.

Bien que l'existence d'une section française ne soit pas encore officiellement admise, elle existe en pratique. Un certain nombre de représentants français siègent sur l'exécutif et les cercles français tiennent leur propre assemblée générale annuelle.

L'entente s'opère assez bien sur les problèmes pédagogiques d'intérêt général, mais des conflits locaux se produisent souvent sur les éternelles questions de la langue et de la religion à l'école. Cette association cherche un accord, sans réussir toujours à le trouver. Mais le dialogue est engagé...

3.3 - L'action politique.

Les Acadiens, par timidité ou conscience de leur impréparation, ne se sont jamais beaucoup préoccupés de politique. Ce rêve leur semblait impossible, absolument irréaliste et irréalisable.

"It is difficult to envisage a nationalism which does not include a desire for political autonomy and during the nineteenth century the Acadians were interested in political power only to gain religious and educational ends. There was no movement for civic autonomy ...".

N. Griffith, loc. cit., p. 5

Sans doute, quelques chefs Acadiens, comme Ferdinand Robidoux, et même des curés, comme les abbés Lafrance et Bellecourt et le Père Tessier, ont vu dans la participation à la politique un moyen de servir leur groupe et d'avancer la cause acadienne. Plusieurs députés, comme Amand Landry, Auguste Renaud, Pierre A. Landry, Gaspard Boucher, et nombre d'autres, ont eu à cœur le bien de leur peuple. Mais ces

audacieux demeurent plutôt des exceptions. Dans beaucoup de cas, le jeu politique a été laissé aux mains de l'élément anglais, aux politiciens de paroisses et aux comités de patronnage, qui ne voyaient qu'un moyen d'avancer leurs intérêts personnels ou d'obtenir des avantages matériels: chemins, ponts, "jobs". Plusieurs ont même vendu le droit d'aînesse des Acadiens pour des plats de lentilles ou des ronds-de-cuir.

Il a fallu l'audace et l'esprit d'organisation de quelques groupements locaux pour obtenir d'abord de petits succès dans la politique municipale, par exemple à Campbellton, et l'entrée dans la politique de quelques hommes de caractère, pour en chasser les médiocres politiquailleurs et les invertébrés intellectuels. Les succès qu'ils ont obtenus les ont immédiatement encouragés. Mais la réussite du premier Ministre acadien actuel n'est pas le résultat d'une action concertée mais presqu'uniquement le couronnement des efforts personnels de Louis Robichaud et de ses amis politiques des deux langues. Cet exemple a cependant porté fruit. Les importantes concessions que les Acadiens demandaient vainement depuis longtemps, et que l'actuel gouvernement leur a accordées, leur montrent les avantages qu'ils pourraient tirer du mécanisme politique. L'esprit progressif et les réformes fondamentales opérées par le gouvernement actuel, dont la moitié des ministres sont francophones, leur révèlent aussi qu'ils peuvent administrer la province tout aussi bien que les équipes précédentes.

L'action politique commence donc à intéresser un plus grand nombre de jeunes Acadiens de talent, professeurs, hommes d'affaires,

professionnels. Et maintenant que les Acadiens ont pris goût à la politique, il se pourrait bien qu'une partie de leurs activités s'orientent de ce côté. Il en résultera incontestablement du profit pour eux-mêmes et probablement un enracinement d'idées pour la province.

3.4- La participation des jeunes.

Les groupements de jeunesse n'ont jamais eu une place considérable, ils furent toujours un peu négligés en Acadie. Autre fois, les collèges eurent leurs académies et leur société littéraire, mais ces activités ne dépassaient pas les horizons du collège. Tout au plus, occasionnellement, des rencontres sportives, des concours oratoires ou des concerts fournissaient quelques occasions de rencontres.

Cette lacune était vivement ressentie par plusieurs éducateurs et chefs nationaux, et les succès de l'A.C.J.C. dans la province de Québec, émule de l'A.C.J.F. française, les fit songer à introduire cette association en Acadie. Mais le régionalisme acadien protesta, et l'on proposa de fonder une association proprement acadienne plutôt que d'importer l'A.C.F.J. de Québec. (1)

Quoiqu'il en fut de ces oppositions, l'abbé Melanson, curé de Campbellton, fonda un cercle dans sa paroisse et invita les dirigeants montréalais de l'A.C.J.C., avec l'autorisation de Mgr Chiasson, à venir faire au Nouveau-Brunswick une tournée de propagande.

(1) L'Evangéline, 4 février 1914

En quelques mois, 35 cercles furent fondés et, dès 1932, un premier congrès régional à Campbellton, en réunissait tous les dirigeants. On pouvait noter parmi eux le Dr Georges Dumont, Président général, M. Louis Lebel, Secrétaire, l'abbé A. Melanson, aumônier. MM. Albany Robichaud et Benoit Michaud présentèrent des travaux.

Le deuxième congrès (1933) eut lieu à Edmundston, sur le thème de la colonisation, sous la présidence de M. Gaspard Boucher, Président du cercle d'Edmundston, et avec la collaboration de MM. Ludger, Bernard, et Hédard Robichaud. Le troisième congrès (1934) eut lieu à Bathurst et portait sur le problème de l'établissement des jeunes. Mgr Chiasson présenta encore une allocution sur la colonisation, et M. André Laurendeau représentait le Comité central de l'A.C.J.C.

A partir de 1935, on peut remarquer un déplacement des activités de l'association vers la région de Moncton; c'est que Mgr Melanson, après avoir été évêque de Gravelbourg, venait d'être nommé archevêque de Moncton. Le cercle de Moncton publia un journal mensuel, Le Lien, destiné à diffuser les mots d'ordre et suggérer des programmes d'étude aux cercles. La fédération, qui avait finalement adopté comme étiquette le nom d'Association de la Jeunesse acadienne (A.C.J.A.) avait ses quartiers généraux à l'Académie de la rue Church, où elle jouissait d'une piscine, d'une salle de spectacles et de salles de jeux. Elle tint des congrès diocésains annuels, de 1935 à 1939, soit à Moncton, soit à Shédiac.

Mais depuis quelques années croissait une organisation rivale, celle des mouvements d'Action catholique. Le succès de la Jeunesse ouvrière

catholique (J.O.C.) dans Québec avait provoqué la fondation d'autres mouvements similaires spécialisés pour la Jeunesse étudiante, la Jeunesse agricole, etc. Une lutte d'influence se livra pendant quelque temps entre les mouvements du type A.C.J.C. et A.C.J.A., dans lesquels l'action nationale tenait le premier plan, et les mouvements d'action catholique, orientés plus spécialement vers la formation de militants catholiques-sociaux. Ces derniers, plus dynamiques et possédant des méthodes plus efficaces l'emportèrent bientôt, et les évêques se laissèrent persuader qu'il n'y avait pas de place pour deux organisations générales de la jeunesse, et décidèrent de transformer l'A.C.F.C. en une fédération des mouvements d'Action catholique. En fait, ces derniers conservèrent leur autonomie, et l'A.C.F.C. n'eut plus qu'une existence nominale, et l'A.C.J.A. suivit la même évolution.

Après quelques années de cette expérience, le cardinal Villeneuve se rendant compte qu'il existait réellement une association jeunesse, orientée vers l'action nationale voulut redonner à l'A.C.J.C. son caractère antérieur. Mais il n'est pas facile de ressusciter les gens qu'on a tués... Les anciens dirigeants étaient dispersés; l'A.C.J.C. et l'A.C.J.A. demeurèrent bien mortes.

D'autres associations se fondèrent dans le Québec, selon des méthodes beaucoup plus modernes et plus dynamiques, comme les Jeunes-Canada, etc. Mais en Acadie, le vide demeura à peu près complet, sauf le Scoutisme et les cercles 4 H, qui n'embrigadèrent qu'un petit nombre de jeunes. Seuls les directeurs des journaux de collèges, groupés en association, avec ceux de Québec, se rencontraient régulièrement, pour

discuter de journalisme étudiant. Il y eut bien une Association des étudiants acadiens, parmi les étudiants des universités de Québec et de Montréal; elle organisa quelques rencontres intéressantes, publia une revue, Le Trait d'union, et chercha à pénétrer les collèges acadiens, mais ses activités eurent surtout le caractère de rencontres sociales. N'ayant pas l'appui d'une institution stable, son existence connut des hauts et des bas, et elle n'exerça pas d'action durable.

Ce manque de participation des jeunes aux activités nationales constituait une grave lacune, dans la formation des jeunes et dans la vie de la nation acadienne. C'est pourquoi la Société nationale s'est préoccupée de promouvoir la fondation d'associations locales dans les collèges, couvents et écoles secondaires, et de les grouper en fédération. Cette association, la F.A.G.E.C.A., qui groupe les étudiants du niveau secondaire, a déjà tenu plusieurs réunions générales, mais semble encore chercher à se définir elle-même et à préciser ses objectifs; elle aura besoin, tout comme sa grande soeur, la Société Nationale Acadienne, de beaucoup d'étude et de réflexion, ainsi que d'une direction clairvoyante, pour déterminer son orientation.

Beaucoup plus dynamiques et sûrs de leur orientation nous paraissent les jeunes du niveau universitaire, qui ont organisé, en avril dernier, un Ralliement de la Jeunesse acadienne, à Memramcook. Les organisateurs de ce ralliement étaient, pour la plupart, des étudiants et jeunes professeurs de l'Université de Moncton, qui avaient invité quelques conférenciers et observateurs de l'extérieur. Au cours de ces délibérations, qui ont duré trois jours et réunissaient environ 200

délégués, ils ont réétudié les bases même du patriotisme acadien, les problèmes actuels qui se posent à eux et nommé un comité pour jeter les bases d'un organisme permanent.

Certaines attitudes critiques ont pu faire sourire par leur présomption ou leur fureur iconoclaste, mais la plupart de ces jeunes ont du talent et du sérieux et sont décidés à s'engager dans l'action sociale. Leur formation universitaire et leur enthousiasme prépare une vigoureuse relève et permet d'espérer une puissante contribution au relèvement du peuple acadien et des provinces maritimes.

.....

CHAPITRE IV
Démographie

CHAPITRE 4 -- DEMOGRAPHIE

1. Définition des termes. -- 2. Croissance de la population francophone. -- 3. Répartition géographique.
4. Répartition urbaine et rurale. -- 5. Distribution par groupes d'âge. -- 6. Natalité, nuptialité, mortalité.
7. Emigration. -- 8. Graphiques.

1. Définition des termes

La population acadienne des Provinces Maritimes est concentrée dans les comtés du Nord et de l'Est du Nouveau-Brunswick, dans les comtés de Digby, Richmond et Yarmouth en Nouvelle-Ecosse, et dans le comté de Prince, dans l'île du Prince-Edouard. Il n'y a qu'au Nouveau Brunswick où des comtés entiers ont une population à plus des deux-tiers acadienne; en 1961, ces comtés étaient Gloucester, Kent, Restigouche et Madawaska. Pour les fins de cette étude, ces comtés sont considérés comme "français". Les comtés dont la population acadienne représente entre un et deux tiers de la population totale sont considérés comme "mixtes": Victoria et Westmorland au Nouveau-Brunswick; Digby, Richmond et Yarmouth en Nouvelle-Ecosse. Tous les autres comtés des Provinces Maritimes (c'est-à-dire ceux dont la population d'origine française est inférieure au tiers) sont arbitrairement classés comme "anglais".

Les tableaux de recensement du Canada ne font pas de distinction entre Acadiens, Canadiens-Français et Huguenots. En fait, le recensement de 1891 demandait à ces mêmes groupes s'ils étaient Canadiens-Français. Apparemment la plupart des Acadiens acceptaient d'être recensés comme Canadiens-Français, mais les Huguenots du comté de Lunenburg, en Nouvelle-Ecosse, ne le désiraient pas. Les autres recensements ont classé ensemble les trois groupes comme étant "d'origine française".

Pour être exact, il faut donc distinguer dans cette population francophone plusieurs groupes d'origines diverses. Il n'existe pas de statistiques déterminant le nombre précis de chacun. Mais on peut évaluer sans grand risque d'erreur qu'au moins 80 % sont proprement "Acadiens". Dans les régions limitrophes de la province du Québec, au Madawaska et dans le comté de Restigouche, une forte proportion de la population est issue de colons canadiens-français venus du Québec; mais ces éléments se sont intimement mêlés aux Acadiens, de sorte que la plupart des familles ont des alliances dans les deux groupes.

A Terre-Neuve, par contre, à part la colonie acadienne de la côte Ouest, quelques milliers de nationaux français ont émigré des îles Saint-Pierre et Miquelon, à une époque plus récente, et ne se sont pas mêlés. Il en est de même en Nouvelle-Ecosse, dans les comtés de Lunenburg et de Kings, où vivent environ 7.000 Huguenots d'origine française. La plupart des Protestants français des Provinces Maritimes appartiennent à ce groupe.

Un certain nombre de Huguenots sont aussi venus au Nouveau-Brunswick en provenance des îles de la Manche, surtout de Jersey, et se sont établis sur la côte Nord, où ils ont épousé des Acadiennes. Leurs descendants ne peuvent aujourd'hui se distinguer des Acadiens que par les noms de famille (Legresley, Picot, Sormany, etc.) puisqu'ils se sont assimilés au groupe acadien, aussi complètement que les Huguenots de Nouvelle-Ecosse (Bourinot, De Blois, Desbrisay, etc.) se sont incorporés à l'élément anglais.

2. Croissance de la population française

Le recensement du Canada pour 1961 dénombrait 327,378 personnes d'origine française dans les Provinces Maritimes : 16.64 % de la population de l'île du Prince-Edouard, 12 % de celle de la Nouvelle-Ecosse et 33.81 % de celle du Nouveau-Brunswick.

En 1881, les personnes d'origine française formaient 12.4 % de la population des Provinces Maritimes; en 1961, le pourcentage s'était élevé à 23.4 % (1). Leur nombre avait triplé de 110,605 en 1881 à 337,378 en 1961.

En 1871, la population d'origine française du Nouveau-Brunswick atteignait 44,907 personnes, soit environ 16 % de la population totale de la province. Seuls Gloucester et le district du Madawaska dans le comté de Victoria (devenu comté distinct en 1875) avaient une population d'origine française supérieure aux deux-tiers. Le seul comté mixte en 1871 était le Kent; tous les autres étaient "anglais", avec une population d'origine française inférieure au tiers (2). De ceux-ci, Westmorland et Restigouche avaient une proportion comparable de population française; ceux d'origine française dans les autres comtés s'élèvent à moins de 3,000.-

Tableau I - Population d'origine française, Nouveau-Brunswick, 1871 (3)

Comtés	Population totale	Population d'origine française	%
Gloucester	18,816	12,680	67
Madawaska	7,234	6,731	93
Kent	19,101	10,701	56
Westmorland	29,335	9,356	32
Restigouche	5,575	1,134	20.6

En Nouvelle-Ecosse, en 1871, seuls les comtés de Richmond et de Digby avaient une population dont plus du tiers était d'origine française, quoiqu'il y ait eu un nombre considérable d'Acadiens dans les comtés d'Antigonish, Halifax, Inverness et Yarmouth. Le nombre total des personnes d'origine française était de 32,833, soit plus de 11 % de la population de la Nouvelle-Ecosse.

Tableau 2 - Population d'origine française, Nouvelle-Ecosse, 1871

Comtés	Population totale	Population d'origine française	%
Richmond	14,268	6,965	49.0
Digby	17,037	6,460	38.0
Yarmouth	18,550	4,852	26.1
Antigonish	16,512	2,729	16.5
Inverness	23,415	2,682	11.4
Halifax	27,381	2,573	9.4

Les premières statistiques disponibles après la Confédération sur la population d'origine française dans l'île du Prince-Edouard apparaissent dans le Recensement du Canada, 1881, alors que cette province avait 10,751 habitants d'origine française.

Tableau 3 - Population d'origine française, Ile du Prince-Edouard, 1881

Comtés	Population totale	Population d'origine française	%
Prince	34,347	7,229	21.0
King's	48,111	2,503	5.2
Queen's	26,433	1,019	3.8

Ainsi, en 1881, il n'y avait aucun comté français ou mixte dans l'île du Prince-Edouard, et la population d'origine française ne formait que 9.9 % de la population totale.

Dans la période qui va de 1881 à 1901, il y eut de considérables émigrations des Provinces Maritimes; la meilleure estimation dont on dispose accuse une émigration massive de 215,000 personnes, soit un quart de la population totale dénombrée en 1881 (4).

De 1881 à 1891 la population du Nouveau-Brunswick ne s'est accrue que de 60 personnes, et les décennies suivantes virent la population de l'île du Prince-Edouard décroître en fait de 5,800 personnes. En dépit de cette émigration, la population acadienne des Provinces Maritimes augmenta régulièrement, atteignant en 1901 les chiffres suivants :

Tableau 4 - Population d'origine française, Provinces Maritimes, 1901

Provinces	Population d'origine française	% sur la population totale
Nouveau-Brunswick	80,097	24.0
Nouvelle-Ecosse	45,001	9.8
Île du Prince-Edouard	13,862	13.4
Total	138,960	15.5

Les accroissements importants de la population française au Nouveau-Brunswick avaient fait du Kent un comté "français" et du Westmorland un comté "mixte". En Nouvelle-Ecosse, le comté de Yarmouth avait alors une population de près de 37 % d'origine française, et rejoignait Digby et Richmond dans la catégorie des comtés de population mixte. Bien que la population française de l'île du Prince-Edouard ait augmenté de près d'un tiers de 1881 à 1901, ces trois comtés demeuraient "anglais".

Tableau 5 - Population des Provinces Maritimes, 1931

Provinces	Population totale	Population d'origine française	%
Nouveau-Brunswick	408,219	136,999	33.6
Nouvelle-Ecosse	512,846	56,629	11.0
Île du Prince-Edouard	88,038	12,962	14.7
Total	1,009,213	206,590	20.4

Les trentes années suivantes, de 1901 à 1931, virent une continuation des premières tendances. Le nombre des personnes d'origine française continua à s'élever, atteignant en 1931 : 206,590; leur proportion dans l'ensemble de la population dépassa 20 %. Au Nouveau-Brunswick à peu près un tiers de la population totale était désormais d'origine française. Bien que Gloucester, Kent et Madawaska demeurassent les seuls comtés "français", Restigouche devenait "mixte". Il y avait eu également un accroissement rapide de la population française des comtés de Northumberland et de Victoria.

En Nouvelle-Ecosse, 11.08 % de l'ensemble de la population était d'origine française en 1931. Ce petit accroissement n'avait pas eu d'importante répercussion sur la composition ethnique des comtés. Sur l'île du Prince-Edouard la population acadienne avait décrue entre 1901 et 1931, mais sa proportion par rapport à la population totale s'était élevée à 14.7 %, quoique ces trois comtés demeurassent "anglais".

Tableau 6 - Population des Provinces Maritimes, 1961

Provinces	Population totale	Population d'origine française	%
Nouveau-Brunswick	597,936	232,127	38.8
Nouvelle-Ecosse	737,007	87,833	12.0
Île du Prince-Edouard	104,629	17,418	16.6
Total	1,439,574	337,378	23.4

En 1961, la dernière année pour laquelle les tableaux de recensement sont disponibles, la population française des Provinces Maritimes approchait le quart de la population totale. Le taux d'accroissement, cependant, était tombé à moins de 1 % durant la décennie de 1951 à 1961; le taux de natalité des Acadiens avait baissé et l'émigration acadienne des Provinces Maritimes avait considérablement augmenté. Au Nouveau-Brunswick, il y avait alors quatre comtés "français" : Gloucester, Kent, Madawaska et Restigouche. Victoria, avec une

population dont 42 % était d'origine française, avait rejoint Westmorland dans le groupe "mixte". En Nouvelle-Ecosse, les trois comtés "mixtes" Richmond, Digby et Yarmouth enregistraient remarquablement peu de changement dans leur population française, à peu près stationnaire depuis soixante ans. La population de l'île du Prince-Edouard demeurait surtout d'origine britannique; seulement un sixième de sa population était acadienne.

En résumé, le considérable accroissement de la population acadienne des Provinces Maritimes s'est ralenti dans les dernières décennies, et paraît atteindre un niveau de stabilité à environ un quart de la population totale des trois provinces. La population d'origine française a augmenté de moins d'un pour cent en Nouvelle-Ecosse et dans l'île du Prince Edouard entre 1941 et 1961, indiquant qu'un point d'équilibre approximatif a été atteint dans ces provinces. Au Nouveau-Brunswick on a observé une poussée beaucoup plus rapide des populations acadienne et canadienne-française, mais cette poussée s'est ralentie depuis le recensement de 1951. Entre 1951 et 1961, la population d'origine française du Nouveau-Brunswick s'est accrue pratiquement dans la même proportion que la population d'origine britannique.

Tableau 7 - Population du Nouveau-Brunswick et des Comtés, 1871, 1901, 1931, 1961

	1871	1901	1931	1961
	Population totale	% Origine française	Population totale	% Origine française
			Population totale	% Origine française
Nouveau-Brunswick	285,594	15.72	331,120	24.15
Albert	10,672	0.74	10,925	1.38
Carleton	19,938	2.2	21,621	1.6
Charlotte	25,882	0.82	22,415	0.84
Gloucester	18,810	67.0	27,936	81.0
Kent	19,101	56.0	23,958	67.0
Kings	24,593	1.87	21,655	0.94
Madawaska	7,234	93.0	12,311	88.5
Northumberland	20,116	6.8	28,543	19.4
Queens	13,847	0.96	16,906	1.83
Restigouche	5,575	20.6	10,586	29.4
St. John	80,925	0.65	51,759	1.59
Sunbury	6,824	2.9		
Victoria	4,407	10.3	8,825	20.1
Westmorland	29,335	32.0	42,060	35.8
York	33,146	2.2	31,620	2.18

3. Répartition géographique

Mais cet exposé serait trompeur s'il laissait l'impression d'un peuplement francophone dense et homogène, aux frontières définies. Au contraire, l'une de ses principales caractéristiques générales est son extrême morcellement, on pourrait même dire : son émiettement. Dans le territoire qu'il occupe, il est presque partout mélangé, imbriqué d'éléments anglophones qui le pénètrent ou le côtoient.

Dans l'ensemble des quatre provinces maritimes, les Acadiens sont répartis en 6 ou 7 régions principales et une dizaine de petits groupes d'importance secondaire. Trois des régions les plus compactes se trouvent au Nouveau-Brunswick. Les deux premières longent la côte du Golfe, de Shemogue à Pointe Sapin au Sud-Est, et de Tracadie à la Baie des Chaleurs au Nord-Est, séparée par la zone anglaise de la vallée de Miramichi, ou comté de Northumberland. Mais deux enclaves françaises se trouvent dans ce comté : l'une à Rogersville et l'autre dans la région de Neguac et Burnt Church. Dans les comtés à majorité française, Gloucester et Restigouche, les villes de Bathurst et Campbellton comptent tout de même une forte proportion anglaise, 50 % à Bathurst et 41 % à Campbellton. Par contre, les villes anglaises de Chatham et Newcastle, dans le comté de Northumberland, comptent chacune quelques milliers de francophones. Il y en a 12,275 dans la région de Saint-Jean et Lancaster, et environ 1,500 à Fredericton. La troisième région, celle du Madawaska, est à 94 % française mais sa capitale, Edmundston, possède 10 % de citoyens de langue anglaise. Dans les comtés mixtes de Victoria et Westmorland, l'élément français représente 42 et 44 %.

En Nouvelle-Ecosse, les deux principales régions acadiennes sont écartelées aux deux extrémités de la province, l'une au Sud et l'autre au Nord. Celle du Nord se divise elle-même en trois tronçons coupés les uns des autres : Chéticamp, Margaree et Saint-Joseph-du-Moine sur la côte Ouest du Cap-Breton; Arichat et l'archipel des îles Madame au Sud-Est; et les quatre paroisses de Havre-Boucher, Linwood, Pomquet et Tracadie sur la terre ferme. La région de Baie Sainte-Marie, comprenant une partie du comté de Digby et le comté de

Yarmouth, est plus cohérente, mais pénétrée elle aussi d'éléments allogènes. On trouve enfin 22,119 francophones noyés dans une population anglaise de 225,783 âmes, dans la région de Halifax, et de petits îlots à Chezzetckok et Larry's river.

A l'Île du Prince-Edouard, 11,073 Acadiens sur 17,418, soit 63 %, vivent dans le comté de Prince, mais ils n'y forment que le quart de la population. Environ 4,500 habitent la région de Rustico, dans le comté de Queens, et près de 2,000 se trouvent isolés tout à fait à l'autre extrémité de l'île, dans le comté de Kings, à Baie-Rollo, Saint-Charles et Souris. La population de Summerside en compte aussi 31 % et Charlottetown 10 %.

Les 17,171 francophones de Terre-Neuve forment aussi un peuplement très clairsemé. Un groupe canado-acadien, au nombre de 8,500 habite la côte Ouest, dans la région de Baie Saint-Georges et Stephenville. Un autre groupe composite d'environ 2,500, comprenant une bonne proportion de Miquelonais, vit à Saint-John et dans la région. Les autres sont répandus comme une poussière dans tous les petits ports de pêche, le long des côtes.

Cet extrême éparpillement constitue une faiblesse pour l'élément franco-phone des Maritimes. Les infimes minorités, perdues au milieu de populations étrangères, isolées géographiquement et socialement, ne peuvent se maintenir ni jouer aucune influence. Les mélanges ethniques et linguistiques causent aussi de nombreux problèmes, dans l'administration, dans l'organisation de l'enseignement et même dans la vie religieuse. Seuls les groupements homogènes assez importants peuvent constituer des milieux viables et permettre l'organisation des services autonomes essentiels à leur existence.

Cette mosaïque ethnique et linguistique, que forment plusieurs secteurs des Maritimes, est le résultat de la façon improvisée dont s'est opéré le peuplement, sans aucune idée directrice, en cherchant seulement des terres disponibles ou des endroits favorables pour la pêche, et en cédant aux pressions économiques du moment. Là où s'est exercée une certaine planification, comme dans le groupement des colons autour des premières paroisses, ou dans la colo-

nisation de la rivière Saint-Jean par les Loyalistes, se trouvent les centres les plus homogènes.

4. Répartition de la population urbaine et rurale

En 1871, la population des Provinces Maritimes était foncièrement rurale. Plus de 90 % de la population de l'île du Prince-Edouard et de la Nouvelle-Ecosse était rurale; ainsi que 82,4 % de celle du Nouveau-Brunswick.

Tableau 8 - Décroissance de la population rurale

	1871	1901	1931	1961
Île du Prince-Edouard	91.6	85.5	76.8	67.5
Nouvelle-Ecosse	91.7	71.8	54.8	45.8
Nouveau-Brunswick	82.4	76.7	68.4	53.4
Canada	80.4	62.5	46.3	30.3

On peut voir que la population des Provinces Maritimes a eu une plus grande tendance à résider dans les zones rurales que celle des autres provinces du Canada. Les statistiques obtenues à partir des recensements de 1951 et de 1961 ne peuvent se comparer avec les recensements précédents, ni même entre eux parce que la définition d'une exploitation agricole a changé dans le recensement de 1961 et parce que depuis 1945 existe pour les personnes travaillant dans les zones urbaines une tendance à vivre en dehors des villes, en population rurale non agricole. Pour cette raison, nous ne considérerons dans ce chapitre que les statistiques du recensement de 1961.

Le recensement de 1961 divisait la population rurale en deux groupes, agricole et non agricole, et la population urbaine en cinq groupes d'importances urbaines distinctes. Les statistiques sont fournies pour chaque groupe ethnique pour chaque province.

Ile du Prince Edouard

Population totale	104,629	Origine française	16.6 %
		Population d'origine française	%
Population agricole	34,514	3,953	11.4
Rurale non agricole	35,206	7,965	21.9
Urbaine	33,909	5,500	16.2

Nouvelle-Ecosse

Population totale	737,007	Origine française	12.0 %
		Population d'origine française	%
Population agricole	36,832	5,622	9.9
Rurale non agricole	279,663	42,665	14.7
Urbaine	400,512	39,596	9.9

Nouveau-Brunswick

Population totale	597,936	Origine française	38.8 %
		Population d'origine française	%
Population agricole	62,265	25,276	40.6
Rurale non agricole	257,658	119,077	46.3
Urbaine	278,013	87,774	31.5

Dans les trois provinces maritimes, la population d'origine française est sous-représentée dans les groupes agricoles et urbains, et sur-représentée dans le groupe rural non agricole. En l'absence de grandes villes de langue française dont les faubourgs auraient pu être classés dans les zones rurales non agricoles, il apparaît vraisemblable que cette population rurale non agricole

vit réellement sur les exploitations marginales ou sous-marginales, insuffisamment fructueuses pour être classées dans le groupe démographique agricole, ou dans les petits centres ruraux non incorporés.

5. Distribution par âge

Depuis le premier recensement du Canada de 1871, la population a été classée par groupes d'âges. Malheureusement, jusqu'en 1961 il n'était pas possible de comparer la répartition des âges des groupes français et britanniques, comme tels, et même en 1961 cela n'était possible que sur les bases d'un large territoire. Par conséquent, il est nécessaire de se reporter à des groupements fondés sur les classifications "français", "mixte" et "anglais" des comtés étudiés dans la deuxième partie de ce chapitre. Un tel regroupement est impossible pour l'île du Prince-Edouard dont les trois comtés sont anglais.

En étudiant les groupes d'âge de la population de la Nouvelle-Ecosse, on ne découvre aucune différence perceptible entre les regroupements d'âge des comtés "anglais" et mixtes".

Dans le cas du Nouveau-Brunswick cependant, les comtés français et mixtes montrent une différence notable avec les groupes d'âge des comtés anglais pendant les quatre années des recensements de 1871, 1901, 1931, 1961. La proportion d'enfants et d'adolescents est beaucoup plus forte dans les comtés "français" que dans les comtés "anglais", et inversement la proportion d'adultes "productifs" est beaucoup plus faible,

En l'absence de statistiques précises avant 1920, on en est réduit à des conjectures, quant aux causes possibles de cette différence dans la distribution des âges. Le taux plus élevé de la natalité dans les comtés français, compensé en partie seulement par une mortalité infantile très élevée, et l'émigration considérable des jeunes gens de 20 à 30 ans, qui doivent aller chercher de l'emploi à l'extérieur, sont probablement les causes de cette différence,

6. Taux de natalité, de nuptialité, de mortalité infantile, de mortalité maternelle

Jusqu'en 1920 environ, les statistiques vitales aux Provinces Maritimes n'étaient que médiocrement enregistrées. Pour cette raison, l'exactitude des renseignements antérieurs à cette date, sur les taux de natalité et de mortalité, ne peut être rigoureuse.

Le taux de natalité dans les Provinces Maritimes a tendance à être élevé. Jusqu'à l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, le Nouveau-Brunswick et Québec se partageaient les taux de natalité les plus élevés du Canada. Bien que l'île du Prince-Edouard ait un taux de natalité plus bas, le taux de fécondité de ses femmes mariées est le plus élevé des provinces du Canada.

Tableau 9 - Taux de natalité pour 1,000 habitants (5)

	1931	1941	1951	1961
Canada	23.2	22.4	27.2	26.1
Île du Prince-Edouard	21.3	21.6	27.1	26.8
Nouvelle-Ecosse	22.6	24.1	26.6	26.3
Nouveau-Brunswick	26.5	26.8	31.2	27.7

Comme c'était le cas pour les regroupements d'âge, on ne peut détecter aucune différence entre les taux de natalité des comtés anglais et mixtes de la Nouvelle-Ecosse. Toutefois, au Nouveau-Brunswick, les taux de natalité des comtés français est supérieur d'environ un tiers à celui des comtés anglais. Peu affecté par la crise ou la guerre, ce taux commença à baisser vers 1950 et, en 1962, il ne dépassait plus que légèrement celui des comtés anglais (voir Tableau 10). Cette diminution, parallèle à celle qui se produisit au Québec (6), peut être justifiée par l'urbanisation croissante de la population acadienne, ou peut-être par une ambition familiale grandissante.

Tableau 10 - Taux de natalité, Nouveau-Brunswick

	<u>1948</u>	<u>1952</u>	<u>1962</u>
Nouveau-Brunswick	34.4	31.8	25.1
Albert	30.1	25.5	25.1
Carleton	30.8	21.1	25.3
Charlotte	28.3	21.9	22.6
Gloucester	41.8	40.2	30.1
Kent	34.2	35.6	24.9
Kings	25.2	24.2	24.4
Madawaska	44.5	36.5	27.3
Northumberland	35.6	34.8	28.7
Queens	25.9	24.1	26.1
Restigouche	41.6	39.3	30.9
St. John	29.4	27.1	26.4
Sunbury	27.8	29.2	30.7
Victoria	37.1	36.8	29.5
Westmorland	36.0	30.3	25.3
York	27.9	27.0	27.7

Les chiffres concernant l'état matrimonial indiquent qu'au Canada les personnes d'origine française se marient légèrement plus tard que celles d'origine britannique; dans le groupe d'âge de 25 à 34 ans, 81 % des sujets d'origine britannique sont mariés, tandis que seulement 78 % d'origine française sont mariés (7). Parmi la population totale âgée de quinze ans et plus, 68 % des sujets d'origine britannique sont mariés, contre seulement 62 % de ceux d'origine française. Ces chiffres indiquent des mariages plus tardifs parmi la population française, et peuvent aussi indiquer une tendance croissante à rester célibataire.

La proportion de sujets mariés dans l'île du Prince-Edouard et en Nouvelle-Ecosse montre peu de différence entre ceux d'origine ethnique britannique ou française, ce qui prouve une indication supplémentaire de la similarité culturelle des groupes de ces provinces. Au Nouveau-Brunswick cependant, 66 % de

la population d'origine britannique âgée de quinze ans et plus est mariée alors que seulement 61 % de celle d'origine française du même groupe d'âge est mariée. Un âge de mariage plus tardif parmi le groupe français explique probablement cette différence.

Une épouvantable mortalité infantile hante l'Acadie. Henripin a calculé qu'au Canada français, vers 1700, la mortalité infantile était de 245.8 morts pour 1,000 naissances vivantes; ainsi à peu près un enfant sur quatre mourait dans sa première année (8). Il n'y a pas de raison de supposer que le taux ait été différent en Acadie. En l'absence de statistiques, nous pouvons seulement estimer que dans les zones françaises des Provinces Maritimes la mortalité infantile approchait 200 pour mille vers 1900. Comme ce fut le cas pour les sections précédentes, il est impossible de distinguer les personnes d'origine française de celles d'origine anglaise en Nouvelle-Ecosse et dans l'île du Prince-Edouard; il n'y a qu'au Nouveau-Brunswick que l'existence de comtés français permet de comparer les taux de mortalité infantile pour les deux groupes.

Tableau 11 - Taux de mortalité infantile, par 1,000 naissances vivantes.

	<u>1920-24</u>	<u>1940-44</u>	<u>1961</u>
Nouveau-Brunswick			26.2
Albert	89.7	60.3	13.6
Carleton	52.3	54.6	29.4
Charlotte	76.4	50.8	25.6
Gloucester	153.4	123.3	35.9
Kent	123.2	82.8	33.4
Kings	52.6	55.0	23.1
Madawaska	172.7	92.9	27.0
Northumberland	108.7	73.8	28.6
Queens	52.9	55.2	31.1
Restigouche	140.5	102.3	33.6
St. John	124.4	51.0	20.2
Sunbury	75.7	82.6	19.1
Victoria	97.1	91.2	26.8
Westmorland	85.6	48.8	21.0
York	77.2	54.9	22.5

D'après Province of New Brunswick, Report of the Health Survey Committee, 1951, p. 275, et Forty-Fifth Annual Report of the Chief Medical Officer, 1962.

Le Tableau 11 illustre les différences entre les comtés français (en 1961, Gloucester, Kent, Restigouche et Madawaska), les comtés mixtes (Victoria et Westmorland) et les comtés anglais (9). Des comtés français, seul Madawaska a un taux de mortalité infantile comparable en 1961 à celui des plus pauvres comtés anglais; les autres comtés français ont le taux de mortalité infantile le plus élevé de la province. En 1951, le Report of the Health Survey Committee examina les relations qui existaient entre les taux de mortalité infantile et plusieurs autres facteurs, y compris le taux de natalité, les salaires et l'éducation (10). Chose curieuse, il ne rechercha pas ce qui est

probablement le facteur le plus influent : le nombre d'enfants dans la famille, qui gruge le temps et la santé de la mère et alourdit les charges économiques de tout genre, alimentation, soins médicaux, etc. On a découvert, par exemple, que les enfants hospitalisés pour le scorbut avaient une moyenne de 6.5 frères et soeurs (11).

La diminution rapide de la mortalité infantile entre 1940 et 1961 a coïncidé avec un accroissement du nombre des bébés nés dans les hôpitaux. En 1940 seulement 26.4 % des naissances viables au Nouveau-Brunswick avaient lieu dans les hôpitaux; le pourcentage correspondant en 1961 était de 99.0 % (12). Le bienfait des accouchements dans les hôpitaux était encore plus prononcé concernant la diminution des morts-nés. En 1961, le Nouveau-Brunswick avait le taux de morts-nés le plus bas du Canada (13). Cependant, la proportion des décès d'enfants entre un mois et un an continuait à être élevée; le taux du Nouveau-Brunswick en 1961 n'était dépassé que par celui des autres Provinces Atlantiques (14).

Une certaine proportion de ces mortalités infantiles aurait pu être évitée par des soins appropriés avant et après la naissance. Dans le comté de Gloucester, on rapporte que les médecins voient fréquemment pour la première fois les futures mères lorsqu'elles sont déjà enceintes, trop tard pour les examens sanguins et pour la prévention des états toxiques (15). Ce manque de soins pré-nataux a aussi des répercussions sur la mortalité maternelle, beaucoup plus élevée dans les comtés français que dans les comtés anglais.

Tableau 12 - Mortalité maternelle, Nouveau-Brunswick 1953 à 1962
D'après New Brunswick Department of Health Reports

Comtés	Mortalité maternelle
Charlotte	8
Gloucester	21
Kent	8
Makawaska	8
Northumberland	15
Queens	2
Restigouche	12
St. Johne	7
Victoria	7
Westmorland	10
York	3

Pendant cette période de dix années, quelques comtés anglais n'eurent pas de mortalité maternelle (Albert, Carleton, Kings, Sunbury). Gloucester, avec une population considérablement plus faible que celle de St. John, eut trois fois plus de mortalité maternelle; Kent, avec une population de la moitié de celle du York, avait deux fois plus de mortalité maternelle. Ces décès, qui presque tous auraient pu être évités, doivent être attribués à la pauvreté, à l'ignorance et au manque de soins médicaux.

7. Emigration

Il n'y a pas de statistiques officielles concernant les mouvements de population vers ou hors des Provinces Maritimes. Chaque recensement indique cependant le lieu de naissance des personnes résidant au Canada, et fournit ainsi des données sur les migrations à l'intérieur du pays. Le service de l'immigration et des naturalisations des Etats-Unis a fourni les statistiques

de l'émigration globale du Canada vers les Etats-Unis, et l'Office canadien du Contrôle des Changes a donné au Bureau fédéral de la Statistique une information détaillée à propos de tous les émigrants qui demandent un transfert de fonds. Toutes ces sources d'information ont de sérieuses limites et tous les calculs sur l'émigration doivent être considérés comme approximatifs.

Pour calculer les migrations par la méthode de "l'accroissement naturel", on ajoute le nombre des naissances excédant les décès au chiffre de la population au commencement de la période et on obtient la "population prévue". La différence entre la "population prévue" et la population réelle à la fin de la période est censée représenter l'émigration nette. Par suite de l'inexactitude des statistiques démographiques avant 1920, cette méthode n'est utilisable que pour le calcul de l'émigration récente.

Le calcul de l'émigration, d'après les "tables de survie" des compagnies d'assurance, se fait en multipliant le nombre d'individus, dans un groupe d'âge, par la moyenne de survie sur dix ans. On arrive ainsi à la "population prévue" pour ce groupe d'âge, dix ans après. La différence entre la population prévue et la population réelle, dix ans plus tard, représente le chiffre de l'émigration. Les défauts de cette méthode sont d'abord qu'elle est inapplicable aux groupes nés entre les années de recensement, et qu'ensuite les "tables de survie" utilisées ne conviennent pas nécessairement à la région étudiée. En effet, les tables anglaises utilisées pour la période où les tables canadiennes n'existaient pas encore (1931) sont de valeur douteuse pour estimer la population canadienne. D'autre part, la différence des taux de mortalité entre les Provinces Maritimes et le reste du Canada peut invalider les calculs de survie pour les périodes pendant lesquelles on ne possédait pas de tables particulières aux Provinces Maritimes. (16)

En tenant compte de ces restrictions, les chiffres de l'émigration totale minimum aux Provinces Maritimes, de 1881-1941, ont été estimés comme suit :

Tableau 13 - Emigration totale des Provinces Maritimes, 1881 - 1941

Périodes de recensement	Emigration totale minimum
1881 - 1891	110,410
1891 - 1901	105,200
1901 - 1911	99,463
1911 - 1921	105,599
1921 - 1931	146,647
1931 - 1941	52,272
Total	619,591

D'après : The Maritime Province in Their Relation to the National Economy of Canada, p. 9

Pendant les cinq décennies de 1881 à 1931, les Provinces Maritimes ont donc perdu à chaque recensement une population égale à celle de l'île du Prince-Edouard. Le fort accroissement de la population francophone contribua cependant à diminuer partiellement ces pertes. Dans la décennie de 1881 à 1891 par exemple, la population totale du Nouveau-Brunswick ne s'accroissait que de 60 personnes, alors que la population d'origine française augmentait de 3,132 personnes. Pendant le même temps, la population acadienne de l'île du Prince-Edouard s'accrut de 1,000, alors que la population totale de la province n'augmentait que de 87 âmes.

De 1941 à 1961, l'émigration des Provinces Maritimes peut être calculée sur les bases de statistiques certaines.

Tableau 14 - Migration nette des Provinces Maritimes, 1941 - 1961

	1941-1951	1951-1956	1956-1961
Ile du Prince-Edouard	12,400	8,100	3,381
Nouvelle-Ecosse	38,900	11,000	23,808
Nouveau-Brunswick	41,600	20,900	16,200
Provinces Maritimes	92,900	40,000	43,389

D'après Kari Levitt, Population Movements in the Maritime Provinces, Table V (pp. 5-7) et le Recensement de 1961

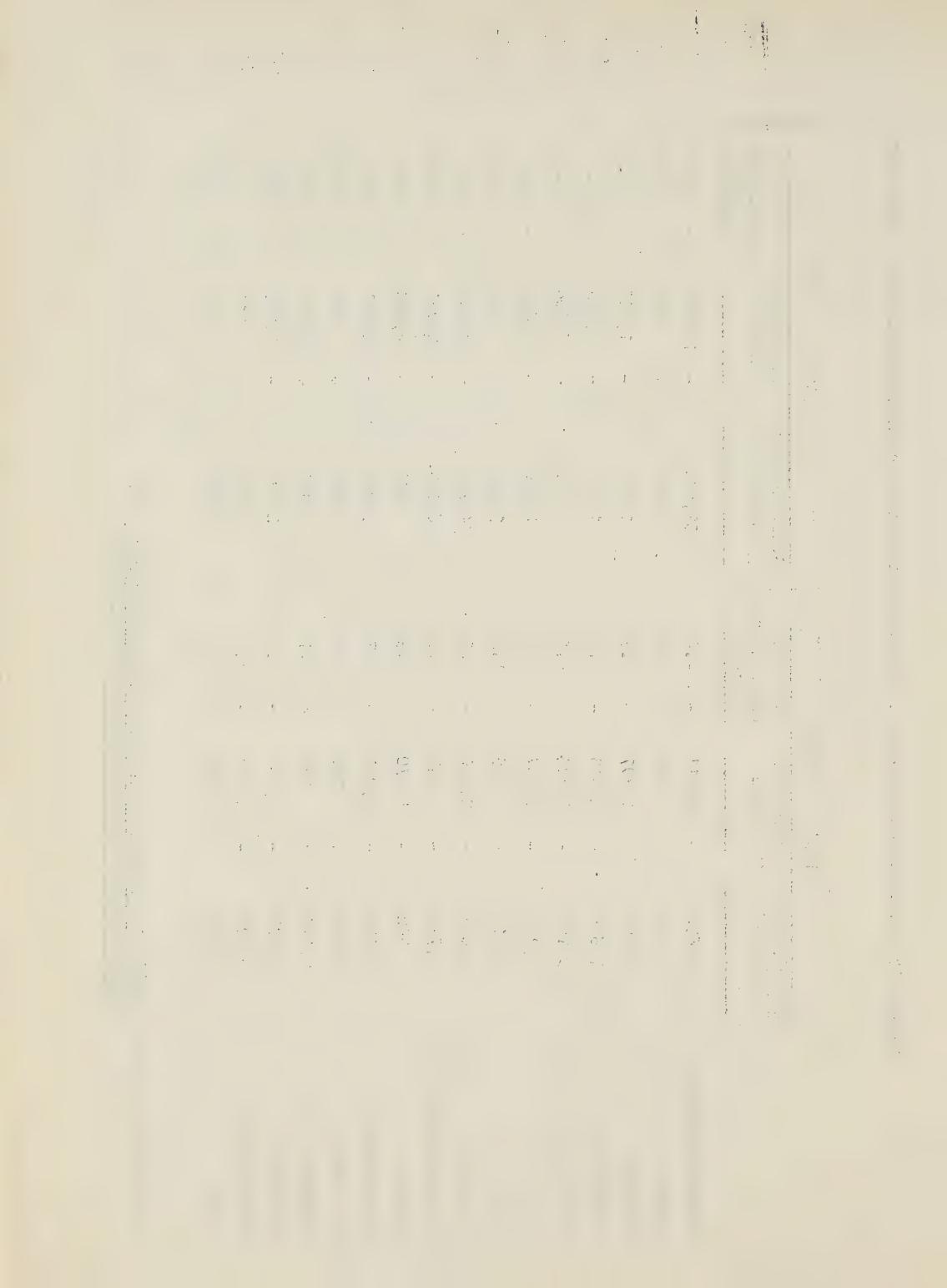
Dans une série de calculs fondés sur les taux de survie, Levitt arrive à conclure que, dans la décennie de 1941 à 1951, les personnes d'origine française des Provinces Maritimes auraient eu beaucoup plus tendance à émigrer que celles d'origine britannique. (17)

"We found that the population of French origin has a higher migration rate than the population of British origin. We found this to be so for both men and women in all three Maritime Provinces. There was no exception to this result."

Les personnes dont la langue maternelle est le français auraient eu deux fois plus tendance à émigrer que celles de langue anglaise. Pour l'île du Prince-Edouard, cette tendance aurait été de trois fois supérieure. (18) Les taux de migration les plus élevés se situent entre vingt et trente-quatre ans, avec des sommets secondaires de quinze à dix-neuf ans et de trente-cinq à quarante-quatre ans. (19)

Tableau 15 - Accroissement naturel et migrations nettes au Nouveau-Brunswick, 1951-1961

	1951 - 1956		1956 - 1961	
	Accroissement naturel	Migration nette	% de la population de 1951	% de la population de 1956
Nouveau-Brunswick	59,630	- 20,711	- 4.0	59,543
Albert	917	+ 116	+ 1.2	956
Carleton	2,201	- 1,397	- 6.3	1,879
Charlotte	1,674	- 2,313	- 9.2	1,321
Gloucester	9,154	- 2,524	- 4.4	8,732
Kent	3,392	- 2,667	- 10.0	2,820
Kings	1,515	+ 285	+ 1.3	1,557
Madawaska	5,049	- 2,390	- 7.0	4,704
Northumberland	5,778	- 1,549	- 3.6	6,103
Queens	902	- 1,270	- 9.6	846
Restigouche	5,559	- 2,051	- 5.7	5,274
St. John	6,704	+ 191	+ 0.3	7,131
Sunbury	1,029	+ 196	+ 2.1	2,336
Victoria	2,628	- 2,149	- 11.6	2,495
Westmorland	9,020	- 3,618	- 4.5	8,776
York	1,108	+ 429	+ 1.0	4,791



Le Tableau 15 présente les statistiques d'émigration des comtés du Nouveau-Brunswick, pour les périodes de 1951 à 1956 et de 1956 à 1961. (20) Il montre une importante émigration de cette province durant toute la décennie. Les comtés français (Gloucester, Kent, Madawaska et Restigouche) perdent un total de plus de 27,000 âmes, à peu près les trois cinquièmes de l'accroissement naturel de cette même période. Mis à part Sunbury (21), l'émigration nette des comtés anglais fut de 11,000; Sunbury compris, le chiffre d'émigration n'atteint plus que mille. Les comtés mixtes (Victoria et Westmorland) totalisent une émigration de plus de 8,000 personnes.

Ces chiffres confirment donc les observations de Levitt sur la décennie précédente. On constate même que le mouvement d'émigration dans les comtés français va en s'amplifiant. En effet, pendant les années 1956 à 1961, le pourcentage des comtés de Gloucester et Restigouche a doublé, par comparaison aux cinq années antérieures, et le comté de Kent a subi une perte nette de 875 âmes. M. Roger de la Garde a repris cette étude dans une thèse récente. En rapprochant les chiffres d'émigration avec l'origine ethnique, il a constaté que les comtés français, représentant 28.9 de la population, ont fourni 55.7 de l'émigration; les comtés mixtes, représentant 27.3 de la population, ont fourni une émigration proportionnelle de 27.6; et les comtés anglais, représentant 43.8 de la population, n'ont donné que 16.7 d'émigrants. (22). Il ressort de cette comparaison que l'intensité du mouvement migratoire paraît proportionnelle à la densité française de la population. Ceci semble un phénomène nouveau.

Autrefois, on pouvait croire que les francophones, plus attachés au sol, émigraient moins; mais cette situation est complètement changée. Le groupe français, en majorité formé d'agriculteurs et de pêcheurs, a ressenti plus durement le déséquilibre qui s'est creusé entre les régions d'économie traditionnelle, à petit rendement, et les régions industrialisées, offrant de nombreux emplois à salaires élevés. La prospérité de ces dernières a exercé un attrait invincible sur les précédents, et un puissant mouvement migratoire, commencé avec la dépression des années 1930, s'est accéléré depuis la dernière guerre.

En Nouvelle-Ecosse, depuis 1951, une très forte émigration s'est aussi produite dans tous les comtés, sauf Halifax, Colchester et Kings, et dans bien des cas, y compris Digby et Yarmouth, l'émigration était supérieure à l'accroissement naturel. (23) Sur l'île du Prince-Edouard, l'émigration nette a presque égalé l'accroissement naturel, pendant cette même période. Mais dans ces provinces, comme les groupes ethniques sont beaucoup plus mêlés, il est impossible de comparer aussi nettement qu'au Nouveau-Brunswick, les tendances migratoires des deux groupes. On a cependant noté depuis longtemps une émigration chronique dans la région francophone de Chéticamp. (24)

Les indications concernant la destination de ces émigrants manquent de précision. Mais il est possible de discerner nettement trois courants. Le premier se produit à l'intérieur des Maritimes et va des régions rurales vers les centres urbains ou semi-urbains. En Nouvelle-Ecosse, cet apport va surtout gonfler la population de Halifax. L'attraction qu'exerçaient Sydney et les autres centres miniers du Cap-Breton a fortement diminué depuis le ralentissement des activités charbonnières et sidérurgiques, et la population de ces centres cherche elle-même à s'orienter ailleurs. Au Nouveau-Brunswick, les transferts de population bénéficient surtout aux villes du secteur Sud-Est, Fredericton, Saint-Jean et Moncton. Les petites villes du Nord et du Nord-Ouest Edmundston, Bathurst, etc. en ont jusqu'ici peu profité, sans doute parce qu'il n'y existe pas suffisamment d'industries pour créer des pôles d'attraction. (25) Il est probable cependant que les développements miniers en cours dans la région de Bathurst y attireront un certain nombre de travailleurs. A l'île du Prince-Edouard, la presque totalité des migrations se dirige vers l'extérieur.

Le second courant d'émigration s'oriente vers les provinces du centre et de l'Ouest canadiens. Mais les données à ce sujet sont assez vagues. Les recensements canadiens indiquent bien, pour chaque province, le nombre de personnes originaires des Maritimes, mais ils ne donnent que des chiffres globaux, à la date de chaque recensement. C'est pourquoi on ne peut connaître l'époque à laquelle ces personnes sont arrivées dans leurs nouvelles demeures, ni calculer le pourcentage d'émigration précis par périodes. On ne peut en déduire que des conclusions d'ensemble.

L'émigration des Provinces Maritimes vers les autres parties du Canada commença très tôt. En 1851, il y avait 2,634 personnes nées au Nouveau-Brunswick qui vivaient dans le Haut-Canada, et 3,785 personnes nées en Nouvelle-Ecosse. Au Bas-Canada, il y avait 480 personnes nées dans le Nouveau-Brunswick et 474 nées en Nouvelle-Ecosse. Aux environs de 1871, plus de 7,000 personnes résidant dans l'Ontario étaient nées dans les Provinces Maritimes. Le Québec, moins développé industriellement, en avait attiré seulement 1,500 personnes.

Le recensement de 1871 indique aussi beaucoup d'échanges à l'intérieur des Maritimes : plus de 5,000 personnes originaires de l'île du Prince-Edouard vivaient en Nouvelle-Ecosse et dans le Nouveau-Brunswick; 5,000 personnes originaires de Nouvelle-Ecosse résidaient dans le Nouveau-Brunswick et plus de 3,000 personnes originaires du Nouveau-Brunswick étaient partie en Nouvelle-Ecosse. (26)

Soixante ans plus tard, près de 6,000 personnes nées dans l'île du Prince-Edouard vivaient en Nouvelle-Ecosse et dans le Nouveau-Brunswick; ces deux provinces avaient échangé 8,000 habitants; l'Ontario et le Québec avaient chacune 18,000 habitants nés dans les Provinces Maritimes. De façon surprenante, environ 19,000 personnes originaires des Provinces Maritimes vivaient en Colombie-Britannique. Ces émigrants, principalement des jeunes venant des zones rurales, s'étaient établis dans les villes de Montréal, Toronto et Vancouver. (27)

Ce mouvement se poursuivit de 1931 à 1961. En 1961, 18 % des personnes nées dans l'île du Prince-Edouard avaient émigré vers d'autres provinces; 11 % de natifs de Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick habitaient d'autres provinces. Presque 150,000 personnes originaires des Provinces Maritimes vivaient dans l'Ontario; 64,000 avaient émigré au Québec, et plus de 25,000 en Colombie-Britannique. (28)

Tableau 16 - Emigration des Maritimes vers d'autres provinces, 1961.

Lieux de Naissance	Provinces de résidence				
	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Bas-Canada
Ile du Prince-Edouard	6,929	5,109	3,286	13,487	2,867
Nouvelle-Ecosse	-	21,499	17,794	78,114	14,791
Nouveau-Brunswick	16,954	-	43,591	55,770	8,091
	-----	-----	-----	-----	-----
	23,883	26,608	64,671	147,371	25,749

Il y eut aussi un troisième courant d'émigration des Provinces Maritimes vers les Etats-Unis. Des statistiques établies à l'usage du Service de Contrôle des Changes étrangers indiquent que dans l'année qui a précédé le 30 juin 1949, il y eut environ deux mille émigrants de ces provinces vers les Etats-Unis. Dans l'année qui a pris fin le 30 juin 1950, il y eut approximativement mille cinq cents émigrants. (29) Ces chiffres sont établis d'après le nombre de personnes qui ont fait une demande de transfert de fonds. Les jeunes Acadiens pauvres qui ont quitté le Nouveau-Brunswick pour chercher du travail à Fitchburg ou Waltham ne sont pas compris dans ce nombre. En fait, une grande proportion de ceux qui eurent recours au Service des Changes étrangers étaient des artisans, des employés et des membres des professions libérales. (30)

Nous avons très peu d'information en ce qui concerne l'origine ethnique des émigrants canadiens vers les Etats-Unis. En 1950, il y avait 237,920 Canadiens francophones sur un total de 990,085 personnes nées au Canada et résidant aux Etats-Unis; soit 24 % du total. (31) Puisque la proportion de Canadiens dont la langue maternelle était le français représentait 29 % de la population canadienne en 1941, de même qu'en 1951 (32), il apparaît qu'avant 1950 les Canadiens anglophones avaient légèrement tendance à émigrer davantage vers les Etats-Unis que les Canadiens francophones.

Il est intéressant de noter que dans une répartition des émigrants canadiens vers les Etats-Unis, selon le niveau d'instruction et de revenu, les résidents d'origine canadienne de la région de Boston avaient un niveau d'instruction et de revenus beaucoup plus bas que la population totale de Boston. Les résidents d'origine canadienne de Chicago, Detroit, Los Angeles et New-York, par contre, avaient un niveau d'instruction et de revenus beaucoup plus haut que l'ensemble de la population de ces villes. Les habitants des Provinces Maritimes peu instruits, qui avaient émigré vers Boston, s'y sont trouvés handicapés économiquement.

Il n'est guère possible de déterminer exactement quelle part de cette émigration francophone vers les Etats-Unis provenait des Maritimes. Tout porte à croire qu'elle fut, proportionnellement à la population, plus importante que dans Québec, tant à cause des pressions économiques plus fortes, que des facilités de communication par terre et par mer entre Yarmouth, Saint-Jean et Boston.

Plusieurs indications nous permettent de présumer que cette émigration fut très considérable, en chiffres absolus et encore plus par rapport au chiffre réduit de la population acadienne. Il serait possible de mesurer approximativement cette émigration, au point de départ, en faisant enquête dans quelques paroisses-types (Memramcook, Saint-Basile, Chéticamp, Yarmouth, Rustico) pour établir la proportion de leurs habitants émigrés outre-frontière, depuis un temps donné. On pourrait aussi mesurer le pourcentage d'Acadiens, au point d'arrivée, dans les principaux centres de Nouvelle-Angleterre. Il suffira ici de fournir quelques jalons.

On sait que plusieurs centres du Nord-Est américain, particulièrement dans le Maine, le Massachusetts et le Connecticut, sont fortement peuplés d'Acadiens. Ils forment des paroisses ou des groupes importants dans les villes de Chelsea, Fitchburg, Gardner, Lowell, Lynn, New Bedford, Waltham, etc. L'Evangéline publiait en ces dernières années des nouvelles sociales émanant de "Nos Centres Acadiens". Parmi les villes mentionnées on trouvait : Boston, Fall River, Bangor, Rumford, Worcester, etc. Le même journal publie fréquem-

ment des notices nécrologiques. Il n'est presque aucune famille, formant le sujet de ces notices, qui ne possède plusieurs de ses membres aux Etats-Unis.

D'autre part, la Société mutuelle "L'Assomption" étend son rayonnement dans cinq Etats; elle y possérait, en 1964, 58 succursales et 32,863 membres. Bien que ces effectifs comptent sans doute plusieurs Canadiens-français originaires du Québec, il est certain, étant donné le caractère national de cette Société, que la grande majorité de ses membres est formée d'Acadiens.

En somme, il ne paraît aucunement exagéré de dire que, dans l'ensemble, en dehors des Provinces Maritimes, au moins 300,000 Acadiens ou descendants d'Acadiens vivent dans les autres provinces du Canada et aux Etats-Unis (sans compter la Louisiane), soit un nombre pour le moins égal à la population francophone des quatre provinces réunies.

○ ○

Au terme de cette étude, si l'on essaye d'établir les caractéristiques dominantes de la démographie acadienne aujourd'hui, on voit qu'après une période d'accroissement spectaculaire, le rythme de croissance s'est graduellement ralenti; comme si le peuple, menacé dans son existence, avait fourni un effort surhumain pour assurer sa survie, et prenait maintenant un temps de repos, pour reprendre haleine et raffermir ses positions.

Cette pause résulte d'une baisse de la natalité, correspondant au mouvement d'urbanisation; c'est là un phénomène normal qui apporte certaines compensations, comme l'amélioration du niveau de vie et de plus grandes facilités d'éducation.

Mais ce ralentissement de croissance dépend peut-être davantage d'une alarmante déperdition de forces, causée par un incessant exode vers l'étranger.

Dans les pays fortement développés, l'exportation du trop-plein de la population est une mesure saine, qui permet d'éviter l'étouffement et de maintenir une économie dynamique, tournée vers l'extérieur. Mais pour les Maritimes, déjà sous-peuplées, et surtout pour la faible minorité acadienne, cette hémorragie engendre une anémie chronique; d'autant plus qu'un bon nombre des émigrants se recrutent parmi les jeunes les plus talentueux et les plus ambitieux, les finissants d'écoles supérieures et d'universités et les jeunes professionnels. Ce fléau, qui affecte à la fois les deux groupes ethniques, menace dangereusement la meilleure ressource des Maritimes, son capital humain.

Pour les Acadiens, cet arrêt dans le "marathon" des berceaux et la course au nombre trouve heureusement une compensation dans l'amélioration de la qualité. Une meilleure éducation, des élites plus nombreuses, une organisation plus efficace leur assurent une influence grandissante, à condition toutefois que le recul démographique ne s'aggrave pas et que l'assimilation ne leur fasse pas perdre les positions qu'ils ont péniblement acquises.

NOTES du CHAPITRE 4

= ----- =

1. Recensements de 1881 et 1961. Le recensement de l'Île du Prince-Edouard, pour 1871, ne contient pas de statistiques par origines raciales.
2. Voir le tableau 1. Par souci d'uniformité, on a séparé du comté de Victoria les paroisses qui formèrent ensuite le comté de Madawaska. Les paroisses de Victoria étaient alors presque complètement anglaises.
3. Les chiffres de ce tableau et des suivants sont tirés des recensements officiels pour les années indiquées.
4. The Maritimes Provinces in their Relation to the National Economy of Canada, p. 9.
5. Canada, DBS-BFS, Vital Statistics - Statistiques Vitales, 1962, p. 104.
6. Voir French Canadian Society, pp. 211-213.
7. Recensement de 1961, "Marital Status".
8. Henripin Jacques, La population canadienne au début du XVIIIème siècle, p. 106.
9. Les statistiques pour les comtés de Carleton, Kings, Queens et Sunbury, pour 1920-1922, sont de valeur douteuse.
10. Report of Health Survey Committee, pp. 277-278.
11. Report of Chief Medical Officer to the Minister of Health, 1962, p. 80
12. Vital Statistics - Statistiques vitales, p. 100.
13. Ibid., p. 205.
14. Ibid., p. 212.
15. Report of Chief Medical Officer to the Minister of Health, 1963, p. 172.
16. Le taux de mortalité en rapport avec l'âge, pour le Nouveau-Brunswick, était plus élevé que le taux canadien jusqu'à 1951 et plus bas par la suite. Pour la Nouvelle-Ecosse et l'Île du Prince-Edouard, les taux ont toujours été plus bas depuis 1942. Vital Statistics, 1962, p. 138.

17. Levitt. Population Movements in the Atlantic Provinces, Table XIII, p.20.
18. Ibid., Table XIV, p. 21. Il est vraisemblable que la baisse de population, chez les personnes dont la langue maternelle est le français, est due au moins partiellement à l'assimilation au groupe anglais plutôt qu'à l'émigration.
19. Ibid., Table XI, pp. 16-18.
20. Les chiffres concernant 1951-1956 sont tirés de Levitt, op. cit., Table XIX, p. 32. Les chiffres pour 1956-1961 proviennent de calculs d'après les statistiques vitales du Nouveau-Brunswick, 1956-1961, et du Recensement du Canada, 1961.
21. La hausse anormale de la population de Sunbury est attribuable à la construction d'une base militaire près de Gagetown, pendant cette période.
22. Roger de la Garde. Thèse..., p. 162.
23. Levitt, loc. cit., Table XIX, p. 31.
24. Voir P. Anselme Chiasson, Chéticamp, Moncton, 1961, pp. 36 et 105.
25. Roger de la Garde. loc. cit., pp. 163-164.
26. Recensement du Canada, 1871.
27. Recensement du Canada, 1931.
28. Recensement du Canada, 1961.
29. Statistics of Emigration from Canada, p. 9.
30. Par exemple, dix pour cent des demandes féminines étaient faites par des infirmières (ibid., p. 12), une proportion bien plus élevée que dans la population canadienne en général.
31. The Canadian-Born in the United States, p. 18.
32. Recensement du Canada, 1961. Cependant, en 1900, un tiers des émigrants canadiens aux Etats-Unis étaient de langue française; cela montre une caractéristique qui s'est renversée entre 1910 et 1920. The Canadian-Born in the United States, p. 4.

BIBLIOGRAPHIE

=====

Canada. Department of Trade and Commerce. The Maritime Provinces in their Relation to the Economy of Canada. Ottawa, 1948, v-227 p.

Canada. Dominion Bureau of Statistics - Bureau fédéral de la Statistique. Recensements du Canada, 1871, 1881, 1891, 1901, 1931, 1961.

- Statistics of Emigration from Canada, July 1948 to December 1950. (D.B.S., Reference Paper 26) Ottawa, 1951, 18 p.
- The Canadian-Born in the United States. (D.B.S., Reference Paper 71) Ottawa, 1956, 36 p.
- Vital Statistics - Statistiques vitales. Ottawa, 1964, 240 p.

De La Garde, Roger. Pour la délimitation d'un territoire d'aménagement au Nouveau-Brunswick. Essai démographique. XI-321 p. Thèse de M.A. en Sciences Sociales, Université Laval, 1965.

Dumareau, Pierre. "Evolution démographique de la population acadienne du Nouveau-Brunswick". dans l'Actualité économique, vol. 39, N° 2 (Avril-Juin 1963). Critique de cet article, ibid., vol. 40, N° 1 (Janvier-Mars 1964), pp. 165-171.

Henripin, Jacques. La Population Canadienne au début du XVIIIème Siècle. Paris - Presses Universitaires de France, 1964, XX - 129 p.

Henripin, Jacques. "From Acceptance of Nature to Control : The Demography of the French Canadians Since the Seventeenth Century" in Rioux, Marcel and Martin, Yves, eds. French-Canadian Society, Volume I. Toronto : McClelland and Stewart, 1964, 204-216 p.

Hubert, Adé. "Aperçu démographique du peuple Acadien", dans L'Action Nationale (Acadie 1961), L, 8 (Avril 1961).

Levitt, Kari. Population Movements in the Atlantic Provinces. Halifax and Fredericton : Atlantic Provinces Research Board and Atlantic Provinces Economic Council, 1960, VI - 97 - 44 p.

New-Brunswick : Reports of the Chief Medical Officer to the Minister of Health (and Social Services) (1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962).

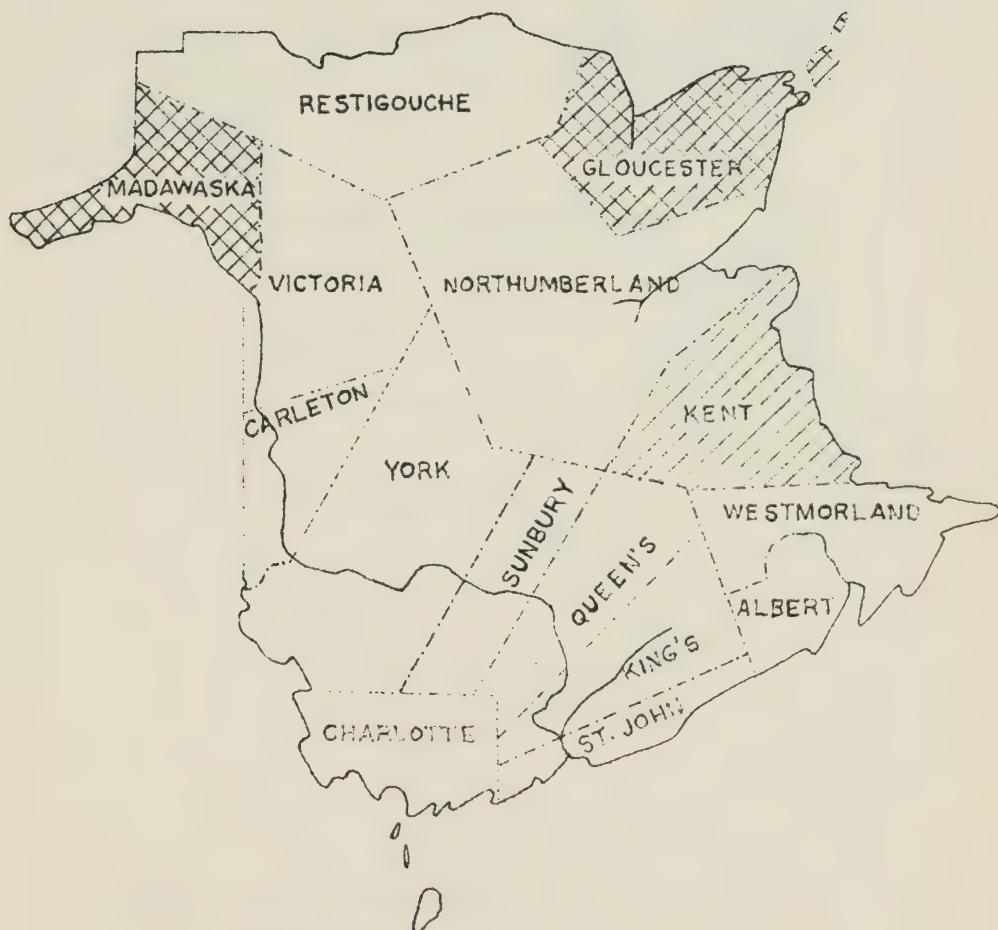
New-Brunswick : Report of the Health Survey Committee, 1951. Mimeographed. XXXII - 411 p.

Nova Scotia. Department of Trade and Industry, Halifax (s.d. - 1964-65 ?)
Digby County Survey; Richmond County Survey; Yarmouth County Survey.
(sans pagination consécutives).

Reaman, G. Elmore. The Trail of the Huguenots. Toronto, Thomas Allen, 1963,
318 p.

Rose, Arnold, M., Editor. Race Prejudice and Discrimination. New-York
Knopf, 1951, pp. 605 + vi.

Whalen, Hugh J. et al. "A Study of the North Shore Region of New-Brunswick
to Provide Background Information for Use in Future Rural Development
Programmes in the Area".
Agricultural Rehabilitation and Development Act Project, 1963 (?)
262 p., polycopié.



POPULATION D'ORIGINE FRANÇAISE (PLUS DES DEUX TIERS)

POPULATION MIXTE

POPULATION D'ORIGINE ANGLAISE (PLUS DES DEUX TIERS)

FIGURE 1 COMTÉS FRANÇAIS, MIXTES ET ANGLAIS
AU NOUVEAU-BRUNSWICK, 1871

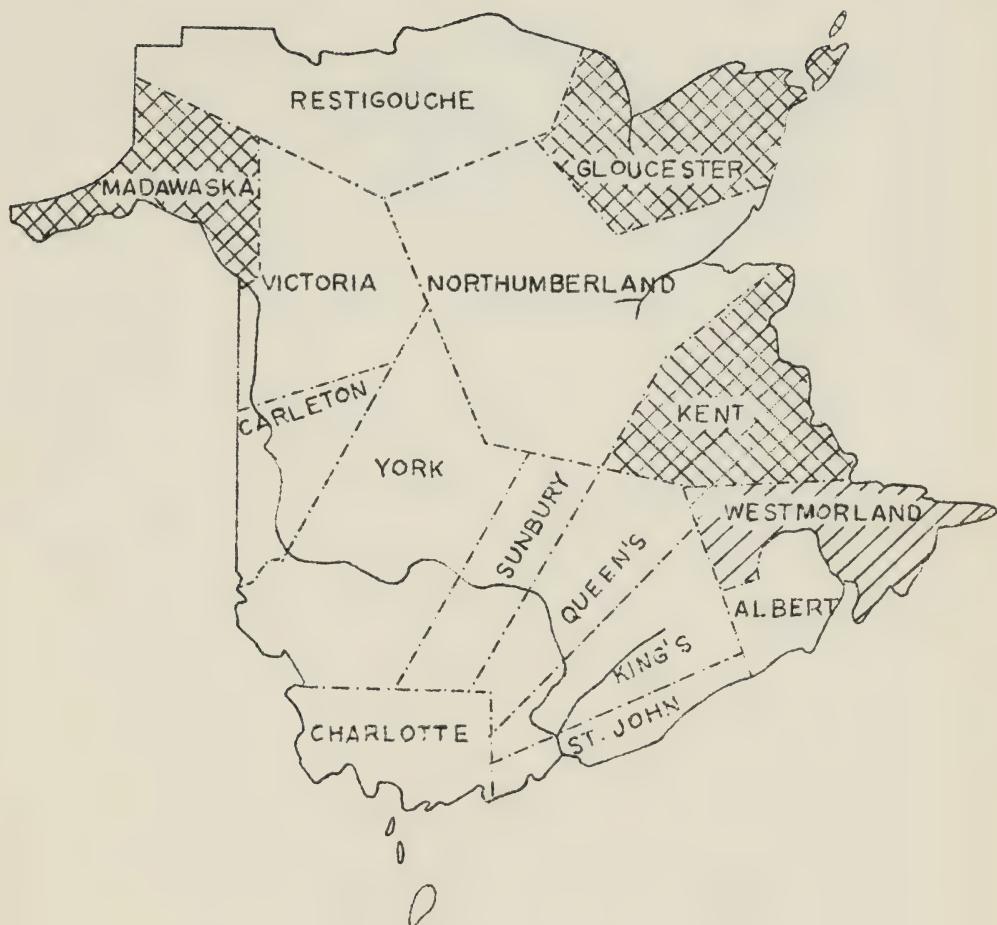


FIGURE 2 COMTÉS FRANÇAIS, MIXTES ET ANGLAIS
AU NOUVEAU-BRUNSWICK, 1901



POPULATION D'ORIGINE FRANÇAISE (PLUS DES DEUX TIERS)

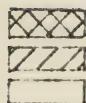
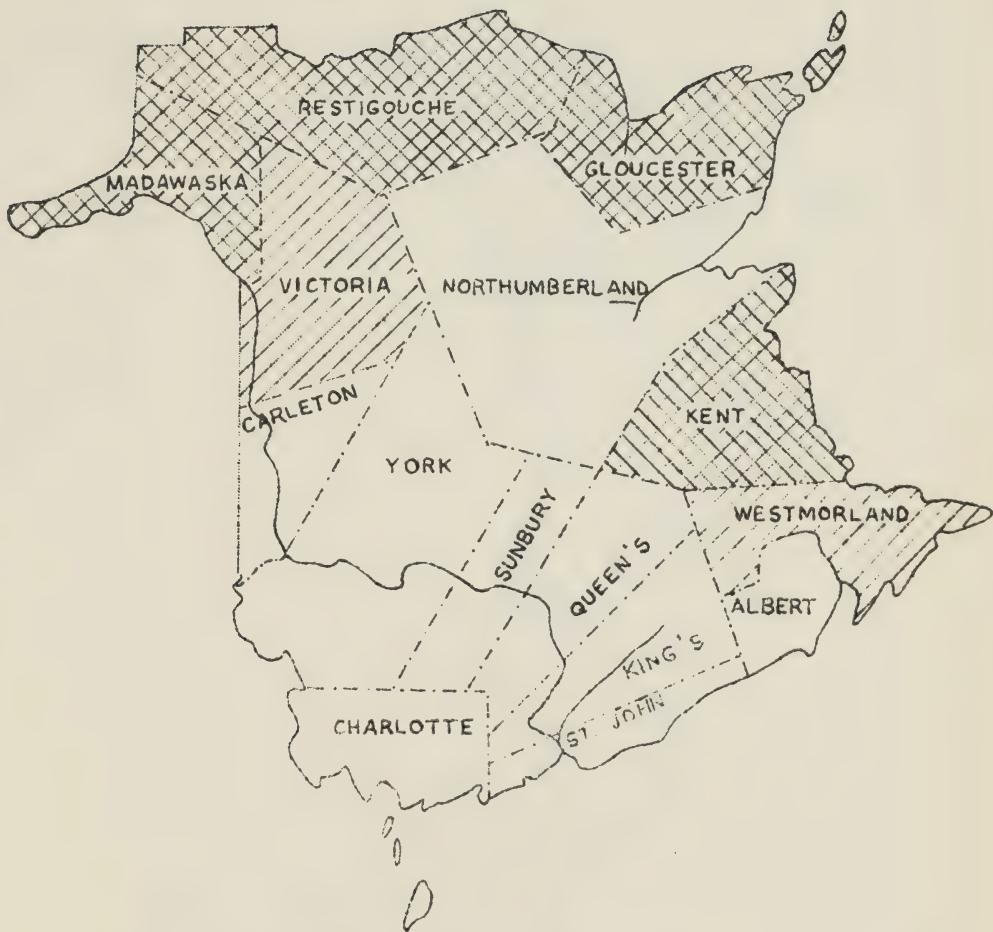


POPULATION MIXTE



POPULATION D'ORIGINE ANGLAISE (PLUS DES DEUX TIERS)

FIGURE 3 COMITÉS FRANÇAIS, MIXTES ET ANGLAIS
AU NOUVEAU-BRUNSWICK, 1931



POPULATION D'ORIGINE FRANÇAISE (PLUS DES DEUX TIERS)



POPULATION MIXTE



POPULATION D'ORIGINE ANGLAISE (PLUS DES DEUX TIERS)

FIGURE 4 COMTÉS FRANÇAIS, MIXTES ET ANGLAIS
AU NOUVEAU-BRUNSWICK, 1961

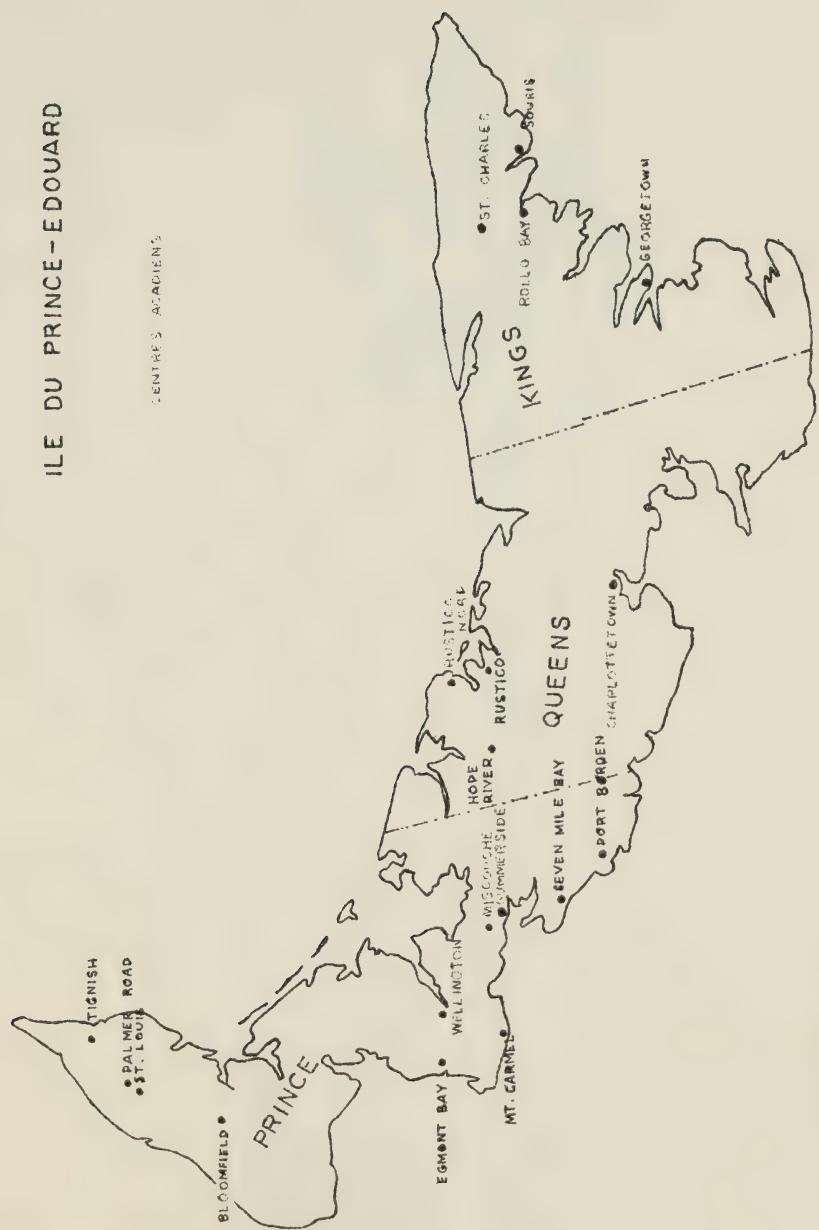


FIGURE 5

NOUVELLE - ECOSE

Comtés mixtes (population d'origine
française entre un et deux tiers.)

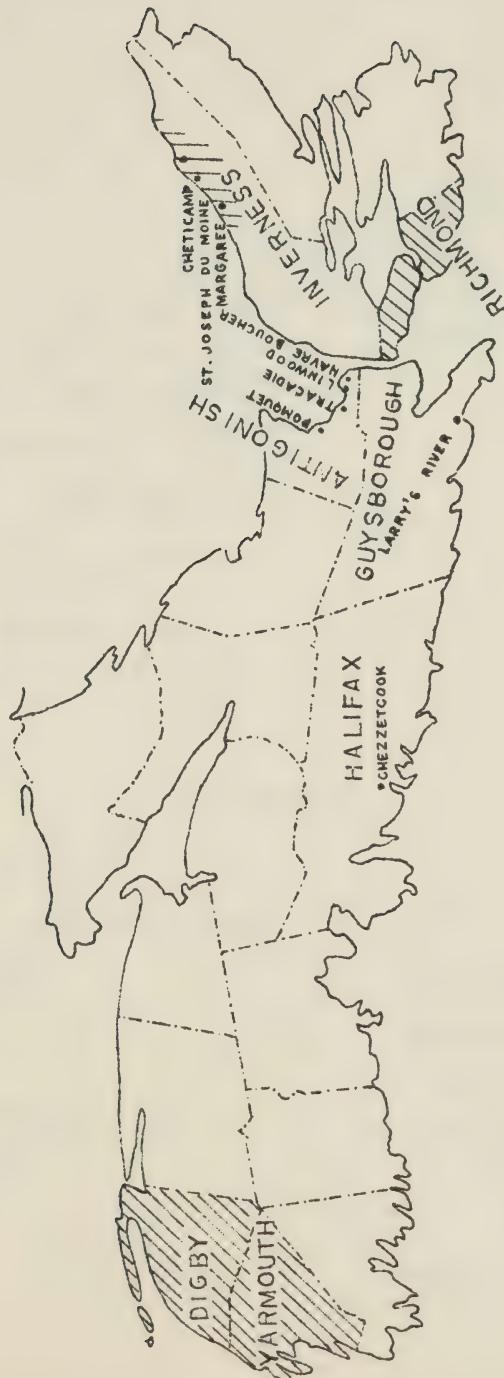
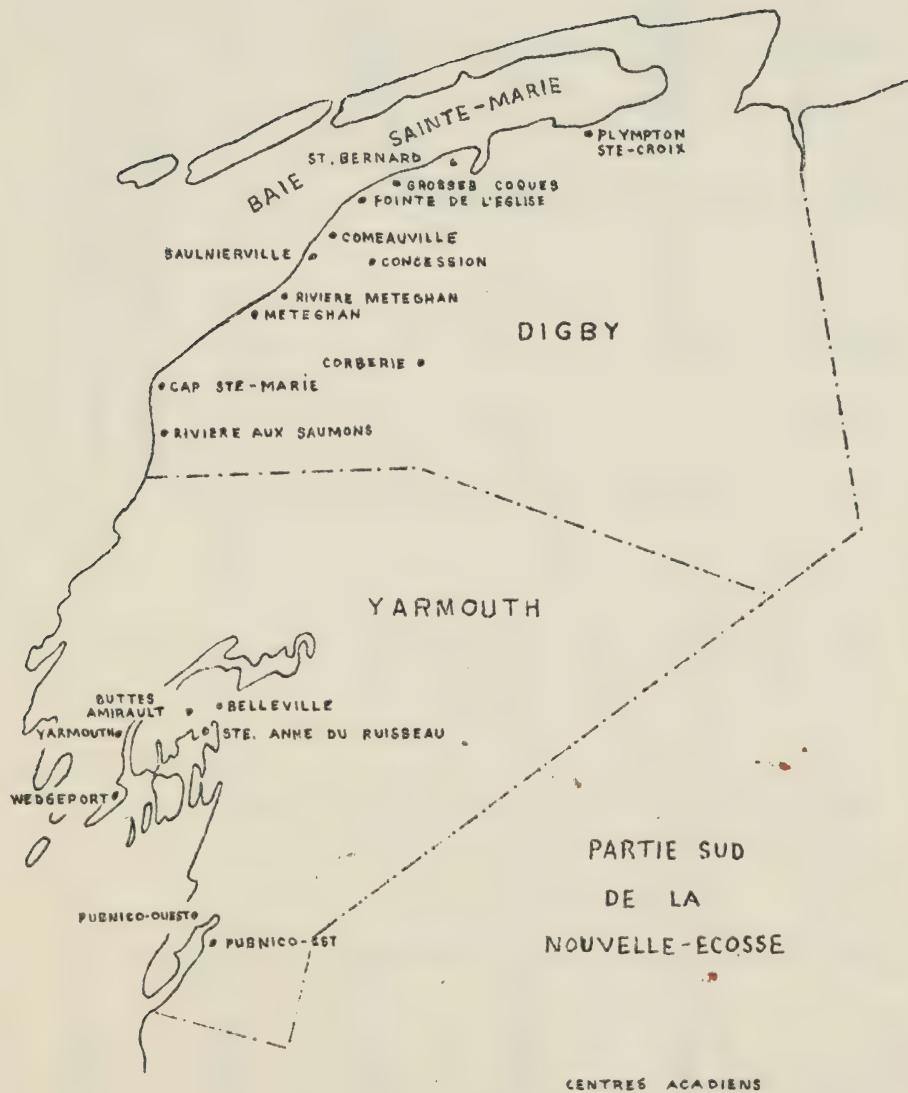


FIGURE 6

FIGURE 7



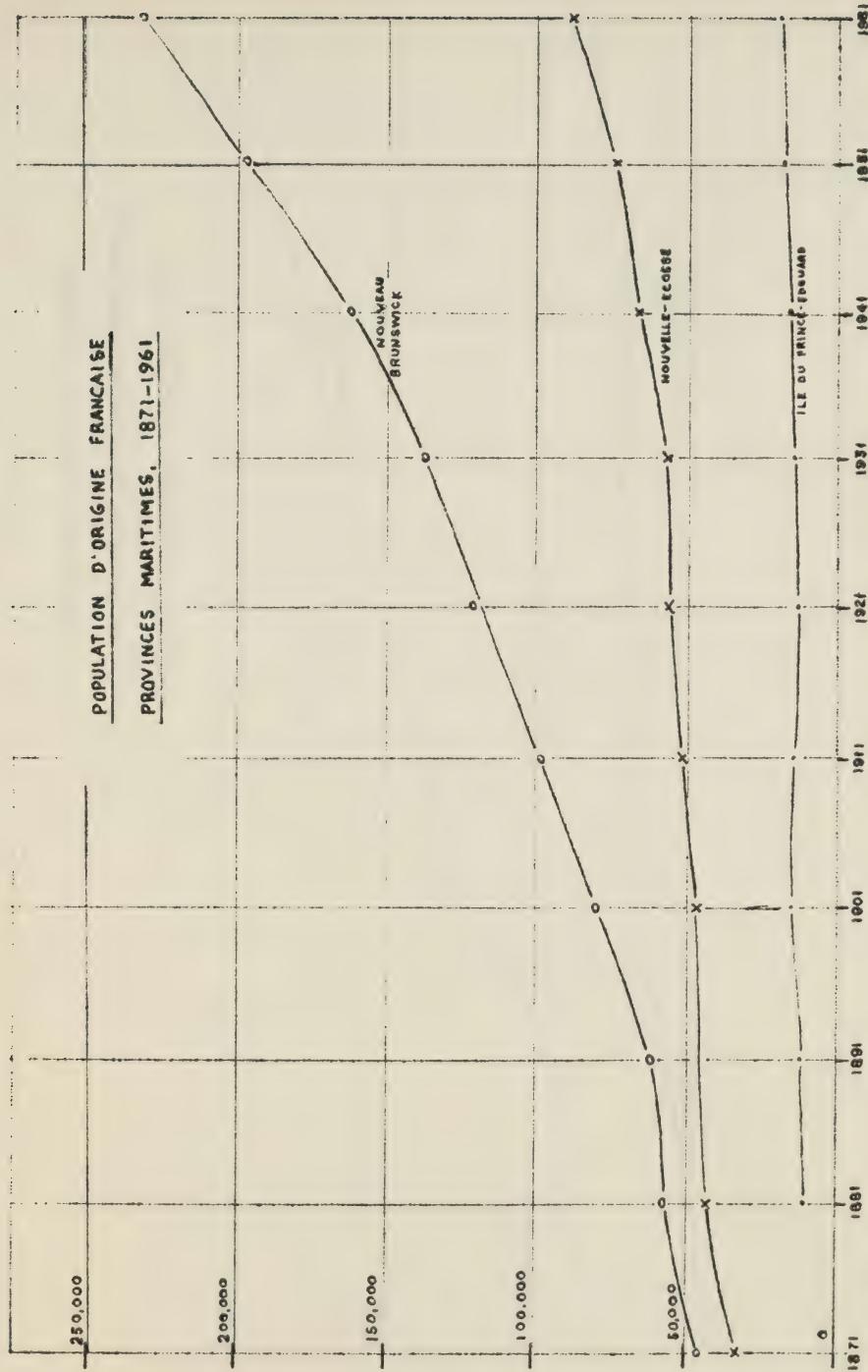


FIGURE 8

卷之三

POPULATION D'ORIGINE FRANÇAISE
EN POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE
DES PROVINCES MARITIMES, 1871-1961

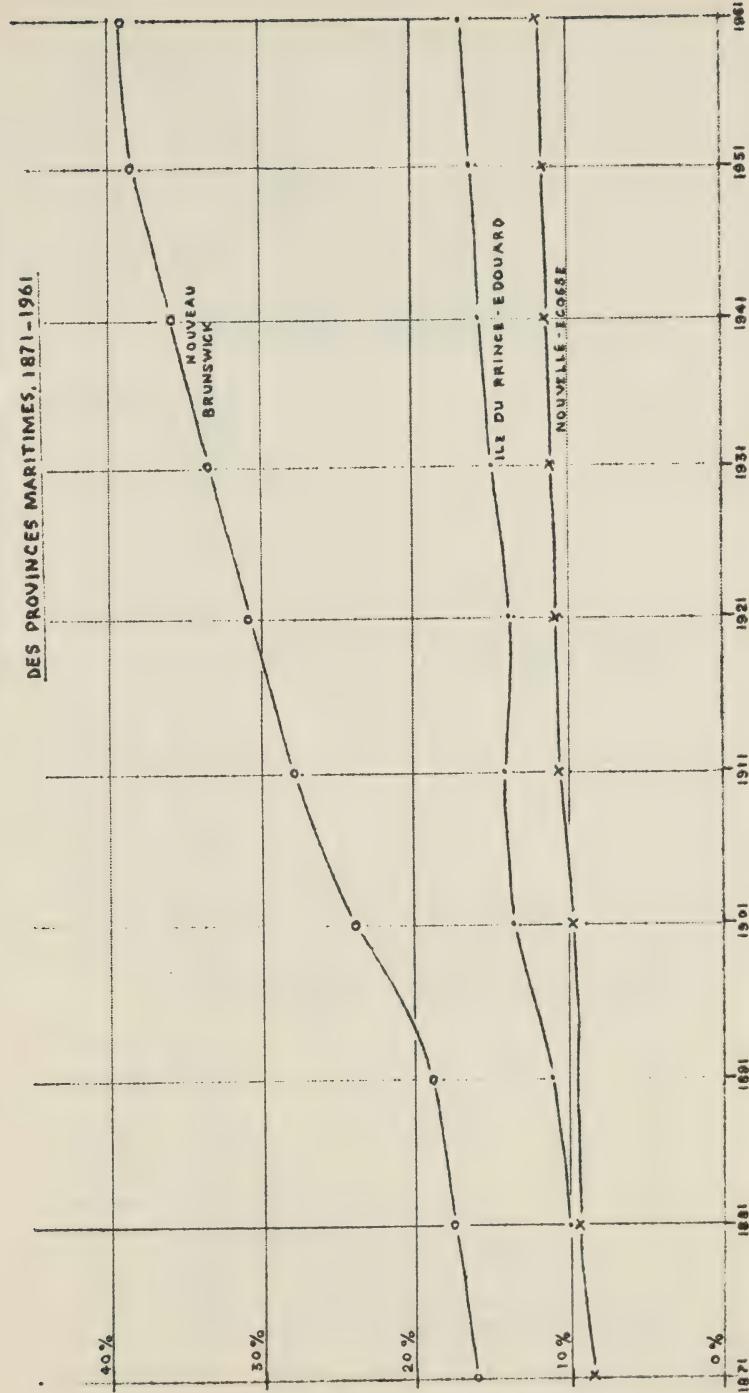
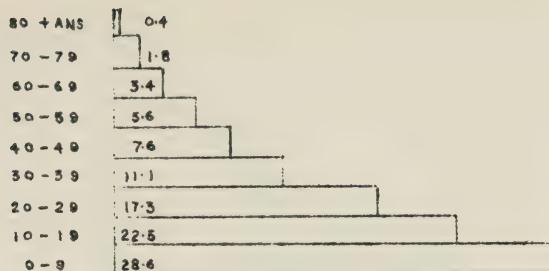
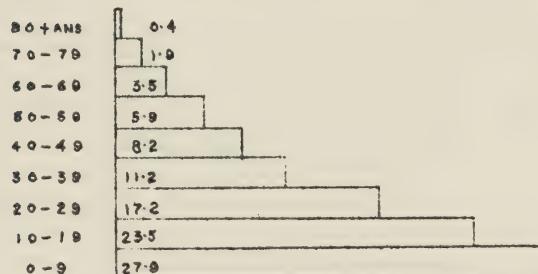


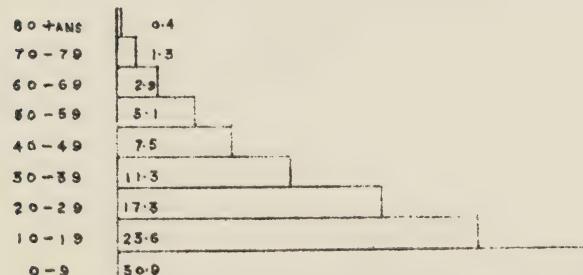
FIGURE 9



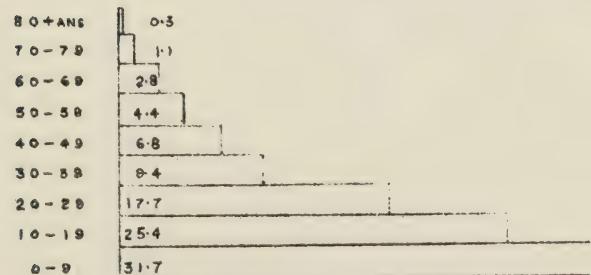
NOUVEAU-BRUNSWICK - POPULATION TOTALE = 285,594



COMTÉS ANGLAIS - POPULATION TOTALE = 240,449

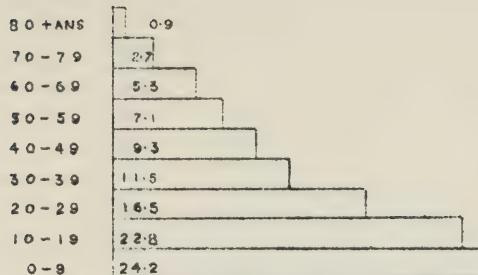


COMTÉS MIXTES - POPULATION TOTALE = 18,101

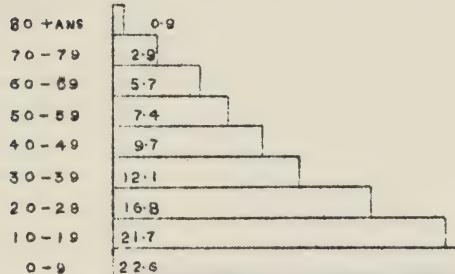


COMTÉS FRANÇAIS - POPULATION TOTALE = 26,044

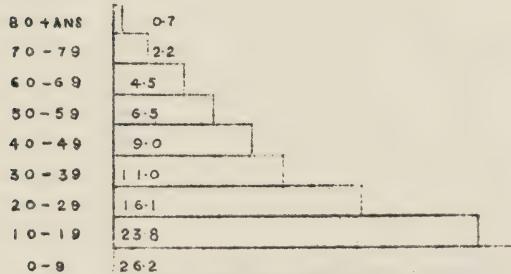
FIGURE-10 POPULATION PAR GROUPES D'AGE
NOUVEAU-BRUNSWICK - 1871



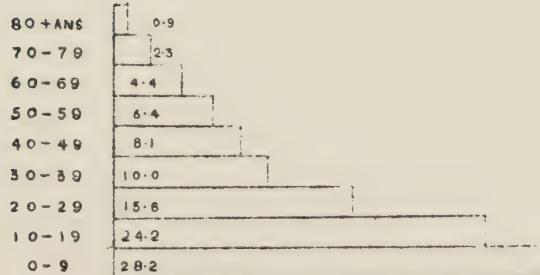
NOUVEAU-BRUNSWICK - POPULATION TOTALE = 331,210



COMTÉS ANGLAIS - POPULATION TOTALE = 215,120

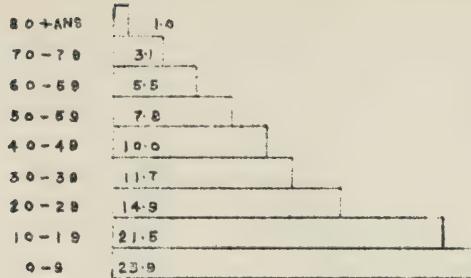


COMTÉS MIXTES - POPULATION TOTALE = 83,196

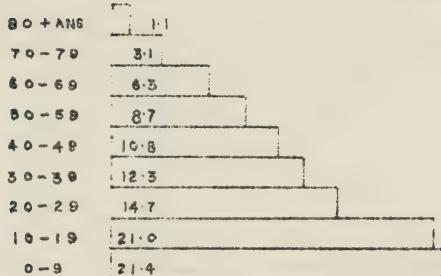


COMTÉS FRANÇAIS - POPULATION TOTALE = 51,894

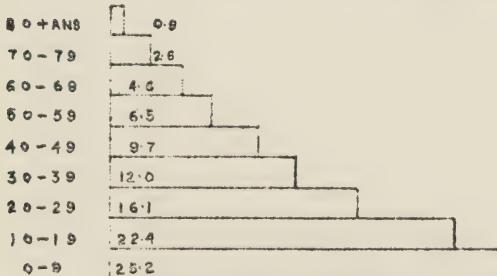
FIGURE-II POPULATION PAR GROUPES D'ÂGE
NOUVEAU-BRUNSWICK - 1901



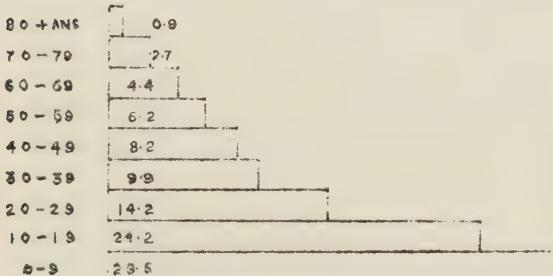
NOUVEAU-BRUNSWICK - POPULATION TOTALE = 408,218



COMTÉS ANGLAIS - POPULATION TOTALE = 230,935

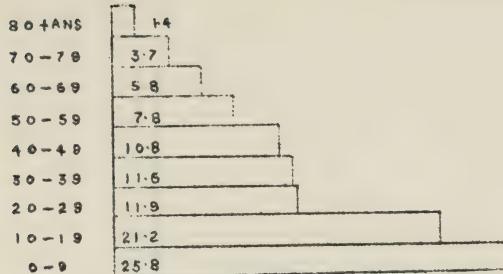


COMTÉS MIXTES - POPULATION TOTALE = 87,365

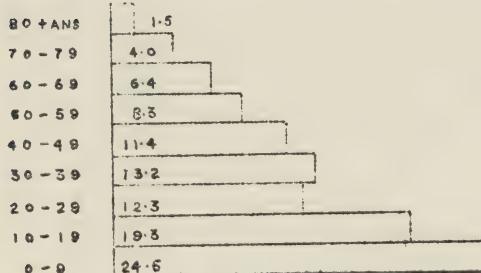


COMTÉS FRANÇAIS - POPULATION TOTALE = 89,919

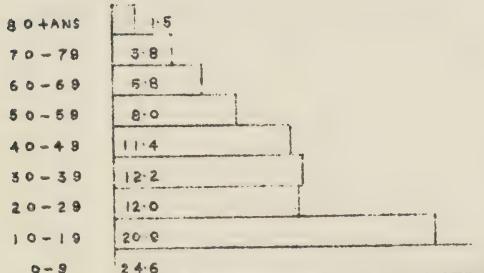
FIGURE-12 POPULATION PAR GROUPES D'ÂGE
NOUVEAU-BRUNSWICK - 1931



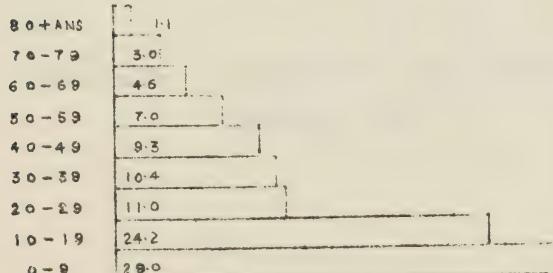
NOUVEAU-BRUNSWICK - POPULATION TOTALE = 587,936



COMTÉS ANGLAIS - POPULATION TOTALE = 311,578



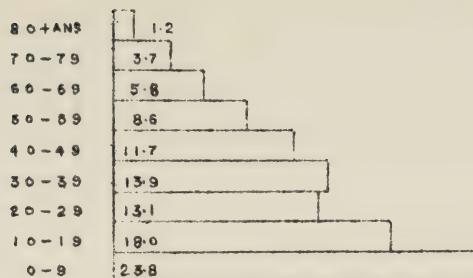
COMTÉS MIXTES - POPULATION TOTALE = 113,391



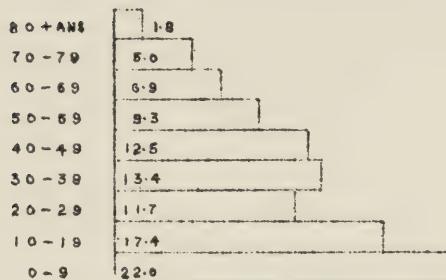
COMTÉS FRANÇAIS - POPULATION TOTALE = 172,966

FIGURE 12

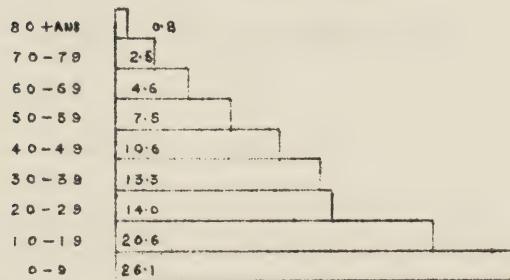
POPULATION PAR GROUPES D'ÂGE
NOUVEAU-BRUNSWICK - 1961



CANADA - POPULATION TOTALE = 18,238,267



GROUPE ETHNIQUE ANGLAIS - POPULATION TOTALE = 7,996,669



GROUPE ETHNIQUE FRANCAIS - POPULATION TOTALE = 5,840,346

FIGURE-14 POPULATION PAR GROUPES D'AGE
CANADA - 1961

CHAPITRE V
La vie économique

CHAPITRE 5 - LA VIE ECONOMIQUE

	<u>Page</u>
1.- Introduction: Les Maritimes en détresse.	1
2.- La situation économique des Acadiens.	8
2.1- L'agriculture.	8
A. Origine du peuplement agricole;	8
B. Le mouvement de colonisation;	10
C. Situation actuelle de l'agriculture.	14
2.2- Les pêcheries.	19
2.3- La forêt et le bois.	28
2.4- Les mines.	34
2.5- Industries secondaires et autres occupations.	37
2.6- Institutions économiques.	43
2.7- Conclusions.	49
3.- Perspectives d'avenir.	52

Tableaux et graphiques:

Moyenne des salaires annuels au Nouveau-Brunswick;
Moyenne des salaires annuels en Nouvelle-Ecosse;
Salaire familial moyen, par comtés, au N.-B.;
Pourcentage des chefs de familles gagnant moins de
\$2,000.;
Fermes à faibles revenus, aux Provinces Maritimes;
Faibles revenus des familles rurales non agricoles;
Répartition des emplois au Nouveau-Brunswick;
 le service civil au Nouveau-Brunswick;
Idem....., par catégories de salaires.

CHAPITRE V - LA VIE ECONOMIQUE

le Les Maritimes en détresse

Les provinces Maritimes ont toujours eu tendance à considérer leur entrée dans la Confédération comme un mariage forcé, ne leur ayant apporté que malheur et misère. En se rappelant leur répugnance envers cette union et l'enthousiasme avec lequel le Haut et le Bas-Canada l'acceptaient, comme remède à leurs propres maux, les Maritimes continuent à se croire les dupes des provinces centrales.¹ Un sentiment de frustration voire de trahison les assaille quand ils comparent le marécage économique dans lequel ils pataugent à l'évidente prospérité du reste du Canada.

Vers 1920, le mécontentement des Maritimes finit (Mirabile dictu!) par se manifester sur le plan électoral. Des comtés, considérés jusque là comme l'apanage du parti libéral, Halifax, N.-E., et Kent, N.-B., furent perdus dans les élections partielles de décembre 1923. La perte de ce dernier siège entraîna pour Mackenzie King, la perte de sa majorité à la Chambre des Communes.² En juin 1925,

1. Voir Creighton, Donald. The Road to Confederation.
Toronto: Macmillan, 1964. *Passim*.

2. Neatby, Blair. William Lyon Mackenzie King, Volume II,
Toronto: University of Toronto Press, 1964, p. 14.

le parti libéral fut pratiquement anihilé en Nouvelle-Ecosse et, en août de la même année, le gouvernement libéral du Nouveau-Brunswick subit aussi une défaite. Mais le dédain de King pour les provinces atlantiques devait recevoir sa plus dure leçon aux élections fédérales d'octobre 1925, quand le parti libéral perdit dix-sept des vingt-trois sièges qu'il détenait.

L'astucieux politicien se rendit compte qu'il était urgent de pallier au mécontentement de l'Est. Il n'était plus question de demi-mesure. Suivant une coutume déjà ancienne, il nomma, en avril 1926, une Commission royale chargée de faire enquête sur les "revendications" des provinces de l'Est.

Le rapport de la Commission Duncan ne surprit personne en constatant que les Maritimes n'avaient pas prospéré au sein de la Confédération. Les commissaires eurent cependant soin de préciser que la confédération, en tant que telle, n'était pas responsable de la détresse de ces provinces. L'abrogation, en 1866, du Traité de Réciprocité, coïncidant pratiquement avec la Confédération, ferma le marché américain. La disparition de la navigation à voile fut fatale aux Maritimes, jadis grands constructeurs

de navires. L'isolement géographique y eut aussi sa part! La colonisation, naturellement attirée vers l'Ouest, favorisa davantage les industries de l'Ontario que celles des Maritimes. Quoique les commissaires fussent optimistes concernant l'avenir des Maritimes (leur potentiel est même supérieur aujourd'hui à ce qu'il fut alors) ils recommandèrent que le montant des subsides accordés par le Dominion soit revisé,³ que la dette publique soit réévaluée, et qu'une somme globale de \$1,600,000 soit versée aux provinces Maritimes. Une autre recommandation importante stipulait qu'une réduction immédiate de 20% soit accordée pour tous les tarifs de fret sur les chemins de fer du territoire atlantique, à l'est de Lévis.

Les commissaires découvrirent des difficultés dans la distribution des produits agricoles, des produits de la pêche et du bois, et dans le marché du charbon, dues aux conditions économiques mondiales et à l'absence de marché étranger. Un chapitre spécial, curieusement intitulé "Agriculture et émigration", recommanda la production de marchandises destinées à la consommation locale et faisait ressortir que l'émigration de la jeunesse était davantage

3. Canada. Report of the Royal Commission on Maritime Claims. Ottawa: King's Printer, 1926, p. 16-17.

la conséquence que la cause de la stagnation agricole. Les doléances des Maritimes, arguant que le manque de peuplement de leur province était une conséquence de l'indifférence du gouvernement fédéral à leur égard, furent sèchement réfutées: "Il se pourrait bien que les autorités fédérales aient été plus disposées à aider ceux qui s'aident eux-mêmes." Leur conclusion fut néanmoins compatissante:

Les Provinces Maritimes, en raison de leurs traditions et de la virilité de leur peuple, pourront devenir des participants actifs au développement futur du Dominion, à condition qu'elles soient libérées des entraves subies et qu'elles aient les moyens de faire face à leurs problèmes avec une vigueur nouvelle.⁴

La nomination de cette commission n'a pas suffi à redonner vitalité au parti libéral dans les provinces Maritimes. Les élections du 14 septembre 1926, n'apportèrent à Mackenzie King qu'un tiède encouragement; neuf libéraux seulement furent élus. Puisque la nomination d'une Commission royale n'avait pas suffi, il fallait tenter quelque chose de plus pour gagner le soutien des Maritimes. Rapidement les recommandations de la Commission royale furent appliquées: en mars 1927, les provinces Maritimes obtinrent une diminution de leurs tarifs de fret et une augmentation de leurs subventions. En se tournant vers les conservateurs,

4. Ibid., p. 44.

les Maritimes ont arraché à Mackenzie King des concessions, que des décennies de soutien inconditionnel au parti libéral ne leur avaient pas gagnées.⁵

Cette première Commission royale chargée d'étudier les problèmes des Maritimes, fut suivie par d'autres en 1928 et dans les années 1930, chargées de se documenter sur des secteurs défavorisés, spécifiques de l'économie des Maritimes, mais qui firent peu pour soulager une détresse, partagée alors par tout le Canada.

En 1948, le Département fédéral de l'Industrie et du Commerce, publia une étude statistique de la condition sociale et économique des Maritimes. The Maritime Provinces in their Relation to the National Economy of Canada. C'était un sombre tableau des conditions économiques de ces provinces, de l'émigration, de la décadence rurale, de l'infime immigration, de la surnatalité et de l'horrible mortalité infantile, du chômage, des salaires misérables, de la faible production "per capita", du déclin de la pêche, de l'effondrement dans la vente de charbon, etc. Même dans les régions où il y eut quelques améliorations, comme la construction de centrales électriques, le développement y fut inférieur à celui du reste du Canada.

5. Neatby, op.cit., p. 224.

Le confort domestique résultant par exemple de l'emploi de l'électricité, de l'eau courante et des égouts, était moins répandu dans les Maritimes en 1941 que partout ailleurs au Canada. Certains articles de luxe, tels les réfrigérateurs électriques et aspirateurs, y étaient pratiquement inconnus. Les fermes étaient petites, les machines agricoles rares, le prix de la nourriture était sensiblement le même dans les Maritimes que dans le reste du Canada. Mais les salaires y étaient d'un tiers inférieur à ceux du Canada dans son ensemble. Les impôts sur le revenu "per capita" n'avaient pas dépassé le quart de la moyenne nationale en 1929, et dépassaient à peine la moitié en 1947.⁶

Neuf ans plus tard, la Commission royale sur les perspectives économiques du Canada, accorda une attention spéciale aux Provinces Atlantiques qui, simultanément avec Terre-Neuve et les Territoires du Nord-ouest, furent considérés comme des régions à problèmes économiques particuliers. Après une étude des aspects spécifiques du marasme financier de ces régions, les commissaires recommandèrent une coopération fédérale-provinciale pour résoudre leurs problèmes et suggérèrent que les chômeurs et demi-chômeurs fussent aidés financièrement à déménager vers les régions

6. Canada. Department of Trade and Commerce. The Maritime Provinces in Their Relation to the National Economy of Canada, p. 190.

où les possibilités d'emploi étaient meilleures.⁷

En juin 1961, la loi créant l'Arda fut votée, dans le but d'organiser une action de grande envergure faisant aux trois échelons gouvernementaux, national, provincial et local, et susceptible de résoudre les problèmes urgents.⁸

En janvier 1962, ARDA fut intégré au Ministère fédéral de l'Agriculture. Cet organisme a publié une série de cartes spéciales coloriées, concernant les régions économiquement et socialement sous développées, dont les différentes gradations de couleur illustrent la gravité et l'étendue de sous développement.⁹ D'après ces cartes, les régions acadiennes de la N.-E. et de l'I.-P.-E ne diffèrent pas sensiblement des régions anglaises de ces provinces quant à l'indice économique qui a servi de base. Dans le Nouveau-Brunswick cependant, deux des trois comtés aux revenus agricoles les plus faibles sont français et 5 des 7 comtés à bas revenus ruraux non agricoles sont français ou mixtes. Le Kent, presque exclusivement acadien, ne partage qu'avec une seule autre région, les niveaux de salaires urbains les plus bas au Canada. Les régions de faibles revenus non agricoles comprennent tous les comtés français du N.-B.,

7. Canada. Royal Commission on Canada's Economic Prospects, Final Report. Ottawa: Queen's Printer, 1958, p. 406.

8. Voir les publications ARDA.

9. Série de 9 cartes en couleur intitulée: Désavantage économique et social au Canada, publiée par le Ministère des Forêts, septembre 1964.

à l'exception de Restigouche et de tous les comtés mixtes de la N.-E. Le chômage est élevé dans les régions françaises du N.-B., et dans beaucoup d'endroits le travail hivernal est pratiquement introuvable.¹⁰ Le niveau scolaire le plus bas se situe dans les comtés français du N.-B. et dans le comté Richmond (mixte) en N.-E. La mortalité infantile, quoique relativement élevée dans les comtés français et mixtes, est cependant inférieure à certaines régions du Québec et du Nord des Prairies. L'hospitalisation gratuite, a abaissé la mortalité pré-natale, même dans les régions de grande mortalité et à scolarité médiocre. Dans leur ensemble les cartes ARDA illustrent de façon très frappante le bas niveau de l'économie et de l'éducation dans les Maritimes et tout particulièrement dans les régions acadiennes.

2. - LA SITUATION ECONOMIQUE DES ACADIENS

2e Les Acadiens et l'agriculture

A. - Origine du peuplement agricole. Pour comprendre la situation actuelle, il faut remonter à ses origines et voir comment s'est formé le peuplement rural. Jusque vers 1850, l'expansion acadienne, dans les trois provinces

10. Canada. Department of Labour with New Brunswick Department of Labour. Employment and Manpower Utilization in New Brunswick 1950 to 1960, p. 8.

maritimes, s'est faite par essaimage naturel, à partir des premiers centres: Memramcook, Caraquet, Rustico, Baie Ste Marie, etc. A mesure que la population croissait, les jeunes ménages allaient s'établir aux alentours, dans les endroits favorables, le long des côtes ou près des rivières, y obtenant des concessions et formaient des hameaux, qui devenaient bientôt de nouveaux villages. Ces villages situés généralement près des anciens, reliés par des routes, gardaient des communications entre les familles, et se développaient normalement. Les fermes y étaient généralement petites, puisque tout le travail s'exécutait à la main ou seulement avec des bœufs; l'outillage et les bâtiments demeuraient rudimentaires. La vie y était pauvre et précaire, mais sans misère, grâce aux ressources complémentaires des champs, de la forêt et des rivières ou de la mer. En quelques endroits, où des industries, carrières ou chantiers maritimes, fournissaient des emplois rémunérés en argent, régnait une relative aisance.

Ces vieux centres connurent cependant très vite deux fléaux: la surpopulation et l'émigration. Comme les terres libres devenaient plus rares, et que la population continuait d'augmenter, les fermes ne suffisaient plus à la subsistance des familles nombreuses. C'était la famine et l'étouffement. Le curé de Rustico, l'abbé Belcourt,

voit par exemple de la fenêtre de son prébytère une ferme de 100 arpents qui a été divisée autrefois par un Acadien entre ses 4 garçons. "Pour ramener les terres à des proportions convenables, il faudrait que la moitié émigre."¹¹ En fait, beaucoup de jeunes Acadiens connaissaient alors la tentation de l'émigration, soit vers les villes voisines qui leur offraient du travail, soit vers Boston et les autres villes de Nouvelle-Angleterre, avec lesquelles les provinces Maritimes entretenaient alors un abondant commerce.

B. - Le mouvement de colonisation.

L'espace vital manquait particulièrement à l'Île du Prince-Edouard; non pas que le territoire y fût complètement occupé, mais parce qu'il appartenait à de grands propriétaires, les uns absents, les autres intractables. L'abbé Belcourt* organisa alors, avec le concours de Mgr Sweeny, une opération d'émigration groupée, vers des terres plus accueillantes. Le Nouveau-Brunswick avait passé en 1849 un "Labour Act", par lequel un colon n'avait qu'à payer les frais d'arpentage, et contribuer pour \$30.00 de travail à la construction des chemins, afin d'obtenir le titre définitif d'une concession. Une cinquantaine de

11. Lettre à Rameau de Saint-Père, 3 décembre 1861; aux Archives de l'Université de Moncton.

* Voir Biog. de l'abbé Belcourt, du Ch. de la Vie religieuse, p.

familles de Rustico allèrent s'établir en amont de la rivière de Bouctouche, bientôt suivies par de nombreuses familles de Memramcook. L'abbé Belcourt, en 1861, dirigea une exode semblable, d'environ 300 personnes, vers la vallée de la Matapedia. Le Nouveau-Brunswick vota en 1868 une nouvelle loi des terres, le "Free Grants Act" par lequel les colons obtenaient 100 acres gratuitement, mais ne pouvaient y couper de bois pendant les trois premières années. Cette loi cependant n'abrogeait pas celle de 1849, et les colons pouvaient se prévaloir de l'une ou de l'autre.

Le mouvement de colonisation reprit vers 1871, favorisé par la construction de l'Intercolonial. L'abbé M.F. Richard, curé de Saint-Louis, ouvrit en cette année les missions d'Acadieville et de Rogersville. Les Conventions nationales apportèrent, après 1881, un nouvel essor au mouvement. Devant le surpeuplement des paroisses, la pauvreté et le flot d'émigration vers la Nouvelle-Angleterre, il apparut aux chefs acadiens que le seul résidait dans l'ouverture de nouvelles terres vers l'intérieur, dans les immenses domaines de la Couronne. A la première Convention, l'abbé Richard déclarait: "L'Acadie n'a d'autre avenir que dans l'agriculture".¹ La Commission de colonisation décida la fondation d'une "Société de colonisation".

1. Conventions nationales des Acadiens, Shedéac 1907, p. 124.

Mais les nouvelles colonies n'avaient pas la vie facile. En 1885, de mauvaises récoltes et la mévente du bois amenèrent la famine et les colons se voyaient menacés de mourir de faim. L'abbé Richard lança un appel public, qui rapporta quelques centaines de dollars, et emprunta personnellement \$3,500 pour distribuer aux familles. Il eut à lutter constamment contre la mauvaise volonté des arpenteurs et la rapacité des marchands de bois. Ces villages finirent cependant par s'organiser et par suffire à leurs besoins.¹ Vers la même époque (1885) se constituait une Compagnie, la Restigouche and Victoria Colonization Railway, pour réunir Campbellton à Grand-Sault par voie ferrée. Cette société, après plusieurs avatars, acheva la construction de cette ligne entre 1910 et 1915. Elle permit d'ouvrir à la colonisation une nouvelle région de l'intérieur et provoqua la création de quelques établissements. Autour de Campbellton et sur la rivière Restigouche des camps de bûcherons se formaient, puis devenaient de petites agglomérations mi-rurales, mi-forestières, et enfin des paroisses. L'abbé Arthur Melanson, vicaire à Campbellton, visitait ces chantiers; devenu curé de Balmoral, il desservait plusieurs colonies nouvelles, dont Saint-Quentin, Val d'Amour, Kedgwick et plusieurs autres, qui par la suite devinrent des paroisses. Il publia même deux ouvrages

1. Voir: Bernard, Hist. de la Survivance acadienne, p.156-160, et Gildas, Fr. M., Mgr M.-F. Richard, sa vie et ses œuvres, Moncton 1940, p. 72-seq.

Pour la terre et Retour à la terre, afin d'encourager la colonisation. L'expansion acadienne suivait ainsi une méthode d'essimage naturel, qui amena la naissance d'une vingtaine de nouveaux villages, entre 1867 et 1914, dans les comtés de Kent, Restigouche et Gloucester. La colonisation semblait à tous le seul moyen d'enrayer l'émigration et de développer la province. Vers 1913-14, le gouvernement du Nouveau-Brunswick racheta les terres concédées au N.B Railroad, et les offrit aux colons à \$1.00 l'acre. Même après la deuxième guerre mondiale, il y eut encore des essais de colonisation, par exemple à la Dauversière, mais qui donnèrent peu de résultats. Les pseudo-colons occupaient le bois ... puis s'en allaient!

On s'est finalement rendu compte qu'il ne servait à rien d'orienter les jeunes gens vers la terre, quand l'agriculture ne suffisait pas à faire vivre ses adeptes et que même les anciens fermiers se décourageaient et abandonnaient leurs terres. La colonisation s'est d'ailleurs souvent faite au hasard, dans des régions aux terres pauvres, sans étude préalable des sols,¹ et sans assistance suffisante aux colons.

1. L'étude systématique des sols au N.-B. a commencé en 1940.

La colonisation a pu rendre service pour garder à la province une partie de sa population mais une grande partie de cet effort a été tragiquement perdu, parce que les dirigeants n'ont pas suffisamment observé l'évolution qui se dessinait dans l'agriculture et le progrès incoercible de l'industrialisation. Chez les Acadiens (comme chez les Canadiens français), cette erreur fut renforcée et prolongée par un attachement vraiment mystique à la vie rurale et à l'agriculture, comme protectrices de la famille, de la moralité et de la vie nationale.

C. - La situation actuelle, dans l'agriculture

L'agriculture dans les Provinces Maritimes a eu, depuis 1881 (première année où les statistiques sont disponibles), des prix plus élevés et un revenu plus bas que l'agriculture des autres provinces du Canada. Les fermes sont ordinairement plus petites, ont moins de valeur et produisent un revenu beaucoup plus bas.¹

Tableau 4.4 - Dimension et revenu des fermes, Provinces Maritimes et Canada, 1961

Provenance: Prince County Development Plan, Tableau 1.

<u>Province</u>	<u>Dimension moyenne d'une ferme</u>	<u>Revenu moyen d'une ferme</u>
Ile du Prince Edouard	78.9 acres	\$3,200
Nouvelle-Ecosse	39.8 acres	\$3,400
Nouveau-Brunswick	62.5 acres	\$3,220
Canada	215.0 acres	\$6,070

1. The Maritime Provinces in Their Relation to the National Economy of Canada, pp. 44-47.

Au Nouveau-Brunswick, la seule province pour laquelle il est possible de faire des comparaisons, les fermes des territoires français tendent à être plus petites, ont moins de valeur et le produit de leurs ventes est plus bas que dans les fermes situées dans les comtés anglais. Seul le comté de Victoria, grâce à la culture intensive de la pomme de terre, possède des fermes valant, en moyenne, plus de \$19,000 et se classe en première place au Nouveau-Brunswick.¹

Tableau 4.5 - Dimension et valeur des fermes Nouveau-Brunswick, 1961

Provenance : Recensement du Canada, 1961.

<u>Territoire</u>	<u>Dimension moyenne d'une ferme</u>	<u>Revenu moyen</u>	<u>Fermes à petite dimension, % du total des fermes</u>
Français	153 acres	\$10,100	68%
Mixte	180 acres	\$14,670	47.8%
Anglais	210 acres	\$12,500	45.4%

Des prix de production élevés, l'infertilité du sol, la faible étendue, et le manque de machinerie, ont contribué à la ruine de l'agriculture dans les Provinces Maritimes. La production de presque tous les produits agricoles ne suffit pas à rencontrer la demande locale;

1. Recensement du Canada, 1961.

pommes, boeuf, oeufs et fromage doivent être importés.¹ En fait, la faible productivité est le problème le plus important en ce qui concerne l'agriculture des Provinces Maritimes, si on exclut la production de pommes de terre. Le conservatisme de tous les fermiers des Provinces Maritimes a été très fort, et particulièrement dans les régions de l'Acadie.

Les fermiers refusent les changements de culture et de méthodes, et acceptent avec résignation, si ce n'est avec tranquilité d'esprit, des revenus moindres.

Un manque important d'agronomes a probablement contribué à la lenteur du développement de l'agriculture dans les territoires acadiens, même en admettant que l'agronome devait lutter contre l'inertie découlant de la nonchalance et de l'ignorance. En 1936, un des premiers agronomes acadiens, Alexandre J. Boudreau, cite dans L'Evangéline: "On cultive comme au 18e siècle, on pêche comme au 18ème siècle, on voudrait vivre comme en 1936."² M. Boudreau plaida pour la modernisation des pratiques agricoles. En 1965, trente-deux agronomes acadiens participèrent, d'une façon active,

1. New Brunswick. Department of Agriculture. Annual Reports. (various years).

2. L'Evangéline, 16 juillet 1936.

aux travaux agricoles au Nouveau-Brunswick. La plupart étaient diplômés du collège d'agriculture de Ste-Anne de la Pocatière. Ils travaillèrent avec beaucoup de bonne volonté dans le but d'améliorer l'agriculture acadienne.

Un autre moyen d'amélioration réside dans les Caisse populaires et les coopératives. En 1965, quatre-vingt-huit coopératives fonctionnaient au Nouveau-Brunswick, dont quarante-huit étaient acadiennes ou bilingues. Des vingt-neuf coopératives qui ont abandonné leur charte, dix-neuf étaient acadiennes ou bilingues. Par conséquent, les coopératives acadiennes, représentant 57% du total, ont fourni 66% des échecs.¹ Ce taux disproportionné des faillites fut probablement dû à une mauvaise administration. La situation s'est améliorée depuis quelques années, et aucune coopérative acadienne n'a cessé de fonctionner depuis 1962. Environ 5,500 personnes sont membres des magasins coopératifs acadiens, coopératives de pêcheurs, coopératives de fermiers et coopératives d'insémination artificielle.²

La première Caisse populaire acadienne fut fondée en 1916 au Village Richibuctou.³ Depuis 1936, quatre-vingt-treize Caisse populaires ont été formées avec un total de 75,166 membres et un avoir dépassant 18 millions de dollars.⁴

1. Renseignement fourni par M. P.A. Daigle, Inspecteur des Associations Coopératives, Fredericton.
2. Associations Coopératives, Nouveau-Brunswick, 1963-1964. Passim.
3. L'Évangélise, XVII, 10 (Sept. 6, 1916), p. 1
4. La Fédération des Caisse Populaires Acadiennes Limitée. Rapport Annuel, 1964.

Les Caisses populaires et les coopératives, en plus de fournir des avantages nombreux à leurs membres, donnent un entraînement de valeur pour la pratique et l'administration des affaires. L'Acadien individualiste apprend enfin la valeur de la coopération pour le bien commun, apprend également peu à peu les principes de l'entraide mutuelle, en vue d'un but commun.

L'espoir le plus prometteur pour l'agriculture acadienne est l'intérêt largement répandu pour les programmes de l'ARDA auxquels nous avons fait référence plus haut dans ce chapitre. Le projet-pilote ARDA pour le Nouveau-Brunswick s'étend au Comté entier de Gloucester, à une partie de Restigouche, et à la paroisse acadienne de Alnwick dans le comté de Northumberland. Il semble probable que les résultats et les recommandations de ce projet-pilote seront appliqués également aux autres régions acadiennes du Nouveau-Brunswick. Dans l'Île du Prince-Edouard, le projet Comté de Prince comprend environ les deux-tiers de la population acadienne de la province. Dans les projets ARDA, l'accent portant sur l'initiative privée, cela forcera la participation des populations locales lesquelles, dans le passé, se sont montrées nonchalantes, si ce n'est rebelles au changement et au progrès.

Il ne faut pas trop attendre de l'ARDA, cependant. Si les études-pilotes démontrent que les possibilités de développement rural sont insuffisantes, d'autres moyens devront être découverts afin d'améliorer les conditions de vie de la population rurale acadienne. Certaines conclusions provisoires du rapport, concernant le comté de Gloucester, émettent la suggestion que le potentiel agricole de cette région est extrêmement limité.¹ Par conséquent, le seul moyen de réhabilitation de cette région (et, par extension, des autres régions du Nouveau-Brunswick) sera de découvrir d'autres emplois et de fournir plus d'instruction à cette population sous-éduquée et sous-employée.

2.2 Pêcheries

Dans l'étude statistique intitulée The Maritime Provinces in their Relation to the National Economy of Canada, on peut noter cette affirmation:

"En raison de ses avantages naturels, l'industrie des pêcheries a été et est encore aujourd'hui l'un des piliers de l'économie des Provinces Maritimes."²

Cette étude retrace l'histoire de la pêche aux Maritimes depuis 1871 jusqu'à 1946. Elle montre une croissance inégale jusqu'à 1914; une augmentation rapide dans la

1. Whalen, Hugh J. et al. "A Study of the North Shore Region of New Brunswick", pp. 128-130.

2. The Maritime Provinces in Their Relation to the National Economy of Canada, p. 55.

quantité des produits pendant la première guerre mondiale; une redescente dans les années 1920 et 1930; enfin de 1940 à 1946, une amélioration constante.

En 1928, une Commission royale d'enquête étudiait l'industrie des pêcheries dans les Provinces Maritimes et les Iles-de-la-Madeleine. Elle recherchait les causes de la diminution dans la pêche du homard et des huîtres, et aussi les effets des chalutiers à vapeur dans l'industrie des pêcheries. La Commission en vint à conclure que la pêche illégale, la capture des femelles et du petit homard, avaient amené une diminution marquée dans les prises, surtout entre 1920 et 1926.¹ On remarquait aussi une diminution de la pêche d'huîtres, mais à cette époque, la cause en était inconnue. Les enquêteurs recommandaient une réglementation de la pêche, l'encouragement des co-opératives et la restriction ou la prohibition des chalutiers.¹

Il y eut désaccord entre le président de la Commission et les recommandations des autres membres. Le président présenta un rapport minoritaire dans lequel il s'opposait fortement à l'usage des chalutiers à vapeur, mais ne

1. Report of the Royal Commission Investigating the Fisheries of the Maritime Provinces and the Magdalen Islands (MacLean Commission), p. 12-13 et 102.

recommandait pas que l'accès aux ports canadiens fût interdit aux chalutiers étrangers. Le problème principal résultait du rendement des chalutiers à vapeur; le poids de leur pêche en une journée dépassait celle du simple pêcheur pour toute une saison. En conséquence, celui-ci était contraint d'abandonner son métier par suite de la réduction des prix déjà très bas, et de l'abondance du poisson sur le marché.¹

La première coopérative de pêcheurs venait d'être fondée à Tignish, sur l'Île-du-Prince-Edouard. Les enquêteurs purent remarquer que déjà la coopérative payait aux pêcheurs deux sous la livre de plus que le marché courant. Ils recommandèrent que les coopératives soient favorisées partout dans les Provinces Maritimes.²

Le rapport de l'enquête produisit un double résultat. D'abord les chalutiers à vapeur disparurent peu à peu des flottes de pêche à partir de 1929. Ensuite un organisateur de coopératives, aux frais du gouvernement fédéral, se mit à l'œuvre pour fonder des coopératives à travers les Maritimes.³ Vers 1930, la Coopérative des Pêcheurs-

1. MacNeil, Ronald J. United Maritime Fishermen, p. 11 et 23.

2. Report of Royal Commission Investigating the Fisheries, p. 81.

3. The Commercial Fisheries of Canada, p. 6.

Unis était fondée à Halifax, et deux plus petites coopératives dans les régions acadiennes du Nouveau-Brunswick, à Shemogue et Barachois. En 1931 fut établie à Havre-Boucher, N.-E. une coopérative de mise en conserve, où "Ecossais, Irlandais, Français; protestants et catholiques s'unirent pour fournir le matériel et éléver les constructions."

Mais pendant les années de 1930, la dépression économique se refléta sur le prix du poisson. D'un indice de 100 en 1926, il tombait à 71.9 en 1938. En 1933 le prix en gros de l'aiglefin frais dépassait à peine 4 sous la livre; la même année, le filet de morue fumée se vendait en gros à 7.7 sous la livre. En dépit de ces bas prix, il y eut une augmentation du nombre des pêcheurs aux Maritimes de 1933 à 1939; l'émigration avait presque cessé, et le revenu terriblement bas de la pêche ajoutait pourtant un complément à la nourriture qu'elle apportait. Le poisson des Provinces Maritimes nourrissait la famille du pêcheur, les colons dans la misère sur leurs terres et les cultivateurs victimes de la sécheresse en Saskatchewan. En 1932, les pêcheries des Maritimes représentaient sur le marché 40% de la valeur totale de l'industrie canadienne des pêcheries. Elles fournissaient pratiquement tout le homard, la sardine, la morue, la merluche, l'éperlan, les pétoncles et les huîtres pêchées au Canada.

Pendant que les pêcheries progressaient sur la côte du Pacifique, la pêche sur l'Atlantique végéta jusqu'en 1939. La lenteur dans le développement des pêcheries aux Maritimes est due à plusieurs facteurs combinés: absence d'un gros marché assez rapproché, faiblesse du capital investi, opposition à la modernisation. Pendant la période de guerre et les années qui suivirent, des améliorations notables se produisirent sur bien des plans dans les pêcheries aux Maritimes: usage de chalutiers modernes, introduction de nouvelles méthodes pour le traitement du poisson (mise en filet, congélation), mécanisation, etc.

Pourtant il restait certains problèmes à résoudre. Après avoir été décimée par la "maladie de Malpèque", la pêche aux huîtres avait enregistré un léger progrès sur l'Île-du-Prince-Edouard, où les survivantes de l'épidémie représentaient un élément résistant de reproduction. Quant à la pêche du homard, l'on estimait en 1957 que la prise annuelle correspondait aux deux tiers de la pêche possible du homard de grosseur légale, et par conséquent les chances d'une augmentation en ce domaine étaient faibles.¹ D'autres espèces de poissons et de crustacés

1. The Commercial Fisheries of Canada, p. 24-25.

indiquaient une hausse probable pour la période entre 1957 et 1980, mais l'aiglefin, comme le homard, était probablement trop pêché. On rapportait que la pêche à l'aloise pourrait être entravée par la population et la baisse de température des eaux.

Dans les Provinces Maritimes, la pêche a été dans le passé une occupation à temps partiel. Cette constatation se vérifie particulièrement dans les régions acadiennes du Nouveau-Brunswick. Là, il a été possible au cultivateur de quitter ses champs pour entreprendre de brèves journées de pêche dans son propre bateau assez peu coûteux. C'est ainsi que Whalen n'a repéré que trois pêcheurs à plein temps sur les 2,140 que compte la région ARDA (Gloucester et en partie Restigouche et Northumberland).¹ Dans les paroisses du comté de Gloucester, on a estimé qu'à peine sept pour cent de la main-d'œuvre travaillait surtout aux pêcheries. Dans les régions acadiennes de la Nouvelle-Ecosse cependant, une plus grande proportion de la population est employée à la pêche: 8.9% dans le comté de Digby et 11.8% dans celui de Richmond. Par ailleurs dans le comté de Yarmouth, beaucoup plus urbanisé, on ne compte qu'un léger pourcentage de la main-d'œuvre dans les pêcheries, probablement moins d'un pour cent.²

1. Whalen, Hugh. "A Preliminary Study", p. 57.

2. Nova Scotia Department of Trade and Industry, County Surveys (Digby, Richmond, Yarmouth).

Nombre de pêcheurs, pour certaines régions
des Provinces Atlantiques

à plein à temps occasionnel
 temps partiel

Ile du Prince-Edouard

Comté de Prince	1	1,334	278
-----------------	---	-------	-----

Nouvelle-Ecosse

Comtés de Digby	280	244	220
" de Richmond	34	176	370
" de Yarmouth	246	781	385

Nouveau-Brunswick

Région ARDA	3	1,034	1,093
(Nord de la province)			

Sources: Prince County Development Plan;

Nova Scotia County Surveys (Digby, Richmond, Yarmouth)

Preliminary Report on ARDA. Pilot Project.

Dans la plupart de ces régions, le homard est la prise la plus rémunératrice. Elle constitue plus de la moitié de la valeur des pêcheries dans la zone ARDA au N.-B., dans le comté de Yarmouth, N.-E., dans celui de Prince, I.-P.-E. Dans celui de Digby, la valeur des pétoncles dépassait celle du homard et leur valeur combinée montait à plus de la moitié de la valeur totale des produits de la mer dans le comté.

En fait de prévisions pour l'avenir, il apparaît probable que le nombre de pêcheurs à temps partiel diminuera à mesure que les entreprises de pêche, petites et inefficaces, seront remplacées par des moyens plus amples et plus économiques pour de plus longues tournées en mer. Le succès de la pêche du homard dépendra d'une pêche moins intense et d'un respect plus strict des règlements sur la grosseur du homard et du rejet de ceux qui portent des œufs.

Dans l'industrie du traitement du poisson, l'expansion a été rapide depuis la seconde guerre mondiale. Dans la zone ARDA du N.-B., les grosses entreprises du poisson embauchent environ mille travailleurs saisonniers et quarante-cinq plus petites entreprises, un nombre variable d'employés.¹ En Nouvelle-Ecosse, les établissements du comté de Digby pour le traitement du poisson comptaient pour plus de la moitié dans la production industrielle de ce comté. Les quatre établissements analogues pour le comté de Richmond sont installés sur l'Île Madame; les statistiques qui les concernent ne sont pas disponibles. Pour le comté de Yarmouth, quinze entreprises produisent pour un peu plus du quart de la valeur en produits manufacturés dans le comté.²

1. Whalen "A Study of the North Shore Region of New Brunswick", p. 68.

2. Nova Scotia County Surveys.

En résumé, disons que les pêcheries fournissent un emploi saisonnier appréciable dans les régions acadiennes des Provinces Maritimes. La pêche la plus rémunératrice, celle du homard, est menacée d'un déclin à moins que des mesures énergiques ne soient prises pour garantir un rendement constant. L'instruction des pêcheurs et une diversification de la pêche, surtout en rapport avec les produits du poisson traité, sont une nécessité, si l'on veut voir les pêcheries prospérer. Sur l'Île du Prince-Edouard, le degré d'instruction des pêcheurs est, à ce que l'on a constaté, bien inférieur à la moyenne d'instruction des autres travailleurs. Quatre-vingt pour cent des pêcheurs n'y ont fréquenté que l'école élémentaire.¹ Le revenu personnel de la pêche est bas: la moyenne par pêcheur est à peine de \$1,250 au Nouveau-Brunswick, et de \$1,300 à l'Île du Prince-Edouard. Un apprentissage en pêcheries s'impose pour permettre de profiter de la pêche en haute mer avec l'utilisation d'un nouvel équipement. L'Ecole des Pêcheries du N.-B. établie à Caraquet, comté de Gloucester, donne un tel cours complet pour les jeunes pêcheurs et par là fournit une occasion qui manque encore dans les autres centres acadiens des Provinces Maritimes.

1. Prince County Development Plan, Physical Aspects, p. 208.

2.3 La Forêt et le Bois

L'industrie du bois a joué un rôle extrêmement important dans l'histoire du Nouveau-Brunswick, mais un peu moindre sur l'Île du Prince-Edouard. Là, depuis les tout premiers établissements, l'agriculture a constitué l'activité économique la plus importante. La Nouvelle-Ecosse, pour sa part, où les manufactures et les mines ont apporté leur supplément à l'agriculture, a été moins dépendante de ses ressources forestières maintenant limitées. Au N.-B. l'industrie du navire en bois, au siècle dernier, a beaucoup exigé des forêts de la province; au siècle présent, la production de la pulpe et du papier a fourni un marché constant pour les produits du bois. Les grands seigneurs forestiers ont cédé la place à de grandes corporations. Mais ni les uns ni les autres n'ont beaucoup pensé à leurs employés et à la province qui procurait leur richesse. En 1885 Mgr Richard se plaignait que des influences politiques liées aux intérêts sur les terres boisées, retardaient l'attribution de terres aux colons.

Dans les années de 1930, l'Evangéline rapportait les souffrances des bûcherons acadiens aux mains des compagnies. Trente ans plus tard, des mémoires soumis à une Commission royale provinciale sur les produits forestiers primaires décrivaient certaines pratiques des grosses entreprises

d'exploitation pratiques destinées à leur profiter aux dépens des travailleurs et des propriétaires de terrains. Parce que les grosses compagnies de pulpe et de papier avaient la main-mise sur la plupart des terres de la Couronne (43% de la surface boisée de la province), elles étaient, aux termes mêmes de l'enquêteur, en même temps les principaux acheteurs et les plus gros producteurs:

Pour mieux décrire cette situation, il faudrait la qualifier de situation de puissance plutôt que de concurrence, et du côté des prix, elle tournait au bénéfice des compagnies plutôt qu'à celui des petits producteurs.¹

Au N.-B., le prix du bois de construction et de pulpe avait été beaucoup plus bas qu'au Québec et en Ontario. Malgré cela, le revenu de leurs ventes constituait une proportion bien plus grande du revenu total du cultivateur qu'ailleurs au Canada. Poussé par le besoin, le cultivateur était porté à entamer avec excès son terrain boisé et à négliger les mesures de conservation de la forêt. Il acceptait des prix très bas pour son bois; ces prix, au dire de la Commission royale, étaient fixés par quelques compagnies agissant en collaboration.

1. Report of the Royal Commission on Primary Forest Products in New Brunswick, p. 51.

En 1964, la situation était moins grave que trente ans auparavant, alors que le cultivateur et le bûcheron à temps partiel étaient exploités sans merci par les grandes compagnies. En 1932, l'Evangéline rapporta que l'une des plus grosses compagnies allait acheter le bois des cultivateurs des régions de la Tobique, de Miramichi et de la Baie-des-Chaleurs. Le rédacteur terminait par ce voeu:

"En tous les cas, espérons que la compagnie paiera à ceux dont elle achètera, un prix raisonnable de leur bois." (24 août 1932, p. 3).

Les employés des compagnies étaient misérablement payés. Sur leur salaire d'environ un dollar par jour, les bûcherons avaient à remettre entre soixante et soixante-quinze sous pour le logement. L'équipement (les haches, manches de haches, bottes de caoutchouc) s'achetaient à la compagnie pour des prix exorbitants. Le bûcheron ne pouvait arriver à un salaire net de cinq dollars par mois. Le rédacteur, adepte habituel d'une doctrine de laisser-faire, disait en conclusion: "Le gouvernement doit intervenir, mener une enquête, trouver les moyens de faire cesser ces abus." (30 novembre 1933, p. 3.).

Dans les numéros suivants, un prêtre et un médecin adressaient des lettres au journal pour demander une hausse des salaires pour les bûcherons (22 février et 1 mars 1934). Le 22 mars 1934, le journal annonçait la création d'une "Commission pour les Opérations Forestières du N.-B." pour régler les relations employeur-travailleurs. Moins d'un mois plus tard, le salaire minimum était fixé à un dollar par jour avec le logement ou pour le travail à la pièce, deux dollars la corde de bois écorcé, et le logement ne devait pas dépasser cinquante sous par jour.¹

Les grosses compagnies continuèrent à dominer dans l'industrie du N.-B., presque sans l'opposition de syndicats ou de coopératives de production. Elles profitaient de la province comme elles profitaient des terres de la Couronne et ruinaient presque toutes les petites entreprises. L'enquêteur rapporta que certaines, comme générées de leur puissance, avaient paternellement encouragé la formation de coopératives chez les petits propriétaires, mais sans grand succès. Il est curieux de remarquer que presque toutes les compagnies de la pulpe et du papier tirent leur origine du N.-B., bien que le capital puisse venir d'ailleurs. Une exception majeure est la N.-B. International

1. L'Evangéline, 19 avril 1934, p. 1. Les abus dans l'industrie forestière furent l'objet de débats en Chambre, à cette époque. Voir Synoptic Report, 1934, p. 22, 23, 40.

Paper Company, une filiale à part entière de l'International Paper Company de New York. Les compagnies plus petites, menacées d'extinction, ont leurs propriétaires au N.-B., parfois des Acadiens. L'enquête sur la zone ARDA a signalé trois compagnies de nom français et une d'origine bilingue: Telesphore Forbes.¹

Il a été avancé, sans doute avec raison, que les personnes d'origine française (Canadiens français ou Acadiens) ont peu de chances de promotion dans les grosses compagnies qui contrôlent l'industrie forestière du N.-B. Néanmoins l'industrie a été la source principale d'emploi dans les régions acadiennes du N.-B. jusqu'à ce que le marché américain fût fermé au bois canadien par le Hawley-Smoot Tariff de 1930 et le United States Revenue Act en 1932. Aujourd'hui, la valeur de l'industrie forestière pour la population acadienne réside dans la constitution d'un marché pour le bois venant de terrains boisés sur les fermes, et aussi dans un certain nombre d'emplois dans les forêts. Il semble que la mécanisation croissante et le transport par camions pendant toute l'année, au lieu de la drave saisonnière, contribueront à faire diminuer le besoin de bûcherons, qui sont déjà trop nombreux pour les emplois disponibles.²

1. Whalen, A Study of the North Shore Region of New Brunswick, p. 65.

2. Ibid., p. 49.

Si l'on veut que les terres boisées des cultivateurs continuent à être une source de revenu pour l'Acadien, il faudra instaurer des mesures de conservation de la forêt en vue de la production future. Des coopératives de producteurs et des syndicats de crédit permettraient au petit propriétaire de garder son bois plutôt que de le vendre au bas prix quand il a un besoin immédiat d'argent.

Une nuance de polémique apparaît dans le mémoire présenté à la Commission royale pour les Produits Forestiers Primaires, mémoire présenté par les Forge and Acadian Federations of Northern N.B.; ce ton de polémique arrive un peu tard:

"Les problèmes sociaux et économiques connexes à l'insuffisance des salaires et à l'insuffisance des prix de la pulpe, ces problèmes ne peuvent être laissés à la solution de l'industrie. Elle a vécu pendant des décennies avec ces problèmes sans donner aucun signe d'en être consciente. Les robots profit ne répondent pas aux aspirations vers un vrai bonheur humain, mais aux intérêts impitoyables de l'avidité. Peut-on vraiment espérer que l'industrie accepte de collaborer avec les producteurs pour rechercher une solution aux problèmes qu'elle seule (ou avec le gouvernement) a créés? Non...! Que nos législateurs se mettent plutôt en prière pour demander avec le poète: "Seigneur, donnez-nous la volonté et de la substance à notre vague dessein: de l'action! de l'action!"¹

1. Mémoire à la Royal Commission on Primary Forest Products, pp. 3-5.

2.4 Mines

Malgré son importance dans certaines régions des Provinces Maritimes (comme au Cap-Breton et à Minto), l'industrie minière, jusqu'à assez récemment, n'a eu qu'une faible importance pour les régions acadiennes des Maritimes. Un certain nombre d'Acadiens se sont installés dans la région de Sydney et Glace Bay au Cap-Breton, et dans celle de Minto au N.-B. pour travailler aux mines de charbon, mais leur nombre y est encore restreint¹. En plus du charbon, les produits commerciaux des mines en N.-E. et au N.-B. n'étaient, jusqu'en 1945, que l'or, le gypse, l'argile, le sable et le gravier. Cette année-là, les mines contribuèrent pour 13% de la valeur nette de la production en Nouvelle-Ecosse et 3% au N.-B.²

Depuis 1945, deux développements très importants se sont produits dans les régions acadiennes du N.-B. Le premier, commencé en 1942, a été l'établissement d'une industrie de la tourbe dans le comté de Gloucester. Cette industrie a connu un développement rapide après 1945 et, en 1963, quelque 15,000 acres de terre produisaient activement

1. Près de 38% des ouvriers dans la région de Minto sont d'origine française; proportion beaucoup plus forte que les comtés de Sudbury et Queens dans lesquels Minto est situé. The Grand Lake Coal Basin Area, p. 49.

2. The Maritime Provinces in their Relation of the National Economy..., p. 81.

la tourbe. Cette tourbe fibreuse, qui sert surtout de régulateur du sol, requiert actuellement beaucoup de main-d'œuvre, pour la récolte et le séchage. L'industrie procure de l'emploi à un grand nombre de travailleurs des environs de Pokemouche, Inkerman, Lamèque, Shippegan et Masionette¹. L'usage de la tourbe a été retardé par le coût excessif du produit. A cette situation, l'on pourrait remédier si le gouvernement provincial voulait mettre à part des terrains de tourbe qui appartiennent à la Couronne, pour l'usage des cultivateurs voisins. L'on pourrait constituer une coopérative pour la récolte et le séchage de la tourbe, qui serait alors mise à la disposition des cultivateurs pour l'enrichissement du sol, à un prix réduit.

Le second développement minier dans la région de Gloucester a été la découverte de vastes dépôts de métaux de base, entre 1952 et 1957. Les principaux étaient le plomb, le zinc et divers sulfures. Même si la demande de métaux de base a diminué sur le marché mondial et, par suite, coupé court aux prospections en 1957, il est probable qu'un important développement minier et chimique va se produire dans la région. Un concentré de minerai

1. Whalen, A Study....., pp. 58-59. La valeur de la production de tourbe en 1964 fut près d'un million de dollars.

est apporté à Heath Steele (comté de Northumberland), en provenance de la Consolidated Mining and Smelting Wedge. La Brunswick Mining and Smelting Corporation and Key Anacon a projeté la construction d'une fonderie à Brunswick no 6 (Gloucester) et d'un concentrateur au Cap de Belledune, à trente-trois milles de là.

Les derniers chiffres que nous possédons datent de 1964. La production de métal de base au N.-B. s'évaluait à plus de trente millions de dollars, ce qui représente trois-cinquièmes de la production minière totale de la Province. L'expansion rapide des opérations de forage, de fonderie et de concentration a fourni un grand nombre d'emplois dans la région de Gloucester. Ainsi Brunswick Mining and Smelting a employé, en 1965, 495 ouvriers, dont 327 originaires de Gloucester. En 1963, Whalen a prédit que presque le quart des nouveaux emplois ne pourrait être assumé que par des ouvriers d'en-dehors de la zone ARDA. Sa prédiction, en substance, s'est vérifiée; le manque d'instruction et d'entraînement professionnel empêchent la jeunesse acadienne d'accéder aux positions hautement qualifiées et rémunératrices de l'industrie moderne.

Un autre développement récent, le Parc Industriel de Westmorland, a été commencé par la N.B. Development Corporation au Cap Dorchester, comté de Westmorland. Ce complexe chimique, officiellement inauguré en 1964, est destiné à produire des engrais et d'autres produits chimiques pour l'usage régional. Il semble que l'on devra encore amener d'en dehors de la région des ouvriers spécialisés; le manque grave d'instruction technique chez les Acadiens les empêchera de bénéficier pleinement des positions offertes par les nouvelles usines.

2.5 Industrie secondaire et autres occupations

Puisque nous avons discuté dans les chapitres précédents du traitement du poisson, du bois et des produits miniers, ces aspects de l'industrie secondaire n'entreront pas dans le présent chapitre. Il existe d'autres formes d'industrie secondaire: le traitement des produits de consommation dans les laiteries, dans les établissements pour les nourritures congelées, pour la mise en conserve du homard et les produits dérivés de la pomme de terre. Ce sont là des aspects importants de l'économie des Maritimes mais la participation des Acadiens y a été faible. Les grosses maisons de produits laitiers et les grosses boulangeries, celles qui produisent le pain, le beurre, le fromage, la crème et

la crème glacée pour répondre à une consommation hors de la région immédiate, sont toutes situées en des régions de langue anglaise des Maritimes. Par exemple, les principaux producteurs de "potatoe chips" sont installés dans le comté de Carleton, mais ils fournissent un marché pour les pommes de terre provenant des régions acadiennes des comtés de Victoria et Madawaska.

L'industrie acadienne a tendance à rester à l'échelle familiale. Par conséquent, les opérations sur une grande échelle qui sont nécessaires pour le succès de l'industrie secondaire ont été étrangères à la tradition acadienne. Ce fait a rendu difficile aux Acadiens l'accès aux grandes entreprises. Même les coopératives acadiennes sont petites. Elles devront s'associer pour s'assurer les bénéfices de larges opérations. Dans son étude sur la zone ARDA, Whalen cite plusieurs établissements qui congèlent les bléuets pour l'exportation. Il énumère aussi sept produits de consommation qui ne sont pas confectionnés dans la région (Loc.cit. p. 97).

Dans la zone ARDA, les petites entreprises pour la construction des bateaux satisfont aux besoins de la pêche intérieure. Une grosse firme, la Bathurst Marine Limited, emploie à peu près deux cents ouvriers. La compagnie Radio Engineering Limited, poussée à déménager du Québec à Dalhousie à cause des caractéristiques apparemment favorables de la main-d'œuvre "bon marché et satisfaite", emploie environ quatre cents ouvriers, surtout des femmes, à un salaire initial de soixante sous l'heure. La seule autre grosse manufacture dans la région est une usine de produits chimiques à Dalhousie, qui emploie moins de cent personnes. Toutes les autres manufactures dans la zone ARDA sont petites et Whalen énumère seize sortes de produits qui sont absents de la production régionale (Loc.cit., p. 69-70).

Il est probable que les découvertes de Whalen pour la zone ARDA comprenant Gloucester, Restigouche et Northumberland reflètent une situation analogue dans toutes les régions acadiennes du N.-B. et de l'Île-du-Prince-Edouard. Les unités d'industrie secondaire et de manufacture, quand elles atteignent une importance viable, sont contrôlées par des propriétaires de langue anglaise¹. Elles emploient quand même de la main-d'œuvre

1. Une exception remarquable est la prospère usine Melanson pour l'apprêt du poisson, à Cocagne.

acadienne. En général, ces industries secondaires souffrent de sous-développement aux Provinces Maritimes, et elles sont incapables de concurrence avec les industries plus puissantes et mieux protégées du centre du Canada.

Parmi les autres occupations, on peut inclure, pour le besoin de ce chapitre, les groupes suivants d'occupations: la construction, les transports, les communications, le commerce et les services (professionnels, publics, récréatifs, d'affaires, personnels). Le nombre de personnes dans ces occupations a très fortement grossi, surtout depuis la seconde guerre mondiale. Cependant, des changements intervenus dans la classification du recensement rendent les comparaisons difficiles, sinon impossibles.

Le Département du Travail du N.-B. a publié, en 1963, un rapport sur l'emploi en 1951 et 1961, et il formulait des prévisions pour 1971. Ces résultats apparaissent au tableau reproduit plus loin.

Les chiffres présentés dans ce tableau concernent la province en son entier, et ne représentent pas la répartition industrielle de la population dans les comtés acadiens. Dans ces comtés, en 1961, l'industrie primaire absorbait une proportion bien plus élevée de la population. Même là, cependant, un changement s'est produit entre 1951 et 1961 et il pourrait bien s'accélérer dans les dix années

suivantes. Comment la main-d'oeuvre, employée auparavant dans l'industrie primaire, va-t-elle s'adapter à une nouvelle situation où plus de soixante pour cent des positions disponibles sont dans les services? Comme l'étude le mentionne, les qualifications du travailleur désaffecté du secteur primaire ne sont pas celles qui sont exigées pour les services. Il est clair que s'impose une meilleure instruction et probablement une plus grande mobilité. Les diverses régions acadiennes des Maritimes démontrent en général un niveau d'instruction inférieur à celui des régions de langue anglaise. D'autre part, au moins jusqu'à récemment, les Acadiens ont paru moins mobiles. Ils éprouveront donc des difficultés à s'adapter à des changements de répartition industrielle et leur situation économique vis-à-vis la population de langue anglaise sera portée à se détériorer.

Dans le cas de plusieurs occupations, l'on peut comparer les proportions de celles qui sont propres aux personnes d'origine française et anglaise. La base utilisée pour cette comparaison est le nom de chaque personne dans cette occupation. Cette base n'est pas assurée d'une validité absolue, mais suffisante. puisque la classification du recensement selon l'origine ethnique est fondée sur la descendance par le père. Ainsi, sur les 460 médecins inscrits au registre médical du N.-B. comme engagés

dans la pratique active dans la Province, un cinquième exactement ont des noms d'origine française¹. La participation acadienne et canadienne-française à la profession de médecin au N.-B. est donc environ la moitié de celle que l'on attendrait, compte tenu d'une proportion de 39% de la population de la Province.

Les Comptes publics du Nouveau-Brunswick donnent les noms de tout le personnel employé dans le Service civil provincial. Les tableaux ci-après sont basés sur un relevé des noms français apparaissant sur cette liste, à l'exclusion des ministres et des employés des hopitaux provinciaux pour tuberculeux et aliénés mentaux. Ces tableaux montrent que les personnes d'origine française sont faiblement représentées dans tous les départements du Service civil et, dans la plupart des cas, leur proportion dans l'ensemble des salaires est plus bas que leur proportion d'emploi. Dans aucun groupe de salaires la proportion de personnes d'origine française n'atteint leur proportion de la population générale; elle est relativement plus faible dans les catégories de hauts salaires.

1. Register, Medial Council of New Brunswick, 1965.

Ces tableaux montrent une augmentation dans le nombre d'employés français, de 1953 à 1964, et une plus grande participation dans les emplois publics. Cependant, il semble bien que plusieurs ministères ou bien ne se sont pas souciés d'obtenir des employés de langue française, ou bien ont rencontré de la difficulté à en obtenir: soit parce que les Acadiens n'aiment pas résider dans la ville unilingue de Frederiction, soit à cause du petit nombre d'Acadiens bien préparés à remplir ces postes.¹

2.6 Institutions Economiques

A. - La Société L'Assomption

La plus ancienne, la plus grosse et la plus riche institution financière acadienne est la Société l'Assomption, fondée à Whaltham, Mass. en 1903. Elle n'a été précédée que de la Banque des Cultivateurs de Rustico, une petite "banque du peuple" qui a exercé son action sur l'Ile-du-Prince-Edouard, de 1864 à 1894.²

La Société l'Assomption était, à l'origine, une société d'assurances et une organisation fraternelle; elle se répandit rapidement dans tout le Nord de la

1. Voir: Thorburn, Politics in New Brunswick, pp. 160-161.

2. Croteau, The Farmers-Bank of Rustico: an Early People's Bank, p. 1.

Nouvelle-Angleterre et les régions acadiennes des Maritimes.

L'expansion fut si rapide que vers 1913-1914, quand la direction passa de Fitchburg à Moncton, elle comptait cent vingt-cinq succursales et environ six mille membres.

L'actif de la société qui ne montait qu'à \$13,606 en 1910, dépassait \$100,000 en 1920 et approchait de \$500,000 en 1931¹. Elle comptait en 1931 dix mille membres et gérait plus de quatre millions de dollars en assurances sur la vie et la santé.

Dès ses premières années, la société s'est chargée d'une "caisse écolière" dont les fonds servaient à payer l'instruction de "protégés" choisis parfois par examens et parfois tirés au sort. En 1914, les filles furent admises comme protégées; le nombre de jeunes assistés par la Caisse entre 1903 et 1964 atteignant 1,124 étudiants. Sur ce nombre, moins de cent sont devenus instituteurs et un nombre égal est entré dans des ordres religieux. Une seconde caisse, la Caisse Universitaire, fut fondée à la fin de 1958 pour assurer des prêts aux étudiants universitaires. De plus, quelque cinquante-cinq jeunes Acadiens

1. Léger, Les Grandes Lignes de l'Histoire de la Société L'Assomption, p. 240.

ont été envoyés à des collèges agricoles par suite de la fondation d'une Caisse Agricole en 1913.

Au cours des dernières années, le capital de la Société L'Assomption a augmenté de façon gigantesque: en 1964, son actif dépassait vingt-cinq millions de dollars. Elle comptait plus de 85,000 membres; l'assurance-vie s'élevait à un chiffre de \$166,649,000.¹

Au début de son histoire, la Société L'Assomption a supporté les œuvres d'Acadie: elle a prêté à la jeune paroisse L'Assomption \$17,000 pour construire une église à Moncton, en 1914. Cette somme égalait presque le total de son actif. Quelques années plus tard, elle recueillait des fonds pour acheter des terrains à Grand'Pré et pour remplir les termes d'un accord avec le Dominion Atlantic Railway en rapport avec ce site². Elle a continué à prêter à des églises et à des couvents et, depuis 1938, à des districts scolaires acadiens et elle a acheté des obligations d'hôpitaux.

Récemment, la société s'est engagée dans le domaine des hypothèques personnelles et a obtenu le contrôle d'une compagnie de financement, la Compagnie de Gestion Atlantique,

1. Renseignement communiqué, ainsi que plusieurs autres, par M. Euclide Daigle, de la Société L'Assomption.

2. L'Evangéline, 11 avril 1917 et 21 avril 1921.

et ses deux filiales, la Corporation de Finance Bonaccord Limitée, et Bonaccord Immeubles Limitée. Par ces activités, la société a apporté de l'assistance et de la stabilité aux régions acadiennes appauvries des Maritimes, une aide financière qu'elles ne pouvaient trouver nulle part ailleurs. Par suite du développement de la période 1962-1965, il est probable que la société va connaître une étape de consolidation avant de se lancer vers de nouveaux horizons.

B. - Les coopératives

En 1964, l'on comptait trente-sept coopératives acadiennes, mais la plupart étaient petites, d'une moyenne de 190 membres¹. Ce chiffre inclut les membres de vingt-huit magasins coopératifs. Leur situation financière n'était pas très bonne; ils empruntaient beaucoup, payaient donc beaucoup d'intérêt et voyaient par conséquent monter le coût de leur fonctionnement. Les comptes recevables, y compris les mauvaises dettes, étaient également élevés; assez élevés pour que le secrétaire adjoint de l'Union Coopérative Acadienne les décrive comme "un élément de risque assez grand pour la plupart de nos coopératives".¹

1. Léger, Martin. "La Situation de nos coopératives françaises en 1964".

La faiblesse de l'administration et de la gestion peut sans doute s'expliquer par un manque d'entraînement et d'expérience; on pourrait pallier à ce défaut par des cours spéciaux en économie, en finance et en gestion pour les directeurs et les employés des coopératives et par une surveillance provinciale plus attentive. Le manque de personnel qualifié au niveau de la direction, défaut commun dans toutes les affaires acadiennes, est particulièrement sensible dans le mouvement coopératif. L'insécurité et la lourde responsabilité de la direction y rendent les positions peu attrayantes pour les jeunes bien qualifiés.

C. - Les Caisses populaires

Le mouvement des Caisses populaires, équivalent français des Credit Unions, remonte à 1938. Il compte actuellement 73,204 membres, répartis en 73 caisses. Les caisses anglaises, au nombre de 112, ne comptent que 19,087 membres, mais le montant d'épargne par membre est nettement plus élevé dans les caisses anglaises. Onze des caisses les plus importantes au Nouveau-Brunswick sont des caisses acadiennes.¹ La Caisse Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, d'Edmundston, avait 3,034 membres en 1964. Ces chiffres montrent bien que cette forme

1. Rapport annuel du Registre des Caisses populaires du N.-B. pour 1964.

d'épargne et de crédit a reçu la faveur des Acadiens parce qu'elle répond à leurs besoins.

La Fédération des Caisses populaires a fondé, en ces dernières années, une Caisse centrale qui groupe et investit les dépôts des caisses locales, et fondé une compagnie d'assurance qui garantit la sécurité des prêts.

Malgré ces succès et l'organisation de plus en plus solide que prend la Fédération et malgré les services qu'ont rendus les caisses sur le plan local, il est évident que leur développement et leurs services demeurent limités par la pauvreté relative des membres. Le capital par membre demeure très bas, et la majeure partie des membres se servent des caisses beaucoup plus pour emprunter que pour prêter. Cette situation est probablement inévitable dans des régions pauvres. L'économie et les habitudes de bonne administration que tâchent d'inculquer les caisses finiront certainement par produire de bons résultats.

D. - Chambres de Commerce

Il existe à peu près quarante de ces Chambres dans les régions acadiennes des Provinces Maritimes; à l'exception de trois, toutes sont au N.-B. Elles constituent

un instrument de discussion des problèmes locaux et régionaux et soutiennent les efforts de corporations plus amples comme le Conseil Economique des Provinces Atlantiques et le Conseil pour le Développement Industriel du N.-B.

2.7 Conclusions

Les chapitres précédents ont décrit la participation acadienne sur les divers plans de la vie économique des Maritimes et suggéré des moyens pour activer cette participation. Le revenu des Acadiens a été bas en raison de sa dépendance de l'industrie primaire. Parce qu'ils sont handicapés par une faible instruction et un manque d'entraînement, les travailleurs acadiens ont touché des salaires inférieurs à la moyenne pour les provinces du N.-B. et de la N.-E. L'émigration des régions rurales des comtés français n'a pas résolu le problème des Acadiens plus pauvres et peu instruits qui y restent. Les potentialités agricoles et forestières des régions acadiennes des Provinces Maritimes sont limitées et, de plus, des taxes écrasantes découragent les initiatives privées dans ces domaines de l'entreprise.¹

1. Voir le Rapport Byrne.

Les causes de l'infériorité économique des Acadiens sont complexes à analyser. Il n'y a aucun doute que l'usage du français a constitué un handicap économique dans un entourage anglais dominant. De ce fait, l'Acadien s'est vu forcé de devenir bilingue pour réussir dans le commerce, l'industrie ou les professions. Un attachement traditionnel à l'agriculture présentée comme le salut du peuple acadien a sûrement eu pour effet d'empêcher les jeunes Acadiens d'entrer dans d'autres carrières, mais cela n'explique pas le petit nombre d'agronomes et d'autres spécialistes agricoles parmi eux.

Le traditionnel cours classique était de faible valeur pour le jeune homme qui désirait se lancer dans les affaires ou la finance. En 1942, l'université St-Joseph instituait un cours conduisant au baccalauréat en commerce; c'est l'actuelle "Ecole de Commerce".

Cette école a été hautement profitable aux Acadiens en préparant des directeurs d'affaires qualifiés, mais elle est encore trop jeune et produit trop peu de diplômés pour avoir déjà transformé la vie économique acadienne.

Les Acadiens aiment blâmer les Anglais de leur misère et pensent que ceux-ci ont essayé de les maintenir volontairement dans la pauvreté et l'ignorance. Cela a pu être vrai dans certains cas particuliers où les Acadiens ont été victimes d'exploiteurs. Mais, de façon générale, toute la population des Maritimes partage une même situation défavorisée, dans l'ensemble de la Confédération. Les causes multiples et complexes de cet état de choses ont souvent été étudiées.

Le cas particulier des Acadiens, groupe le plus défavorisé, n'a peut-être pas attiré d'attention spéciale sauf pour recevoir les blâmes de leurs concitoyens mieux nantis. Seulement depuis quelques années a-t-il commencé d'être analysé et pris en considération. Leur retard économique résulte de tout un ensemble de causes sociales et politiques, mais surtout du manque d'éducation adéquate. Et de cette lacune ils ne sont sûrement pas les seuls responsables...

3e Perspectives D'Avenir

Agriculture

Il serait opportun qu'une étude intensive de toutes les régions acadiennes des Provinces Maritimes soit effectuée en vue de découvrir leurs possibilités agricoles. Les enquêtes ARDA pour le comté de Prince (Île du Prince-Edouard) et le comté de Gloucester (N.-B.) ont démontré que ces régions ont des capacités d'expansion dans certaines lignes de culture agricole, comme celle des légumes pour la congélation et celle des petits fruits. Une production améliorée du boeuf de boucherie, du porc, de la volaille et des oeufs augmenterait probablement le revenu agricole. Dans la culture des céréales, une substitution au foin et à l'avoine de variétés d'orge à haute production faciliterait l'expansion de l'industrie du porc.

Mais même avec toutes ces transformations, il est peu probable que les sols relativement pauvres du N.-B. et de la N.-E. puissent être suffisamment enrichis pour alimenter la population que l'on attend au rythme actuel d'accroissement naturel. L'on peut supposer que l'émigration massive se poursuivra, mais cette émigration future ne résoudra pas les problèmes de l'agriculture acadienne mieux qu'elle ne l'a fait dans le passé.

C'est de l'industrie nouvelle qu'il faut pour procurer de l'emploi à la jeunesse acadienne. L'usine des Frères Seeman à Summerside et à New Annam ouvre un marché aux produits agricoles de ces régions et fournit de l'emploi à la jeunesse locale. Il est possible que l'établissement d'une entreprise pour les produits congelés dans le comté de Kent ou de Gloucester encouragerait de nouvelles cultures qui, à leur tour, occuperaient la main-d'œuvre sous-employée. Une usine du genre pourrait promouvoir la culture du chou de Bruxelles, du brocoli, de l'asperge et des petits fruits. Ces récoltes emploieraient de la main-d'œuvre et constituerait une bonne source de revenu.

Les coopératives devraient être regroupées et étendre leurs activités à des domaines comme ceux de l'outillage agricole, de la production et de la vente du bois et des arbres de Noël, du triage et de la vente des pommes de terre, des oeufs. Il faudrait que la tourbe soit extraite et traitée en coopération et mise, à bon marché, à la disposition des cultivateurs qui en auraient besoin pour conserver l'humidité du sol.

Le fait que la plupart des fermes acadiennes sont petites et le défaut de réinvestissement ont été les obstacles majeurs à une croissance saine de l'économie agricole dans les régions acadiennes des Provinces Maritimes. Ces problèmes ne connaîtront peut-être de solution que dans la continuation d'une émigration massive qui s'est accélérée entre 1956 et 1961. Le regroupement des fermes abandonnées et le reboisement d'un certain nombre permettraient d'arriver à des unités assez grandes pour être économiquement viables.

Des taux de taxation ruineux, surtout au Madawaska, en Kent et Gloucester, ont forcé à suspendre dans ces régions l'amélioration et l'expansion de plusieurs opérations agricoles. Parce que la charge des taxes scolaires pèse sur les comtés, il faut les maintenir élevées pour subvenir aux écoles, même au niveau minimal où elles sont dans le comté de Kent. Il est essentiel que le gouvernement provincial assume la responsabilité financière de l'Education. La Commission Byrne a présenté de fortes recommandations en ce sens, et le gouvernement les a acceptées. Les projets de loi actuellement débattus en Chambre prévoient une refonte totale du système de financement et la prise en charge des dépenses scolaires par la Province.

L'enseignement agricole devrait être réorganisé sur une grande échelle. Il faut instituer de toute urgence de brèves sessions d'hiver pour les cultivateurs, des cours universitaires d'extension, un entraînement dirigé, sur la ferme même, par des agronomes et des spécialistes en économie agricole et en élevage. Il est probable que le genre de participation locale envisagé et favorisé par ARDA créera un désir d'instruction. D'autre part, les modèles de discussion déjà fournis pour la zone ARDA du comté de Prince pourront amener une réaction contre l'apathie qui a souvent ralenti le progrès.

Les deux voies qui s'ouvrent pour une vitalisation de l'agriculture acadienne sont donc l'instruction et ARDA. Les capacités de développement rural dont ARDA a fait preuve font naître un optimisme nouveau et, pour la première fois, d'amples systèmes de recherche étudient les régions désavantagées en vue de les réhabiliter. Mais tout cela n'est qu'un préliminaire; il faut une réorganisation complète de l'agriculture, sur une base industrielle et spécialisée. Pour y parvenir, il faudra des techniciens et des agronomes nombreux, compétents et dynamiques.

Pêche

Pour l'industrie primaire, les possibilités de développement dépendent d'un plus grand profit tiré de la pêche en haute mer et d'un emploi plus élaboré des ressources existantes comme l'"Irish moss" et l'attraction touristique qu'est la pêche en mer. Si l'on veut voir l'industrie des pêcheries propérer dans les régions de Gloucester et Kent au N.-B., il est presque essentiel que soit levée la taxe de propriété personnelle dont sont grevés les bateaux et les agrès de pêche.

Il est vrai que des capitaux sont fournis par la Commission de Prêts aux Pêcheurs, mais il en faut davantage pour qu'une flotte de pêche plus grosse et mieux équipée fonctionne en haute mer. Par-dessus tout, il faut communiquer aux pêcheurs acadiens une éducation dans le domaine des pêcheries, ce qui inclut une instruction générale de base et un entraînement pour l'usage de l'équipement moderne. Dans ces conditions, la pêche deviendra une occupation à plein temps et raisonnablement bien payée.

Forêts

Le travail dans les bois, considéré comme une occupation à temps partiel, diminue rapidement et, à mesure que se répandra la mécanisation, le nombre de bûcherons à plein temps diminuera. Par conséquent, la future participation acadienne à l'industrie forestière se limitera surtout à la production du bois de pulpe et de scie. Il faudra fonder des coopératives de producteurs et assurer un certain degré de protection de la part du gouvernement pour que la production soit profitable au propriétaire de terrain boisé. Des directives pour la conservation de la forêt et l'adoption de mesures propres à assurer une production constante s'imposent pour que le boisé des fermes continue à être source de revenu.

Autres occupations

Le besoin qui se révèle comme primordial pour toutes les occupations est une bonne instruction de base et un entraînement spécialisé. Or, l'influence grandissante de l'automation rend justement difficile la prévision des qualifications qu'exigeront les occupations dans l'avenir et déjà plusieurs positions industrielles requièrent un entraînement sur les lieux du travail. La meilleure

base de succès futur pour le travailleur sera donc une bonne instruction générale poussée jusqu'au niveau d'entrée à l'Université et, si possible, jusqu'au diplôme universitaire.

Si l'instruction secondaire en langue française a permis aux jeunes Acadiens de compléter le secondaire dans leur langue maternelle, elle pourrait bien réduire la mobilité de ceux qui n'auraient pas acquis une connaissance courante de l'anglais. On connaît mal les facteurs qui influencent la mobilité de ceux qui n'auraient pas acquis une connaissance courante de l'anglais. On connaît mal les facteurs qui influencent la mobilité du travail, mais des études récentes indiquent que les différences linguistiques nuisent au travailleur dans son mouvement vers les lieux où se trouve le travail. Le bilinguisme acadien doit, par conséquent, être conservé pour permettre aux jeunes Acadiens de partager les bénéfices d'une société industrialisée.

MOYENNE DES SALAIRES ANNUELS

au

NOUVEAU-BRUNSWICK

<u>Comtés</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
	\$	\$
Albert	3,375	1,661
St-John	3,303	1,795
Westmorland	3,188	1,669
Sunbury	3,164	1,616
York	3,059	1,758
Kings	2,819	1,473
Restigouche	2,812	1,499
Madawaska	2,659	1,331
Northumberland	2,406	1,446
Queens	2,377	1,454
Charlotte	2,328	1,319
Victoria	2,154	1,436
Carleton	2,125	1,348
Gloucester	2,017	1,148
Kent	1,559	872
Moyenne pour le Nouveau-Brunswick	2,807	1,569

SOURCE : Financial Post. Survey of Markets and Business
Year Book, 1964-65, pp. 48-49, 60-61.

MOYENNE DES SALAIRES ANNUELS

en

NOUVELLE-ÉCOSSE

<u>Comtés</u>	<u>Hommes</u> \$	<u>Femmes</u> \$
Halifax	3,595	1,886
Cap Breton	3,236	1,574
Kings	2,928	1,515
Queens	2,784	1,249
Colchester	2,698	1,484
Pictou	2,622	1,404
Antigonish	2,496	1,350
Hants	2,463	1,425
Annapolis	2,463	1,376
Cumberland	2,357	1,320
Lunenburg	2,320	1,203
Yarmouth	2,281	1,253
Richmond	2,248	1,270
Shelburne	2,056	1,149
Inverness	2,037	1,144
Victoria	2,013	1,300
Dighy	1,931	1,204
Guysborough	1,904	1,135
Moyenne pour la Nouvelle-Ecosse	3,021	1,607

SOURCE : Financial Post. Survey of Markets and Business Year Book, 1964-65, pp. 48-49, 60-61.

SALAIRE FAMILIAL MOYEN, PAR COMTÉS, AU

NOUVEAU-BRUNSWICK

<u>Comtés</u>	<u>Salaire familial moyen</u>
	\$
Albert	4,601
Carleton	3,255
Charlotte	4,174
Gloucester	3,291
Kent	2,700
Kings	4,364
Madawaska	4,085
Northumberland	3,270
Queens	3,607
Restigouche	3,977
St. John	4,946
Sunbury	4,174
Victoria	3,361
Westmorland	4,628
York	4,523

Moyenne :

Comtés anglais	4,102
Comtés mixtes	3,995
Comtés français	3,513

SOURCE : Recensement du Canada, 1961.

POURCENTAGE DES CHEFS DE FAMILLES GAGNANT MOINS DE 12,000.

Régions rurales

Kent	55.6	Française
Gloucester	50.0	Française
Carleton	38.8	Anglaise
Victoria	38.5	Mixte
Northumberland	34.5	Anglaise
Charlotte	32.8	Anglaise

Régions semi-urbaines

Madawaska	29.4	Française
Queens	27.8	Anglaise
Restigouche	27.0	Française
Kings	26.4	Anglaise

Zone urbaine industrialisée
comportant les 3 pôles: Fredericton, Moncton, Saint-Jean

York	18.8	Anglaise
Albert	16.8	Anglaise
Westmoreland	16.5	Mixte
Saint-Jean	11.7	Anglaise
Sunbury	9.2	Anglaise

D'après Roger de La Gardie:

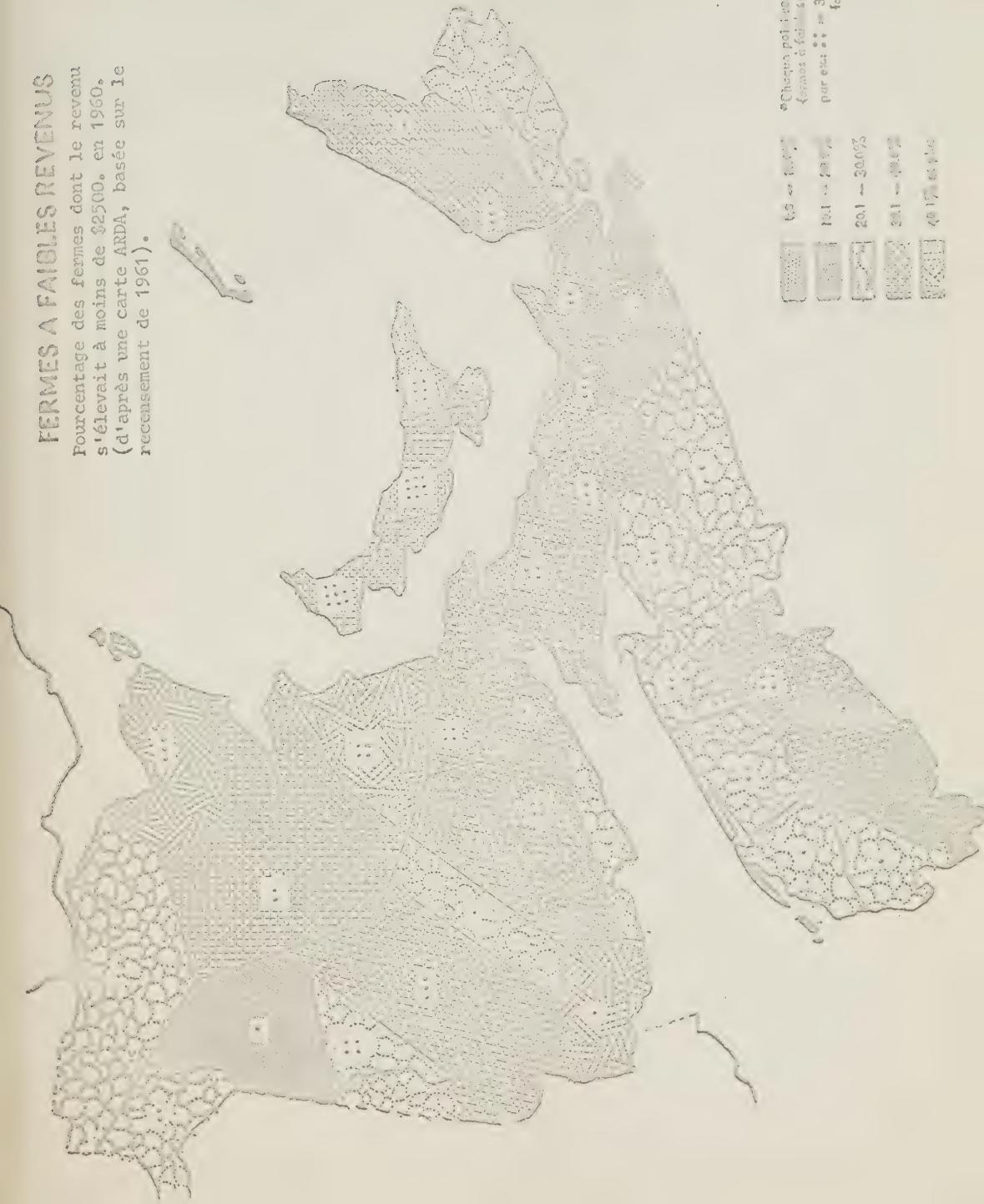
"Pour la Délimitation d'un territoire
d'aménagement au Nouveau-Brunswick",
p. 183.

et

le Recensement du Canada, 1961
Bulletin 2.1-10

FERMES À FAIBLES REVENUS

Pourcentage des fermes dont le revenu s'élevait à moins de \$2500, en 1960. (d'après une carte ARDA, basée sur le recensement de 1961).



• Chaque point représente 100 fermes à faible revenu
pour 1000 fermes

• 0,0 à 1,5%

• 1,6 à 2,5%

• 2,6 à 3,5%

• 3,6 à 4,5%

• 4,6 à 5,5%

FAIBLES REVENSUS DE FAMILLES NON AGRICOLES

Pourcentage des familles non agricoles, demeurant dans des centres vitaux de moins de 10,000 âmes, et gagnant moins de \$ 3000 en 1960 (et après une carte ARDA, basée sur le recensement de 1961).



REPARTITION DES EMPLOIS

au

NOUVEAU-BRUNSWICK

1970

1971

1971
(Prévisions)

Industries primaires	12,1	13,0	14,2
Agriculture	1,1	1,1	1,6
Forêt	3,1	3,1	3,5
Pêche et chasse	0,1	0,1	0,5
Mines	0,7	1,0	1,5
Industries secondaires	25,1	25,4	26,5
Manufactures	18,7	19,1	19,6
Construction	3,1	3,3	3,5
Services	4,5	5,0	5,5
Commerce	13,1	17,3	18,4
Finance	1,5	2,3	2,5
Services gouvernementaux	3,6	4,7	5,7
Autres Services	1,1	1,0	1,1
Transports et Communications	1,0	1,1	1,3

SOURCE ~ Labour Force of New Brunswick, 1951-1971, p.74.

A - POURCENTAGE DE PERSONNES D'ORIGINE FRANCAISE
DANS LE SERVICE CIVIL DU NCUVEAU-BRUNSWICK

<u>Ministères</u>	1953 ^a		1964 ^b	
	<u>Pourcentage</u> <u>d'emplois</u> <u>%</u>	<u>Pourcentage</u> <u>de salaires</u> <u>%</u>	<u>Pourcentage</u> <u>d'emplois</u> <u>%</u>	<u>Pourcentage</u> <u>de salaires</u> <u>%</u>
Affaires municipales	-	-	15	13
Agriculture	21	21	39	30
Education	16	15	30	25
Industrie	30	20	-	-
Jeunesse & Bien-être	-	-	16	22
Pêcheries	-	-	36	31
Procureur Général	10	21	16	17
Santé	29	27	20	23
Secrétariat provincial	13	10	16	14
Terres et Mines	30	24	28	20
Travail	8	5	18	17
Travaux Publics	13	11	15	13

a) L'Evangéline, 15 mai au 2 juin 1954.

b) Public Accounts, Province of New Brunswick, 1964.

B - POURCENTAGE DES PERSONNES DE LANGUE FRANCAISE
PAR CATEGORIES DE SALAIRES DANS LE SERVICE CIVIL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

<u>Catégories de salaires</u>	<u>1949^a</u> %	<u>1953^a</u> %	<u>1964^b</u> %
TOTAL	18	20	24
Plus de \$ 5,000	11	10	19
De \$ 4,000 à \$ 5,000	12	16	21
De \$ 3,000 à \$ 4,000	14	14	26
De \$ 2,000 à \$ 3,000	15	14	20
De \$ 1,500 à \$ 2,000	17	14	33
Moins de \$ 1,500	21	26	27

a) L'Evangéline, 4 juin 1954, p.4

b) Public Accounts, Province of New Brunswick, 1964

CHAPITRE VI

La vie sociale

CHAPITRE VI -- LA VIE SOCIALE

1. - <u>Structure de la société acadienne</u>	p. 3
1.1 - La famille	4
1.2 - La paroisse	4
1.3 - Les classes sociales	7
1.4 - Les cadres	9
2. - <u>Problèmes sociaux</u>	14
2.1 - La santé chez les Acadiens	15
A. - La mortalité infantile	16
B. - La tuberculose	17
C. - Mauvaise hygiène et manque d'éducation sanitaire	18
D. - La cécité	19
2.2 - La pauvreté	21
A. - La misère rurale	22
B. - La pauvreté urbaine: bidonvilles et quartiers borgnes	23
2.3 - Question ouvrières	25
3. - <u>Les relations ethniques</u>	26
A - Attitudes réciproques:	27
Du côté acadien	
Du côté anglais	
B - Causes de conflits:	28
Querelles historiques	
Préjugés religieux	
Différences de race, de langue et de culture	
Pour ou contre une intégration?	
Laquelle?	
C - Facteurs d'entente:	35
La conscience canadienne	
Les problèmes communs des provinces maritimes	
Terrains de rencontre; les associations, etc.	
Les agents de liaison	
La formation de l'opinion	

CHAPITRE VI - LA VIE SOCIALE

La question acadienne est fondamentalement un problème social. On l'a presque toujours abordée sous les angles démographique, politique, linguistique ou religieux; mais au fond, dans son essence c'est un problème social, et c'est de cet angle qu'il faut l'envisager pour en avoir une vue totale et compréhensive.

Malheureusement, la sociologie comme la science politique, est une science récente chez nous. Beaucoup d'études particulières ont été faites, des points de vue historique et démographique, qui peuvent servir aux sociologues; mais il y a eu jusqu'ici peu d'études consacrées aux Acadiens, du strict point de vue sociologique. Au fond, depuis que les Acadiens ont acquis quelque importance, disons depuis 1867, deux sociétés se côtoient et s'opposent aux Provinces Maritimes. L'une bien installée politiquement et détenant tous les pouvoirs, nourrie constamment d'apports nouveaux par l'immigration et les contacts avec les deux mère-patries, l'Angleterre et les Etats-Unis. L'autre, réduite en nombre, évoluant en marge de la précédente, d'une façon à moitié occulte et ignorée, attachée au sol par des liens historiques de deux siècles, et puisant sa force en elle-même, dans sa foi religieuse et ses traditions.

Cette petite société acadienne possède son armature et elle a une force interne incontestable, puisqu'elle a su résister à des conditions de vie nettement défavorables. Son développement a été entravé de beaucoup de façons, mais elle lutte énergiquement pour conquérir sa liberté et parvenir à son plein épanouissement.

Au fond, qu'on l'admette ou non, une lutte sourde et sans répit continue de se livrer entre ces deux sociétés, séquelles de vieilles guerres européennes transportées en Amérique. La lutte a été assez longtemps camouflée, presque inconsciente; guerres de partisans, de résistance obscure, presque sans combats. Mais depuis que les Acadiens sont devenus plus nombreux et ont acquis plus d'éducation, ils n'acceptent plus leur situation de parias et réclament leurs droits. En somme, le dilemme continue de se poser pour eux en ces termes: ou bien l'intégration au milieu, l'assimilation à plus ou moins longue échéance, avec perte de leur langue et de leur culture, ou la conservation et le développement de leur caractère propre.

Voyons d'abord quelques caractéristiques de la société acadienne et ses principaux problèmes; nous examinerons ensuite la relation avec la société anglophone et comment toutes deux peuvent se côtoyer harmonieusement.

1. - Structure de la société acadienne

Il est assez difficile d'apprécier la société acadienne comme telle, parce qu'elle n'existe, si l'on peut dire, à l'état pur qu'en peu d'endroits; presque partout elle est adultérée et pénétrée d'influences étrangères. Il faut donc opérer un soigneux décantage, et procéder à une analyse minutieuse.

La société acadienne n'est pas, non plus, cohérente; elle est éparpillée en îlots distants les uns des autres et formant une espèce d'archipel ethnique. Entre ces îlots, il y a sûrement des traits communs, mais ils ont aussi des différences considérables; ces différences sont plus marquées dans les régions limitrophes, où la population est plus mêlée d'éléments étrangers, anglais ou canadiens.

Il s'ensuit qu'un essai d'évaluation sociologique du peuple acadien devrait tenir compte de ces nuances et de ces divergences. Pour procéder en bonne méthode, il faudrait procéder à de multiples enquêtes locales et régionales, conduites avec une parfaite objectivité. Celle qu'a poursuivie M. Marc-Adélard Tremblay à la Baie Sainte-Marie nous semble un modèle du genre; il faudrait en effectuer de semblables dans les autres régions. Ce n'est qu'après de telles enquêtes qu'on pourrait prétendre à constituer une sociologie du peuple acadien.

1.1 - La famille

La famille forme la cellule de base du peuple acadien. C'est la vitalité extraordinaire et la cohésion de cette cellule sociale qui a permis aux Acadiens de survivre. Nous l'avons étudiée brièvement, au chapitre de la Vie Nationale (p. 21), parmi les valeurs traditionnelles auxquelles les Acadiens demeurent le plus attachés. Nous n'y reviendrons pas, malgré que toutes ces observations trouveraient aussi bien ici leur place logique.

1.2 - La paroisse

Après la famille, la paroisse formait et forme encore l'armature, le cadre de la vie sociale. Cette institution a été importée de France au Canada, mais l'organisation en a été moins poussée en Acadie que dans le Québec. Avant la Dispersion, il existait au moins une trentaine de paroisses ou semi-paroisses, avec église ou chapelle, desservies par des prêtres résidents ou des missionnaires réguliers.

Après la conquête, les missionnaires venus de Québec rétablir le même système en Acadie. Mais, à cause de la législation anglaise, la paroisse ne joua pas comme dans le Québec le rôle de corporation municipale et de corporation scolaire. Une municipalité renferme ordinairement plusieurs paroisses et une paroisse peut comprendre plusieurs Commissions scolaires de districts. En gros, toutefois, il existe une certaine corrélation.

La topographie des paroisses acadiennes diffère aussi sensiblement des paroisses du Québec. Au lieu de former de gros bourgs, groupés autour de l'église, les paroisses acadiennes sont souvent réparties en dix, vingt ou trente rameaux. Quelques-unes s'étirent en longs rubans, le long des côtes ou des routes, comme Caraquet qui se vante d'être le village le plus long du Canada.

Malgré ces différences, la paroisse rurale acadienne, comme celles de Québec et de l'ancienne France, forme un milieu de vie très complexe. L'église y forme d'abord un pôle de vie religieuse; les activités commerciales et les relations de familles s'organisent ensuite, puis les loisirs et les divertissements. Dans ces petits univers, le curé exerce évidemment une grande influence; il visite les foyers et connaît tout le monde. Autrefois, il s'occupait absolument de tout: on avait recours à lui dans les maladies, on lui demandait conseil, il rédigeait les lettres, les pétitions, les contrats et les testaments, il arbitrait les différents. Depuis la diffusion de l'instruction, son rôle de factotum s'est réduit, mais il a conservé énormément de prestige. Avec le médecin, le député, l'agronome et les marchands, il constitue l'élite de la paroisse.

Les marguilliers l'aident dans l'administration temporelle de l'église et dans toutes les mesures d'intérêt général, concernant la bonne marche de la paroisse. Quand il fallait prendre des décisions importantes, on convoquait habituellement une assemblée des notables. Les paroissiens payaient presque toujours leur dîme en nature, c'est-à-dire en pommes de terre ou en blé. Le curé devait bâtir une grange pour recevoir les redevances.

Les paroisses rurales acadiennes étaient presque toujours assez homogènes, et formaient donc un milieu idéal pour la conservation de la langue et des coutumes. C'est grâce à elles si la minorité acadienne a pu si bien garder ses traditions.

Une évolution considérable se manifeste cependant depuis le début du siècle. Dans les paroisses limitrophes des grandes villes, beaucoup de ruraux travaillent aux usines voisines, et ne vont plus résider à la campagne. Ils sont devenus des espèces d'hybrides, des ruraux non agricoles. Ils subissent fortement l'influence des modes et des divertissements urbains et échappent en partie à la vie paroissiale de leur milieu.

Quant aux paroisses des villes, généralement plus prospères, elles doivent affronter d'autres problèmes. La rue, les usines, les cinémas, les sports et les déplacements plus faciles affaiblissent l'esprit paroissial. Les curés doivent alors créer des centres paroissiaux ou des œuvres inter-paroissiales, pour retenir leurs jeunes gens et animer quand même une vie communautaire. Des problèmes ouvriers, ceux des taudis, et l'alcoolisme et de la délinquance se posent aussi de façon plus aigus.

Bref, la vie paroissiale connaît une évolution rapide; ces modifications exigeront que le jeune clergé et les travailleurs sociaux, en Acadie, s'adaptent à cette nouvelle situation et trouvent rapidement des réponses aux nouveaux problèmes.

1.3 - Les classes sociales

Diéreville remarquait déjà, en 1708 (p. 75), qu'il n'existant pas en Acadie de différences sociales; toute la population consistait en laboureurs, avec à peine quelques artisans. L'administration française ne comprenait que quelques officiers qui, la plupart du temps, ne résidait pas longtemps dans la colonie. Mademoiselle Massignon a remarqué, dans le vocabulaire acadien, une conséquence de cet espèce de nivellation:

"Les parlers d'Acadie sont encore plus pauvres que les parlers du Canada en termes concernant la psychologie, les bonnes manières, la politesse, la conversation, en un mot, l'art de vivre, tel qu'on le conçoit en France: toutes choses auxquelles une société bourgeoise s'intéresse davantage qu'une société rurale."¹

Aujourd'hui la population a cessé d'être exclusivement rurale, pour compter une bonne moitié d'ouvriers et de manoeuvres. Mais la classe bourgeoise y est toujours aussi réduite et, à plus forte raison, la classe supérieure de professionnels. Ce manque de différenciation est la marque d'une société peu évoluée, et l'apparition d'un système de classes ne fait que commencer.²

Rappelons qu'il n'y a dans la province, sur 460 médecins pratiquants, seulement 92 médecins de langue française, c'est-à-dire 20% du total, alors que, pour une population d'environ 40%, il devrait y en avoir le double. Dans une ville comme Moncton, il n'y a que douze avocats de langue française sur 49, c'est-à-dire 22% et 4 comptables sur 24, c'est-à-dire 17%. La moyenne des médecins y est satisfaisante et celle des architectes, supérieure. Mais beaucoup d'autres professions, comme les marchands, les ingénieurs, les administrateurs, ne comptent à peu près de représentants français.

1. Les parlers français en Acadie, p. 751.

2. Tremblay, N.A. "Les Acadiens de la Baie Sainte-Marie" dans la Revue d'Histoire de l'Amérique française, mars 1962, p. 500-548.

1.4 - Les cadres

L'élite ou la classe dirigeante n'a jamais été très nombreuse chez les Acadiens, à cause surtout du manque d'éducation et des circonstances défavorables. Dans la période avant 1867, à peine quelques laïcs, Otho, Robichaud à Néguac, le capitaine Doucet à la Baie Sainte-Marie, Armand Landry à Memramcook, et quelques autres ont exercé une influence et joué le rôle de chefs de file. Plusieurs curés ont aussi assumé les responsabilités de la direction, dans des domaines profanes, mais, somme toute, de véritables meneurs manquèrent très souvent.

De véritables promoteurs n'ont pu être formés que depuis l'ouverture des collèges. Tous les professionnels actuels, depuis un siècle, sont sortis de ces institutions et ce sont eux qui ont organisé la nation acadienne. Les seuls petits nombres de privilégiés, environ 5%, ont pu passer par les collèges. La grande masse n'a connu que l'école primaire et un grand nombre n'a même pas dépassé les années élémentaires.

Pour les mêmes raisons, beaucoup d'Acadiens qui se trouvent placés à la tête de diverses entreprises, ne peuvent les développer au delà d'un certain niveau. Nous avons tous connu des individus, doués incontestablement du talent des affaires et qui auraient pu, avec une meilleure formation, parvenir à des postes de grande classe, végéter et connaître

des échecs, par le manque d'instruction. Citons seulement à titre d'exemple, le cas de M. Fred Breau qui, après avoir créé la Grey Bus Line, la première compagnie d'autobus de Moncton, a dû céder le contrôle de son entreprise; celui de M. M. Melanson de Cocagne, qui bien que ne sachant ni lire ni écrire, a su organiser un très prospère commerce de poissons; celui de M. Thaddé Léger, propriétaire d'un important commerce de quincaillerie, la Moncton Hardware, qui dut abandonner les affaires pour d'élémentaires erreurs d'administration.

Même dans les professions et les entreprises mieux organisées, beaucoup de dirigeants manquent de formation suffisante. La plupart des agronomes actuels ont reçu une formation régulière, dans une école d'agriculture. Mais, jusqu'à une époque récente, deux d'entre eux, n'avaient que l'entraînement très insuffisant: l'un deux avait étudié l'agriculture par correspondance! et l'autre n'avait aucune formation, ce qui ne l'a pas empêché de devenir directeur d'une école moyenne d'agriculture, mais avec assez peu de succès, comme on peut facilement le présumer. Dans l'administration des coopératives, des caisses populaires et de petits commerces, beaucoup de gérants et d'administrateurs, chargés

de responsabilités, ne possèdent qu'une très sommaire instruction primaire et quelques vagues notions en administration et comptabilité. Ils peuvent évidemment avoir une certaine expérience pratique des affaires, mais le commerce et la finance comportent toujours des risques imprévus, et une solide formation peut éviter des erreurs fatales et conduire à des succès plus grands. Un personnel mieux entraîné aurait prévenu la faillite de nombreuses Coopératives de langue française, et une meilleure gérance de l'Evangéline, à plusieurs périodes de son existence, l'aurait empêché de venir plusieurs fois tout près de sombrer.

Un autre phénomène agrave encore cette pénurie de l'élite ou des cadres supérieurs, c'est l'émigration qui draine régulièrement les forces vives de la petite nation acadienne, depuis plus d'un siècle. Déjà l'un des premiers élèves de l'abbé Sigogne, nommé Surette, filait vers Boston, pour y réussir assez bien, puisqu'il parvint aux premiers postes de la Franc-Maçonnerie. Pendant la grande vague d'émigration qui marqua les années 1860-1880, on vit plusieurs des rares premiers professionnels acadiens, des médecins entre autres, prendre le chemin des Etats-Unis, et plusieurs membres éminents du barreau américain sont les fils d'émigrés de cette époque.

Plusieurs jeunes étudiants sont aussi allés s'établir dans les provinces centrales du Canada. Comme ils devaient aller poursuivre leurs études universitaires à Montréal, Québec ou Ottawa, ils demeuraient séduits par les conditions de vie plus faciles, par les chances de succès plus grandes et par les offres alléchantes qu'on leur faisait là-bas. Cas typique: un élève brillant du Collège Sainte-Anne obtient une bourse de la Société l'Assomption et va suivre les cours d'art dentaire à l'Université de Montréal. Il y réussit fort bien, et dès la fin de ses études, on lui offre une chaire de professeur. Par scrupule de conscience et pour répondre aux prières de ses protecteurs qui le réclamaient et comptaient sur lui pour devenir le soutien et l'animateur de leurs œuvres régionales. Il y revint en effet mais, après y avoir végété quelques années, il comprit que le succès de sa carrière l'appelait ailleurs. Beaucoup d'autres sont passés dans les services fédéraux, à Radio-Canada, à Toronto, etc.

On ne peut reprocher à ces jeunes de chercher le succès et d'aller s'établir là où ils croient avoir le plus de chances de développer leurs talents. C'est le milieu qui est fautif, de ne pas savoir les retenir et de ne pas leur offrir un climat viable. Cet exode massif et régulier, qui se manifeste aussi chez l'élément anglais, appauvrit constamment les provinces maritimes de leurs meilleurs éléments humains, de ceux précisément qui pourraient contribuer le mieux à relever le niveau de la région. Par contre, quand nos gouvernements

provinciaux ont besoin de spécialistes et de techniciens, ils doivent aller les chercher dans les provinces voisines, et les payer largement. Ces échanges sont sûrement utiles, mais il semblerait essentiel que les Maritimes, et en particulier le groupe acadien, puissent mieux conserver leur élite, pour assurer leur propre relèvement.

Il est réconfortant de noter cependant qu'une très appréciable amélioration s'est produite depuis la dernière guerre. Les enquêtes économiques ont secoué l'apathie des "Maritimers" qui, aidés par le gouvernement fédéral, ont commencé à recourir davantage aux techniciens, dans les services publics et les ministères gouvernementaux. Les débouchés deviennent plus nombreux et la rémunération, meilleure. Ce mouvement général a profité aux Acadiens comme aux autres; le développement de la Société l'Assomption, des Caisses populaires et des Coopératives, les postes de Radio-Canada, la croissance de l'enseignement public au niveau secondaire, la création de l'Université de Moncton, de l'Ecole de Commerce et des autres facultés, contribuent à produire un plus grand nombre de compétences et à leur assurer des emplois suffisamment rétribués.

Mais on est encore très loin du point de saturation ... D'après les dirigeants acadiens eux-mêmes, il y aurait actuellement une cinquantaine de meneurs laïcs, sur lesquels ils peuvent compter pour mener une action constructive au point de vue national. Vingt ans passés, il n'y en avait pas plus d'une douzaine, et l'on retrouvait éternellement les mêmes noms sur tous les comités, qu'il s'agisse d'assurance, d'éducation, de journalisme, d'affaires religieuses ou de politique. Le progrès a donc été considérable. Mais il ne suffit pas de cinquante personnes pour animer dans toutes les sphères d'activités, une population de plus de 300,000 âmes, éparpillée sur un immense territoire; il en faudrait non seulement quelques centaines, mais plusieurs milliers!

2. - Problèmes sociaux

Sans parler du problème des relations ethniques, dont nous traiterons plus loin, ni d'autres problèmes connexes à la sociologie mentionnés en d'autres chapitres, il est évident que les Acadiens se trouvent confrontés avec quelques graves problèmes spécifiquement sociaux.

2.1 - La santé chez les Acadiens

Quelques observateurs ont déjà cru remarquer chez les Acadiens une certaine déficience physique. Un anthropologue américain, procédant à une série de mensurations, a prétendu relever chez les Acadiens de Louisiane une légère infériorité de taille et une étroitesse des épaules plus prononcée que chez le type normal (?). Pour que de telles enquêtes puissent permettre des conclusions certaines, il faudrait qu'elles soient conduites avec une rigueur absolue et portant sur un grand nombre d'individus, de toutes les régions. A priori cependant, on peut bien soupçonner que les souffrances physiques et morales de la Dispersion, les années noires de l'exil, avec les mauvais traitements qu'elles comportèrent, la période difficile de la réimplantation, avec une alimentation souvent insuffisante et des conditions d'habitation insalubres ont pu exercer une influence déprimante sur la constitution physique de la race. Les cas de longévité ne sont que des exceptions et ne justifient aucune conclusion de portée générale.

On a déjà prétendu aussi que les Acadiens, par suite de leur pauvreté et du manque d'intégration sociale où ils vivent en certains milieux, étaient particulièrement exposés aux troubles mentaux. Une communication présentée à Moncton, au

récent ralliement des jeunes, par un professeur du Département de sociologie de l'Université de Moncton, mentionnait ce fait. Mais il semble douteux que cette affirmation puisse être prouvée rigoureusement. Même si elle s'avérait exacte en certaines régions particulièrement désavantagées par les familles nombreuses et la misère, il ne serait pas juste de vouloir généraliser cette affirmation.

Par contre, en plusieurs autres secteurs de la santé publique (mortalité infantile, mortalité maternelle, tuberculose, cécité), des statistiques officielles et l'enquête provinciale de 1951¹ démontrent que le Nouveau-Brunswick détient la dernière place au Canada, après Terre-Neuve, et que les comtés français sont responsables de cette situation peu enviable.

A. - La mortalité infantile

L'Île du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse se comparent assez bien à la moyenne du Canada, à ce sujet, sauf en ces dernières années où leurs progrès n'ont pas suivi ceux de l'ensemble du pays. Mais le taux du Nouveau-Brunswick a continué d'être plus élevé et se situe à peu près au même niveau que celui de Québec, immédiatement après le Yukon et Terre-Neuve.

1. Province of New Brunswick, Report of the Health Survey Committee, 1951, XXXII- 411 p.

Moyennes de décès par 1000 naissances vivantes

	<u>1921-25</u>	<u>1926-30</u>	<u>1962</u>
Canada	99	94	27.6
Île du Prince-Edouard	77	70	31
Nouvelle-Ecosse	94	85	31.6
Nouveau-Brunswick	105	101	30.2

D'après les Statistiques de la Santé, 1962, Tableau D 12.

Si on examine maintenant la densité de la mortalité infantile par région, on voit qu'elle sévit surtout dans les comtés français de Prince, I.P.E., d'Inverness, Richmond et de Yarmouth, N.-E., de Gloucester et Madawaska, N.-B., et cause chaque année entre 36 et 45 morts par mille (voir la carte ARDA, en fin de ce chapitre).

La baisse considérable enregistrée depuis 1921, de 105 à 30 décès par mille, tient à l'amélioration des services hospitaliers, à une meilleure éducation et au plan d'hospitalisation. En effet, 99% des enfants naissent maintenant dans les hôpitaux.

B. - La tuberculose

Les statistiques de la santé, avant 1920, étaient tenues de façon très irrégulière et fragmentaire; elles manquent absolument d'exactitude et il est impossible de les utiliser pour aucune comparaison. Tout indique cependant que la tuberculose faisait des ravages énormes. Depuis que les services

de santé ont entrepris des campagnes de dépistage méthodique et construit des sanatoria, et surtout depuis la découverte de nouvelles méthodes de cure, cette maladie est en forte régression. Des comtés français demeurent cependant encore en retard. En 1956, sur 35 patients admis à l'Hôtel-Dieu de Tracadie, N.-B., et passant un examen de radiographie, on découvrait encore 15 cas de TB active (Department of Health, Annual Report, p. 72). En 1958, avec 12% de la population provinciale, le comté de Gloucester comptait plus de 26% des nouveaux cas de TB dans la province (Idem, 1958, p. 170). En 1961, au cours de la campagne annuelle de dépistage, sur 85 cas de TB active, 50 venaient encore du même comté (Idem, 1961, p. 68). Une autre campagne intensive, poursuivie en 1962, montrait que l'ensemble des comtés français avait la plus forte moyenne (Idem, 1962, p. 66).

C. - Manque d'hygiène et mauvaise éducation

Beaucoup de ces décès et de ces maladies sont dus simplement au manque de soins ou de précautions. Dans les années 1920, par exemple, une épidémie de typhoïde frappa le Nouveau-Brunswick. Le rapport du Ministère de la Santé indique le taux des décès dans le tableau suivant:

Nouveau-Brunswick	4.2 cas par 100,000
Madawaska	13.4
Northumberland	8.4
Gloucester	8.
Victoria	7.5
Westmoreland	3.4

New Brunswick, Department of Health, Annual Report, 1925, Table 1.

Les cas de typhoïde, probablement dus à une mauvaise alimentation d'eau reviennent fréquemment dans le comté de Gloucester: on y trouve 7 cas en 1958 (Annual Report, p. 171) et 7 autres cas en 1960 sur les 9 survenus dans toute la province (Annual Report, 1960, p. 71).

Plusieurs décès dus au Facteur Rhésus, (14 en 1963) auraient probablement pu être évités, si les parents avaient subi un examen du sang.

D. - La cécité

Cette infirmité frappe les provinces voisines de la mer avec une curieuse prédilection, sans qu'on puisse en déterminer bien exactement la cause.

La cécité au Canada

Nouveau-Brunswick	212 par 100,000
Nouvelle-Ecosse	193
Terre-Neuve	160
Colombie-Britannique	148
Manitoba	151
Saskatchewan	140
Ile-du-Prince-Edouard	137
Québec	118
Ontario	117
Alberta	108

MacDonald, Alexander E., "Causes of Blindness in Canada", The Canadian Medical Association Journal, vol. 92, No 6, February 6, 1965, p. 264-279.

Autre particularité: le nombre des aveugles est plus grand dans la région francophone; les 4 comtés français possèdent en effet un taux par mille supérieur à la moyenne provinciale.

La cécité au Nouveau-Brunswick

	<u>Nombre de cas</u>	<u>Taux par 1000</u>
Nouveau-Brunswick	1304	2.18
Madawaska	134	3.44
Restigouche	114	2.78
Kent	72	2.69
Northumberland	133	2.66
Queens	30	2.60
St. John	228	2.57

La cécité au Nouveau-Brunswick (suite)

	<u>Nombre de cas</u>	<u>Taux par 1000</u>
Gloucester	170	2.56
Carleton	46	1.95
Kings	50	1.93
Victoria	36	1.82
Charlotte	42	1.78
Westmorland	156	1.67
York	60	1.13
Sunbury	22	.92
Albert	11	.88

Canadian National Institute for the Blind, Blindness in New Brunswick, March 31, 1965.

Par contre, les maladies vénériennes sont moins fréquentes au Nouveau-Brunswick que dans le reste du Canada, et sont particulièrement rares dans les comtés français. En 1955, par exemple, les comtés français n'en comptaient que 18 cas sur 262 pour toute la province, et aucun dans le comté de Gloucester (Department of Health, Annual Report, 1955, p. 64).

2.2 - La pauvreté

Cette seconde plaie est un résultat de la situation économique, du marasme de l'agriculture, des petites fermes non rentables, des bas salaires, du chômage et du manque d'instruction. Nous l'étudions ici dans ses répercussions sociales.

A. - La misère rurale

Les régions rurales des Maritimes sont pauvres, comme tous les pays du monde où l'agriculture n'a pas évolué au rythme de notre ère industrielle. Mais il y a pis que cela. Nous voulons parler des colons installés plus récemment, alors que l'agriculture avait déjà cessé de faire vivre son monde, établis sur des terres pauvres, le long des voies ferrées ou dans des endroits isolés, loin des grandes villes et des marchés. Ces fermes n'ont jamais été productives, et le sont aujourd'hui moins que jamais. Les propriétaires cherchent du travail saisonnier sur les routes ou dans la forêt; n'ayant pas de métier, ils ne trouvent de l'emploi que pendant quelques mois de l'année et doivent chômer le reste du temps. Pour eux, la vie courante ne se déroule pas dans la pauvreté, mais dans une noire misère.

Les premières victimes de cette situation, ce sont les mères et les enfants. Un inspecteur du Bureau de Santé notait en 1959:

"The biggest problem seems to be malnutrition, the baby not receiving the adequate quota of milk to meet daily requirements."

Department of Health, Annual Report, 1959, p. 176.

En 1961, le taux de mortalité attribuable à la déficience de vitamines, dans le comté de Gloucester, était le plus haut au Canada. En cette même année, 122 bébés durent être hospitalisés, souffrant de scorbut (Idem, 1963,

p. 96). L'année suivante, 208 bébés durent encore être hospitalisés pour la même raison. Trente-six pour cent des bébés du comté ne recevaient pas suffisamment de vitamines C, et 82% de leurs mères donnaient comme raison le manque d'argent. La plupart de ces familles étaient nombreuses et comptaient en moyenne 7.5 personnes (Idem, 1962, p. 80).

L'officier de santé qui visitait le comté de Gloucester en 1962, note encore dans son rapport:

"This is an area which is very disturbing. Although we may be able to explain to these women why they should visit their doctor during this period (on pregnancy), they are unable to do so financially. They are unable to pay for the delivery, let alone several prenatal visits. By talking with these families and understanding their problems, we feel that health conditions cannot be improved until the economy of the area changes. ... It is very depressing to note how many of the infants seen were receiving an inadequate diet, this being due to the family income. We find it very difficult to advise these mothers, when we know there is no money to buy the food the baby should have."

Annual Report, 1962, p. 59.

B. - La pauvreté urbaine: bidonvilles et quartiers borgnes.

Une des manifestations les plus frappantes et les plus pittoresques (?) de l'infériorité économique de certains milieux, c'est l'existence de petites agglomérations misérables, en bordure des villes, ou de quartiers mal tenus, à l'intérieur des villes elles-mêmes. Mentionnons, comme

jalons dans cette géographie de la misère: "Happy town" de Bouctouche, le "Petit Québec" de Campbellton, le "Highland View" de Lewisville, la "Friar Street" de Shédiac, les rues "Lewis et Pearl" de Moncton, etc.

Les habitants de ces agglomérations, la plupart du temps sans métier, sont souvent installés là depuis plusieurs générations. Ils trouvent du travail périodique dans les industries locales, mais chôment une bonne moitié de l'année et vivent de l'assurance chômage combinée avec l'assistance publique. Ils s'installent souvent en marge des villes, sur des terrains vacants ou à bon marché, et s'y construisent des cabanes de fortune. D'autres viennent s'y agglomérer graduellement, et ils se marient entre eux, les jeunes filles se mariant très jeunes, et les enfants pullulent.

La pauvreté et le manque d'habits convenables les empêchent de fréquenter l'église, et leurs enfants ne vont pas à l'école. Au bout de quelques générations, ces espèces de campements sont complètement dégénérés, et leurs hôtes n'en peuvent plus sortir. L'ivrognerie sévit et c'est là que se recrute les clients habituels de la police, pour une foule de délits: alcoolisme, bagarres, infractions, petits vols, etc.. Il est étonnant qu'il ne survienne point de crimes plus graves. Ces flots sous-éduqués et sub-normaux causent évidemment un grave problème social. Leur récupération sera longue et difficile.

C. - Questions ouvrières

Les Acadiens, peuple doux et soumis, forment une classe d'ouvriers idéale, pour les patrons qui recherchent un "cheap and contented labor". Depuis au moins deux siècles, cette population a servi de champ d'exploitation aux robins, puis aux autres marchands de poissons, puis aux marchands de bois, puis aux constructeurs de navires, puis aux compagnies de papier, etc. Les salaires et conditions de travail sont souvent très peu satisfaisants. A l'automne de 1958, par exemple, le Bureau de Santé provincial a menacé de fermer l'usine de la Eagle Fisheries, parce que cette compagnie refusait obstinément d'installer un système d'aération convenable dans son usine. (Department of Health, Annual Report, 1959, p. 186). L'histoire du travail, aux Provinces Maritimes, serait une tragédie.

Les Acadiens jusqu'à aujourd'hui ont été très peu syndicalistes. Même les syndicats catholiques, organisés depuis longtemps dans le Québec, ne se sont pas répandus en Acadie. Il n'y a guère que les employés des chemins de fer et des mines de charbon qui fassent partie des grandes unions ouvrières. La plupart des employés de petites industries locales, jusqu'à ces dernières années, ignoraient les syndicats. Mais, depuis 1945, plusieurs groupes d'employés, dans les grandes et petites industries, se sont

organisés et ils ont déjà commencé à mieux défendre leurs intérêts. Bathurst, Belledune, Moncton, Shippagan ont connu des grèves récentes; ce phénomène y était pratiquement inconnu jusqu'ici. Il paraît certain qu'une meilleure organisation ouvrière aiderait les Acadiens à obtenir de meilleures conditions de travail.

Une des initiatives les plus intéressantes, dans ce domaine, c'est l'action coopérative organisée par la Fédération d'Agriculture du Madawaska. En se groupant, pour négocier la vente de leur bois et réclamer un prix minimum, les bûcherons ont déjà obtenu de bien meilleurs prix des compagnies.

3. - Les relations ethniques

Un thème favori des personnalités politiques et autres des Provinces Maritimes dans leurs discours, et particulièrement de ceux du Nouveau-Brunswick, c'est de parler de leurs régions et de leurs provinces comme un paradis de bonne entente, et de se donner candidement en exemple au reste du Canada et même au monde entier. (Voir les discours de Louis Robichaud, à Sackville - French Canada today, p. 24) et du maire Jones, à l'audition publique de la Commission du Bilinguisme à Moncton. Ce dernier déclarait cependant, dans ce même discours: "We are for integration", ce qui provoque aussitôt une inquiétude.

En réalité, cette entente qui existe aux Maritimes, entre les races, réside plutôt dans les formes, dans une attitude extérieure faite de courtoisie, de tolérance, et du désir d'éviter des conflits qui nuiraient à la bonne marche du pays.

En fait, il faut bien reconnaître aussi que, si un certain nombre d'anglophones clairvoyants et courageux font de réels efforts pour être équitables et compréhensifs, ce sont les Acadiens qui, la plupart du temps, paient les frais de cette entente. Sous des apparences paisibles, persiste un grave malaise.

A. - Attitudes réciproques

Les Acadiens, il faut bien le dire, souffrent généralement d'un complexe d'infériorité. Dominés dans toutes les sphères, et souvent avec hauteur, ils ont développé un atavisme de "chien battu" dont ils ne peuvent se départir facilement. Quelques défenseurs ardents et parfois agressifs, comme Valentin Landry et Pascal Poirier, ont pu exister dans le passé. Mais en général les Acadiens exagèrent rarement dans leurs réclamations, et leurs journaux demeurent habituellement pondérés, même devant des situations exaspérantes. Par timidité ou méfiance, ils ont plutôt tendance à s'abstenir des activités publiques organisées ou contrôlées

par des anglophones, quitte à crier ensuite un peu, si ceux-ci les ont oubliés. Il faut avouer qu'il n'est guère intéressant pour eux d'assister à des délibérations et des assemblées où tout se passe en anglais et où leur entité ethnique n'est pratiquement jamais reconnue.

L'élément anglais, de son côté, et dans l'ensemble, ignore majestueusement les Acadiens, même là où ils comptent pour une forte partie de la population. Par une forte conviction de leur supériorité, ils ont l'habitude de n'en pas tenir compte dans la vie sociale, ni dans les affaires, ni dans la vie publique. Les groupes constitués en autorité osent très rarement d'eux-mêmes des gestes favorables aux Acadiens, pour reconnaître leur présence soit dans les organisations provinciales, soit dans les organisations municipales ou sur le plan scolaire. Ils ne céderont qu'après de multiples réclamations de la part de l'élément français, ce qui prouve qu'il ne s'agit pas d'une simple ignorance pratique chez eux ou d'oubli mais d'une opposition larvée.

B. - Causes de conflit

Il existe, aux Provinces Maritimes, un sujet de dispute latent, comme une vieille querelle de ménage, c'est la polémique au sujet de la responsabilité ou de la légitimité de la Dispersion. Chaque groupe a sa façon particulière d'exposer les faits: les historiens de langue française

invectivent contre Lawrence et Shirly; les historiens anglais blâment l'entêtement des Acadiens et accusent les missionnaires. Pour les Acadiens, la Dispersion est une vieille cicatrice mal fermée dont ils souffrent encore; pour les Anglais, c'est un remords dont ils veulent libérer leur conscience.

Cette polémique rebondit périodiquement, depuis Raynal, Akins, Parkman et Casgrain, jusqu'à Rumilly et MacNut. Les guerres anglo-françaises ont cessé depuis deux siècles, mais nos historiens ont continué leurs petites guerres toutes aussi passionnées, toutes aussi féroces. On sent bien, en lisant les écrits de ces honorables messieurs, que fermentent et bouillonnent en eux des instincts primitifs et qu'ils ont grand envie de se prendre aux cheveux et de se scalper réciproquement. Si l'histoire est une science, il faudrait tâcher de l'étudier avec sérénité, objectivité et compréhension.

Plus encore que les querelles historiques, les préjugés religieux ont longtemps empoisonné les relations ethniques. Beaucoup de crises graves et d'incidents, comme les luttes autour de la loi scolaire de 1871, l'affaire de Bathurst, le procès McGuirk-Richard, s'inspiraient avant tout de motifs religieux. Les plus farouches opposants aux écoles françaises craignaient que l'église catholique se serve de l'éducation

pour étendre sa domination. Ce curieux état d'esprit, qu'on a beaucoup de mal à comprendre, prend racine dans de vieux souvenirs sommeillant depuis longtemps au fond de la conscience: guerres de religion, persécutions, etc. Il suffit que les Acadiens obtiennent un manuel de français, pour que certains prédicents évoquent Galilée, la Saint-Barthélémy et l'Inquisition. Cette mentalité procède du plus étroit sectarisme religieux, et il paraît étonnant, après de tels excès, que l'on ose accuser les Acadiens de bigoterie.

L'élément francophone, de son côté, entretient une méconnaissance et des préjugés aussi injustes à l'égard du protestantisme. Par un réflexe défensif et timoré, le clergé et les fidèles catholiques craignent le contact avec les protestants et les fuient comme des pestiférés. Il est grand temps que les religions dites chrétiennes reviennent à la justice et à la charité du Christ.

Mais le point de divergence fondamentale, le noeud du problème ethnique, aux Provinces Maritimes comme dans le reste du Canada, consiste dans les différences de race, de langue et de culture. Ce problème n'est pas spécialement limité au Canada. Il s'est présenté et continue d'exister dans une quantité de pays, depuis les anciennes tribus indiennes d'Amérique et les tribus actuelles d'Afrique,

jusqu'aux pays les plus évolués. L'Afrique, l'Angleterre, la Belgique, la France, la Suisse, les pays scandinaves, etc. comprennent sur leurs territoires des populations de races et, en bien des cas, de langue différentes. La nature des relations entre ces peuples varie infiniment, depuis l'état de guerre chronique qui caractérise les tribus de la jungle, jusqu'à la paix durable, fondée sur un système complexe, qui règne en Suisse. Dans certains pays, comme aux Etats-Unis s'est opérée une assimilation complète des races et des langues, par une espèce de brassage continu dans la grande soupière (*melting-pot*) nationale. Ailleurs, comme en Grande-Bretagne, l'assimilation linguistique s'est produite presque entièrement, mais les groupes nationaux (Ecossais, Irlandais, Gallois) sont demeurés bien marqués. En Suisse, malgré une unité nationale très forte, les trois principaux groupes ont conservé à la fois leur entité nationale et leur langue. Il en est de même en Belgique, où la situation paraissait assez bonne jusqu'en ces dernières années, mais où des erreurs réciproques, des abus d'une part et des extrémistes de l'autre, avec le manque d'une forte autorité nationale ont amené la détérioration (temporaire, espérons-le) des relations ethniques.

Les situations d'ailleurs évoluent constamment partout, selon les lieux et les circonstances, les guerres, les hommes en place, les événements politiques et les intérêts matériels. Cette évolution est soumise à toutes sortes d'influences, aussi disparates que le climat, la littérature et la cuisine.

A l'intérieur du Canada, la situation est aussi très diversifiée. Dans la province de Québec, l'ethnie française paraît assurée de se maintenir, quels que puissent être les changements politiques. Nous croyons que, pour longtemps encore, la seule formule viable, n'est pas la séparation, mais le maintien d'une Confédération évoluée. A l'autre extrême, une poussière de petits groupes, français et autres, disséminés à travers les provinces, ne semblent pas posséder suffisamment de cohésion et de vitalité pour offrir une longue résistance à l'assimilation. Mais les deux groupes francophones de l'Ontario et des Provinces Maritimes, assez nombreux et voisins du Québec, paraissent assez puissants pour survivre.

Le groupe acadien, qui possède des racines profondes dans l'histoire et a prouvé sa ténacité par deux siècles de résistance, possède des droits naturels imprescriptibles, malgré la force brutale du conquérant qui l'a dépossédé déjà une fois par la force des armes, et prétend maintenant lui

imposer ces lois par la force du nombre. Il veut demeurer lui-même, garder ses caractéristiques de race, de langue et de culture, dans un milieu différent. Son problème est proportionnellement le même que celui du Québec dans l'ensemble du Canada.

On a souvent parlé d'intégration, mais il semble que ce mot représente des idées très différentes suivant les interlocuteurs. Il paraît évident que, pour l'avantage et l'unité du Canada, ou des Provinces Maritimes, il faut une certaine intégration organique, c'est-à-dire une participation et un consentement de tous les groupes à la vie commune de l'ensemble, au point de vue économique, social, politique et culturel. Cela est vrai pour Québec, dans l'ensemble du Canada, et pour le groupe acadien, dans le cadre plus restreint des Maritimes.

L'élément acadien-français, qui jusqu'ici a eu tendance à s'isoler, accepte de plus en plus cette nécessité d'une participation à la vie communautaire de la région. Mais il refuse, du fond de son âme, du moins au Nouveau-Brunswick et dans les régions où la population et la mentalité acadiennes sont demeurées assez fortes, une intégration raciale, culturelle et linguistique qui équivaudrait à un véritable suicide. Il désire que ses partenaires reconnaissent et acceptent franchement le fait d'une coexistence, selon des principes de liberté et de justice.

Nous savons qu'une élite anglaise, de plus en plus nombreuse, recrutée chez des universitaires, les professionnels et les hommes politiques est assez favorable à cette idée. Mais la majorité anglaise est indifférente, sinon hostile, et ne demande qu'une chose: de ne pas avoir d'embêtements et qu'on ne lui impose rien. Une petite minorité, agressive et butée, recrutée dans la classe la moins évoluée, refuse absolument toutes concessions. L'avenir des relations ethniques, aux Provinces Maritimes, dépend des efforts et de l'habileté qu'on emploiera, de part et d'autre, à faire évoluer la masse et à persuader les Anglais.

Pour compléter ce tableau des causes de conflit, il faut mentionner les petites raisons accidentnelles ou personnelles, provenant de maladresses, d'exagération et d'indélicatesses, qui brouillent souvent les relations, sur le plan local ou dans des secteurs particuliers d'activité. Ces incidents n'ont, d'habitude, qu'une portée limitée, mais ils demeurent regrettables car ils causent des frictions inutiles, souvent durables, et cristallisent des oppositions latentes. Il faut aussi mentionner l'action des "fantômes", ou des associations plus ou moins secrètes, souvent noyautée par des fanatiques, qui jouent le rôle d'épouvantail et inspirent au gouvernement une terreur disproportionnée avec leur importance réelle. Les loges orangistes jouent depuis longtemps ce rôle de saboteurs de l'unité nationale.

C. - Facteurs d'entente

Malgré et par-dessus toutes ces causes de mésentente, il existe un ensemble de facteurs plus nombreux et plus puissants en faveur de l'unité. Par opposition aux tendances centrifuges, un puissant faisceau de forces supérieures tend vers la cohésion intérieure et l'harmonie.

Chez tous les groupes, à mesure que diminuent les anciennes affinités coloniales, s'affirment une conscience et une fierté canadiennes de plus en plus vigoureuses. L'adoption d'un drapeau national en est la plus récente manifestation. Nous habitons tous un beau et grand pays, et formons une même grande nation. Tous les groupes ethniques ont contribué, de quelque façon, à mettre ce pays en valeur; son histoire, ses institutions, ses hommes publics appartiennent à chacun. Une immense tâche nous appartient encore, pour mettre ce pays en valeur et l'organiser. Au dessus des divergences de races, de langue, ou de régions, l'appartenance à la nation canadienne et au grand Canada crée une large dominante commune. De façon plus précise, pour les Acadiens et les anglophones des Maritimes, leur habitat commun avec la similitude de ses paysages marins, l'interpénétration de leur histoire à ses diverses phases, l'obligation d'affronter les mêmes problèmes économiques pour leur trouver une solution commune, forment autant de motifs qui peuvent et doivent les pousser à s'entendre pour conjuguer leurs efforts.

A un niveau encore plus élevé, Français et Anglais, catholiques et protestants s'entendent généralement dans le respect de certaines valeurs morales et chrétiennes, pour assurer la meilleure éducation possible à l'enfance, pour protéger les familles, pour organiser l'assistance sociale, pour s'élever vers plus de culture et une meilleure civilisation. A mesure que les Canadiens de toutes régions prendront une meilleure conscience de ces liens profonds, leurs petites dissensions leur paraîtront de plus en plus mesquines et secondaires.

Plusieurs terrains de rencontre permettent de concrétiser et d'actualiser ces idées dans la vie pratique de tous les jours. Les points de contact consistent dans les associations professionnelles d'économistes, de médecins, de journalistes, d'instituteurs, etc.; dans les partis politiques et les clubs sociaux comme l'Alliance française et les Canadian Clubs; dans les sociétés culturelles, artistiques, théâtrales et musicales; dans les associations de parents comme les foyers-écoles, et les organisations de sport et de loisirs. Les membres de ces associations ont des intérêts et des préoccupations communes; ils s'accordent habituellement dans une parfaite unanimité de vues, pour les objectifs qui les unissent. On tient d'habitude à ce que les deux groupes ethniques soient représentés dans les bureaux de direction

et le seul point de friction vient souvent de l'unilinguisme absolu des délibérations. Quand ces associations groupent un nombre suffisant d'adhérents, comme les Caisses populaires, les coopératives, les foyers-écoles, et la N.B.T.A., la meilleure solution semble être de former deux sections distinctes, selon la langue des membres, mais réunies entre elles au niveau supérieur.

Dans ces organismes, comme, en général, dans toutes les activités sociales, il est nécessaire que les personnes de l'un ou de l'autre groupe prennent résolument l'initiative, et jouent le rôle de promoteurs ou d'agents de liaison. Ce sont des catalisateurs indispensables pour faire cesser l'isolement muet, où les deux groupes se tiennent à distance comme des chiens de faïence, pour opérer les rapprochements, provoquer des explications ou briser de vieilles habitudes abusives. On peut citer plusieurs exemples de ces initiateurs qui ont parfois réussi à se gagner de solides amitiés dans l'autre camp: Haliburton et l'abbé Sigogne à la Baie Sainte-Marie; les anciens maires Parlée et Baig, à Moncton; W.F. Ganong et le Dr J.C. Webster, en histoire; les professeurs Flemington et Thorburn dans la vie universitaire, etc. etc.

Du côté acadien, les publicistes qui ont osé porter le point de vue français dans le milieux anglais, par des cours ou conférences, sont beaucoup plus rares. On peut en

mentionner cependant quelques-uns: Me Albany Robichaud, l'Honorable Louis Robichaud, le R.P. Clément Cormier, etc. Il en faudrait bien davantage.

Enfin, au sommet de la hiérarchie sociale, ceux qu'on peut appeler les autorités publiques, les ministres du gouvernement, le clergé des diverses religions, les universitaires et les membres de l'enseignement, les journalistes et les conférenciers de la radio exercent une très grande influence. Ce sont eux qui, à la longue, façonnent l'opinion publique. Si l'on étudie les périodes d'harmonie et les moments de crise qui ont marqué les relations ethniques aux Maritimes, aussi bien qu'au Canada central, on verra que ces hauts et ces bas coïncident presque toujours avec des incidents, des déclarations, des initiatives ou des campagnes attribuables à quelques représentants de ces catégories. Au Nouveau-Brunswick, des journées d'étude sur le fait français organisées par l'université Mount Allison ont contribué largement à créer un climat de compréhension. A Moncton, l'attitude des journaux et du poste de radio et de télévision anglaises ont réussi à maintenir une atmosphère de sérénité, malgré l'attitude du maire actuel.

Si toutes ces influences s'entendaient pour intensifier leur campagne d'opinion, le problème ethnique, aux Provinces Maritimes, serait bien près d'être résolu. Il céderait la place à une vaste émulation des deux groupes pour la solution du problème éducationnel et du problème économique.

CHAPITRE VII
La vie religieuse

CHAPITRE 7

LA VIE RELIGIEUSE

	<u>Page</u>
1. - <u>Rôle du clergé et des communautés religieuses</u>	2
A : Collèges et paroisses	3
B : Quelques grandes figures	6
C : Les communautés religieuses	14
2. - <u>Situation des paroisses de langue française dans les diocèses anglophones</u>	20
1) Diocèse d'Antigonish	23
2) Diocèse d'Halifax	29
3) Diocèse de Charlottetown, I.P.-E.	32
4) Diocèse de Saint-Jean	35
3. - <u>Création des diocèses acadiens</u>	43
1) Difficultés d'obtenir des évêques acadiens	43
2) Diocèse de Bathurst (autrefois à Chatham)	52
3) Archidiocèse de Moncton	57
4) Le diocèse d'Edmundston	60
5) Gaspé et les Iles-de-la-Madeleine	61
6) Le diocèse de Yarmouth	61
4. - <u>Relations entre catholiques et protestants</u>	66

CHAPITRE 7

LA VIE RELIGIEUSE

Les Acadiens ont toujours formé un peuple très religieux. Avant et après la Dispersion, la religion a tenu une grande place dans leur histoire. Leur cas n'est pas unique, puisque, à la même époque où l'Acadie était fondée, les "Pilgrim Fathers" établissaient aussi une colonie religieuse à New Plymouth. Et dans les débuts de la Nouvelle-Ecosse, les relations avec l'Eglise d'Angleterre et la "Society for the Propagation of the Faith" remplissaient une bonne partie des délibérations et de la correspondance de cette province.

Avant 1755, devant la pénurie d'administrateurs, les missionnaires servaient souvent d'officiers civils. Au retour de l'exil, pendant les longues années d'abandon que vécurent les Acadiens, la religion leur servit de consolation, et les missionnaires furent encore leurs meilleurs amis. Il en est résulté un attachement profond, dans lequel la foi s'allie inséparablement au caractère français et aux traditions les plus chères. Si nous ne craignions de forcer la comparaison, nous dirions qu'ils sont tout naturellement religieux, d'un mouvement instinctif et traditionnel, comme les peuples juif et irlandais.

C'est pourquoi la vie religieuse forme chez eux un aspect de la vie nationale, et celle-ci est en quelque sorte imprégnée, pétrie de religion. Nous avons déjà esquissé une partie de leur histoire religieuse dans nos deux premiers chapitres traitant des périodes antérieure et immédiatement postérieure à l'Expulsion. L'histoire religieuse était alors intimement mêlée à leur histoire générale. Mais il semble utile de considérer plus en détail l'organisation et la vie religieuse des Acadiens à une époque plus récente, depuis 1850 environ, alors qu'elle devient plus différenciée et plus diverse.

1. Rôle du clergé et des communautés religieuses

Vers le milieu du dix-neuvième siècle, les Acadiens se sont multipliés et la vie religieuse s'est graduellement organisée. On enregistre alors, dans les Provinces Maritimes, 66 paroisses avec curés résidents, et sur ce nombre on en compte 26 françaises. Si l'on y ajoute les Îles-de-la-Madeleine, ce chiffre monte à 28. Naturellement, chacun des curés résidents a plusieurs dessertes en plus des paroisses dont il doit s'occuper.

A cette date, les trois provinces maritimes étaient divisées en 4 diocèses: l'archidiocèse d'Halifax et le diocèse d'Arichat en Nouvelle-Ecosse, Charlottetown sur l'Île du Prince-Edouard et Saint-Jean au Nouveau-Brunswick. Les

Acadiens ne possédaient alors aucune institution secondaire, ni collège ni université. De là, une pénurie inévitable de prêtres et de chefs laïques, d'organisation et de cohésion chez les Acadiens.

A - Collèges et paroisses

Plusieurs curés prirent l'initiative d'envoyer des jeunes gens étudier dans les collèges de la province de Québec, ou entreprirent de créer eux-mêmes des écoles secondaires. Rappelons seulement la fondation des maisons suivantes:

1854, Séminaire Saint-Thomas de Memramcook, par l'ab.

F.-X. Lafrance; fermé en 1860, puis repris en 1864 par le R.P. Camille Lefebvre et la Congrégation de Sainte-Croix;

1856, Couvent D'arichat, par l'ab. Hubert Giroir;

1861, Académie de garçons, à Arichat, par le même;

1874, Collège Saint-Louis de Kent, par l'ab. Fr.-M. Richard;

1891, Collège Sainte-Anne de la Pointe-de-l'Eglise, par les Pères Eudistes;

1899, Collège du S.-Coeur de Bathurst, aussi par les Pères Eudistes, etc. etc.

De ces collèges et institutions d'enseignement sortirent les chefs, tant laïques que religieux, dont le peuple acadien allait avoir besoin dans les nouvelles difficultés qui vont

surgir, et pour la revendication de ses droits sur le plan scolaire et religieux et pour la fondation d'associations nationales.

Il est à remarquer que toutes ces institutions d'enseignement furent l'œuvre d'ecclésiastiques, comme le sera plus tard l'Université de Moncton, fondée en 1948 par les Pères de Sainte-Croix. De façon similaire, les institutions classiques pour jeunes filles, les collèges Maillet, à Saint-Basile, Notre-Dame d'Acadie, à Moncton, et Jésus-Marie à Shippagan seront l'œuvre de communautés religieuses féminines. Il est donc indéniable que l'Eglise catholique, par ses prêtres et ses congrégations religieuses, a puissamment contribué à la survie et au relèvement du peuple acadien.

Jusqu'aux grandes conventions nationales, qui commencèrent en 1880, les Acadiens ne connaissaient d'autres groupements que la paroisse. Mais, chaque paroisse formait comme une grande famille avec, à sa tête, un chef instruit, zélé et souvent compétent, le missionnaire d'abord, puis le curé résident.

Ce sont ces paroisses qui permirent d'ouvrir des écoles. Bien des curés, d'ailleurs, avaient auparavant déjà donné l'enseignement aux enfants dans leurs presbytères. Par eux aussi, se créaient des liens, des contacts entre les paroisses acadiennes au moins voisines, v.g. Chéticamp, Arichat et les Iles-de-la-Madeleine.

La vie des Acadiens s'est toujours développée sur le plan paroissial, et c'est encore le cas de nos jours, même s'il existe aujourd'hui des sociétés à caractère national. A peu d'exceptions près, les organisations valent, en vitalité, ce que le curé leur a donné d'appui et de directives; à tel point qu'on peut juger du sens d'organisation et de dévouement d'un curé selon que les œuvres, les associations, les organisations sociales, nationales, et même sportives ou économiques, fonctionnent dans une paroisse.

Si, depuis un demi-siècle, ce rôle du curé s'avère de moins en moins nécessaire, en raison des chefs laïques que les institutions d'enseignement ont produits dans certains milieux comme Moncton, Caraquet, Bathurst, Bouctouche; si même, pour le bien des Acadiens, il devient de plus en plus nécessaire de laisser les laïques prendre leurs responsabilités, ou de les pousser à les prendre, il reste que, dans le passé, les curés, par leur action dans les paroisses, ont bâti l'Acadie.

Et l'Acadie peut se féliciter d'avoir connu des curés d'envergure, de grands bâtisseurs d'œuvres. Qu'il nous suffise d'en mentionner quelques-uns.

B - Quelques grandes figuresL'abbé François-Xavier Lafrance

Nous avons déjà vu l'abbé Lafrance fonder un collège à Memramcook. N'oublions pas qu'en même temps il est curé de Memramcook, et dessert Saint-Anselme de Fox Creek, Moncton, Irishtown, Scoucous et Menoudie. Il avait déjà auparavant érigé un lazaret à Iracadie, N.B.¹ Le Père Lefebvre, qui lui succédera, continuera le même travail, et il aura le mérite de fonder la première congrégation religieuse d'origine acadienne, les Soeurs de la Sainte-Famille.²

L'abbé François-Xavier-Joseph Michaud

Né à Madawaska, l'abbé F.-X. Michaud fut ordonné à Saint-Jean, N.-B., en 1867, par Mgr Sweeny. D'abord vicaire à la cathédrale de Saint-Jean, il en devint ensuite curé et s'y distingua dans la fondation de plusieurs œuvres de bienfaisance. Lors de la loi de 1871 contre les écoles paroissiales, il refusa de payer des taxes aux écoles publiques et fut mis en prison.

En 1867, il fut nommé curé à Bouctouche. Cette paroisse était encore "arriérée, sans organisation et sans importance". Dix ans après, "Bouctouche est une des paroisses les plus

1. BOURGEOIS (R.P.Ph.), Vie de l'ab. F.-X. Lafrance, Montréal 1913.

2. Voir POIRIER (Pascal), Vie du Père Camille Lefebvre, c.s.c.

florissantes et les plus progressives de tout ce canton.

Cette transformation est due à un seul homme, venu là sans autres ressources que son intelligence et son dévouement.

Dans ce court espace de temps, il a tout changé, tout créé".¹

A son arrivée, il répare église et presbytère. L'église passe au feu en 1886, il la reconstruit. Il bâtit des écoles, fonde un couvent, qui existe encore et qui a donné des centaines d'institutrices à la province; "plusieurs prêtres et missionnaires y ont acquis leur première éducation; des laïcs éminents dans les diverses sphères de la société y ont suivi une partie de leur cours".²

Le Père Michaud veut relever le niveau économique de ses paroissiens. Il s'intéresse donc à l'agriculture et à l'industrie. Il préconise la culture du blé et l'élevage. Il fonde la Société d'agriculture, qui existe encore. Il achète une terre pour en faire une ferme modèle. Il fonde une beurserie, une fromagerie, un moulin à farine et un moulin à scie, puis un magasin général. Enfin, pour faciliter l'essor économique et permettre des débouchés à la production agricole de Bouctouche, le curé se met dans la tête de faire relier Bouctouche à Moncton par un chemin de fer. S'adjoignant le

1. CASGRAIN (Ab. H.-R.), *Un pélerinage au pays d'Evangéline*, ch. XXI, p. 368.

2. MICHAUD (Marguerite), *Le Père F.X.J. Michaud*, 1954, p. 9.

concours du ministre presbytérien Murray, il en fait la demande aux autorités fédérales et provinciales. Il l'obtient et le chemin de fer fut construit durant les années 1885 et 1887.

Le Père Michaud s'intéressait aussi beaucoup à la littérature et aux arts. Il organisait des concerts sacrés, voulut fonder des bibliothèques scolaires; il écrivit plusieurs articles dans le Moniteur Acadien sur les débuts et les premières familles acadiennes de la paroisse. Lui-même écrivait ses mémoires. Avec un tel homme, les Acadiens de Bouctouche stimulés, encouragés, se mirent à cultiver leurs terres avec plus de soins et de savoir-faire, et la paroisse devint le centre prospère et rayonnant qu'elle continue d'être. N'oublions pas qu'en plus d'être curé de la paroisse de Bouctouche, le Père Michaud desservait Saint-Antoine, Sainte-Anne et South-Branch.

Mgr Marcel-François RICHARD¹

Né le 9 avril 1847 à Saint-Louis, le futur abbé Richard, encore jeune écolier, témoin des injustices que subissaient les siens, se disait: "Quand je serai grand, cela changera". Il fut ordonné prêtre en 1870 et nommé vicaire, puis curé à Saint-Louis, sa place natale.

1. Voir: GILDAS (R.P.), Vie de Mgr M.-F. Richard, Moncton 1940 et DAIBLE (L.-C.), Histoire de Saint-Louis de Kent, Moncton 1948, pp. 96-125.

L'abbé Richard voulut relever les siens sur tous les plans, économique, moral, religieux, intellectuel. Toute sa vie fut vouée à la réalisation de cet idéal.

Il stimula l'agriculture; il s'intéressa au travail des chantiers. Lui-même bâtissait des moulins à scie. Au lieu de laisser partir ses jeunes paroissiens pour les Etats-Unis, il s'occupa avec eux d'ouvrir, par la colonisation, des paroisses nouvelles, Rogersville et Acadieville.

Chargé de plusieurs missions ou dessertes qui deviendront des paroisses avec le temps, il y construit des églises: Saint-Louis, Richibouctou, Saint-Charles, Acadieville, Rogersville, Saint-Ignace, Big-Cove et Barnaby-River, quatorze en tout.¹

Conscient de l'importance de l'instruction dans le relèvement d'un peuple, l'abbé Richard fonde un couvent pour filles en 1874, qu'il confie aux religieuses de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, et une académie pour garçons qui, en 1876, grâce à l'abbé Eugène Raymond Biron, commença à donner le cours classique et devint le collège Saint-Louis.

Le collège Saint-Louis dut fermer ses portes dans les circonstances que l'on sait et le Père Richard fut expédié comme curé d'une de ses colonies, Rogersville. Bien qu'ostacalisé par son évêque, l'abbé Richard continua son oeuvre

1. BERNARD (Antoine), c.s.v., Histoire de la Survivance acadienne, Montréal 1935 p. 159.

d'éducation nationale. Il est de tous les congrès acadiens quand son évêque ne lui refuse pas de s'y rendre --- C'est lui qui, en 1881, fait adopter l'Assomption comme fête nationale des Acadiens, le drapeau et l'hymne national acadien, en 1884. Il fait trois voyages à Rome pour exposer au Souverain Pontife l'état pénible des Acadiens et obtient la promesse de Pie X que les Acadiens auront un des leurs comme évêque.

A Rogersville, il fait venir des religieuses enseignantes, les Filles de Jésus, puis les Pères Trappistes et les Soeurs Trappistines. Ces trois communautés y sont encore. Il érige un monument à Notre-Dame de l'Assomption, dont il voulait faire un lieu de pèlerinages nationaux pour les Acadiens. L'abbé Richard, devenu Prélat domestique de Sa Sainteté en 1905, fut l'un de ces géants de curés qui bâtissent des pays et l'un des grands ouvriers dans le relèvement du peuple acadien.

L'abbé George-Antoine Belcourt

Prêtre canadien-français, né au Québec, il fut ordonné prêtre le 10 mars 1827, après ses études à Nicolet. Il vécut ensuite dix-huit ans dans l'Ouest canadien où il avait accompagné Mgr Provencher. Il vint à Rustico, sur l'île du Prince-Edouard, le 1er novembre 1859, et pendant dix ans, comme curé de cette paroisse, il ne cessa de créer des œuvres.

En 1865, il fonde la "Banque des Fermiers", genre de Caisse populaire pour les cultivateurs, la première de l'Amérique, sinon du monde entier. Il établit une école dans l'ancien presbytère et fait venir de Montréal le professeur Israël Landry, très instruit et fin musicien, qui sera le fondateur, en 1867, du journal "Le Moniteur Acadien". Il monte une fanfare qui fut célèbre dans toute l'île. Il crée "L'Institut de Rustico", genre de cercle d'études pour adultes avec une bibliothèque pour laquelle il recevait 1000 francs par année de Napoléon III.

Comme ses paroissiens augmentaient par une forte natalité et que sa paroisse ne possédait plus de terres à défricher, l'abbé Belcourt organisa une émigration rationnelle. Au lieu de les laisser s'exiler aux Etats-Unis, il les organisa par groupes et les conduisit fonder de nouvelles colonies, soit sur l'île même, soit au Nouveau-Brunswick, soit en Gaspésie. En 1860, il établit une douzaine de ses familles à Saint-Alexis, P.Q. Une soixantaine de familles allèrent à Bloomfield dans l'île; d'autres allèrent fonder la paroisse actuelle de Saint-Charles, également dans l'île. D'autres groupes enfin, se transportèrent au Nouveau-Brunswick, à Adamsville, à Saint-Norbert, et surtout à Saint-Paul, sur le "terrain de l'évêque", Mgr Sweeny. L'abbé Bercourt venait lui-même à l'avance visiter les terres et organiser l'arrivée de ses colons.

L'abbé Pierre Fiset, à Chéticamp en Nouvelle-Ecosse.

Né à l'Ancienne-Lorette près de Québec, il s'était donné au diocèse d'Arichat sur l'invitation de Mgr Francis McKinnon, évêque de cet endroit. Nommé curé à Chéticamp en 1875, il y demeura jusqu'à sa mort survenue en 1909, donc 34 ans. Durant ce temps, digne émule du Père Michaud de Bouctouche, il accomplit lui aussi un travail gigantesque... Dès 1879, il érige une nouvelle paroisse, Saint-Joseph-du-Moine, qui jusque là faisait partie de Chéticamp. En 1892, il fait construire à Chéticamp l'une des plus belles églises de l'Acadie. En 1903, il fait édifier un grand couvent pour l'éducation des garçons et des filles, qu'il confie aux religieuses Filles-de-Jésus. Il encourage l'agriculture. Il exige que la dîme soit payée en nature et non pas en argent, pour forcer ses paroissiens à la culture de leurs terres. Il possède une ferme modèle et donne l'exemple en y travaillant lui-même. Pour libérer les Chéticantins du monopole économique des Jersiais, il ouvre à son compte un magasin général. Il achète lui-même le poisson et les animaux de ses paroissiens. Il fait prospection toutes les montagnes avoisinantes et ouvrir plusieurs mines. Il est président de la compagnie de la mine la plus importante, la mine de plâtre. Comme le plâtre était expédié à Montréal, le Père achète lui-même un bateau de cinq mille tonnes. Enfin, cet homme, sans négliger son

ministère sacerdotal, sut transformer toute cette région française du comté d'Inverness et lui donner un dynamisme dont l'élan se fait encore sentir.¹

Et d'autres:

Il y eut, à cette époque, d'autres prêtres d'envergure: le Père Hubert Giroir à Arichat, à Chéticamp et à Havre-Boucher, qui multiplie les écoles et stimule la pêche et l'agriculture; l'abbé Antoine Langevin qui, de 1835 à 1857 curé de Saint-Basile, fut le guide et le conseiller éclairé de tout le Madawaska, qui obtint d'autres prêtres pour cette région et développa l'agriculture et la colonisation. "Son passage est marqué par un progrès général de la contrée". Lui aussi avait l'éducation à cœur. En 1850, on comptait 20 écoles dans le Madawaska, et chaque année l'abbé Langevin expédiait, souvent à ses frais, plusieurs jeunes gens au collège Sainte-Anne de la Pocatière.² Plus tard encore, il y aura l'abbé Arthur Melanson, futur archevêque de Moncton, né le 25 mars 1879, qui pendant les douze premières années de son sacerdoce se dépensa dans les paroisses et les chantiers de la région de Campbellton, et fonda deux paroisses, Saint-Quentin et Kedgewick. Lui aussi se dévoue corps et âme au service de l'agriculture et de la colonisation. Devenu curé

1. CHIASSON (R.P. Anselme), o.f.m. cap., Chéticamp, Moncton 1961, pp. 143-151.

2. ALBERT (Ab. Thomas), Histoire du Madawaska, Québec 1920, p. 190.

de Campbellton, hanté par le problème du relèvement des Acadiens par l'enseignement, il fonde une communauté religieuse enseignante acadienne, les Filles de Marie de l'Assomption, en 1922.

C - Les communautés religieuses

Le travail des Hospitalières de Saint-Joseph, arrivées à Saint-Basile, au Madawaska, le 4 octobre 1873, pour y fonder un hôpital et un collège, vaut la peine d'être mentionné. "S'adaptant merveilleusement à tous les besoins de la région, le couvent devint une sorte de lycée... où chaque branche de la science était enseignée, où chaque talent pouvait se développer selon ses aptitudes". "L'¹humble religieuse qui opérera cette merveille n'est autre que la Mère Maillet".

Depuis le début de ce siècle, en plus des Pères de Sainte-Croix et des Pères Eudistes, d'autres communautés religieuses, de femmes d'abord, puis de Frères depuis quelques décades, sont venues se vouer à l'œuvre de l'enseignement dans les milieux acadiens. Les religieuses de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal vinrent à Miscouche, I.P.E., dès 1864, et à Caraquet, N.-B. dès 1874. Elles ont quatre écoles au Nouveau-Brunswick. Elles en ont dix dans les diocèses d'Antigonish et Charlottetown, où la population est en bonne partie d'origine française, mais où elle n'a guère à se louer de cette communauté pour la sauvegarde du français.

1. Ibid.

Les Filles de Jésus de Kermaria, France, arrivèrent à Chéticamp et Arichat en Nouvelle-Ecosse, à Rogersville et Dalhousie, N.-B., en 1903. Elles enseignent aujourd'hui dans plus de trente écoles acadiennes. Elles sont même à des points stratégiques où le seul espoir de survivance pour le français repose sur elles, surtout dans le comté de Richmond au Cap-Breton. Elles enseignent dans six écoles du diocèse de Moncton; dans une dizaine du diocèse de Bathurst; dans deux ou trois du diocèse de Yarmouth et dans neuf du diocèse d'Antigonish.

Les Hospitalières de Saint-Joseph, comme leur nom l'indique, s'occupent surtout d'hôpitaux. Mais nous avons vu leur collège pour filles, fondé à Saint-Basile en 1873, avoir un rayonnement extraordinaire dans la région du Madawaska. En 1912, elles ouvraient aussi à Tracadie, N.-B., une académie pour jeunes filles. Ces deux institutions continuent leur magnifique influence.

Les Filles de Notre-Dame de l'Assomption, fondées en 1922 par l'abbé Arthur Melason, ont progressé rapidement. Aujourd'hui, elles enseignent dans une vingtaine d'écoles, dont dix dans le diocèse de Bathurst, quatre au diocèse de Yarmouth et six au diocèse d'Edmundston, et une au diocèse de Moncton.

Les religieuses de Notre-Dame du Sacré-Coeur, comme nous le verrons plus loin, sont une branche française détachée, en 1924, de la congrégation anglaise des Soeurs de la Charité de Saint-Jean. Cette nouvelle communauté, composée de sujets acadiens, s'est développée très rapidement et est devenue la plus nombreuse des communautés françaises en Acadie. Elle enseigne dans une trentaine d'écoles du diocèse de Moncton et y dirige un collège classique célèbre pour demoiselles: Notre-Dame d'Acadie, fondé en 1949. Elle enseigne dans six écoles du diocèse de Bathurst, dans trois ou quatre du diocèse de Yarmouth, dans deux du diocèse d'Edmundston et dans deux de l'Île du Prince-Edouard, surtout l'école consolidée de Mont-Carmel, la première sur l'île.

Les religieuses de Jésus-Marie de Sillerie enseignent à Shippagan, à Lamèque, à la Petite-Rivière de l'île, et à Saint-Raphaël-sur-Mer. A Shippagan, elles ont ouvert, en 1960, pour la région un collège classique pour filles, qui déjà leur fait honneur.

Les Soeurs Maristes enseignent dans quatre paroisses du diocèse d'Edmundston. Les Filles de Marie Auxiliatrice (Salésiennes) enseignent dans trois paroisses du diocèse de Bathurst; les Soeurs de SS. Coeurs de Jésus et de Marie, dans deux paroisses au même diocèse. Les Soeurs de la Sagesse

enseignent dans trois paroisses du diocèse d'Edmundston et les Oblates dans deux. Les Ursulines ont deux maisons d'enseignement au Nouveau-Brunswick, l'une à Jacquet River, l'autre à Saint-Léo-Nardville. Les Soeurs de Sainte-Croix sont arrivées depuis quelques années seulement dans la paroisse d'Acadieville. Enfin, les Soeurs de la Charité d'Halifax enseignent encore dans une dizaine d'écoles où la population est d'origine française, deux dans le diocèse de Bathurst, trois dans le diocèse d'Antigonish et quatre dans celui de Yarmouth. Leur présence n'est pas à l'avantage de la langue française.

Deux communautés de frères enseignants sont venus plus tardivement, depuis moins d'une vingtaine d'années. Ce sont les Frères de l'Instruction chrétienne et les Frères du Sacré-Coeur. Les premiers ont déjà quatre maisons dans le diocèse de Moncton, l'une dans le diocèse de Bathurst et deux dans le diocèse d'Edmundston. La seconde possède une maison à Memramcook, où leurs frères font leur école normale; six écoles où ils enseignent, dans le diocèse de Bathurst, et une dans celui d'Edmundston. En tout, les écoles où ils enseignent se chiffrent à treize, sans compter un juvénat pour chacune de ces deux communautés.

Les Pères Rédemptoristes et les Pères Capucins ont ouvert chacun un collège-juvénat à Moncton, et les prêtres séculiers un petit séminaire à Bathurst. Cela fait en tout, avec les

collèges de Saint-Joseph, du Sacré-Coeur, de Saint-Louis au Nouveau-Brunswick et le collège de Sainte-Anne en Nouvelle-Ecosse, dix collèges classiques, d'inégale valeur sans doute, organisés pour les Acadiens des Provinces Maritimes.

Deux autres institutions méritent une mention spéciale.

Le Grand Séminaire d'Halifax:

En 1893, Mgr O'Brien, archevêque d'Halifax, demandait aux Pères Eudistes de fonder un Grand Séminaire à Halifax, et ceux-ci acceptèrent. Depuis ce temps, le clergé séculier des Maritimes, français et anglais ensemble, y reçoit l'enseignement théologique et sa formation sacerdotale. Ceci a l'avantage de créer des sympathies mutuelles entre les membres du clergé des deux groupes ethniques, et de permettre un peu ~~d'étude~~ du français par les futurs prêtres anglais. Mais cela comporte l'inconvénient que, dans ce contexte, le clergé français n'y reçoit pas une formation dans un esprit français approprié.

L'Université de Moncton:

La seconde institution d'importance majeure, c'est l'Université de Moncton, fondée et dirigée par les Pères de Sainte-Croix. Ouverte humblement en 1953, elle est aujourd'hui le plus bel espoir d'avenir pour le peuple acadien.

L'Eglise encore, par ses religieuses, a ouvert une douzaine d'hôpitaux dans les centres acadiens, une dizaine d'hospices, trois sanatoriums et plusieurs orphelinats.

Les coopératives et les caisses populaires, dans les Maritimes et chez les Acadiens, ont été lancées par les prêtres d'Antigonish, soutenus par les curés de paroisses, dont quelques-uns, comme Mgr Livain Chiasson de Shippagan, furent de grands apôtres et de grandes figures.

Voilà une petite idée de l'œuvre de l'Eglise en Acadie. Par ses missionnaires et ses curés, par ses communautés enseignantes, elle a regroupé et organisé les Acadiens. Elle les a dotés d'écoles, de collèges et d'une université; elle a donné un essor à l'agriculture et à la colonisation. Elle a aidé des Acadiens même sur le plan économique.

Et ce travail continue encore de nos jours. Mais, n'allons pas croire que l'Eglise le fait avec un esprit de monopole. D'ailleurs, une phalange de laïques méritants, plus nombreux que les religieux et les religieuses, enseignent maintenant dans les écoles acadiennes. Et des communautés, comme les Soeurs de Notre-Dame du Sacré-Coeur et les Filles-de-Jésus, se désistent le plus possible du principalat des écoles en faveur des laïques. L'organisation des coopératives et des caisses populaires, chez les Acadiens, est totalement

entre les mains des laïques. Il en est de même aujourd'hui pour toutes les sociétés d'agriculture, d'éducation, d'instituteurs, de foyers-écoles, etc. Mais, le prêtre demeure là pour aider de ses conseils et stimuler les ardeurs.

2. ~ Situation des paroisses de langue française dans les diocèses anglophones

Nous avons vu qu'en 1850, les Acadiens aux Maritimes ne comptaient qu'une trentaine de paroisses sur les soixante-six qui avaient des curés résidents. Grâce à leur forte natalité - la saignée de l'émigration n'est pas encore commencée - les Acadiens se multiplient vite et les paroisses vont augmenter rapidement. En 1870, les paroisses acadiennes se chiffrent à près d'une cinquantaine; en 1900, à 97 paroisses, en 1930, à 117, et en 1962, à 175, dont quelques-unes malheureusement se sont anglicisées, surtout sur l'Île du Prince-Edouard et au diocèse d'Antigonish.

En 1915, le clergé séculier acadien se chiffrait à une centaine, dont 24 en Nouvelle-Écosse, 11 sur l'Île du Prince-Edouard (dont 2 aux Iles-de-la-Madelaine) et 67 dans le Nouveau-Brunswick (50). En 1965, il se chiffre à 310 dans les Maritimes, sans compter les religieux, au nombre de 180.

Toutes les paroisses catholiques, dans l'ensemble des Maritimes, se répartissent ainsi:

<u>Diocèses</u>	<u>Nombre de paroisses</u>	<u>Paroisses françaises</u>	<u>Paroisses bilingues</u>	<u>Paroisses acadiennes</u>	<u>Divers</u>
Moncton	45	40			
Bathurst	55	54			
Edmundston	27	26			
Saint-Jean	50		2		
Halifax	49	1			
Antigonish	91			15	
Yarmouth	25	18			
Charlottetown	47	2			10 à très grande majorité française 3 à 50% françaises 5 avec nombre considérable d'Acadiens

Total: 389 paroisses, dont 168 françaises (sans parler des nombreuses dessertes)

Il ne faut pas croire que tout est dit quand on parle de 168 paroisses françaises aux Maritimes. Le problème est plus compliqué. Plusieurs Acadiens vivent ailleurs que dans ces paroisses française puis, quelques-unes de ces paroisses ne sont françaises que par l'origine de la population qui la compose: En réalité, dans une vingtaine de ces paroisses, le curé est anglophone et le service religieux se fait en anglais. Quelques-unes de ces paroisses sont déjà anglicisées et d'autres en voie de le devenir.

Dans les diocèses où l'évêque est acadien, les Acadiens possèdent leurs paroisses françaises et les Anglais leurs paroisses anglaises nationales, là où le nombre d'anglo-catholiques le permet, comme à Moncton, où il y a trois paroisses nationales anglaises. Les évêques français ne se font jamais prier pour accorder ces paroisses dès qu'elles sont viables. En plus, ils favorisent le ministère bilingue dans les paroisses françaises, même s'il ne s'y trouve qu'une poignée d'anglophones. (v.g. Grande-Anse, Bathurst, Lakeburn, Richibouctou, etc.).

Les évêques et les prêtres anglais, irlandais ou écossais, tiennent une attitude tout opposée. Ils n'accordent et n'ont jamais accordé à date de paroisse française nationale aux Acadiens. Ils refusent le plus possible le service bilingue, même si les Français sont en majorité dans une paroisse. Ils mettent souvent des curés anglais dans des paroisses françaises. Ces accusations sont sérieuses. Les faits sont là pour en établir la véracité:

Si les premiers missionnaires irlandais et écossais s'efforçaient d'apprendre le français pour leur ministère auprès des Acadiens; si les premiers vicaires apostoliques et évêques, l'abbé Jones, Mgr McEachern et suivants, faisaient des dé-marches méritoires pour leur trouver des prêtres français, leurs successeurs, malheureusement, n'ont pas toujours suivi leurs traces. Prenons l'Acadie par région, de l'est à l'ouest:

1) Diocèse d'Antigonish:

Population catholique : 120.387 (1951)

Population acadienne : 29.552 (1951) dont 7.008 sur la péninsule
22.554 sur l'île du Cap-Breton.

On y compte 15 paroisses, tout acadiennes ou en grande majorité acadiennes. Sur la péninsule:

Pomquet : a eu 11 curés anglais sur 14, les derniers sont français.

Tracadie : 6 curés anglais sur 17, mais les derniers sont tous anglais.

Havre-à-Boucher : 10 curés anglais sur 14, et les derniers toujours anglais.

Larry's River : 2 curés anglais sur 8, et les derniers sont anglais.

Port-Félix : 6 curés anglais sur 16, et les derniers sont anglais.

Sur l'île du Cap-Breton:

Chéticamp : 5 curés anglais sur 16.

S. Joseph-du-Moine : tous curés français, excepté le dernier, un italien.

Margaree : 10 curés anglais sur 23.

Arichat : 10 curés anglais sur 23.

Arichat-Ouest : 4 sur 19

D'Escousse : 10 sur 16

Petit-Degrat : tous français excepté le curé actuel (sympathique)

Louisdale : tous français

L'Ardoise : 6 anglais sur 14

Rivière-Bourgeois: 2 sur 10.

Ces paroisses ne contiennent pas la moitié de la population acadienne du diocèse. Les Acadiens sont au nombre de 29.552, dont 13.956 dans ces paroisses. Les autres 15.596 sont dispersés dans les paroisses anglaises, surtout urbaines, comme Pictou, Inverness, Sydney, Glace-Bay, North-Sydney, New Waterford.

Mais, même ces paroisses acadiennes n'ont pas toutes le service religieux en français. Quatre d'entre elles, au moins, n'ont plus de français du tout en chaire: Havre-à-Boucher, aux trois quarts acadien, a un curé anglais depuis 1884. Le service religieux, en chaire du moins, se fait exclusivement en anglais depuis ce temps-là. Et les "Sisters of Charity" d'Halifax qui y tiennent écoles depuis 1891, sont renommées pour leur manie d'angliciser, exigeant - avec mépris pour le français - que les prières et le catéchisme des Acadiens s'apprennent et se récitent exclusivement en anglais. Aussi cette paroisse est complètement anglicisée.

Tracadie, paroisse voisine, a subi le même sort que Havre-à-Boucher. Pomquet est dans une situation un peu meilleure et possède maintenant un curé français. Larry's-River et Port-Félix, où les Acadiens ne comprenaient pas l'anglais il y a trente ans passés, ont chacune un curé anglais et, comme religieuses enseignantes, les Soeurs anglaises de la Congrégation de Notre-Dame, aussi anglicisatrices que les "Sisters of Charity" d'Halifax. Ce sont aussi deux paroisses en passe de s'angliciser.

Les autres paroisses acadiennes du Cap-Breton, ont toutes des curés français, excepté Saint-Joseph-du-Moine, qui a un Italien élevé à Sydney, mais qui parle assez bien le français, et Petit-Degrat, dont le curé anglais parle français et est fort sympathique aux Acadiens et à leurs causes.

Les 15.596 Acadiens disséminés dans les centres urbains, avec ceux de la péninsule, dont nous venons de parler, font donc un chiffre approximatif de 18.000 à 19.000 Acadiens qui n'ont plus de service religieux dans leur langue, et tous s'anglicisent rapidement et un bon nombre perdent même leur foi. En 1951, le recensement donnait 2.483 Acadiens protestants, dont 8,4%.

Les Acadiens de New Waterford, ville minière du comté du Cap-Breton, sont les plus groupés de ceux qui vivent en dehors de paroisses acadiennes. En 1956, un recensement donnait 153 familles françaises et 155 familles dont l'un des époux était français. Mais, de ces familles 237 enfants parlaient encore français, tandis que 538 ne le parlaient plus. Ces Acadiens sont originaires de la région de Chéticamp et entretiennent, surtout par la Société l'Assomption, une vie française assez remarquable pour un tel milieu.

L'idée d'une paroisse française mijotait depuis longtemps dans l'esprit des chefs acadiens de New Waterford, mais du vivant de Mgr James Morrison, il n'était pas question d'en

faire la demande. Elle eût été absolument vaine. En 1956, Mgr Morrison ayant rendu son âme à Dieu, Mgr John R. MacDonald, qui lui succéda, posa un geste encourageant et prometteur. Il demanda à tous les curés de paroisses acadiennes, qui n'en avaient pas encore, d'obtenir des religieuses enseignantes françaises. Ce qui fut fait pour la plupart de ces paroisses. On sait qu'il demanda plusieurs fois des prêtres français aux évêques français des Maritimes, mais sans succès, ceux-ci ne pouvant disposer d'aucun de leurs prêtres, dont ils avaient eux-mêmes un urgent besoin.

Dès cette année 1956, vingt Acadiens de New Waterford, appuyés par la Société Saint-Pierre, présentaient une requête à Mgr MacDonald en vue d'une paroisse française. L'évêque promet d'étudier la question. Vaine attente. Rappel en 1957. Aucune réponse. Nouveau rappel à la fin de la même année. Pas de réponse. Entre temps, Mgr Landry, ex-évêque de Hearst, fut nommé administrateur de la paroisse la plus importante de New Waterford, Mont-Carmel. Il établit une messe par mois avec sermon en français. En 1958, recours au Délégué apostolique, qui répond: "Si Mgr Landry juge opportun et nécessaire d'avoir d'autres églises et écoles, S. E. Mgr MacDonald les accordera immédiatement, pouvu que vous soyez en mesure de les soutenir" (13 nov. 1958). En 1959, on fait un nouveau recensement pour demander quelles sont les familles prêtes à soutenir une église française. Toutes, même celles dont

l'un des époux était anglais, répondent dans l'affirmative, excepté 5 ou 6 familles. Mais on constate que, à cause de l'émigration, les familles acadiennes diminuaient beaucoup. Mgr MacDonald meurt le 18 décembre 1959. La Société Saint-Pierre écrit au Délégué Apostolique pour lui demander humblement un évêque qui serait sympathique aux Acadiens. Mgr Powers, de Montréal, est nommé au mois d'août 1960. Il est parfait bilingue. Les Acadiens reprennent espoir, mais lui laissent un an pour connaître le diocèse. Puis ils le rencontrent en janvier 1962, à Sydney, et lui exposent la situation de New Waterford. Il se montre très ouvert. Mais depuis lors, des requêtes et des démarches multipliées n'ont reçu aucun résultat ni aucune réponse.

Vu la situation économique du milieu et la fermeture de plusieurs mines, la population française diminue et ne reçoit plus aucun apport des centres français comme Chéticamp. Les Acadiens de New Waterford laissent tomber leurs revendications. Mais si la paroisse avait été accordée à temps, comme un évêque acadien l'aurait fait pour les Anglais, elle se serait organisée, elle aurait augmenté et aujourd'hui pourrait vivre.

Les Acadiens de Sydney, de Glace-Bay, de Reserve, devraient depuis longtemps avoir leurs paroisses nationales. Mais, à quoi bon faire des démarches pour les obtenir, quand ceux de New Waterford, mieux groupés et mieux organisés, n'y ont pas réussi?

La pénurie du clergé acadien est aussi un problème inquiétant. En 1957, il y avait 198 prêtres dans le diocèse, dont 14 Acadiens qui parlaient français, mais dont 12 seulement exerçaient leur ministère auprès des Acadiens. La situation est la même aujourd'hui.

D'où vient cette pénurie de prêtres acadiens au diocèse d'Antigonish? Il y a la question des écoles qui préparent mal les enfants pour les collèges classiques français des Maritimes, et aucunement pour ceux du Québec. Les enfants ne se sentent pas portés à devenir prêtres pour exercer leur ministère en français, quand eux-mêmes le savent si mal.

Autre raison. Il fut un temps où les vocations acadiennes auraient pu être nombreuses si elles avaient été favorisées. Mais, durant le règne de Mgr James Morrison (1912-1950), les vocations acadiennes furent loin d'être encouragées, c'est le moins qu'on puisse dire, par le refus de les aider d'aucune façon et en n'y montrant aucun intérêt. Plusieurs Acadiens du diocèse sont devenus prêtres durant cette période, mais peu pour le diocèse. Il y en a au moins un aux Etats-Unis; un vient de mourir à Saint-Hyacinthe; un est à Gravelbourg; trois sont au diocèse de Bathurst et plusieurs sont entrés dans les communautés religieuses. Les uns ont demandé de l'aide financière pour poursuivre leur grand séminaire et se sont vu refuser cette aide. Au moins deux ont demandé tout

simplement pour être acceptés dans le diocèse sans avoir besoin de cette aide. S'il y avait des raisons pour refuser l'un d'entre eux, il n'y en avait aucune pour répondre à l'autre: "I need no more priests"! Pas étonnant, avec une telle attitude, que les vocations acadiennes soient taries et que, même si le successeur était plus sympathique, les vocations n'aient plus germé.

2) Diocèse d'Halifax

Le diocèse d'Halifax a une population totale de 372.454 âmes, dont 85.000 catholiques et 30.158 d'origine française. On y compte 49 paroisses, dont aucune n'est française. Une seule, Chezzetcook, est bilingue.

Chezzetcook, à 23 milles d'Halifax, avec ses 1000 Acadiens et 200 anglophones, a su résister à l'anglicisation depuis deux siècles. Ce phénomène est dû à son isolement passé. Mais, aujourd'hui, avec les moyens de communications, avec la radio et la télévision uniquement anglaises, ce petit groupe est plus menacé que jamais.

Les autorités religieuses anglaises firent de louables efforts jusqu'à la fin du siècle dernier pour procurer aux Acadiens des prêtres de leur langue. Si Mgr Edmund Burke causa des difficultés au Père Sigogne, c'était plutôt une question de caractère chez cet évêque. Mgr Walsh, en 1855,

publia pour les Acadiens une lettre circulaire touchante à l'occasion du centenaire de leur Dispersion. Mgr O'Brien fit des démarches méritoires pour obtenir que les Pères Eudistes fondent le collège Sainte-Anne, et, en 1893, il leur confiait le Grand Séminaire d'Halifax. Encore récemment, Mgr MacNally demandait fermement à tous ses séminaristes d'apprendre la langue française.

Malgré tous ces actes de bonne volonté réelle, les Acadiens s'anglicisent. Même la population de la baie Sainte-Marie, qui est française, groupée et homogène, s'anglicisait. Les Soeurs de Charité d'Halifax comme institutrices, des curés anglais ici et là, même des prêtres acadiens peu soucieux de la survivance du français,aidaient directement et indirectement à l'anglicisation, jusqu'à la création du diocèse acadien de Yarmouth en 1953.

Les autres centres urbains qui comptent beaucoup d'Acadiens sont Amherst et Halifax. Il y en a ailleurs, à Truro, à Minoudie, mais ils sont définitivement anglicisés.

A Amherst, plusieurs Acadiens du Nouveau-Brunswick, de l'Île du Prince-Edouard, ont été attirés par les usines et manufactures. Il est difficile d'obtenir des chiffres précis, mais il semble que le nombre aurait justifié une paroisse française nationale depuis longtemps. Ils n'ont aucun service religieux en français et s'anglicisent rapidement.

La ville d'Halifax compte au-delà de 12.000 François.

A part un tout petit groupe de professionnels et d'hommes plus cultivés, les Acadiens, ici, sont des ouvriers et des manoeuvres, dont le souci de la langue passe souvent au second plan. Une paroisse nationale française qui organiserait ses écoles bilingues, pourrait encore sauver une bonne partie de cette population acadienne relativement jeune. Mais, l'idée en est-elle jamais venue aux autorités religieuses? On dit qu'ayant parlé d'ériger une paroisse nationale italienne à Halifax, on se récusa, dans la crainte que les François n'en demandent une aussi.

Ce serait pourtant normal que des groupes aussi importants que ceux d'Amherst et d'Halifax possèdent leurs paroisses françaises. Cela empêcherait l'anglicisation. Cela empêcherait peut-être aussi les défections religieuses. Le recensement de 1951 donnait 22.560 François dans le diocèse d'Halifax, dont 17.664 seulement étaient catholiques. Enlevez les quelque 3.000 Huguenots, il reste encore près de 3.000 Acadiens qui ont perdu leur foi avec leur langue, soit 10%.¹

1. R.P. Dominique, c.f.m. cap., L'Eglise catholique au Canada, Montréal 1956, p. 83.

3) Diocèse de Charlottetown, I.P.-E.

Population totale : 104.629

Population protestante: 60.300

Population catholique : 44.329

Population acadienne : 17.418

Le recensement de 1941 indiquait que les Acadiens de l'Île du Prince-Edouard étaient demeurés catholiques à 98%. La population acadienne a augmenté depuis 1881, et malgré une immigration intense, de 5.971 âmes. Les autres nationalités ensemble ont diminué de 4.820. En 1961, les Acadiens formaient 25% de la population catholique de l'Île.

L'Île n'a qu'un seul diocèse dont le siège se trouve à Charlottetown. Elle compte 47 paroisses, dont 10 sont à très forte majorité acadienne, deux totalement acadiennes et deux à 50% acadiennes. Les paroisses acadiennes passent pour les mieux organisées et les plus prospères. Malheureusement, plusieurs de ces paroisses ont à leur tête des curés anglophones dont quelques-uns ne comprennent pas le français. En même temps, deux prêtres acadiens sont curés dans des paroisses anglaises. Par ailleurs, les paroisses écossaises, comme Tracadie, Saint-André, Saint-Pierre, etc., sont presque toujours desservies par des prêtres écossais; les paroisses irlandaises comme Iona, Sainte-Thérèse, Sainte-Brigitte, Saint-Marc, etc., sont toujours desservies par des curés irlandais.

Le diocèse compte 100 prêtres dont 12 acadiens seulement. Pourtant, onze prêtres acadiens ont dû exercer leur ministère en dehors de l'Île, au moins une partie de leur vie, sans compter les douze prêtres entrés en communauté. Le diocèse compte sept prélates, dont un seul acadien. Depuis la fondation du diocèse, en 1829, un grand nombre de prêtres se sont vu décerner les titres de Protonotaires Apostoliques et de Prélates Domestiques. Sur ce nombre, à date, on trouve seulement deux noms acadiens, et encore, ce ne fut qu'à l'occasion de leur 50ième anniversaire de sacerdoce: Mgr Jean Chiasson en 1928 et Mgr J. Nazaire Poirier en 1962. Et l'autorité religieuse ne favorise point les vocations acadiennes. "D'une manière générale", dit Henri Blanchard, "nous pouvons dire que depuis soixante-cinq ans, les jeunes Acadiens aspirant au sacerdoce sont refusés dans le diocèse de Charlottetown" (cf Rumilly, loc. cit., p. 1007).

Les Acadiens de Wellington ont déjà fait plusieurs démarches auprès de leur curé et auprès de leur évêque pour avoir du français à l'église, sans aucun résultat. S'ils étaient assez bien reçus par leur évêque, ils l'étaient très mal par leur curé.

Ceux de Summerside ont tenté les mêmes démarches avec le même insuccès. Et ici, comme dans plusieurs paroisses acadiennes ou à forte proportion acadienne, les Religieuses de la

Congrégation Notre-Dame (section anglaise) mettent toute leur énergie à angliciser les Acadiens.

En 1946, des représentants acadiens de douze paroisses acadiennes présentèrent à Mgr James Boyle, alors évêque de Charlottetown, certaines recommandations jugées avantageuses pour les Acadiens du diocèse. Ils furent bien reçus, mais les résultats furent minimes. Ils revinrent à la charge le 10 mars 1954. Mais, peu après, Mgr Boyle, en route pour Rome, mourut à Londres. En janvier 1955, les Acadiens s'adressent au nouvel évêque, Mgr Malcolm MacEachern, sans plus de résultat. Ils continuent d'insister et, au début de 1965, ils revenaient à la charge par le truchement de la Société Saint-Thomas d'Aquin. Pas de résultat à date.

Les Religieuses de Notre-Dame du Sacré-Coeur de Moncton ont été admises comme institutrices dans les deux paroisses les plus françaises de l'Île, Baie-Egmont (1960) et Mont-Carmel (1961). Dans cette dernière, elles ont reçu la responsabilité de la première Ecole régionale de l'Île, où les Acadiens de toute cette région pourront poursuivre leurs cours jusqu'en 12 année avec des institutrices françaises. Cette école, à l'état de projet, reçut beaucoup d'opposition de la part du clergé anglais, mais le Père Buote a fini par la faire accepter par les autorités, et elle fait déjà merveille.¹

1. Hubert, R. P. Adé, c.f.m., dans L'Action nationale, avril 1861, p. 719.

Malheureusement, à cause de la présence de curés anglais dans les paroisses acadiennes, à cause du programme scolaire, à cause des religieuses de la Congrégation Notre-Dame, à cause de l'ambiance sans doute aussi, les Acadiens de l'Île sont anglicisés à 4 ~ 5%. Et comme le clergé acadien se fait rare et que l'élite laïque émigre, l'avenir de ces Acadiens si méritants est plutôt sombre.

4) Diocèse de Saint-Jean

Population totale du diocèse :	334.000 (Can. Eccl. 1962)
Population protestante	: 274.000
Population catholique	: 59.00
Population acadienne	: plus de 25.000 (Emery d. Blanc, l.c. p. 69)
Nombre de paroisses	: 50
Nombre de paroisses acadiennes:	0
Paroisses bilingues	: 2 (Chatham Head et Minto)

Ce diocèse, fondé en 1842, fut d'abord le seul au Nouveau-Brunswick; puis il y eut Chatham en 1860. Et en 1936, l'archidiocèse de Moncton fut encore taillé sur ce diocèse, lui enlevant toute sa partie française et le comté d'Albert. Mais, avant cette dernière division, les Acadiens constituaient la majorité des diocésains. Il faut admettre qu'ils eurent quand même de la mauvaise volonté des autorités religieuses irlandaises.

D'abord, Mgr Connoly avait fondé à Saint-Jean, en 1854, la Congrégation des Soeurs de la Charité de l'Immaculée-Conception. Il promit à cette communauté la direction de tous les couvents de son diocèse. Lorsque l'abbé Lafrance désira installer à Memramcook, en 1858, une communauté de langue française, Mgr Connoly refusa et voulut imposer ses Soeurs de la Charité. M. Lafrance dut renoncer à son projet. Elles entrèrent à Memramcook en 1873 et à Moncton en 1886. A l'arrivée de Mgr LeBlanc comme évêque de Saint-Jean, elles dirigeaient cinq écoles acadiennes dans le diocèse, où le français n'avait pas à se louer de leurs efforts pour l'enseigner. Le plus grave, c'est que les évêques refusaient l'entrée au diocèse de communautés religieuses françaises pour les écoles acadiennes.

Dans la ville de Moncton, les anglo-catholiques jouissent actuellement de trois paroisses nationales anglaises. Avant la création de cet archidiocèse, et du temps qu'une partie de cet archidiocèse relevait de l'évêque anglais de Saint-Jean, les choses n'allait pas aussi facilement pour les Français. Le cas de la première paroisse française à Moncton est un exemple de l'opposition farouche des autorités religieuses anglaises au développement des paroisses françaises, et surtout à toute paroisse nationale française.

En 1891, la population catholique de la ville de Moncton était de 1500 âmes, dont 1000 Acadiens, donc 66%. En 1901: population catholique: 2803; population acadienne: 1919, donc 68%. En 1905: 140 baptêmes, dont 110 Acadiens, dont 75%; 33 mariages, dont 30 Acadiens, donc 90%.

En 1899, Mgr Timothy Casey était nommé évêque de Saint-Jean. En 1905, il nomme curé de la paroisse Saint-Bernard, la seule de la ville de Moncton, l'abbé Edward Savage, un anglophone qui parlait bien le français, mais ne voulut jamais le parler en chaire, même si déjà les Acadiens formaient 70% de ses paroissiens.

En 1905, les Acadiens de la paroisse fondent la succursale Latour, de la Société l'Assomption. Le 19 janvier 1908, un comité de la succursale est délégué pour rencontrer l'abbé Savage et lui faire part d'une requête à Mgr Cassey en vue d'obtenir une paroisse française à Moncton. A ce moment, sur les 600 familles de la paroisse, les Acadiens en avaient 450, donc 75%. L'abbé Savage écrit tout de suite à l'évêque pour le mettre en garde contre une petite clique qui, dit-il, ne représente pas l'ensemble des paroissiens français, clique qu'il traitera lui-même, en chaire, de "Black Hand Society", et il lui laisse entendre que ce n'est qu'un commencement, qui finirait par la division du diocèse et la création d'un diocèse acadien à Moncton. Monseigneur répond à la requête que cela ne regarde que lui seul.

Le journal acadien L'Evangéline entre dans la bataille. Un M. Firmin Picard, assistant-rédacteur, écrit des articles assez violents. Le 24 juillet 1908, une lettre du Délégué Apostolique, Mgr Sbaretti, au rédacteur de l'Evangéline, lui demandait de cesser ces attaques contre les groupes catholiques de nationalités différentes. Autre lettre du Délégué, le 30 août 1909, au rédacteur, le menaçant de "mesures rigoureuses". Cette lettre, que le rédacteur ne crut pas nécessaire de publier dans L'Evangéline, la croyant adressée à lui personnellement, fut envoyée au Moniteur Acadien pour qu'il la publie; ce qu'il fit. Aussitôt, les journaux anglais, catholiques et protestants, se hâtèrent de la reproduire.

Les relations entre le groupe acadien et leur curé anglais s'envenimaient. Les membres de la succursale de l'Assomption se réunissaient dans la salle du sous-sol de l'église, qu'ils louaient. A certaines occasions, particulièrement importantes, lors de la visite de personnages éminents acadiens ou canadiens-français, les membres trouvaient la salle vide de chaises et celles-ci remisées sous clef. Les chefs acadiens surent toujours garder le plus grand respect dans leurs revendications, mais celles-ci n'en étaient pas moins fermes, et la lutte devint chaude. En 1910, à l'occasion du Congrès Eucharistique de Montréal, un délégué de Rome fut envoyé pour faire une petite enquête sur la situation de Moncton. Il passa incognito de Montréal à

Shédiac, où habitait le sénateur Pascal Poirier, l'un des principaux chefs acadiens. Pas un mot de français en chaire pour des paroissiens en grande majorité français. Le délégué en eut assez, et son témoignage dut peser fort dans la balance pour obtenir de Rome ce que les autorités locales refusaient si injustement. On obtint mieux qu'une paroisse: on eut un évêque acadien.

En effet, en 1912, les journaux annonçaient la grande nouvelle. Mgr Edouard LeBlanc était nommé évêque de Saint-Jean comme successeur de Mgr Casey, qui devenait archevêque de Vancouver. L'érection d'une paroisse française à Moncton, la paroisse de l'Assomption, fut décrétée pour le 10 février 1914, et le nouveau curé fut le Père Henri D. Cormier. Le règlement financier entre les deux paroisses traîna jusqu'en 1921. Mais la paroisse française était fondée et la vie française put s'organiser: église, écoles, associations.

Si des Acadiens sont disséminés ici et là dans le diocèse, comme à Chatham Head où ils ont reçu une paroisse bilingue pendant qu'ils étaient sous la juridiction de Mgr Camille LeBlanc de Bathurst, à Minto et ailleurs, ils vivent surtout dans les agglomérations urbaines comme Newcastle, Frédéricton et Saint-Jean. Et dans ces endroits, ils sont suffisamment nombreux pour avoir des paroisses bilingues, si l'attitude ostracisante des autorités religieuses irlandaises ne les empêchait, comme toujours.

A Newcastle, la paroisse compte 2200 catholiques. De ce nombre, près d'un tiers sont d'origine acadienne. Mais malheureusement, il n'a jamais été question encore d'une paroisse nationale française et, bien que les prêtres en charge de la paroisse sachent parler le français, ils acceptent de confesser dans cette langue, mais jamais de la parler en chaire.

Frédéricton compte trois paroisses anglaises. Comme c'est la capitale de la province, les bureaux du gouvernement y ont amené de plus en plus de fonctionnaires français. En 1965, un recensement très conservateur établissait à 350 familles françaises, l'effectif des Acadiens dans cette région. On étudie présentement la possibilité de demander une paroisse nationale française. Si l'évêque de Saint-Jean était un Acadien ou un Canadien français, la chose irait de soi et la paroisse serait accordée depuis longtemps. Mais l'évêque est anglais, bien qu'il parle français et semble assez sympathique. Il est, en plus, entouré de prêtres et de "monsignori" irlandais qui, eux, n'ont rien perdu de leur fanatisme envers les Français. Aussi la question est délicate pour les Acadiens de Frédéricton, qui ne voudraient pas soulever, dans leur milieu, les mêmes luttes qu'avaient dû mener les Acadiens de Moncton vers 1910. Pour la plupart des chefs, ici, il y en a de bonne trempe, ils sont plus vulnérables,

comme fonctionnaires, que ne l'étaient les chefs de Moncton en 1910. Ils sont quand même décidés et veulent entreprendre les démarches voulues en temps et lieu. Hormis un changement étonnant, que rien n'indique encore, ils devront compter avec une opposition farouche de tout le clergé du diocèse, surtout de celui de Frédéricton et de Saint-Jean. En attendant, pas une parole française n'est prononcée dans les églises, et leurs enfants n'apprennent de français que ce que le programme scolaire donne aux Anglais eux-mêmes.

A Saint-Jean, la situation est encore plus criante. En 1961, le recensement donnait 12.275 François pour le comté de Saint-Jean, sur une population totale de 89.257. La cité même de Saint-Jean comptait 7985 personnes d'origine française sur un total de 55.153 âmes. Lancaster, ville voisine et attenante à Saint-Jean, comptait 2066 François sur un total de 13.840. Cela fait donc un chiffre de plus de 10.000 François dans les limites assez restreintes de Saint-Jean et Lancaster. En plus, le groupe français est particulièrement dense à Lancaster, dans les paroisses de Sainte-Rose et de l'Assomption.

Naturellement, ici comme ailleurs, quand l'autorité religieuse est de langue anglaise, les François sont totalement ignorés, ou encouragés à l'anglicisation. Aucune paroisse

bilingue, pas un mot de français dans les églises. La seule prédication française que peuvent avoir les Français de Saint-Jean leur vient d'un ministre protestant baptiste, un quart d'heure tous les dimanches, par le truchement de la radio. Et naturellement, comme à Frédéricton, la commission scolaire, même catholique, ne leur fournit point d'écoles bilingues, mais oblige leurs enfants à suivre le même programme que les enfants de familles anglaises.

Inutile de dire qu'avec un pareil régime, l'anglicisation va bon train et, sans l'apport assez régulier de nouvelles recrues, ce groupe français serait définitivement perdu. Ici encore, on tente de regrouper les forces. Par les différentes sociétés, l'Assomption, la Nationale, le Club Richelieu, on veut s'organiser pour obtenir une paroisse française. La lutte sera dure. Il faudra certainement un coup de main de l'extérieur. Il est tout de même inconcevable que 10.000 Acadiens ne puissent obtenir une paroisse de leur langue sans avoir à mener une lutte atroce!

3 - Création des diocèses acadiens

1. - Difficultés d'obtenir des évêques acadiens

Dans les débuts, pour des raisons de diplomatie, dans un pays passé sous la couronne protestante d'Angleterre, Rome nomme à ces évêchés des titulaires anglophones, écossais et irlandais. En 1835, à la mort de Mgr Angus B. MacEachern, premier évêque de Charlottetown, Mgr Signay, évêque de Québec, recommande comme successeur sur le siège épiscopal vacant, l'abbé Antoine Gagnon, curé de Shédiac et Vicaire Général du diocèse de Charlottetown pour le Nouveau-Brunswick. Rome exige d'autres noms. Mgr Signay répond qu'il est difficile, sur les treize prêtres du diocèse, de trouver plusieurs candidats à l'épiscopat, et que l'abbé Gagnon est de loin le plus apte. Il donne quand même deux autres noms, dont l'abbé Donald MacDonald. Celui-ci est nommé évêque, de préférence à l'abbé Gagnon, "à cause des réticences officielles des autorités civiles".¹

En 1842, le Saint-Siège décide de détacher le Nouveau-Brunswick de l'évêché de Charlottetown et demande aux curés du nouveau diocèse de recommander un candidat pour leur futur évêque. Ils sont douze prêtres réunis à Chatham pour élire le premier évêque du Nouveau-Brunswick. L'abbé Joseph Marie Paquet, curé de Saint-Louis, présidait. Le scrutin donna

1. Lettres de Mgr Signay et de Mgr Franzoni, dans Rumilly, loc. cit., p. 701.

six votes à chacun des deux Vicaires Généraux, l'abbé Antoine Gagnon et l'abbé William Dollard, émigré d'Irlande. L'abbé Paquet, appelé, comme président, à trancher pour l'un des deux, vota pour l'abbé Dollard, sans doute pour éviter l'accusation de favoritisme, car l'abbé Gagnon était son compatriote, son oncle et son bienfaiteur. Celui-ci aurait alors fait cette remarque à quelques confidents: "Mon neveu a fait le généreux. Mais, on ne verra pas un évêque français dans le Nouveau-Brunswick dans ce siècle".

En 1850, il existe quatre évêchés aux Maritimes, avec les titulaires suivants:

à Halifax : Mgr William Walsh, Irlandais
 à Antigonish : Mgr William Fraser, Ecossais
 à Charlottetown : Mgr Donald MacDonald, Ecossais
 à Saint-Jean : Mgr William Dollard, Irlandais.

Donc, deux Irlandais, natifs d'Irlande, et deux Ecossais. Il n'était pas question d'avoir un évêque acadien, puisqu'à ce moment, en 1850, il n'y avait, dans les Maritimes, qu'un seul prêtre acadien, l'abbé Sylvain-Ephrem Poirier, sur l'Île du Prince-Edouard. Mais il aurait été juste qu'un prêtre canadien-français fût nommé à Saint-Jean.

Les Acadiens restaient silencieux et n'avaient, à cette époque, aucune ambition d'avoir un des leurs comme évêque. Mais la situation changea à la suite des premières grandes

conventions nationales acadiennes. L'Acadie n'était plus la même. De ses institutions d'enseignement étaient sortis des chefs ecclésiastiques et des chefs laïques, décidés à revendiquer le droit des leurs. Les Acadiens formaient la grande majorité du diocèse de Chatham et une légère majorité du diocèse de Saint-Jean. Les prêtres acadiens de même.

En 1893, des rumeurs commencèrent à circuler, que Mgr Rogers, évêque de Chatham depuis 1860, songeait à se faire donner un coadjuteur. "Le sénateur Pascal Poirier et le juge Landry écrivent une lettre au clergé acadien des deux diocèses:

"...Dans les cinq diocèses dont se composent les provinces maritimes, il n'y a pas un seul évêque, pas un seul grand vicaire, pas un seul dignitaire occupant un grade quelconque dans la hiérarchie, qui soit de nationalité française; il devient nécessaire que quelqu'un d'entre nous, soit ecclésiastique, soit laïque, prenne l'initiative du mouvement..."¹

Poirier et Landry allaient prendre eux-mêmes la direction de ce mouvement. Les évêques des Maritimes venaient de se réunir, en 1899, pour proposer des coadjuteurs aux deux évêchés du Nouveau-Brunswick. Les Acadiens, très inquiets, envoient un mémoire à Rome. Mais le poste de Délégué Apostolique au Canada est vacant, depuis le départ de Mgr Merry Del Val. Dès la nomination de son successeur, Mgr Falcario,

1. Pour le récit de ces luttes, voir Rumilly, loc. cit., p. 829-878.

les deux délégués acadiens se précipitent à Ottawa, mais seulement pour apprendre que leur supplique est arrivée trop tard et que deux coadjuteurs ont déjà été désignés: Mgr Casey à Saint-Jean et Mgr Barry à Chatham.

Ce fut un deuil national chez les Acadiens. Leurs espérances étaient, encore une fois, décues. Aucun Acadien n'assiste au sacre, excepté l'abbé Henri Cormier, qui se trouvait curé près de Saint-Jean. A cette occasion Valentin Landry écrit dans L'Evangéline:

"Pour nous, pauvre journaliste acadien, nous resterons chez nous ce jour-là, avec tous nos compatriotes, pleurant amèrement nos péchés, nous frappant la poitrine et méditant sur le Grand Déarrangement de 1755 qui dure, hélas! si longtemps, si longtemps!"

Le juge Landry dit carrément à un reporter du Saint John Telegraph qu'il n'a pas voulu assister aux funérailles du peuple acadien. Le Freeman, journal des catholiques de Saint-Jean, nargue les Acadiens en disant: "They have no timber to make bishops".

L'abstention des Acadiens eut un retentissement dans tous les journaux français du pays et même des Etats-Unis. Mais, l'abattement passé, les Acadiens ne se tiennent pas pour battus. Les prêtres sont moins libres d'agir que les laïques. Le cas de l'abbé Richard est encore récent. Alors, les laïques s'y mettent et, par le truchement de la Société nationale de l'Assomption, accomplissent un bon travail.

N^oayant plus d'espoir de voir monter un des leurs sur les sièges épiscopaux de Saint-Jean et Chatham pour une génération, ils demandent la création d'un nouvel évêché, à Moncton. Ils en font une résolution à la Convention nationale d'Arichat en 1900, où des Acadiens sont venus de partout, et le premier ministre du Canada, Wilfrid Laurier, est présent. Cette résolution est envoyée à Mgr Rogers et à Mgr Sweeney, devenu évêque de Saint-Jean, qui ne répondent pas.

Les Irlandais font circuler la rumeur que seuls le sénateur Pascal Poirier, le juge Landry et le Dr. Belliveau de Shédiac, peu représentatifs du peuple acadien, s'agitent pour un évêque de leur nationalité. Ceux-ci font alors signer une pétition par 156 Acadiens les plus en vue du Nouveau-Brunswick. Cette pétition, longue de près de mille mots, se termine ainsi: "Ils sollicitent, humblement toujours, mais avec instance, votre consentement au démembrement de vos diocèses respectifs, de façon à former un troisième diocèse, dont le siège serait à Moncton et dont le titulaire serait un Acadien." Mgr Sweeney ne répond pas. Mgr Rogers en parle à la cathédrale pour dire que cela regarde le Saint-Père.

Il ne reste qu'une solution: recourir au Saint-Siège, par l'intermédiaire du Délégué Apostolique. Les prêtres acadiens s'en chargent. Mgr Falconio, délégué apostolique, se montre sympathique et recommande l'envoi d'une supplique à Rome. Le Comité exécutif de l'Assomption rédige cette supplique avec des accents touchants: et ils finissent par la même demande, un évêque acadien à Moncton.

La campagne se poursuit à Moncton pour une paroisse française, en même temps que l'on demande un évêque acadien. Mgr Barry fait nommer, en 1905, l'abbé Frs-Marcel Richard prélat domestique, la première dignité accordée à un prêtre acadien. Mais, l'évêque ne désarme pas contre le sénateur Poirier. Les chefs acadiens persuadent Mgr Richard d'aller à Rome, mandaté par la Société l'Assomption, pour présenter au Saint Père la situation des Acadiens et leurs désirs. Il réussit à partir en 1907. Il rencontre plusieurs cardinaux et voit le pape Pie X, qui, après l'avoir écouté lui dit: "Vous aurez certainement un diocèse acadien". Mais les évêques des Maritimes flairent le danger et "envoient l'abbé Henry O'Leary à Rome, pour contrecarrer les démarches du curé de Rogersville".

En 1910, l'Assomption demande à Mgr Richard de reprendre le chemin de Rome. Il obtient la permission de son évêque, qui n'ose pas lui refuser. A Rome, Mgr Sbaretti, circonvenu

sans doute, ne semble pas enchanté de le voir. Il obtient une audience de Pie X. Celui-ci le fait asseoir et écoute sa requête et lui promet: "La mitre viendra". - "Quand, Saint Père? - Bientôt?" Et le pape lui donne un calice d'argent: "Vous vous en servirez dans les cérémonies solennnelles, pour rappeler aux Acadiens que le Pape les aime."

Nous sommes rendus en 1911. Le recensement de cette année-là révèle que les Acadiens sont 100.000 au Nouveau-Brunswick, 50.000 en Nouvelle-Ecosse, 13.000 sur l'Île du Prince-Edouard et 7.000 aux Iles-de-la-Madeleine.

Et en 1912 arrive la grande nouvelle: Mgr Edouard LeBlanc, curé presque inconnu de la paroisse de Saint-Bernard en Nouvelle-Ecosse, est nommé évêque de Saint-Jean. Même si le nouvel évêque est peu connu, parce qu'il ne se mêlait pas à la vie nationale, l'Acadie tout entière jubile. Des lettres de félicitations au nouvel évêque arrivent de partout; des lettres de l'Acadie, bien sûr, mais aussi de tout le Canada et des Etats-Unis. Mgr LeBlanc lui-même avoua qu'il ne s'était pas rendu compte jusque là à quel point un évêque acadien était désiré.

Ce n'était tout de même pas ce que les Acadiens auraient préféré. Le nouvel évêque se trouvait à la tête d'un diocèse avec une légère majorité française seulement. Il devrait

vivre, à Saint-Jean, dans un milieu anglais et entouré de prêtres anglais qui ne seraient pas ses meilleurs conseillers au sujet des Acadiens. Ils auraient préféré un nouveau diocèse à Moncton. Mais, encore une fois, le principal était gagné: ils avaient enfin un des leurs comme évêque en Acadie.

Mgr LeBlanc, qui s'était tenu à l'écart de toutes les luttes qui l'avaient conduit à l'épiscopat, n'avait rien d'un exalté ni d'un impulsif. Il prit son temps, mais agit sagement, avec justice et fermeté. Ce n'est que deux ans après son élévation à l'épiscopat, qu'il accorde la paroisse française de Moncton. Mais alors, il connaît la situation et il accorde la paroisse malgré les objections nombreuses que lui soumet le curé anglais. Il ramène dans des paroisses françaises des prêtres acadiens qui avaient été exilés dans des paroisses anglaises, loin des centres français. Il travaille discrètement, mais avec efficacité, à faire nommer un évêque français à Chatham. Le docteur Albert Sormany, qui alors était à la tête du mouvement, écrit: "Je puis vous assurer, et je sais de quoi je parle, qu'il nous a rendu d'énormes services et nous a donné de précieux conseils. Pour couronner cette participation, il a fait, ce que peu de gens savent, un voyage spécial à Rome pour appuyer la cause d'un évêque acadien à Chatham, et des

prélates de Québec qui étaient à Rome en même temps que lui, m^ont répété qu'il s'était conduit avec un doigté remarquable et que, sans son intervention, nous aurions probablement manqué notre coup".¹

Les Sisters of Charity de Saint-Jean possédaient un monopole. Selon la promesse que leur avait faite Mgr Connoly, elles étaient les seules religieuses enseignantes dans le diocèse, pour les centres acadiens comme pour les centres anglais. Comme c'était la seule communauté enseignante, plusieurs Acadiennes étaient entrées dans ses rangs. Mais la communauté demeurait une communauté anglaise, et de plus en plus anglicisante dans les milieux acadiens. Mgr LeBlanc prit dix ans pour étudier le cas, puis, avec Mgr Chiasson, évêque de Chatham, ils obtiennent de Rome l'autorisation de former deux rameaux de cette communauté: un rameau anglais, la vieille souche, dont la maison-mère demeurerait à Saint-Jean; et un rameau français, composé de 53 religieuses acadiennes, qui occuperaienr les couvents dans les centres français, qui auraient leur maison-mère à Memramcook et prendraient le nom de Religieuses de Notre-Dame du Sacré-Coeur. Cette division et cette fondation d'une nouvelle communauté religieuse acadienne furent accomplies le 17

1. Dr Albert Sormany, Le Cahier de la Soc. Hist. acadienne, p. 13-14.

février 1924. Cette communauté est aujourd'hui la plus nombreuse en Acadie. Elle a essaimé dans les autres diocèses de la province et en Nouvelle-Ecosse et sur l'Île du Prince-Edouard.

Enfin, Mgr LeBlanc, conjointement avec Mgr Chiasson, travaillera avec succès à l'obtention d'un archidiocèse acadien à Moncton.

Voilà les principales œuvres de Mgr Edouard LeBlanc, premier évêque acadien aux Maritimes. Ces œuvres sont de taille, et elles laissent supposer avec quelle pondération et quel doigté, avec quelle clairvoyance et fermeté, il dut traiter les autres problèmes inhérents à sa charge de pasteur d'un diocèse bi-ethnique.

2 - Diocèse de Bathurst (autrefois à Chatham).

Population totale : 106.634 (1951)

Population protestante: 18.000

Population catholique : 88.634

Familles françaises : 13.766

Familles anglaises : 1.617

Paroisses : 50, dont une anglaise et quelques-unes bilingues.

Dessertes : 14

Les premiers titulaires de ce diocèse à majorité française, furent des Irlandais: Mgr Rogers, Mgr Barry, Mgr O'Leary. Ce n'est qu'en 1920 qu'il aura à sa tête un évêque français, Mgr Patrice Chiasson.

Mais, avant d'en arriver là, que de souffrances morales chez les Acadiens! En 1882, Mgr Rogers ferme le collège Saint-Louis, la seule institution d'enseignement dans le diocèse, capable de relever le niveau du peuple acadien. Et la raison évidente de ce geste, c'est que ce collège, bien que bilingue, enseigne trop de français. Il déplace son fondateur, l'abbé François-Marcel Richard, curé de Saint-Louis, et l'exile dans une desserte, Rogersville. Parce qu'il voudrait relever les siens, on l'écrase. En 1890, on lui refuse la permission de se rendre à la Convention nationale des Acadiens à la Pointe-de-l'Eglise. En 1891, dans sa tournée de confirmation, Mgr Rogers omet Rogersville et avertit les paroisses voisines qu'il s'abstiendra si l'abbé Richard y est invité.

L'abbé Richard veut aller défendre sa cause à Rome. Mgr Rogers lui refuse la permission. L'abbé écrit au cardinal préfet de la Propagande à Rome pour obtenir cette permission et termine sa lettre en disant: "C'est la première fois qu'un enfant des proscrits de 1755 frappe aux portes du Vatican".... Mais le cardinal meurt sur ces entrefaites.

L'abbé écrit à son successeur. C'est Mgr Sbaretti qui répond: en jugeant ces récriminations "sans fondement".¹ Accablé par ces injustices, l'abbé Richard songe un instant à demander son exeat et à se réfugier dans un diocèse sous des autorités religieuses plus humaines.

Au fond, cet ostracisme de la part de son évêque lui venait du fait qu'on craignait son influence. On se rendait compte qu'il était pour les Acadiens un héros national par son rôle joué dans les Conventions, et aussi par les épreuves qui l'accablaient, et parce que, avec des laïques énergiques, il se faisait le défenseur des siens. On savait que de tels hommes réveillent un peuple et que, si les Acadiens se réveillaient pour de bon, des évêques français supplanteraient vite les évêques irlandais de Chatham et de Saint-Jean. Or, on sait que les Irlandais, même dans les Ordres sacrés, ne manquent pas d'ambition! Pour eux, il est tout à fait normal qu'ils dirigent un diocèse acadien à 80%. Il est tout normal que des prêtres irlandais obtiennent les meilleures cures: Bathurst, Campbellton, Dalhousie, Petit-Rocher, Edmundston, etc.; et protester contre ce fait, c'est pour eux du racisme dans l'Eglise, et même une persécution de leur race.²

1. Rumilly, loc. cit., tome II, p. 812.

2. Mémoires de Mgr Savage; lettres à son évêque.

D'après le recensement de 1911, la population catholique du diocèse de Chatham était de 80.927 et sur ce nombre, 64.604 étaient de langue française, donc 80%. Le nombre de prêtres était de 71, dont 51 de langue française. Et pourtant l'évêque de Chatham était toujours un Irlandais. En 1914, l'évêque d'alors, Mgr Barry, demanda Mgr Louis O'Leary comme coadjuteur. Rome le lui accorda, mais seulement comme auxiliaire. Ici encore, la lutte pour obtenir un évêque acadien ne fut pas facile, même si elle fut beaucoup plus calme.

"Quand un siège épiscopal devient vacant, tous les évêques de la province ecclésiastique se réunissent et envoient trois noms de prêtres épiscopables et sans y être formellement tenue, Rome généralement choisit un de ces trois noms. Or, tous les évêques de la province d'Halifax étaient de langue anglaise et on ne se gênait pas pour dire que les Acadiens "had no timber to make bishops". Inutile d'ajouter que Rome ne voyait jamais de nom français".¹

Il fallait donc que quelqu'un se mette à l'œuvre pour éclairer Rome. Mgr Hally, chanoine de Québec, de passage à Edmundston, suggère au Dr Albert Sormany de commencer le mouvement. A ce moment, Mgr Arthur Belliveau venait de monter sur le siège épiscopal de Saint-Boniface. Son diocèse avait été amputé arbitrairement pour donner la meilleure partie à Mgr Synnot, qui devenait titulaire du nouvel

1. Dr. Albert Sormany, loc. cit., p. 9-10.

archidiocèse de Winnipeg. Mgr Belliveau dut aller à Rome défendre ses droits et les droits de ses diocésains français. A son retour, il donna ce message aux Acadiens: "C'est le temps de pousser votre question d'évêque. On vient de s'apercevoir, à Rome, qu'en faisant trop confiance aux Irlandais, on s'expose à faire de grosses bêtises".¹

On fait signer une requête dans toutes les paroisses du diocèse pour demander un évêque français. Un groupe, accompagné des députés et des sénateurs acadiens, se rend chez le Délégué Apostolique à Ottawa, qui les écoute avec bienveillance et leur conseille de s'adresser au Saint-Père: on le consultera et il appuiera la requête.

Les évêques de Québec avaient fini par comprendre que leurs intérêts, pour être sauvegardés, demandaient la présence d'un représentant à Rome. Mgr Omer Cloutier fut nommé à ce poste. Il s'intéressa à la question de l'évêque acadien pour Chatham.

Mgr Patrice Chiasson, Eudiste, était Vicaire apostolique de la Côte Nord. Acadien, natif de Chéticamp au Cap-Breton, il était venu, à l'âge de 19 ans, habiter Rogersville avec ses parents. En 1920, Mgr Barry était décédé depuis un an. Mgr O'Leary, l'auxiliaire, fut nommé évêque de Charlottetown

1. Dr Albert Sormany, loc. cit., p. 9-10.

et Mgr Chiasson, évêque de Chatham. Tout le Nouveau-Brunswick, dont la population catholique était à majorité française, passait donc sous la juridiction de deux évêques acadiens.

En 1936, à la création du diocèse de Moncton, dont le territoire s'étendait presque aux limites de la ville de Chatham, Mgr Chiasson fit transférer le siège épiscopal de Chatham à Bathurst, désormais plus central.

3. - Archidiocèse de Moncton: Archevêché fondé en 1936.

Population totale : 129.466

Population catholique : 68.071

Nombre de familles françaises: 10.941

Nombre de familles anglaises: 1.922

Nombre de paroisses : 45, et 19 dessertes

Nombre de paroisses françaises: 40, dont quelques-unes bilingues

Nombre de paroisses anglaises : 5

Durant toute la lutte pour une paroisse française à Moncton, la question d'un diocèse français à Moncton était aussi présente, au moins sousjacente. Et c'était la peur de ce diocèse que manifestait déjà en 1908 l'abbé Savage dans une lettre à Mgr Casey.

En 1932, Mgr LeBlanc aurait parlé publiquement, à Saint-Jean, de la division de son diocèse. L'abbé Savage, de Moncton, tout de suite averti, court immédiatement à Halifax voir l'archevêque, Mgr Thomas O'Donnelle, et le mettre au courant. Le 20 mars 1933, Mgr LeBlanc et Mgr Chiasson écrivent à leur archevêque d'Halifax, pour lui annoncer qu'ils envoient à Rome une requête, demandant la création d'un archidiocèse à Moncton. Ils prient son Excellence de les appuyer.

Tout de suite, Mgr O'Donnelle communique la nouvelle au Père Savage. Celui-ci répond que le projet est un exemple pur et simple de nationalisme exagéré; qu'il est dangereux, parce que les anglo-protestants le verront d'un mauvais œil. Un groupe de prêtres irlandais, réunis au presbytère du Père Savage, fournissent à Mgr O'Donnell toutes les objections possibles, même que les Anglais ont déjà assez souffert de problèmes de race!!!

Mgr O'Donnell écrit à Mgr Carney, Vicaire général à Frédéricton, pour lui donner la teneur de la lettre des deux évêques acadiens et lui dira: "If you and the English-speaking priests and people do not approve of the move, get busy especially as your Bishop disapproves of the whole affair and encourages you to act" (3 juin 1933). Et la

campagne d'opposition s'organise, orientée par Mgr O'Donnell d'Halifax: "Ne vous contentez pas d'envoyer une pétition à Ottawa" (Délégué apostolique), écrit-il le 14 juin, "envoyez-en une copie à Rome". Ils s'opposent à la création d'un archevêché à Moncton et, bien qu'ils avouent, dans la requête, se trouver en minorité dans le diocèse de Saint-Jean, ils réclament quand même un évêque anglais.¹ Quarante-deux sur quarante-quatre prêtres anglais signèrent la pétition.

Mgr LeBlanc fit un voyage à Rome durant l'hiver 1933-34. Il dut sans doute traiter la question avec qui de droit. Mais, le 18 février 1935, il décédait à Saint-Jean, à l'âge de 65 ans. En janvier 1936, c'est le tour de Mgr O'Donnell de mourir. L'occasion est donc propice à un remaniement.

Le 8 mars 1936, la radio annonçait l'érection de l'archidiocèse de Moncton et la nomination de Mgr Patrice Bray, eudiste irlandais, à l'évêché de Saint-Jean. Et le 10 décembre de la même année, Rome publiait le nom du premier archevêque de Moncton. C'était Mgr Arthur Melanson, évêque de Gravelbourg, ex-curé de Campbellton.

Comme l'archevêque est acadien, les Français sont bien servis naturellement, mais les anglo-catholiques aussi. La preuve, Moncton qui n'avait jamais pu avoir une paroisse

1. Mémoires de Mgr Savage.

française sous les évêques irlandais de Saint-Jean, possèdent maintenant quatre paroisses françaises, mais aussi trois paroisses nationales anglaises. Et partout, en dehors de la ville de Moncton, où il y a des anglo-catholiques, même en tout petit nombre, dans les paroisses françaises, le service religieux se fait dans les deux langues: à Richibouctou, Lakeburn, Irishtown, etc.

Depuis l'érection de cet archidiocèse, le progrès de l'Eglise y est constant. Quatorze paroisses nouvelles fondées depuis lors, dont douze acadiennes; six communautés nouvelles de religieuses sont entrées dans le diocèse et, avec les anciennes, enseignent dans presque toutes les paroisses; sept communautés de religieux, dont deux de Frères; deux petits séminaires, celui des Pères Rédemptoristes et celui des Pères Capucins; un collège classique pour filles (Notre-Dame d'Acadie) à Moncton; une maison de retraites fermées, etc., une université française. Et la paix règne dans le diocèse, personne n'étant lésé dans ses droits.

4. - Le diocèse d'Edmundston

La région du Madawaska, qui faisait partie du diocèse de Bathurst, formait un pays à part, séparé du reste du diocèse par sa situation géographique et par sa population mi-acadienne-française.

L'érrection d'un diocèse dans ce coin du pays ne souleva aucun problème. Il s'agissait d'amputer le seul diocèse de Bathurst, et l'évêque de ce diocèse, Mgr Camille LeBlanc, le demanda lui-même à Rome.

La nouvelle de la création de ce nouveau diocèse français fut annoncée le jour de Noël 1944.

5. - Gaspé et les Iles-de-la-Madeleine

Il y a beaucoup d'Acadiens en Gaspésie, surtout le long de la baie des Chaleurs. En 1946, Mgr Albini LeBlanc, évêque de Hearst, est nommé successeur de Mgr Ross à Gaspé, et tout de suite, les Iles-de-la-Madeleine sont détachées de Charlottetown pour être rattachées au diocèse de Gaspé.

6. - Le diocèse de Yarmouth

Les Acadiens des Maritimes ont désormais un archevêque français à Moncton, un évêque français à Bathurst et un à Edmundston. Ils ont même un évêque acadien à Gaspé. Mais Rome, enfin renseignée, semble vouloir montrer toute sa bonté maternelle envers ce peuple si longtemps opprimé; et le représentant du Saint-Père au pays, Mgr Antoniutti, ne cache pas sa sympathie profonde pour les Acadiens.

A ce moment, en 1946, l'archidiocèse d'Halifax comprenait, dans son territoire, la baie Sainte-Marie, partie française où vivent tout près de 30.000 Acadiens. L'archi-

diocèse comptait deux collèges catholiques, le collège anglais de St Mary's d'Halifax et le Collège Sainte-Anne de la Pointe-de-l'Eglise.

En 1946, Mgr MacNally, archevêque d'Halifax, lance une souscription dans toutes les paroisses de l'archidiocèse pour le collège St. Mary's. Il recueille \$350.000.00. Il en lance une seconde en 1947 où il recueille \$100.000.00. Les paroisses françaises ont fourni comme les autres. Mais ces montants ne suffisent pas. Et comme il eût été inutile de lancer une troisième soucription, l'archevêque fit un emprunt de \$4.000.000.00 pour lequel il hypothéqua toutes les églises, tous les presbytères, tous les biens ecclésiastiques de l'archidiocèse, des paroisses françaises de la baie Sainte-Marie comme les autres. Mais, ces paroisses doivent déjà entretenir, à leurs seuls frais, le collège français de Sainte-Anne. Le clergé acadien de la baie Sainte-Marie se réunit le 22 octobre 1951 et envoya une requête respectueuse à l'archevêque pour lui demander de ne pas hypothéquer les paroisses françaises, et ils expédièrent une copie de la requête au Délégué apostolique.

"Mgr McNally considère la requête comme un acte d'insubordination, et le dit, dans une circulaire très raide, communiquée à tout le clergé du diocèse le 11 décembre. Des prêtres sont désignés - sans charité, il faut bien l'écrire - dans ce document. L'archevêque soupçonne l'intervention du groupe du Nouveau-Brunswick, voire du Comité de la Survivance

française ou de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal: "La principale source du trouble vient de l'extérieur de notre diocèse." Il reproche, en terminant, aux prêtres français d'avoir donné "une maigre manifestation d'honneur sacerdotal".¹

Le 20 février 1952, les prêtres acadiens soutenus par le Délégué apostolique, envoient une requête à Rome. Le 6 juillet 1953, le Saint-Siège divise le diocèse d'Halifax, et le diocèse acadien de Yarmouth est créé, englobant dans son territoire les cinq comtés de Yarmouth, Digby, Annapolis, Kings et Shelburne. Par une délicatesse du Saint-Siège, Grand-Pré, site historique de la Déportation, se trouve inclus dans ce nouveau diocèse acadien.

C'est Mgr Albert Leménager, curé de la cathédrale de Moncton, qui fut élu comme premier évêque acadien de la Nouvelle-Ecosse. Il fut consacré le 31 août à la baie Sainte-Marie, dans un concours de peuple extraordinaire. De Digby à la Pointe-de-l'Eglise, le cortège du Délégué apostolique et de l'évêque-élu reçut un accueil triomphal. Toute la population française et des milliers de visiteurs étaient rangés le long du chemin avec le drapeau papal et le drapeau acadien à la main. Quand Mgr Antoniutti quitta le Canada, il déclara, à son banquet d'adieu à Ottawa, que deux événements l'avaient particulièrement ému durant son séjour au pays, dont l'un était le sacre de Mgr Leménager à la Pointe-de-l'Eglise.

1. Cité par Rumilly, loc. cit., p. 1073.

Résumons. Désormais, les Acadiens ont un archevêque acadien à Moncton, un évêque acadien à Bathurst, un évêque français à Edmundston et un évêque acadien à Yarmouth. Pour ces régions privilégiées s'appliquent bien les paroies que le Délégué apostolique, Mgr Antoniutti, adressait à l'Acadie en 1953, lors du sacre de Mgr Leménager de Yarmouth: "En 1942, je vous adressais un mot d'ordre qui était en même temps un souhait et une prière: Surge, Acadia Mea! L'Acadie est déjà ressuscitée. Elle marche avec un élan vigoureux sur les chemins que la divine Providence lui a tracés. Dirigé par l'étoile de Notre-Dame de l'Assomption, ce cher pays, sous la houlette de ses pasteurs, a recommencé d'écrire son histoire lumineuse". (73)

Mais, les Acadiens qui vivent dans les diocèses anglais ne sont pas si bien partagés. A Halifax, 15.000 Acadiens au moins, 18.000 à 19.000 au diocèse d'Antigonish, 8 à 9 mille au moins sur l'Île du Prince-Edouard, plus de 20.000 au diocèse de Saint-Jean, n'ont ni paroisse française ni ministère en français. Les curés ne veulent pas donner un ministère bilingue et les évêques ne veulent pas donner de paroisses françaises. Que faire? Faudra-t-il entreprendre une lutte semblable à celle qui fut menée à Moncton. Mais, ces régions en souffrance manquent de chefs acadiens pour l'entreprendre. Plus que cela. Dans certaines régions, ces Acadiens ont été assimilés tellement en douceur qu'ils

seraient les premiers, maintenant, à s'insurger contre toute tentative en faveur de paroisses françaises ou de ministère bilingue. C'est ce qui est arrivé à Amherst, il y a une quinzaine d'années passées. On se mit à donner un service religieux bilingue dans une des paroisses de la ville, sur l'initiative d'un vicaire français, l'abbé Armstrong. Quinze lettres de protestation furent envoyées à l'évêque, dont treize venaient d'Acadiens. Il y avait peut-être 3.000 Acadiens enchantés du service bilingue. Mais, ces lettres furent un prétexte facile pour suspendre l'heureuse initiative.

Et voilà l'un des grands dangers: l'assimilation en douceur. A l'église, à l'école, partout, on leur montre que l'anglais seul est important. Ils en arrivent à un point où eux-mêmes, s'ils ne vont pas jusqu'à mépriser leur langue maternelle, et encore! Ils ne voient aucune utilité à la sauvegarder, et d'aucuns finissent par s'opposer à tout effort qui voudrait être tenté dans ce sens. Alors le but des anglicisateurs est déjà atteint. Ils n'ont qu'à laisser faire. Désormais, ces Acadiens assimilés se chargent de finir la besonge. Rendue à ce point, la lutte pour la langue est, aussi bien dire, désespérément perdue; car ces Acadiens seraient les premiers à s'opposer à l'intervention de chefs acadiens de l'extérieur.

Donc, aux Maritimes, on trouve comme deux sections d'Acadiens bien différentes: les Acadiens qui vivent dans des diocèses, qui ont des évêques français marchent à grands pas, s'épanouissent et développent leurs œuvres. Les autres Acadiens, qui vivent dans des diocèses anglais, pour plusieurs raisons s'anémient, s'anglicisent et peu à peu disparaissent comme tels.

4. - Relations entre Catholiques et Protestants

Les luttes scolaires, dans les trois Provinces Maritimes, ne concernèrent pratiquement pas l'aspect linguistique des législations, mais surtout l'aspect religieux ou la non-confessionnalité. A ce titre, elles forment un chapitre de l'histoire religieuse.

En 1850, les catholiques des trois Provinces Maritimes jouissaient d'un régime scolaire satisfaisant du point de vue religieux. Ils pouvaient posséder leurs propres écoles paroissiales, avec subventions équitables de l'Etat.

Dès 1864, la Nouvelle-Ecosse, avec le Dr Charles Tupper comme chef du gouvernement, imposa, par le "Free School Act", l'école publique, neutre et obligatoire. La religion ne pouvait être enseignée, durant les heures de classe, que du consentement unanime des parents. Les catholiques

protestèrent. Mgr Connoly, archevêque d'Halifax, intervint, assez mollement du reste, et sans succès. Mgr McKinnon, évêque d'Arichat, y mit plus de fermeté dans le ton, mais sans plus de succès que son archevêque. A ce moment-là, la Nouvelle-Ecosse comptait 102.000 catholiques, soit plus du tiers de la population totale.

Au Nouveau-Brunswick, en 1871, les catholiques possédaient 250 écoles paroissiales, bâties et administrées en accord avec la loi scolaire provinciale, le "Parish School Act" de 1845. C'est à ce moment que le gouvernement de George King passa de justesse, et encore après deux échecs précédents, l'"Acte des Ecoles communes", par lequel seules les écoles publiques et non-confessionnelles seraient reconnues et subventionnées par l'Etat. En plus de l'enseignement confessionnel, il interdisait tout costume ou insigne religieux en classe. Elle exigeait de tous les instituteurs et institutrices des cours à l'Ecole normale de la province. C'était éliminer toutes les religieuses venues de Québec.

La plupart des sectes protestantes approuvèrent la non-confessionnalité des écoles. Seule, l'élite influente de l'Eglise anglicane protesta, avec les catholiques, qui, eux, furent unanimes.

"Les catholiques n'avaient donc plus que la douloureuse alternative, ou d'envoyer leurs enfants à des écoles rejetées par leur conscience, ou de se bâtir des écoles de leur choix au prix coûteux de la double taxe".¹

Aussi, la réaction fut très vive. Des pétitions avec des milliers de signatures, en tête celles des évêques, furent envoyées au gouvernement. Il y eut émeute à Caraquet, et deux morts. Un peu partout, on refusa de payer les taxes à ces écoles publiques. Pour cette raison, l'abbé Michaud fut mis en prison à Saint-Jean. On saisit la voiture et le cheval de Mgr Sweeny et on les vendit à l'enchère. On opéra de telles saisies un peu partout, dans la province, chez ceux qui refusaient de payer. Mgr Sweeny, évêque de Saint-Jean, et Mgr Rogers, évêque de Chatham, luttèrent de toutes leurs forces, ainsi que le journal catholique de Saint-Jean, "The Morning Freeman", tandis que les journaux protestants, "The Telegraph", de Saint-Jean, et le "Morning Times" de Moncton, défendaient la loi et attaquaient les catholiques. La cause fut portée au gouvernement fédéral d'Ottawa et même à Londres. Mais aucun de ces gouvernements n'osa désavouer cette loi.

Si la lutte des catholiques n'obtint pas le retrait de la loi, elle ne fut pas tout à fait vainque. En 1876, ils obtiennent un "gentlemen's agreement" qui permet au moins aux religieuses de continuer d'enseigner en gardant leur costume et leurs insignes religieux, et de faire leur Ecole normale dans un de leurs couvents.

1. GROULX (Ab.L.), L'enseignement français au Canada, Montréal 1933, Vol. II, p. 22-24.

Sur l'Île du Prince-Edouard, les luttes religieuses entre protestants et catholiques, sur le même problème des écoles confessionnelles, furent aussi âpres qu'au Nouveau-Brunswick. A cause de l'exiguité de cette province, l'animosité entre les deux groupes fut violente et le fossé créé plus profond. En 1861, la population de l'Île se divisait comme suit: 35.852 catholiques et 44.416 protestants.

Un premier litige fut soulevé par un projet de loi qui aurait permis la lecture de la Bible dans les écoles. Rejeté en Chambre en 1845, le projet devint loi en 1852, avec cette glose qui rallia l'assentiment de tous: Cette lecture est autorisée pourvu que les parents le demandent et qu'elle soit faite sans commentaire de la part des professeurs. Mais, en 1856, à l'ouverture de l'Ecole normale de la province, le principal annonça que les classes commencerait et se termineraient par la lecture d'un passage de la Bible, dont on ferait ressortir la vérité et les faits saillants, en évitant toute question controversée. Les catholiques prirent peur. L'évêque de Charlottetown, Mgr Bernard D. MacDonald, écrivit au département de l'Education pour demander d'enlever la lecture de la Bible à l'Ecole normale. Quand cette démarche fut connue du public, les ministres protestants et leurs fidèles soulevèrent une tempête dans l'Île et envoyèrent un mémoire à la Chambre du Parlement

pour exiger le maintien de cette lecture. Une controverse acrimonieuse s'ensuivit et dura deux ans, dans la province, à l'Assemblée législative, et en dehors. De part et d'autre, on tint des assemblées publiques, où l'harmonie entre les deux groupes n'eut rien à gagner. En 1860, le gouvernement régla enfin le problème en réappliquant la loi de 1852: lecture de la Bible autorisée, mais sans commentaire.

A la fondation du collège de Saint-Dunstan de Charlottetown, en 1859, la lutte porta, cette fois, sur la reconnaissance officielle par l'Etat, de ce collège catholique et sur la question des écoles confessionnelles. Aux élections provinciales de 1863, le parti libéral était en faveur des écoles confessionnelles, et le parti conservateur, contre. La campagne électorale se fit davantage sur des controverses religieuses que sur des thèmes politiques. Ceci ne fit qu'accentuer la division entre catholiques et protestants.

L'Île comptait 20 écoles acadiennes en 1860, et 31 en 1877. Mais, en cette année 1877, le gouvernement de l'Île, à l'imitation de ses deux provinces soeurs, balaya d'un seul coup toutes ces écoles si péniblement édifiées. Il passa une loi dite "Public School Act", qui établissait le régime de l'unique école publique et non confessionnelle. L'évêque de Charlottetown, avec les catholiques de l'Île, entreprit les mêmes démarches que ses confrères du Nouveau-Brunswick auprès du gouvernement fédéral, et n'obtint pas meilleur résultat.

Ainsi, à partir de 1877, aucun enseignement religieux ne pouvait plus se donner durant les heures de classe, dans une école des trois provinces maritimes. Loin de suivre l'exemple de la province de Québec, qui montrait à tous comment on pouvait interpréter et appliquer, avec justice pour tous, l'article 93 de la Constitution canadienne, les gouvernements des trois provinces avaient supprimé tout enseignement religieux dans les écoles, brimant ainsi les droits naturels et sacrés des catholiques, et supprimé l'enseignement de la langue française, brimant ainsi doublement les Acadiens.

Dans les débuts, les gouvernements et quelques fanatiques veillaient de près à l'application de ces lois scolaires. Ainsi, en 1892, un pasteur presbytérien, A. F. Thomson, souleva toute une tempête à Bathurst, en accusant les religieuses d'avoir l'insolence de porter le crucifix sur leur costume et d'enseigner le catéchisme durant les heures de classe; de faire prier à genoux même les élèves protestants, etc. Les Orangistes s'emparèrent de l'affaire et firent un tel tapage que le gouvernement Blair nomma une commission d'enquête présidée par le juge Fraser, presbytérien convaincu, qui cependant proclama exagérées et même sans fondement, les accusations portées.¹

1. MacNaughton, K., *The Development of the Theory and Practice of Education in New-Brunswick, 1784-1900*, p. 191-92.

Heureusement, l'application d'abord rigoureuse, de ces lois des trois provinces, se relâcha peu à peu. Et aujourd'hui, en pratique, on trouve, quand le nombre le permet, des écoles catholiques et des écoles protestantes subventionnées, sur le même pied, ou selon un barème qui n'a aucun rapport avec la religion des élèves. Ceci se rencontre dans les grands centres, Halifax, Sydney, Frédéricton, Saint-Jean, Moncton, Charlottetown, Summerside, etc. Seulement, la loi demeure, dans chacune des provinces, et permet à quelques esprits étroits d'ostraciser encore les catholiques, qui, pour avoir leurs propres écoles, doivent alors payer double taxe, la taxe des écoles publiques et les frais d'entretien de leurs propres écoles paroissiales. C'est le cas de Lewisville, de Port-Elgin, de Sackville et de Newcastle au Nouveau-Brunswick. Il y en a peut-être d'autres. Ailleurs, les catholiques ont leurs propres écoles et enseignent le catéchisme avant ou après les heures régulières de classe.

On peut dire, croyons-nous, que des explosions de fanatisme religieux ne sont plus une affaire de la masse ni de l'élite; mais il se trouve encore des foyers où il se manifeste de temps à autre. En voici quelques exemples:

En 1914, la Grande Loge d'Orange du Nouveau-Brunswick proteste contre une avance de \$1.000 au Père Philias Bourgeois

pour la publication de son livre *L'Histoire du Canada*.

Cette même année, elle s'oppose encore à tout enseignement religieux dans les écoles publiques.¹

En 1929, les loges, encore, protestent contre le règlement 32, que se proposait de passer le gouvernement du Nouveau-Brunswick, qui aurait accordé officiellement des écoles bilingues, et, contre des dispositions semblables en Nouvelle-Ecosse. "Nous vivons dans un pays britannique, protestaient-elles, où le français est une langue étrangère..." C'est probablement "à l'instigation de l'Eglise catholique romaine" que ce règlement a été passé, etc. Et, les deux

se reculèrent.²

En 1934, une cellule des Klu Klan fut organisée à Moncton par des membres venus des Etats-Unis. Ils firent brûler des croix, dont l'une à Sunny-Brey, sur le site actuel de l'Université. Ils menacèrent les religieuses de l'Hôtel-Dieu de faire sauter l'hôpital si elles n'enlevaient pas la croix lumineuse qui surmonte l'édifice. Mais, ce fut sans lendemain, et les activités cessèrent, sans doute avec le départ des délégués fondateurs.

1. L'Evangéline, 15 et 29 avril 1914.

2. L'Evangéline, 11 avril 1929.

A Yarmouth, en 1956, les Religieuses Hospitalières auraient pris la direction de l'hôpital si le fanatisme des protestants ne les en avait empêchées. Et, vu que ces religieuses étaient françaises, même des anglo-catholiques s'y opposèrent.

Enfin, à Lewisville, dans la banlieue de Moncton, la Commission scolaire, en 1959-60, à l'instigation de ministres protestants, résista à toutes les instances, même du ministre de l'Education de la province, lui-même protestant, la priant de régler honorablement le problème de l'école paroissiale.

Ces cas demeurent des événements exceptionnels; mais ils n'en manifestent pas moins un esprit, une mentalité lâtente qui rebondit à chaque fois que l'occasion se présente. Ce qui fait que, encore aujourd'hui, les gouvernements qui veulent accorder justice aux catholiques ou aux Acadiens, doivent y aller avec une prudence extrême et préparer l'opinion de longue main, pour ne pas soulever une "tolle" de certains groupes. Ce fut le cas pour la reconnaissance des cours d'été du collège Saint-Joseph, le cas pour l'Ecole normale bilingue, le cas pour l'Université de Moncton, le cas pour l'école secondaire bilingue de Moncton, comme c'est le cas pour toute circonstance semblable.

Comment expliquer cette attitude de l'élément anglo-protestant vis-à-vis de l'élément catholique, vis-à-vis de l'élément franco-catholique surtout? Car, il faut le signaler, l'opposition en général se fait davantage sentir envers l'élément acadien. Les Irlandais et les Ecos-sais catholiques parlent la même langue qu'eux, et partant, se mêlent davantage aux protestants et passent plus inaperçus. Ils sont moins redoutés que les Acadiens qui, eux, se distinguent tout de suite par leur langue.

Cet esprit latent d'opposition au catholicisme remonte loin. Nombreux au Canada sont les protestants dont les ancêtres ont fui l'Europe à cause de persécutions religieuses, soit en Angleterre sous Marie Stuart, soit en France (Huguenots) sous Louis XIV. La Saint-Barthélémy n'est pas encore oubliée parmi eux. Dans leur subconscient demeure une crainte invétérée de la religion catholique. Et, comme c'est la France qui, autrefois, a persécuté les protestants, l'opposition demeure, innée et plus forte, contre les franco-catholiques. Au fond, chez tout protestant sommeille la crainte d'un prosélytisme catholique, la peur d'être dominé par l'Eglise catholique.

Il faut admettre que le même sentiment, mais inverse, existait chez les catholiques. Les Irlandais et les Ecos-sais catholiques des Maritimes sont les descendants des

persécutés d'Irlande et d'Ecosse. Les Acadiens, eux, ont souffert la persécution religieuse depuis la domination anglo-protestante du pays. Les uns et les autres regardaient donc le protestant un peu comme une bête noire et dangereuse dont on fuyait le contact.

Chez les protestants, cette animosité fut et est encore entretenue par des sociétés fanatiques, la franc-maçonnerie, qui l'est beaucoup moins, et les Orangistes, qui heureusement perdent beaucoup de crédit et d'influence, même chez les protestants. La première loge maçonnique au Canada fut établie à Halifax à la fondation de cette ville. En 1961, on comptait au moins une dizaine de loges maçonniques au Nouveau-Brunswick et au moins vingt-cinq loges orangistes. Et à chaque sursaut de fanatisme, on peut y voir le doigt des Orangistes, qui d'ailleurs ne s'en cachent pas. Leur zèle étroit et brouillon est un fait avéré dans tout le pays, et même à Londres. Quand, en 1863, le gouvernement de l'Île du Prince-Edouard accorda l'incorporation civile aux loges orangistes, il souleva, en Chambre et dans la province, une tempête aussi grave, sinon plus grave que celle des écoles confessionnelles. Les protestants l'exigeaient dans le but, disaient-ils, de se défendre contre la tyrannie de l'Eglise catholique et de ses prêtres (Pape, dans son journal Islander). Les catholiques s'y opposaient

parce que ces loges allaient augmenter les discordes dans la province. L'incorporation fut passée. Mais les catholiques en appellèrent à Londres, au duc de Newcastle, secrétaire d'Etat pour les colonies, qui révoqua l'acte d'incorporation et blâma le gouvernement de l'avoir accordée "à un groupe qui, l'expérience le prouve, a comme but de semer les discordes religieuses et politiques au détriment de l'intérêt public".

Mais, dans l'ensemble, aujourd'hui malgré les heurts du passé, malgré les préjugés tenaces, un sentiment très sensible se manifeste entre les deux groupes vers la bonne entente, la compréhension et même la collaboration. Des faits nombreux en sont la preuve.

Moncton a fini, après une dure lutte il est vrai, par accorder l'école secondaire bilingue aux Français. Bathurst de même. La plupart des Eglises protestantes, sauf les Baptistes, s'étaient jointes aux catholiques, vers 1956, pour demander l'enseignement religieux dans les écoles. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a pu accorder l'université française de Moncton et l'Ecole normale bilingue aux Acadiens. Le collège Saint-Thomas de Chatham s'est transporté à Frédéricton pour être incorporé à l'université neutre de Frédéricton. L'Université de Mount Allison et celle de Moncton se sont entendues pour demander ensemble des subsides

du gouvernement. Dans les villes, les catholiques et les protestants s'unissent pour travailler ensemble à des campagnes de charité, comme celles de la Plume Rouge et de la Croix-Rouge. Des ministres protestants sont invités aux manifestations solennelles, patriotiques et même religieuses des catholiques, et ils y viennent.

Depuis le Concile du Vatican, le mouvement d'œcuménisme a commencé à se répandre et stimule des rapprochements. A Sackville, à Halifax, à Antigonish et à Sydney, N.-E., des ministres protestants et des prêtres catholiques se réunissent à chaque mois pour étudier des questions religieuses et fraterniser ensemble. Le nouvel évêque auxiliaire d'Halifax fut un des promoteurs de ce mouvement dans cette ville. Ces initiatives sont fortement encouragées par les autorités religieuses catholiques et protestantes. Le groupe qui se réunit à Sackville, par exemple, compte trois ou quatre pasteurs baptistes, 14 ministres de l'Eglise-Unie du Canada, 7 Anglicans, 12 prêtres catholiques, un ministre de l'American Misionary and Evangelical Church. En juin de cette année 1965, Mgr Norbert Robichaud, archevêque de Moncton, a répondu à l'invitation que lui avaient faite les responsables de la Maritime United Chruch Conference: il est allé à Sackville, donner une conférence, et les protestants ont depuis exprimé leur vive joie de ce geste de l'archevêque.

Puisque les préjugés religieux ont formé longtemps le principal obstacle à la compréhension entre nos deux groupes ethniques, on peut espérer que ce rapprochement, dans un meilleur esprit chrétien, facilitera la voie à une meilleure entente sur le plan linguistique, culturel et social.

A standard linear barcode is located in the top right corner of the page. It consists of vertical black lines of varying widths on a white background.

3 1761 11468885 6